



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 14.5.2020

2018/2283

C(2020) 2429 final

AVIS MOTIVÉ

adressé à la Belgique en vertu de l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en raison de l'inobservation des obligations prévues aux articles 5, 6, 7, 8, 9, à l'article 11, point c) ii), aux articles 12, 13, à l'article 14, paragraphes 1, 2, 4 et 7, à l'article 21, paragraphe 6, à l'article 23, paragraphe 5, point b), à l'article 31, à l'article 37, paragraphe 3, à l'article 40, paragraphe 1, point a), à l'article 42, paragraphe 2, point k), à l'article 48, à l'article 49, paragraphe 2, point ba), à l'article 50, paragraphe 1, à l'article 51, à l'article 55 *bis*, paragraphe 1, et aux annexes V et VII de la directive 2005/36/CE, telle que modifiée par la directive 2013/55/UE, ainsi qu'à l'article 16 de la directive 2006/123/UE, à l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2000/31/CE et aux articles 45, 49 et 56 du TFUE.

AVIS MOTIVÉ

adressé à la Belgique en vertu de l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en raison de l'inobservation des obligations prévues aux articles 5, 6, 7, 8, 9, à l'article 11, point c) ii), aux articles 12, 13, à l'article 14, paragraphes 1, 2, 4 et 7, à l'article 21, paragraphe 6, à l'article 23, paragraphe 5, point b), à l'article 31, à l'article 37, paragraphe 3, à l'article 40, paragraphe 1, point a), à l'article 42, paragraphe 2, point k), à l'article 48, à l'article 49, paragraphe 2, point ba), à l'article 50, paragraphe 1, à l'article 51, à l'article 55 *bis*, paragraphe 1, et aux annexes V et VII de la directive 2005/36/CE, telle que modifiée par la directive 2013/55/UE, ainsi qu'à l'article 16 de la directive 2006/123/UE, à l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2000/31/CE et aux articles 45, 49 et 56 du TFUE.

1. EXPOSE DES FAITS

La directive 2005/36/CE établit les règles selon lesquelles un État membre qui subordonne l'accès à une profession réglementée ou son exercice, sur son territoire, à la possession d'une qualification professionnelle spécifique reconnaît, pour l'accès à cette profession et son exercice, les qualifications professionnelles acquises dans un ou plusieurs autres États membres et qui permettent au titulaire desdites qualifications d'y exercer la même profession.

La directive 2005/36/CE a été adoptée le 7 septembre 2005 et aurait dû être mise en œuvre dans tous les États membres au plus tard le 20 octobre 2007. L'article 63 de ladite directive dispose que les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive et en informent immédiatement la Commission.

La directive 2013/55/UE a été adoptée le 20 novembre 2013 et modifie la directive 2005/36/CE. Tous les États membres auraient dû mettre en œuvre la directive 2013/55/UE le 18 janvier 2016 au plus tard. Aux termes de l'article 3, paragraphe 5, de ladite directive, les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la directive.

Pour faciliter la lecture, chaque fois que la Commission évoquera la directive 2005/36/CE, elle entendra le texte dans sa version modifiée.

La Belgique a notifié à la Commission, entre le 10 octobre 2007 et le 18 novembre 2019, un total de 45 mesures de transposition de la directive 2005/36/CE¹. Entre le

¹ MNE(2008)54880, MNE(2008)55015, MNE(2008)51562, MNE(2008)51563, MNE(2008)52485, MNE(2008)52487, MNE(2008)52489, MNE(2008)52491, MNE(2008)52493, MNE(2008)52497, MNE(2008)52499, MNE(2008)54770, MNE(2008)54771, MNE(2008)53165, MNE(2008)52480, MNE(2008)52224, MNE(2008)52225, MNE(2008)52578, MNE(2008)53292, MNE(2008)52495, MNE(2010)53149, MNE(2010)53209, MNE(2009)54057, MNE(2009)53920, MNE(2009)52613, MNE(2011)53750, MNE(2011)52052, MNE(2009)54033, MNE(2011)51181, MNE(2011)52853, MNE(2007)58866, MNE(2007)57898, MNE(2007)57901, MNE(2007)57071, MNE(2007)57072, MNE(2009)50314, MNE(2009)50315, MNE(2008)55608, MNE(2009)50697, MNE(2009)51041, MNE(2018)53916, MNE(2019)53821, MNE(2019)54482, MNE(2019)55512, MNE(2019)56364.

19 juillet 2016 et le 18 novembre 2019, les autorités belges ont notifié à la Commission 37 mesures de transposition de la directive 2013/55/UE². En outre, les autorités belges ont, dans le contexte de leurs obligations de notification, envoyé à la Commission quatre tableaux de concordance qui ne portent que sur certaines parties des mesures de transposition.

Une première procédure d'infraction, concernant notamment les obligations de déclaration et de notification (affaire n° 2018/2162), a été ouverte par une lettre de mise en demeure envoyée le 20 juillet 2018 [réf. SG(2018)D/15022; C(2018)4641]. Par lettre datée du 23 août 2018 [réf. INF(2018)116242], la Belgique a demandé une prolongation du délai de réponse à la première lettre de mise en demeure. Un délai supplémentaire d'un mois lui a été accordé par lettre datée du 27 août 2018 [ARES(2018)4400269]. La Belgique a répondu à la lettre de mise en demeure le 18 octobre 2018 [réf. INF(2018)116344].

À la suite de la réponse de la Belgique, un avis motivé a été envoyé le 8 mars 2019 [réf. SG(2019)D/3837;C(2019)1231]. Par lettre datée du 24 avril 2019 [réf. INF(2018)116242], la Belgique a demandé une prolongation du délai de réponse à l'avis motivé. Un délai supplémentaire d'un mois lui a été accordé par lettre du 8 mai 2019 [Ares(2019)3067301]. La Belgique a répondu à l'avis motivé le 1^{er} août 2019 [réf. INF(2019)117860].

Une deuxième procédure d'infraction (affaire n° 2018/2283) concernant d'autres dispositions de la directive, à savoir les définitions, les règles sur la libre prestation de services, la liberté d'établissement, la reconnaissance de l'expérience professionnelle, les règles sur les professions de certains secteurs bénéficiant d'une reconnaissance automatique, les documents et les formalités d'établissement, la reconnaissance des stages professionnels, ainsi que d'autres dispositions connexes du droit de l'Union, a été ouverte par une lettre de mise en demeure envoyée le 25 janvier 2019 [réf. SG(2019)D/1312;C(2019)443].

Par lettre datée du 15 février 2019 [réf. INF(2019)117005], la Belgique a demandé une prolongation du délai de réponse à la lettre de mise en demeure. Un délai supplémentaire d'un mois lui a été accordé par lettre du 20 février 2019 [Ares(2019)1060517]. La Belgique a répondu à la lettre de mise en demeure le 24 avril 2019 [réf. INF(2019)117447].

Une lettre de mise en demeure complémentaire a été envoyée le 11 octobre 2019 [réf. SG(2019)D/14858;C(2019)6697]. La Belgique a répondu à la lettre de mise en demeure complémentaire le 5 décembre 2019 [INF(2019)118401].

Sur la base des explications fournies par les autorités belges, la Commission estime que les griefs analysés ci-après continuent d'attester un manquement de la Belgique aux obligations découlant de la directive 2005/36/CE.

² MNE(2016)55695, MNE(2016)55962, MNE(2016)55718, MNE(2016)54932, MNE(2016)54933, MNE(2016)54934, MNE(2017)56490, MNE(2017)50826, MNE(2017)50831, MNE(2017)50833, MNE(2016)57099, MNE(2016)57098, MNE(2018)50571, MNE(2017)50181, MNE(2017)50623, MNE(2017)55448, MNE(2017)52207, MNE(2017)52473, MNE(2017)52474, MNE(2017)53001, MNE(2017)54292, MNE(2017)54765, MNE(2017)56010, MNE(2017)56268, MNE(2017)56875, MNE(2017)54607, MNE(2017)56680, MNE(2017)53436, MNE(2018)50110, MNE(2018)50520, MNE(2018)50571, MNE(2018)50590, MNE(2019)53820, MNE(2019)54483, MNE(2019)55510, MNE(2019)55758, MNE(2019)56365.

À des fins de clarté, les conclusions préliminaires exposées dans la lettre de mise en demeure concernant l'article 3, paragraphe 1, point b), l'article 3, paragraphe 3, l'article 10, point g), l'article 23, paragraphes 3 et 4, l'article 30, paragraphe 1, l'article 46, paragraphes 1, 2 et 4 et les articles 47 et 52 de la directive 2005/36/CE ne sont pas approfondies dans le présent avis motivé.

En outre, bien que la Commission retienne d'autres griefs liés aux articles évoqués ci-après, elle n'y revient pas dans le présent avis motivé:

- le grief basé sur l'article 5, paragraphe 1, point b), de la directive 2005/36/CE dans la mesure où il concernait les professions des soins de santé en Communauté française et en Communauté germanophone;
- le grief basé sur l'article 7, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait la loi relative aux professions comptables et fiscales, l'arrêté flamand relatif à l'accueil en crèche et dans la mesure où il concerne les exigences en matière d'assurances nationales;
- le grief basé sur l'article 7, paragraphe 2, points d) à g), de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait les professions des soins de santé en Communauté française et en Communauté germanophone;
- le grief basé sur l'article 7, paragraphe 2 *bis*, de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone;
- le grief basé sur l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE, s'agissant de l'absence de transposition, dans l'arrêté flamand relatif à l'accueil en crèche, des modalités, des conditions préalables et des délais applicables à une épreuve d'aptitude;
- le grief basé sur l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait la transposition ambiguë des délais procéduraux dans la loi sur les qualifications professionnelles;
- le grief basé sur l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait les professions des soins de santé en Communauté française et en Communauté germanophone;
- le grief basé sur la non-transposition de l'article 12 de la directive 2005/36/CE dans la mesure où il concernait les professions de l'enseignement en Communauté germanophone;
- le grief basé sur la non-transposition de l'article 13 de la directive 2005/36/CE dans la mesure où il concernait les professions de l'enseignement, les professions dans le domaine des soins aux personnes âgées et du transport des patients en Communauté germanophone;
- le grief basé sur la non-transposition l'article 13 de la directive 2005/36/CE dans la mesure où il concernait la profession d'aide-soignant en Communauté française;
- le grief basé sur l'absence de transposition de l'article 14, paragraphe 5, paragraphe 6, points a) et b), et paragraphe 7, de la directive 2005/36/CE, dans l'arrêté flamand relatif aux professions de l'enseignement;
- le grief basé sur l'absence de transposition de l'article 14, paragraphe 7, de la directive 2005/36/CE, dans les lois verticales qui régissent les agents immobiliers, les comptables et les autres professions fiscales, ainsi que dans l'arrêté flamand relatif à l'accueil en crèche et dans l'arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile, et dans les lois pertinentes pour la Région de Bruxelles-Capitale;
- le grief basé sur l'article 14, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait les mandataires en brevets, les comptables et les autres

professions fiscales, les agents immobiliers et l'arrêté flamand relatif aux professions de l'enseignement;

- le grief basé sur l'article 23, paragraphe 5, point b), de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait les architectes et les vétérinaires;
- le grief basé sur l'article 31 considéré en liaison avec l'annexe V, point 5.2.1, de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait les infirmiers formés dans le cadre de l'enseignement secondaire professionnel complémentaire en Communauté française;
- le grief basé sur l'article 51, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait l'arrêté de la Communauté française relatif à la reconnaissance des professions des soins de santé;
- le grief basé sur l'article 55 *bis* de la directive 2005/36/CE dans la mesure où il concernait les professions des soins de santé en Communauté française et en Communauté germanophone;
- le grief basé sur l'article 50, paragraphe 1, en liaison avec l'annexe VII de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait l'article 3, paragraphe 1, 4^o, et l'article 3, paragraphe 1, alinéa 4, du décret germanophone sur l'enseignement, l'article 4, paragraphe 1, 4^o, et l'article 4, paragraphe 1, alinéa 3, de l'arrêté germanophone en matière d'enseignement, et l'article 4, alinéa 1, 5^o, et l'article 4, alinéa 3, de l'arrêté flamand relatif aux professions de l'enseignement;
- le grief basé sur l'article 50, paragraphe 1, en liaison avec l'annexe VII, point 1 b), de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait le décret germanophone sur l'enseignement et l'arrêté germanophone en matière d'enseignement;
- le grief basé sur l'article 50, paragraphe 1, en liaison avec l'annexe VII, point 1 c), de la directive 2005/36/CE, dans la mesure où il concernait le formulaire de demande de reconnaissance des qualifications professionnelles des assistants des soins de santé en Flandre, fourni sur le site web pertinent;
- le grief basé sur les articles 45 et 49 du TFUE, dans la mesure où il concernait l'arrêté flamand relatif aux professions de l'enseignement.

2. EN DROIT

2.1. Cadre juridique applicable de l'UE

Les dispositions pertinentes du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux fins du présent avis motivé sont les suivantes::

The relevant provisions of the Treaty on the Functioning of the European Union for the purpose of this reasoned opinion, are the following

Article 45

1. La libre circulation des travailleurs est assurée à l'intérieur de l'Union.

2. Elle implique l'abolition de toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des États membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail.

3. Elle comporte le droit, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique:

a) de répondre à des emplois effectivement offerts,

b) de se déplacer à cet effet librement sur le territoire des États membres,

c) de séjourner dans un des États membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux,

d) de demeurer, dans des conditions qui feront l'objet de règlements établis par la Commission, sur le territoire d'un État membre, après y avoir occupé un emploi.

4. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux emplois dans l'administration publique.

Article 49

Dans le cadre des dispositions ci-après, les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un État membre dans le territoire d'un autre État membre sont interdites. Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un État membre établis sur le territoire d'un État membre.

La liberté d'établissement comporte l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ainsi que la constitution et la gestion d'entreprises, et notamment de sociétés au sens de l'article 54, deuxième alinéa, dans les conditions définies par la législation du pays d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des dispositions du chapitre relatif aux capitaux.

Article 56

Dans le cadre des dispositions ci-après, les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de l'Union sont interdites à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un État membre autre que celui du destinataire de la prestation.

Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent étendre le bénéfice des dispositions du présent chapitre aux prestataires de services ressortissants d'un État tiers et établis à l'intérieur de l'Union.

Article 57

Au sens des traités, sont considérées comme services les prestations fournies normalement contre rémunération, dans la mesure où elles ne sont pas régies par les

dispositions relatives à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes.

Les services comprennent notamment:

- a) des activités de caractère industriel,*
- b) des activités de caractère commercial,*
- c) des activités artisanales,*
- d) les activités des professions libérales.*

Sans préjudice des dispositions du chapitre relatif au droit d'établissement, le prestataire peut, pour l'exécution de sa prestation, exercer, à titre temporaire, son activité dans l'État membre où la prestation est fournie, dans les mêmes conditions que celles que cet État impose à ses propres ressortissants.

The relevant provisions of Directive 2005/36/EC for the purpose of this reasoned opinion, are the following

Article 5

Principe de libre prestation de services

1. Sans préjudice de dispositions spécifiques du droit communautaire ni des articles 6 et 7 de la présente directive, les États membres ne peuvent restreindre, pour des raisons relatives aux qualifications professionnelles, la libre prestation de services dans un autre État membre:

a) si le prestataire est légalement établi dans un État membre pour y exercer la même profession (ci-après dénommé «État membre d'établissement»), et

b) en cas de déplacement du prestataire, s'il a exercé cette profession dans un ou plusieurs États membres pendant au moins une année au cours des dix années qui précèdent la prestation lorsque la profession n'est pas réglementée dans l'État membre d'établissement. La condition exigeant l'exercice de la profession pendant une année n'est pas d'application si la profession ou la formation conduisant à la profession est réglementée.

2. Les dispositions du présent titre s'appliquent uniquement dans le cas où le prestataire se déplace vers le territoire de l'État membre d'accueil pour exercer, de façon temporaire et occasionnelle, la profession visée au paragraphe 1.

Le caractère temporaire et occasionnel de la prestation est apprécié au cas par cas, notamment en fonction de la durée de la prestation, de sa fréquence, de sa périodicité et de sa continuité.

3. *S'il se déplace, un prestataire est soumis aux règles de conduite de caractère professionnel, réglementaire ou administratif en rapport direct avec les qualifications professionnelles telles que la définition de la profession, l'usage des titres et les fautes professionnelles graves qui ont un lien direct et spécifique avec la protection et la sécurité des consommateurs, ainsi qu'aux dispositions disciplinaires applicables dans l'État membre d'accueil aux professionnels qui y exercent la même profession.*

Article 6

Dispenses

Conformément à l'article 5, paragraphe 1, l'État membre d'accueil dispense les prestataires de services établis dans un autre État membre des exigences imposées aux professionnels établis sur son territoire relatives à:

a) l'autorisation, l'inscription ou l'affiliation à une organisation professionnelle ou à un organisme professionnel. Afin de faciliter l'application des dispositions disciplinaires en vigueur sur leur territoire, conformément à l'article 5, paragraphe 3, les États membres peuvent prévoir soit une inscription temporaire intervenant automatiquement, soit une adhésion pro forma à une telle organisation ou à un tel organisme professionnels, à condition qu'elles ne retardent ni ne compliquent en aucune manière la prestation de services et n'entraînent pas de frais supplémentaires pour le prestataire de services. Une copie de la déclaration et, le cas échéant, du renouvellement visé à l'article 7, paragraphe 1, accompagnées, pour les professions qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques visées à l'article 7, paragraphe 4, ou qui bénéficient de la reconnaissance automatique en vertu du titre III, chapitre III, d'une copie des documents visés à l'article 7, paragraphe 2, sont envoyées à l'organisation ou à l'organisme professionnel pertinent par l'autorité compétente et constituent une inscription temporaire intervenant automatiquement ou une adhésion pro forma à cet effet;

b) l'inscription à un organisme de sécurité sociale de droit public, pour régler avec un organisme assureur les comptes afférents aux activités exercées au profit des assurés sociaux.

Toutefois, le prestataire de services informe préalablement ou, en cas d'urgence, ultérieurement, l'organisme visé au point b), de sa prestation de services.

Article 7

Déclaration préalable en cas de déplacement du prestataire de services

1. Les États membres peuvent exiger que, lorsque le prestataire se déplace d'un État membre à l'autre pour la première fois pour fournir des services, il en informe préalablement l'autorité compétente de l'État membre d'accueil par une déclaration écrite comprenant les informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle. Une telle déclaration est renouvelée une fois par an si le prestataire

compte fournir des services d'une manière temporaire ou occasionnelle dans cet État membre au cours de l'année concernée. Le prestataire peut fournir cette déclaration par tout moyen.

2. En outre, lors de la première prestation de service ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, les États membres peuvent exiger que la déclaration soit accompagnée des documents suivants:

a) une preuve de la nationalité du prestataire;

b) une attestation certifiant que le détenteur est légalement établi dans un État membre pour y exercer les activités en question, et qu'il n'encourt, lorsque l'attestation est délivrée, aucune interdiction même temporaire d'exercer;

c) une preuve des qualifications professionnelles;

d) pour les cas visés à l'article 5, paragraphe 1, point b), la preuve par tout moyen que le prestataire a exercé les activités en question pendant au moins une année au cours des dix années précédentes;

e) en ce qui concerne les professions dans les domaines de la sécurité et de la santé et les professions liées à l'éducation des mineurs, y compris la garde d'enfants et l'éducation de la petite enfance, si l'État membre l'exige de ses propres ressortissants, une attestation confirmant l'absence d'interdictions temporaires ou définitives d'exercer la profession ou de condamnations pénales;

f) pour les professions ayant des implications en matière de sécurité des patients, une déclaration concernant la connaissance qu'a le demandeur de la langue nécessaire pour l'exercice de la profession dans l'État membre d'accueil;

g) pour les professions exerçant les activités visées à l'article 16 et qui ont été notifiées par un État membre conformément à l'article 59, paragraphe 2, un certificat concernant la nature et la durée de l'activité délivré par l'autorité ou l'organisme compétent de l'État membre où le prestataire est établi.

2 bis. La présentation par le prestataire d'une déclaration requise conformément au paragraphe 1 autorise ce prestataire à accéder à l'activité de services ou à exercer cette activité sur l'ensemble du territoire de l'État membre concerné. Un État membre peut demander les informations supplémentaires énumérées au paragraphe 2, concernant les qualifications professionnelles du prestataire si:

a) la profession est réglementée de manière différente sur certaines parties du territoire de cet État membre;

b) une telle réglementation est également applicable à tous les ressortissants de cet État membre;

c) les différences que présente cette réglementation se justifient par des raisons impérieuses d'intérêt général liées à la santé publique ou à la sécurité des bénéficiaires des services; et

d) l'État membre n'a pas d'autre moyen d'obtenir ces informations.

3. La prestation est effectuée sous le titre professionnel de l'État membre d'établissement lorsqu'un tel titre existe dans ledit État membre pour l'activité professionnelle concernée. Ce titre est indiqué dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'établissement, de manière à éviter toute confusion avec le titre professionnel de l'État membre d'accueil. Dans les cas où ledit titre professionnel n'existe pas dans l'État membre d'établissement, le prestataire fait mention de son titre de formation dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de cet État membre. Par dérogation, la prestation est effectuée sous le titre professionnel de l'État membre d'accueil dans les cas visés au titre III, chapitre III.

4. Lors de la première prestation de services, dans le cas de professions réglementées qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques et qui ne bénéficient pas d'une reconnaissance automatique en vertu du titre III, chapitre II, III ou III bis, l'autorité compétente de l'État membre d'accueil peut procéder à une vérification des qualifications professionnelles du prestataire avant la première prestation de services. Une telle vérification préalable n'est possible que si son objectif est d'éviter des dommages graves pour la santé ou la sécurité du destinataire du service, du fait du manque de qualification professionnelle du prestataire, et dans la mesure où elle n'excède pas ce qui est nécessaire à cette fin.

Au plus tard un mois à compter de la réception de la déclaration et des documents joints, visés aux paragraphes 1 et 2, l'autorité compétente informe le prestataire de sa décision:

a) de permettre la prestation de services sans vérifier ses qualifications professionnelles;

b) ayant vérifié ses qualifications professionnelles:

i) d'imposer au prestataire de services une épreuve d'aptitude; ou

ii) de permettre la prestation des services.

En cas de difficulté susceptible de provoquer un retard dans la prise de décision prévue au deuxième alinéa, l'autorité compétente informe le prestataire dans le même délai des raisons du retard. La difficulté est résolue dans le mois qui suit cette information et la décision est prise dans un délai de deux mois suivant la résolution de la difficulté.

En cas de différence substantielle entre les qualifications professionnelles du prestataire et la formation exigée dans l'État membre d'accueil, dans la mesure où cette différence est de nature à nuire à la santé ou à la sécurité publiques et où elle ne peut être compensée par l'expérience professionnelle du prestataire ou par les connaissances, aptitudes et compétences acquises lors d'un apprentissage tout au long de la vie ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent, l'État membre d'accueil offre au prestataire la possibilité de démontrer qu'il a acquis les connaissances, aptitudes ou compétences manquantes, par une épreuve d'aptitude telle que visée au deuxième alinéa, point b). L'État membre d'accueil prend une décision, sur cette base, sur la question d'autoriser ou non la prestation de services.

En tout état de cause, la prestation de service doit pouvoir intervenir dans le mois qui suit la décision prise en application du deuxième alinéa.

En l'absence de réaction de l'autorité compétente dans les délais fixés aux deuxième et troisième alinéas, la prestation de services peut être effectuée.

Dans les cas où les qualifications professionnelles ont été vérifiées conformément au présent alinéa, la prestation de services est effectuée sous le titre professionnel de l'État membre d'accueil.

Article 8

Coopération administrative

1. Les autorités compétentes de l'État membre d'accueil peuvent demander aux autorités compétentes de l'État membre d'établissement, en cas de doutes justifiés, toute information pertinente concernant la légalité de l'établissement et la bonne conduite du prestataire ainsi que l'absence de sanction disciplinaire ou pénale à caractère professionnel. Si les autorités compétentes de l'État membre d'accueil décident de contrôler les qualifications professionnelles du prestataire, elles peuvent demander aux autorités compétentes de l'État membre d'établissement des informations sur les formations suivies par le prestataire dans la mesure nécessaire à l'évaluation des différences substantielles de nature à nuire à la santé ou à la sécurité publiques. Les autorités compétentes de l'État membre d'établissement communiquent ces informations conformément à l'article 56. Si la profession n'est pas réglementée dans l'État membre d'origine, les centres d'assistance visés à l'article 57 ter peuvent également fournir de telles informations.

2. Les autorités compétentes assurent l'échange des informations nécessaires pour que la plainte d'un destinataire d'un service à l'encontre d'un prestataire de services soit correctement traitée. Le destinataire est informé de la suite donnée à la plainte.

Article 9

Information des destinataires du service

Dans les cas où la prestation est effectuée sous le titre professionnel de l'État membre d'établissement ou sous le titre de formation du prestataire, outre les autres exigences en matière d'information prévues par le droit communautaire, les autorités compétentes de l'État membre d'accueil peuvent exiger du prestataire qu'il fournisse au destinataire du service tout ou partie des informations suivantes:

a) dans le cas où le prestataire est inscrit dans un registre du commerce ou dans un autre registre public similaire, le registre dans lequel il est inscrit et son numéro d'immatriculation, ou des moyens équivalents d'identification figurant dans ce registre;

b) dans le cas où l'activité est soumise à un régime d'autorisation dans l'État membre d'établissement, les coordonnées de l'autorité de surveillance compétente;

c) toute organisation professionnelle ou tout organisme similaire auprès duquel le prestataire est inscrit;

d) le titre professionnel ou, lorsqu'un tel titre n'existe pas, le titre de formation du prestataire et l'État membre dans lequel il a été octroyé;

e) dans le cas où le prestataire exerce une activité soumise à la TVA, le numéro d'identification visé à l'article 22, paragraphe 1, de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme;

f) des informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle.

Article 11

Niveaux de qualification

Aux fins de l'article 13 et de l'article 14, paragraphe 6, les qualifications professionnelles sont regroupées selon les niveaux suivants:

[...]

b) certificat sanctionnant un cycle d'études secondaires:

i) soit général, complété par un cycle d'études ou de formation professionnelle autre que ceux visés au point c) et/ou par le stage ou la pratique professionnelle requis en plus de ce cycle d'études;

ii) soit technique ou professionnel, complété le cas échéant par un cycle d'études ou de formation professionnelle tel que visé au point i) et/ou par le stage ou la pratique professionnelle requis en plus de ce cycle d'études;

c) diplôme sanctionnant:

i) soit une formation du niveau de l'enseignement post-secondaire autre que celui visé aux points d) et e) d'une durée minimale d'un an ou d'une durée équivalente à temps partiel, dont l'une des conditions d'accès est, en règle générale, l'accomplissement du cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement universitaire ou supérieur, ou l'accomplissement d'une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que la formation professionnelle éventuellement requise en plus de ce cycle d'études post-secondaires;

ii) soit une formation réglementée ou, dans le cas de professions réglementées, une formation professionnelle à structure particulière, avec des compétences allant au-delà de ce qui prévu au niveau b, équivalente au niveau de formation mentionné au point i), si cette formation confère un niveau professionnel comparable et prépare à un niveau

comparable de responsabilités et de fonctions, pour autant que le diplôme soit accompagné d'un certificat de l'État membre d'origine;

[...]

Article 12

Formations assimilées

Est assimilé à un titre de formation visé à l'article 11, y compris quant au niveau concerné, tout titre de formation ou ensemble de titres de formation qui a été délivré par une autorité compétente dans un État membre, sur la base d'une formation à temps plein ou à temps partiel, dans le cadre de programmes formels ou non, dès lors qu'il sanctionne une formation acquise dans l'Union, reconnue par cet État membre comme étant de niveau équivalent et qu'il confère à son titulaire les mêmes droits d'accès à une profession ou d'exercice de celle-ci, ou qui prépare à l'exercice de cette profession.

Est également assimilée à un tel titre de formation, dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa, toute qualification professionnelle qui, sans répondre aux exigences prévues par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'État membre d'origine pour l'accès à une profession ou son exercice, confère à son titulaire des droits acquis en vertu de ces dispositions. En particulier, ceci s'applique dans le cas où l'État membre d'origine relève le niveau de formation requis pour l'accès à une profession ou son exercice et où une personne ayant suivi la formation antérieure, qui ne répond pas aux exigences de la nouvelle qualification, bénéficie de droits acquis en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives; dans un tel cas, la formation antérieure est considérée par l'État membre d'accueil, aux fins de l'application de l'article 13, comme correspondant au niveau de la nouvelle formation.

Article 13

Conditions de la reconnaissance

1. Lorsque, dans un État membre d'accueil, l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession de qualifications professionnelles déterminées, l'autorité compétente de cet État membre permet aux demandeurs d'accéder à cette profession et de l'exercer, dans les mêmes conditions que pour ses nationaux, s'ils possèdent une attestation de compétences ou un titre de formation visé à l'article 11 qui est requis par un autre État membre pour accéder à cette même profession sur son territoire ou l'y exercer.

Les attestations de compétences ou les titres de formation sont délivrés par une autorité compétente dans un État membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre.

2. L'accès à la profession et son exercice, tels que décrits au paragraphe 1, sont également accordés aux demandeurs qui ont exercé la profession en question à temps plein pendant une année ou à temps partiel pendant une durée totale équivalente au cours des dix années précédentes dans un autre État membre qui ne réglemente pas cette profession et qui possèdent une ou plusieurs attestations de compétences ou preuves de titre de formation délivré par un autre État membre qui ne réglemente pas cette profession.

Les attestations de compétences ou les titres de formation remplissent les conditions suivantes:

a) être délivrés par une autorité compétente dans un État membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre;

b) attester la préparation du titulaire à l'exercice de la profession concernée.

L'expérience professionnelle d'un an visée au premier alinéa ne peut cependant être requise si le titre de formation que possède le demandeur certifie une formation réglementée.

3. L'État membre d'accueil accepte le niveau attesté au titre de l'article 11 par l'État membre d'origine ainsi que le certificat par lequel l'État membre d'origine certifie que la formation réglementée ou la formation professionnelle à structure particulière visée à l'article 11, point c) ii), est équivalente au niveau prévu à l'article 11, point c) i).

4. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2 du présent article, et à l'article 14, l'autorité compétente de l'État membre d'accueil peut refuser l'accès à la profession et son exercice au titulaire d'une attestation de compétences classée sous le point a) de l'article 11 lorsque la qualification professionnelle nationale requise pour exercer la profession sur son territoire relève des dispositions du point e) de l'article 11.

Article 14

Mesures de compensation

1. L'article 13 ne fait pas obstacle à ce que l'État membre d'accueil exige du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation pendant trois ans au maximum ou se soumette à une épreuve d'aptitude dans un des cas suivants:

a) lorsque la formation que le demandeur a reçue porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation requis dans l'État membre d'accueil;

b) lorsque la profession réglementée dans l'État membre d'accueil comprend une ou plusieurs activités professionnelles réglementées qui n'existent pas dans la profession correspondante dans l'État membre d'origine du demandeur et que la formation requise

dans l'État membre d'accueil porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par l'attestation de compétences ou le titre de formation du demandeur.

2. Si l'État membre d'accueil fait usage de la possibilité prévue au paragraphe 1, il doit laisser au demandeur le choix entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude.

[...]

4. Aux fins des paragraphes 1 et 5, on entend par «matières substantiellement différentes» des matières dont la connaissance, les aptitudes et les compétences acquises sont essentielles à l'exercice de la profession et pour lesquelles la formation reçue par le migrant présente des différences significatives en termes de contenu par rapport à la formation exigée dans l'État membre d'accueil.

[...]

7. Les États membres veillent à ce qu'un demandeur ait la possibilité de présenter l'épreuve d'aptitude visée au paragraphe 1 dans un délai maximal de six mois à compter de la décision initiale imposant une épreuve d'aptitude au demandeur.

Article 21

Principe de reconnaissance automatique

[...]

6. Chaque État membre subordonne l'accès aux activités professionnelles de médecin, d'infirmier responsable de soins généraux, de praticien de l'art dentaire, de vétérinaire, de sage-femme et de pharmacien et leur exercice à la possession d'un titre de formation respectivement visé aux points 5.1.1, 5.1.2, 5.1.4, 5.2.2, 5.3.2, 5.3.3, 5.4.2, 5.5.2 et 5.6.2 de l'annexe V, donnant la garantie que le professionnel concerné a acquis pendant la durée totale de sa formation, selon le cas, les connaissances, les aptitudes et les compétences visées respectivement à l'article 24, paragraphe 3, à l'article 31, paragraphe 6, à l'article 31, paragraphe 7, à l'article 34, paragraphe 3, à l'article 38, paragraphe 3, à l'article 40, paragraphe 3, et à l'article 44, paragraphe 3.

Pour tenir compte de progrès scientifiques et techniques généralement reconnus, la Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 57 quater pour actualiser les connaissances et aptitudes visées à l'article 24, paragraphe 3, à l'article 31, paragraphe 6, à l'article 34, paragraphe 3, à l'article 38, paragraphe 3, à l'article 40, paragraphe 3, à l'article 44, paragraphe 3 et à l'article 46, paragraphe 4, afin de tenir compte de l'évolution du droit de l'Union affectant directement les professionnels concernés.

Cette mise à jour n'entraîne pas une modification des principes législatifs fondamentaux existant dans les États membres relatifs au régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès des personnes physiques. Cette mise à jour respecte la responsabilité des États membres en matière d'organisation des systèmes éducatifs,

comme le prévoit l'article 165, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Article 23

Droits acquis

[...]

5. Sans préjudice de l'article 43 ter, chaque État membre reconnaît les titres de formation de médecin, donnant accès aux activités professionnelles de médecin avec formation de base et de médecin spécialiste et les titres de formation d'infirmier responsable de soins généraux, de praticien de l'art dentaire, de praticien de l'art dentaire spécialiste, de vétérinaire, de sage-femme, de pharmacien et d'architecte détenus par les ressortissants des États membres et qui ont été délivrés par l'ex-Yougoslavie ou dont la formation a commencé,

[...]

b) pour la Croatie, avant le 8 octobre 1991,

lorsque les autorités des États membres précités attestent que ces titres ont, sur leur territoire, la même validité sur le plan juridique que les titres qu'elles délivrent et, pour les architectes, que les titres visés pour ces États membres à l'annexe VI, point 6, pour ce qui est de l'accès aux activités professionnelles de médecin avec formation de base, de médecin spécialiste, d'infirmier responsable de soins généraux, de praticien de l'art dentaire, de praticien de l'art dentaire spécialiste, de vétérinaire, de sage-femme, de pharmacien pour ce qui concerne les activités visées à l'article 45, paragraphe 2, et d'architecte pour ce qui concerne les activités visées à l'article 48, ainsi que de leur exercice.

Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur leur territoire pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat.

[...]

Article 31

Formation d'infirmier responsable de soins généraux

[...]

2. La formation d'infirmier responsable de soins généraux est effectuée à temps plein et porte au moins sur le programme figurant à l'annexe V, point 5.2.1.

[...]

3. La formation d'infirmier responsable de soins généraux comprend un total d'au moins trois années d'études, qui peuvent en outre être exprimées en crédits ECTS

équivalents et représentent au moins 4 600 heures d'enseignement théorique et clinique, la durée de l'enseignement théorique représentant au moins un tiers et celle de l'enseignement clinique au moins la moitié de la durée minimale de la formation. Les États membres peuvent accorder des dispenses partielles à des professionnels ayant acquis une partie de cette formation dans le cadre d'autres formations de niveau au moins équivalent.

Les États membres veillent à ce que l'institution chargée de la formation d'infirmier soit responsable de la coordination entre l'enseignement théorique et clinique pour l'ensemble du programme d'études.

4. L'enseignement théorique se définit comme étant le volet de la formation d'infirmier par lequel les candidats infirmiers acquièrent les connaissances, les aptitudes et les compétences professionnelles requises en vertu des paragraphes 6 et 7. Cette formation est dispensée par le personnel enseignant en soins infirmiers ainsi que par d'autres personnes compétentes, dans les universités, les établissements d'enseignement supérieur d'un niveau reconnu comme équivalent, les écoles professionnelles d'infirmiers ou les programmes de formation professionnelle en soins infirmiers.

5. L'enseignement clinique se définit comme étant le volet de la formation d'infirmier par lequel les candidats infirmiers apprennent, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer l'ensemble des soins infirmiers requis à partir des connaissances, des aptitudes et des compétences acquises. Le candidat infirmier apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser l'ensemble des soins infirmiers, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein des institutions de santé ou dans la collectivité.

Cet enseignement a lieu dans les hôpitaux et autres institutions de santé et dans la collectivité, sous la responsabilité des infirmiers enseignants et avec la coopération et l'assistance d'autres infirmiers qualifiés. D'autres personnels qualifiés peuvent être intégrés dans le processus d'enseignement.

Les candidats infirmiers participent aux activités des services en cause dans la mesure où ces activités concourent à leur formation, en leur permettant d'apprendre à assumer les responsabilités qu'impliquent les soins infirmiers.

6. La formation d'infirmier responsable de soins généraux donne la garantie que le professionnel concerné a acquis les connaissances et les aptitudes suivantes:

a) connaissance étendue des sciences qui sont à la base des soins généraux, y compris une connaissance suffisante de l'organisme, des fonctions physiologiques et du comportement des personnes en bonne santé et des personnes malades, ainsi que des relations existant entre l'état de santé et l'environnement physique et social de l'être humain;

b) connaissance de la nature et de l'éthique de la profession et des principes généraux concernant la santé et les soins;

c) expérience clinique adéquate; celle-ci, qu'il convient de choisir pour sa valeur formatrice, devrait être acquise sous le contrôle d'un personnel infirmier qualifié, et dans des lieux où l'importance du personnel qualifié et l'équipement sont appropriés aux soins infirmiers à dispenser au malade;

d) capacité de participer à la formation pratique du personnel sanitaire et expérience de la collaboration avec ce personnel;

e) expérience de la collaboration avec d'autres professionnels du secteur de la santé.

7. Les titres de formation d'infirmier responsable de soins généraux attestent que le professionnel concerné est au moins en mesure d'appliquer les compétences suivantes, indépendamment du fait que la formation se soit déroulée dans une université, un établissement d'enseignement supérieur de niveau reconnu comme équivalent, une école professionnelle d'infirmiers ou dans le cadre d'un programme de formation professionnelle en soins infirmiers:

a) la compétence de diagnostiquer de façon indépendante les soins infirmiers requis, sur la base des connaissances théoriques et cliniques en usage, et de planifier, d'organiser et d'administrer les soins infirmiers aux patients, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément au paragraphe 6, points a), b) et c), afin d'améliorer la pratique professionnelle;

b) la compétence de collaborer de manière effective avec d'autres acteurs du secteur de la santé, ce qui inclut la participation à la formation pratique du personnel de santé, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément au paragraphe 6, points d) et e);

c) la compétence de responsabiliser les individus, les familles et les groupes afin qu'ils adoptent un mode de vie sain et qu'ils se prennent en charge, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément au paragraphe 6, points a) et b);

d) la compétence d'engager de façon indépendante des mesures immédiates destinées à préserver la vie et d'appliquer des mesures dans les situations de crise ou de catastrophe;

e) la compétence d'apporter de façon indépendante des conseils, des indications et un soutien aux personnes nécessitant des soins et à leurs proches;

f) la compétence d'assurer, de façon indépendante, la qualité des soins infirmiers et leur évaluation;

g) la compétence d'assurer une communication professionnelle complète et de coopérer avec les membres d'autres professions du secteur de la santé;

h) la compétence d'analyser la qualité des soins afin d'améliorer sa propre pratique professionnelle en tant qu'infirmier responsable de soins généraux.

Article 37

Droits acquis spécifiques aux praticiens de l'art dentaire

[...]

3. *Concernant les titres de formation de praticien de l'art dentaire, les États membres reconnaissent les titres conformément à l'article 21 dans les cas où les demandeurs ont commencé leur formation avant le 18 janvier 2016.*

[...]

Article 42

Exercice des activités professionnelles de sage-femme

[...]

2. *Les États membres veillent à ce que les sages-femmes soient au moins habilitées à accéder aux activités visées ci-après et à les exercer:*

[...]

k) établir les rapports écrits nécessaires.

[...]

Article 48

Exercice des activités professionnelles d'architecte

1. *Aux fins de la présente directive, les activités professionnelles d'architecte sont celles exercées habituellement sous le titre professionnel d'architecte.*

2. *Sont considérés comme remplissant les conditions requises pour exercer les activités d'architecte, sous le titre professionnel d'architecte, les ressortissants d'un État membre autorisés à porter ce titre en application d'une loi attribuant à l'autorité compétente d'un État membre la faculté d'accorder ce titre aux ressortissants des États membres qui se seraient particulièrement distingués par la qualité de leurs réalisations dans le domaine de l'architecture. Un certificat délivré par leur État membre d'origine doit attester que les activités des intéressés relèvent de l'architecture.*

Article 49

Droits acquis spécifiques aux architectes

[...]

2. *Sans préjudice du paragraphe 1, chaque État membre reconnaît, en leur donnant en ce qui concerne l'accès aux activités professionnelles d'architecte et l'exercice de celles-ci sous le titre professionnel d'architecte, le même effet sur son territoire qu'aux titres de*

formation qu'il délivre, les attestations délivrées aux ressortissants des États membres par les États membres qui ont édicté des règles en matière d'accès aux activités d'architecte et d'exercice de ces activités aux dates suivantes:

[...]

ba) le 1er juillet 2013 pour la Croatie;

[...]

Article 50

Documentation et formalités

1. Lorsqu'elles statuent sur une demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer la profession réglementée concernée en application du présent titre, les autorités compétentes de l'État membre d'accueil peuvent exiger les documents et les certificats énumérés à l'annexe VII.

Les documents visés à l'annexe VII, point 1, points d), e) et f), ne peuvent dater de plus de trois mois, lors de leur production.

Les États membres, organismes et autres personnes morales assurent le secret des informations transmises.

[...]

Article 51

Procédure de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles

1. L'autorité compétente de l'État membre d'accueil accuse réception du dossier du demandeur dans un délai d'un mois à compter de sa réception et l'informe le cas échéant de tout document manquant.

2. La procédure d'examen d'une demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une profession réglementée doit être achevée dans les plus brefs délais et sanctionnée par une décision dûment motivée de l'autorité compétente de l'État membre d'accueil, en tout état de cause dans les trois mois à compter de la présentation du dossier complet de l'intéressé. Toutefois, ce délai peut être prorogé d'un mois dans les cas relevant des chapitres I et II du présent titre.

[...]

Reconnaissance des stages professionnels

1. Si l'accès à une profession réglementée dans l'État membre d'origine est subordonné à l'accomplissement d'un stage professionnel, l'autorité compétente de l'État membre d'origine reconnaît, lorsqu'elle examine une demande d'autorisation d'exercer la profession réglementée, les stages professionnels effectués dans un autre État membre sous réserve que le stage soit conforme aux lignes directrices publiées visées au paragraphe 2, et tient compte des stages professionnels effectués dans un pays tiers. Les États membres peuvent toutefois, dans leur législation nationale, fixer une limite raisonnable pour la durée de la partie du stage professionnel qui peut être effectuée à l'étranger.

[...]

Annex V

V.2. INFIRMIER RESPONSABLE DE SOINS GENERAUX

5.2.1. Programme d'études pour les infirmiers responsables de soins généraux

Le programme d'études conduisant au titre de formation d'infirmier responsable de soins généraux comprend les deux parties suivantes.

A. Enseignement théorique

a. Soins infirmiers:

- Orientations et éthique de la profession*
- Principes généraux de santé et des soins infirmiers*
- Principes des soins infirmiers en matière de:*
 - médecine générale et spécialités médicales,*
 - chirurgie générale et spécialités chirurgicales,*
 - puériculture et pédiatrie,*
 - hygiène et soins à la mère et au nouveau-né,*
 - santé mentale et psychiatrie,*
 - soins aux personnes âgées et gériatrie.*

b. Sciences fondamentales:

- *Anatomie et physiologie*
- *Pathologie*
- *Bactériologie, virologie et parasitologie*
- *Biophysique, biochimie et radiologie,*
- *Diététique*
- *Hygiène:*
- *prophylaxie,*
- *éducation sanitaire.*
- *Pharmacologie*

c. Sciences sociales:

- *Sociologie*
- *Psychologie*
- *Principes d'administration*
- *Principes d'enseignement*
- *Législations sociale et sanitaire*
- *Aspects juridiques de la profession*

B. Enseignement clinique

- *Soins infirmiers en matière de:*
 - *médecine générale et spécialités médicales,*
 - *chirurgie générale et spécialités chirurgicales,*
 - *soins aux enfants et pédiatrie,*
 - *hygiène et soins à la mère et au nouveau-né,*
 - *santé mentale et psychiatrie,*
 - *soins aux personnes âgées et gériatrie,*
 - *soins à domicile.*

L'enseignement de l'une ou de plusieurs de ces matières peut être dispensé dans le cadre des autres disciplines ou en liaison avec celles-ci.

L'enseignement théorique doit être pondéré et coordonné avec l'enseignement clinique de telle sorte que les connaissances et compétences visées dans cette annexe puissent être acquises de façon adéquate.

V.5. SAGE-FEMME

5.5.1. Programme d'études pour les sages-femmes (Voies de formation I et II)

Le programme d'études en vue de l'obtention des titres de formation de sage-femme comporte les deux volets suivants:

A. Enseignement théorique et technique

a. Matières de base

- Notions fondamentales d'anatomie et de physiologie*
 - Notions fondamentales de pathologie*
 - Notions fondamentales de bactériologie, de virologie et de parasitologie*
 - Notions fondamentales de biophysique, de biochimie et de radiologie*
 - Pédiatrie, eu égard notamment aux nouveau-nés*
 - Hygiène, éducation sanitaire, prévention des maladies, dépistage précoce*
 - Nutrition et diététique, eu égard notamment à l'alimentation de la femme, du nouveau-né et du nourrisson*
 - Notions fondamentales de sociologie et problème de la médecine sociale*
 - Notions fondamentales de pharmacologie*
 - Psychologie*
 - Pédagogie*
 - Législation sanitaire et sociale et organisation sanitaire*
 - Déontologie et législation professionnelle*
 - Éducation sexuelle et planification familiale*
 - Protection juridique de la mère et de l'enfant*
- ##### *b. Matières spécifiques aux activités de sage-femme*
- Anatomie et physiologie*
 - Embryologie et développement du fœtus*
 - Grossesse, accouchement et suites de couches*

- *Pathologie gynécologique et obstétricale*
- *Préparation à l'accouchement et à la parenté, y compris les aspects psychologiques*
- *Préparation de l'accouchement (y compris connaissance et emploi du matériel obstétrical)*
- *Analgésie, anesthésie et réanimation*
- *Physiologie et pathologie du nouveau-né*
- *Soins et surveillance du nouveau-né*
- *Facteurs psychologiques et sociaux*

B. Enseignement pratique et enseignement clinique

Ces enseignements sont dispensés sous surveillance appropriée:

- *Consultations de femmes enceintes comportant au moins cent examens prénatals.*
- *Surveillance et soins d'au moins quarante parturientes.*
- *Pratique par élève d'au moins quarante accouchements; lorsque ce nombre ne peut être atteint en raison de l'indisponibilité de parturientes, il peut être ramené à trente au minimum, à condition que l'élève participe activement en outre à vingt accouchements.*
- *Participation active aux accouchements par le siège. En cas d'impossibilité liée à un nombre insuffisant d'accouchements par le siège, une formation par simulation devra être réalisée.*
- *Pratique de l'épisiotomie et initiation à la suture. L'initiation comprendra un enseignement théorique et des exercices cliniques. La pratique de la suture comprend la suture des épisiotomies et des déchirures simples du périnée, qui peut être réalisée de façon simulée si c'est absolument indispensable.*
- *Surveillance et soins de quarante femmes enceintes, en cours d'accouchement ou accouchées, exposées à des risques.*
- *Surveillance et soins, y compris examen, d'au moins cent accouchées et nouveau-nés sains.*
- *Observations et soins de nouveau-nés nécessitant des soins spéciaux y compris ceux nés avant terme, après terme ainsi que de nouveau-nés d'un poids inférieur à la normale ou de nouveau-nés malades.*
- *Soins aux femmes présentant des pathologies en gynécologie et en obstétrique.*
- *Initiation aux soins en médecine et en chirurgie. L'initiation comprendra un enseignement théorique et des exercices cliniques.*

L'enseignement théorique et technique (partie A du programme de formation) doit être pondéré et coordonné avec l'enseignement clinique (partie B de ce programme), de telle sorte que les connaissances et expériences visées dans cette annexe puissent être acquises de façon adéquate.

L'enseignement clinique de sage-femme (partie B du programme de formation) doit s'effectuer sous la forme de stages guidés dans les services d'un centre hospitalier ou dans d'autres services de santé agréés par les autorités ou organismes compétents. Au cours de cette formation, les candidats sages-femmes participent aux activités des services en cause dans la mesure où ces activités concourent à leur formation. Ils sont initiés aux responsabilités qu'impliquent les activités des sages-femmes.

ANNEXE VII

Documents et certificats exigibles conformément à l'article 50, paragraphe 1

1. Documents

a) Preuve de la nationalité de l'intéressé.

b) Copie des attestations de compétence professionnelle ou du titre de formation qui donne accès à la profession en cause et attestation de l'expérience professionnelle de l'intéressé le cas échéant.

Les autorités compétentes de l'État membre d'accueil peuvent inviter le demandeur à fournir des informations concernant sa formation dans la mesure nécessaire pour déterminer l'existence éventuelle de différences substantielles avec la formation nationale exigée, telles que visées à l'article 14. Si le demandeur est dans l'impossibilité de fournir ces informations, l'autorité compétente de l'État membre d'accueil s'adresse au point de contact, à l'autorité compétente ou à tout autre organisme compétent de l'État membre d'origine.

c) Pour les cas visés à l'article 16, une attestation portant sur la nature et la durée de l'activité, délivrée par l'autorité ou l'organisme compétent de l'État membre d'origine ou de l'État membre de provenance.

d) L'autorité compétente de l'État membre d'accueil, qui subordonne l'accès à une profession réglementée à la production de preuves relatives à l'honorabilité, à la moralité ou à l'absence de faillite, ou qui suspend ou interdit l'exercice d'une telle profession en cas de faute professionnelle grave ou d'infraction pénale, accepte comme preuve suffisante pour les ressortissants des États membres qui veulent exercer cette profession sur son territoire la production de documents délivrés par les autorités compétentes de l'État membre d'origine ou de provenance, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites. Ces autorités doivent faire parvenir les documents requis dans un délai de deux mois.

Lorsque les documents visés au premier alinéa ne sont pas délivrés par les autorités compétentes de l'État membre d'origine ou de provenance, ils sont remplacés par une déclaration sous serment — ou, dans les États où un tel serment n'existe pas, par une

déclaration solennelle — faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative compétente ou, le cas échéant, devant un notaire ou un organisme professionnel qualifié de l'État membre d'origine ou de provenance, qui délivrera une attestation faisant foi de ce serment ou de cette déclaration solennelle.

e) Lorsqu'un État membre d'accueil exige de ses ressortissants, pour l'accès à une profession réglementée, un document relatif à la santé physique ou psychique du demandeur, cet État membre accepte comme preuve suffisante la production du document exigé dans l'État membre d'origine. Lorsque l'État membre d'origine n'exige pas de document de cette nature, l'État membre d'accueil accepte une attestation délivrée par une autorité compétente de cet État. Dans ce cas, les autorités compétentes de l'État membre d'origine doivent faire parvenir le document requis dans un délai de deux mois.

f) Lorsqu'un État membre d'accueil exige de ses ressortissants, pour l'accès à une profession réglementée:

— une preuve de la capacité financière du demandeur,

— la preuve que le demandeur est assuré contre les risques pécuniaires liés à la responsabilité professionnelle conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur dans l'État membre d'accueil en ce qui concerne les modalités et l'étendue de cette garantie,

cet État membre accepte comme preuve suffisante une attestation y afférente délivrée par les banques et entreprises d'assurance d'un autre État membre.

g) Lorsque l'État membre l'exige de ses propres ressortissants, une attestation confirmant l'absence de suspension temporaire ou définitive de l'exercice de la profession ou de condamnations pénales.

2. Certificats

En vue de faciliter l'application du titre III, chapitre III de la présente directive, les États membres peuvent prescrire que les bénéficiaires remplissant les conditions de formation requises présentent, conjointement à leurs titres de formation, un certificat des autorités compétentes de l'État membre d'origine attestant que ces titres sont bien ceux visés par la présente directive.

Les dispositions pertinentes de la directive 2006/123/CE aux fins du présent avis motivé sont les suivantes:

Article 16

Libre prestation des services

1. Les États membres respectent le droit des prestataires de fournir des services dans un État membre autre que celui dans lequel ils sont établis.

L'État membre dans lequel le service est fourni garantit le libre accès à l'activité de service ainsi que son libre exercice sur son territoire.

Les États membres ne peuvent pas subordonner l'accès à une activité de service ou son exercice sur leur territoire à des exigences qui ne satisfont pas aux principes suivants:

- a) la non-discrimination: l'exigence ne peut être directement ou indirectement discriminatoire en raison de la nationalité ou, dans le cas de personnes morales, en raison de l'État membre dans lequel elles sont établies;*
- b) la nécessité: l'exigence doit être justifiée par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de santé publique ou de protection de l'environnement;*
- c) la proportionnalité: l'exigence doit être propre à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et ne pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.*

2. Les États membres ne peuvent pas restreindre la libre prestation de services par un prestataire établi dans un autre État membre en imposant l'une des exigences suivantes:

- a) l'obligation pour le prestataire d'avoir un établissement sur leur territoire;*
- b) l'obligation pour le prestataire d'obtenir une autorisation de leurs autorités compétentes, y compris une inscription dans un registre ou auprès d'un ordre ou d'une association professionnels existant sur leur territoire, sauf dans les cas visés par la présente directive ou par d'autres instruments de la législation communautaire;*
- c) l'interdiction pour le prestataire de se doter sur leur territoire d'une certaine forme ou d'un certain type d'infrastructure, y compris d'un bureau ou d'un cabinet d'avocats, dont le prestataire a besoin pour fournir les services en question;*
- d) l'application d'un régime contractuel particulier entre le prestataire et le destinataire qui empêche ou limite la prestation de service à titre indépendant;*
- e) l'obligation, pour le prestataire, de posséder un document d'identité spécifique à l'exercice d'une activité de service délivré par leurs autorités compétentes.*
- f) les exigences affectant l'utilisation d'équipements et de matériel qui font partie intégrante de la prestation du service, à l'exception de celles nécessaires à la santé et la sécurité au travail;*
- g) les restrictions à la libre prestation des services visées à l'article 19.*

3. *Les présentes dispositions n'empêchent pas l'État membre dans lequel le prestataire se déplace pour fournir son service d'imposer des exigences concernant la prestation de l'activité de service lorsque ces exigences sont justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de santé publique ou de protection de l'environnement et conformément au paragraphe 1. Elles n'empêchent pas non plus cet État membre d'appliquer, conformément au droit communautaire, ses règles en matière de conditions d'emploi, y compris celles énoncées dans des conventions collectives.*

[...]

Article 17

Dérogations supplémentaires à la libre prestation des services

L'article 16 ne s'applique pas:

[...]

6) *aux matières couvertes par le titre II de la directive 2005/36/CE ainsi qu'aux exigences en vigueur dans l'État membre où le service est fourni, qui réservent une activité à une profession particulière;*

[...]

11) *aux droits d'auteur et droits voisins, aux droits visés par la directive 87/54/CEE du Conseil du 16 décembre 1986 concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs [\(35\)](#) et par la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil, du 11 mars 1996, concernant la protection juridique des bases de données [\(36\)](#) ainsi qu'aux droits de propriété industrielle;*

[...]

Les dispositions pertinentes de la directive 2000/31/CE aux fins du présent avis motivé sont les suivantes:

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente directive, on entend par:

[...]

h) *"domaine coordonné": les exigences prévues par les systèmes juridiques des États membres et applicables aux prestataires des services de la société de l'information ou aux services de la société de l'information, qu'elles revêtent un caractère général ou qu'elles aient été spécifiquement conçues pour eux.*

i) *Le domaine coordonné a trait à des exigences que le prestataire doit satisfaire et qui concernent:*

- l'accès à l'activité d'un service de la société de l'information, telles que les exigences en matière de qualification, d'autorisation ou de notification,

- l'exercice de l'activité d'un service de la société de l'information, telles que les exigences portant sur le comportement du prestataire, la qualité ou le contenu du service, y compris en matière de publicité et de contrat, ou sur la responsabilité du prestataire.

[...]

Article 3

Marché intérieur

1. Chaque État membre veille à ce que les services de la société de l'information fournis par un prestataire établi sur son territoire respectent les dispositions nationales applicables dans cet État membre relevant du domaine coordonné.

2. Les États membres ne peuvent, pour des raisons relevant du domaine coordonné, restreindre la libre circulation des services de la société de l'information en provenance d'un autre État membre.

3. Les paragraphes 1 et 2 ne sont pas applicables aux domaines visés à l'annexe.

4. Les États membres peuvent prendre, à l'égard d'un service donné de la société de l'information, des mesures qui dérogent au paragraphe 2 si les conditions suivantes sont remplies:

a) les mesures doivent être:

i) nécessaires pour une des raisons suivantes:

- l'ordre public, en particulier la prévention, les investigations, la détection et les poursuites en matière pénale, notamment la protection des mineurs et la lutte contre l'incitation à la haine pour des raisons de race, de sexe, de religion ou de nationalité et contre les atteintes à la dignité de la personne humaine,

- la protection de la santé publique,

- la sécurité publique, y compris la protection de la sécurité et de la défense nationales,

- la protection des consommateurs, y compris des investisseurs;

ii) prises à l'encontre d'un service de la société de l'information qui porte atteinte aux objectifs visés au point i) ou qui constitue un risque sérieux et grave d'atteinte à ces objectifs;

iii) proportionnelles à ces objectifs;

b) l'État membre a préalablement et sans préjudice de la procédure judiciaire, y compris la procédure préliminaire et les actes accomplis dans le cadre d'une enquête pénale:

- demandé à l'État membre visé au paragraphe 1 de prendre des mesures et ce dernier n'en a pas pris ou elles n'ont pas été suffisantes,

- notifié à la Commission et à l'État membre visé au paragraphe 1 son intention de prendre de telles mesures.

5. Les États membres peuvent, en cas d'urgence, déroger aux conditions prévues au paragraphe 4, point b). Dans ce cas, les mesures sont notifiées dans les plus brefs délais à la Commission et à l'État membre visé au paragraphe 1, en indiquant les raisons pour lesquelles l'État membre estime qu'il y a urgence.

6. Sans préjudice de la faculté pour l'État membre de prendre et d'appliquer les mesures en question, la Commission doit examiner dans les plus brefs délais la compatibilité des mesures notifiées avec le droit communautaire; lorsqu'elle parvient à la conclusion que la mesure est incompatible avec le droit communautaire, la Commission demande à l'État membre concerné de s'abstenir de prendre les mesures envisagées ou de mettre fin d'urgence aux mesures en question.

2.1. Cadre juridique belge

Arrêté royal du 25 DECEMBRE 2017 de transposition partielle de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice des activités telles que prévues dans la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière

Que, par conséquent, les articles suivants de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE ne s'appliquent pas au secteur de la sécurité privée et particulière:

[...]

- articles 6 à 11 inclus ;

[...]

Art. 2. § 1er. *Pour l'application du présent arrêté, on entend par :*

[...]

13° matières substantiellement différentes : matières dont la connaissance, la valeur et les compétences sont d'une importance essentielle pour l'exercice d'une profession réglementée et pour lesquelles la formation reçue par le demandeur diffère en termes de durée ou de contenu de la formation requise en Belgique ;

[...]

Art. 11. § 1er. *Le Ministre ou le fonctionnaire qu'il a désigné à cet effet peut, dans un des cas suivants, subordonner la décision de reconnaissance des qualifications professionnelles à la réussite d'une épreuve d'aptitude ou à un stage d'adaptation :*

a) lorsque la formation qu'il a reçue porte sur des matières substantiellement

différentes de celles couvertes par le titre de formation requis en Belgique ;

b) lorsque la profession réglementée en Belgique comprend une ou plusieurs activités professionnelles réglementées qui n'existent pas dans la profession correspondante dans l'Etat membre d'origine du demandeur, au sens de l'article 4, § 2, de la directive, et que la formation requise en Belgique porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par l'attestation de compétences ou le titre de formation du demandeur.

Si le ministre ou le fonctionnaire qu'il a désigné à cet effet fait usage de la possibilité prévue à l'alinéa 1er, il doit laisser au demandeur le choix entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude.

Avant de prendre cette décision, et lorsque celle-ci se fonde sur une des différences substantielles visées au point a) ou b) de l'alinéa 1er, le ministre ou le fonctionnaire qu'il aura désigné à cette fin vérifie si les connaissances acquises par le demandeur au cours de son expérience professionnelle pertinente dans un Etat membre ou dans un pays tiers sont de nature à couvrir, en tout ou en partie, ces différences substantielles.

§ 2. La décision visée au paragraphe 1er est dûment justifiée. Le demandeur reçoit les informations suivantes :

1° le niveau de qualification requis en Belgique et le niveau de qualification professionnelle que possède le demandeur conformément à la subdivision prévue à l'article 3 et

2° les différences essentielles visées au paragraphe 1er et les raisons pour lesquelles ces différences ne peuvent pas être comblées par les connaissances, aptitudes et compétences acquises au cours de l'expérience professionnelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie, et ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent.

Arrêté royal du 10 FEVRIER 2008 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelle et à la reconnaissance des qualifications professionnelles CE pour l'exercice de la profession de détective privé, ainsi qu'à l'agrément des formations

[...]

Considérant que les activités liées à la sécurité privée ont été explicitement exclues du champ d'application de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, le Titre II de la Directive 2005/36/CE précitée (articles 5 à 9) relatif à la libre prestation de services ne s'applique pas à l'exercice des activités visées par la loi du 19 juillet 1991;

[...]

Art. 2. § 1er. *Pour l'application du présent arrêté, on entend par :*

[...]

13° matières substantiellement différentes: matières dont la connaissance, la valeur et les compétences sont d'une importance essentielle pour l'exercice d'une profession réglementée et pour lesquelles la formation reçue par le demandeur diffère en termes de durée ou de contenu de la formation requise en Belgique ;

[...]

Art. 23ter. *Pour permettre le contrôle des connaissances, aptitudes et compétences professionnelles du demandeur dans le cadre de l'épreuve d'aptitude, l'autorité compétente belge établit, sur la base d'une comparaison entre la formation requise en Belgique et la formation dont le demandeur a bénéficié, une liste des matières qui ne sont pas couvertes par le diplôme ou le titre de formation dont dispose le demandeur.*

Dans le cadre de l'épreuve d'aptitude, il y a lieu de tenir compte du fait que le demandeur est un professionnel qualifié dans l'Etat membre d'origine. L'examen porte sur des matières à choisir parmi celles figurant sur la liste et dont la connaissance est une condition essentielle pour pouvoir exercer la profession en question en Belgique. Cette épreuve peut également comprendre la connaissance de la déontologie applicable à la profession de détective privé en Belgique.

Le ministre ou le fonctionnaire qu'il désigne à cet effet détermine les modalités de l'épreuve d'aptitude, les matières sur lesquelles porte cette épreuve en fonction des différences substantielles qui ont été constatées, ainsi que le statut dont jouit le demandeur qui souhaite se préparer à l'épreuve d'aptitude en Belgique.

Le demandeur reçoit la possibilité de passer l'épreuve d'aptitude dans un délai de six mois à compter de la décision par laquelle une telle épreuve d'aptitude lui a été imposée.

Loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE.

Art. 4.

[...]

§ 3. Cette loi ne s'applique pas aux sept professions dites sectorielles, à savoir les professions de médecin, infirmier responsable de soins généraux, praticien de l'art dentaire, vétérinaire, [1 sage-femme]1, pharmacien et architecte, sauf si les dispositions de transposition relatives à ces professions se réfèrent explicitement aux dispositions de la présente loi.

[...]

Art. 9

[...]

§ 4. Dans le cas de professions réglementées qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques, l'autorité compétente belge peut procéder à une vérification des qualifications professionnelles du prestataire avant la première prestation de services. Une telle vérification préalable n'est possible que si son objectif est d'éviter des dommages graves pour la santé ou la sécurité du bénéficiaire du service, du fait du manque de qualification professionnelle du prestataire, et dans la mesure où elle n'excède pas ce qui est nécessaire à cette fin.

[...]

Art. 9_ REGION_WALLONNE.

[...]

§ 4. Lors de la première prestation de services, dans le cas de professions réglementées qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publique et qui ne bénéficient pas d'une reconnaissance automatique, les autorités compétentes peuvent procéder à une vérification des qualifications professionnelles du prestataire avant la première prestation de services pour éviter des dommages graves pour la santé ou la sécurité du destinataire du service, du fait de son manque de qualification professionnelle.

[...]

Art. 16

[...]

§ 4. Aux fins de l'application du présent article, on entend par "matières substantiellement différentes", des matières dont la connaissance, les aptitudes et les compétences sont essentielles à l'exercice de la profession et pour lesquelles la formation reçue par le demandeur présente des différences significatives en termes de durée ou de contenu par rapport à la formation exigée en Belgique.

[...]

§ 7. Lorsqu'une autorité compétente belge décide d'imposer au demandeur une épreuve d'aptitude, elle organise celle-ci dans un délai maximal de six mois à compter de cette décision.

Loi coordonnée du 10 MAI 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé

Art. 45 § 1er. Nul ne peut exercer l'art infirmier tel qu'il est défini à l'article 46 s'il n'est porteur d'un diplôme ou d'un titre d'infirmier ou d'infirmière obtenu suite à une formation d'au moins trois années d'études, qui peuvent être exprimées en crédits ECTS équivalents, et s'il ne réunit pas les conditions fixées par l'article 25.

La formation d'infirmier comprend au minimum 4600 heures d'enseignement théorique et clinique, la durée de l'enseignement théorique représentant au moins un tiers et la durée de l'enseignement clinique au moins la moitié de la durée minimale de la formation.

Dans le cadre de l'enseignement théorique, les candidats infirmiers acquièrent les connaissances, les aptitudes et les compétences professionnelles requises en vertu de ce paragraphe 1er. Cette formation est dispensée par le personnel enseignant en soins infirmiers ainsi que par d'autres personnes compétentes, dans les universités, les établissements d'enseignement supérieur d'un niveau reconnu comme équivalent, les écoles professionnelles d'infirmiers ou les programmes de formation professionnelle en soins infirmiers.

Dans le cadre de l'enseignement clinique, les candidats infirmiers apprennent, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer l'ensemble des soins infirmiers requis à partir des connaissances, des aptitudes et des compétences acquises. Le candidat infirmier apprend

non seulement à travailler en équipe, mais aussi à diriger une équipe et à organiser l'ensemble des soins infirmiers, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein des institutions de santé ou dans la collectivité.

La formation d'infirmier/-ière donne la garantie que le professionnel concerné :

a) a acquis les connaissances et les aptitudes suivantes :

i) la connaissance étendue des sciences qui sont à la base des soins infirmiers généraux, y compris une connaissance suffisante de l'organisme, des fonctions physiologiques et du comportement des personnes en bonne santé et des personnes malades, ainsi que des relations existant entre l'état de santé et l'environnement physique et social de l'être humain ;

ii) la connaissance de la nature et de l'éthique de la profession et des principes généraux concernant la santé et les soins infirmiers ;

iii) l'expérience clinique adéquate ; celle-ci, qu'il convient de choisir pour sa valeur formatrice, devrait être acquise sous le contrôle d'un personnel infirmier qualifié, et dans des lieux où l'importance du personnel qualifié et l'équipement sont appropriés aux soins infirmiers à dispenser au malade ;

iv) la capacité de participer à la formation pratique du personnel de soins de santé et l'expérience de la collaboration avec ce personnel ;

v) l'expérience dans le domaine de la collaboration avec d'autres professionnels de soins de santé.

b) est au moins en mesure d'appliquer les compétences suivantes, indépendamment du fait que la formation se soit déroulée dans une université, un établissement d'enseignement supérieur de niveau reconnu comme équivalent, une école professionnelle d'infirmiers ou dans le cadre d'un programme de formation professionnelle en soins infirmiers :

i) la compétence de diagnostiquer de façon indépendante les soins infirmiers requis, sur la base des connaissances théoriques et cliniques en usage, et de planifier, d'organiser et d'administrer les soins infirmiers aux patients, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément au a) i), ii) et iii), afin d'améliorer la pratique professionnelle ;

ii) la compétence de collaborer de manière efficace avec d'autres acteurs du secteur de la santé, ce qui inclut la participation à la formation pratique du personnel de santé, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément au a) iv) et v) ;

iii) la compétence de responsabiliser les individus, les familles et les groupes afin qu'ils adoptent un mode de vie sain et qu'ils se prennent en charge, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément au a) i) et ii) ;

iv) la compétence d'engager de façon indépendante des mesures immédiates destinées à préserver la vie et d'appliquer des mesures dans les situations de crise ou de catastrophe ;

v) la compétence d'apporter de façon indépendante des conseils, des indications et un soutien aux personnes nécessitant des soins et à leurs proches ;

vi) la compétence d'assurer et d'évaluer, de façon indépendante, la qualité des soins infirmiers ;

vii) la compétence d'assurer une communication professionnelle claire et complète et de coopérer avec les membres d'autres professions du secteur de la santé ;

viii) la compétence d'analyser la qualité des soins afin d'améliorer sa propre pratique professionnelle en tant qu'infirmier/-ière.

Cette disposition est d'application à toute personne débutant une formation infirmière à partir de l'année scolaire ou académique qui suit le 18 janvier 2016.[1]

[1 § 1/1. Toute personne ayant terminé ou débuté une formation d'infirmier avant le 18 janvier 2016, ne peut exercer l'art infirmier tel qu'il est défini à l'article 46 que si elle est porteuse du diplôme ou du titre de bachelier en soins infirmiers, d'infirmier gradué ou

d'infirmière graduée, du brevet ou du titre d'infirmier ou d'infirmière, du " Diploma van gegradueerde verpleegkundige " délivré par la Communauté flamande dans le cadre de l'enseignement supérieur professionnel, du brevet ou du titre d'hospitalier ou d'hospitalière et si elle réunit, en outre, les conditions fixées par l'article 25.

Toute personne débutant une formation infirmière pendant le second semestre de l'année scolaire ou de l'année académique 2015-2016 y est assimilée.]]

§ 2. Le porteur du titre professionnel de sage-femme, qui a obtenu son diplôme avant le 1er octobre 2018, peut exercer de plein droit l'art infirmier sous les mêmes conditions que les porteurs du titre professionnel d'infirmier gradué.

Le porteur du titre professionnel de sage-femme qui a obtenu son diplôme après le 1er octobre 2018, peut de plein droit effectuer les prestations techniques infirmières ainsi que les actes médicaux confiés relevant de l'art infirmier, dans le domaine de l'art obstétrical, du traitement de la fertilité, de la gynécologie et de la néonatalogie.

§ 3. Les diplômes, brevets ou titres équivalents sont délivrés conformément aux dispositions arrêtées par le Roi.

Art. 62 § 1er. *Sans préjudice de l'exercice de l'art médical tel que défini à l'article 3, on entend par exercice de la profession de sage-femme :*

1° l'accomplissement autonome des activités suivantes :

- a) le diagnostic de la grossesse;*
- b) l'assurance, durant la grossesse, l'accouchement et le post-partum, de la surveillance de la femme et la dispensation à celle-ci de soins et conseils;*
- c) le suivi des grossesses normales, la pratique des accouchements eutociques et la dispensation des soins au nouveau-né et au nourrisson bien portant;*
- d) les mesures préventives, la recherche des risques chez la mère et l'enfant;*
- e) en cas d'urgence, les gestes nécessaires dans l'attente d'une aide médicale spécialisée;*
- f) l'information et l'éducation à la santé, vis-à-vis de la femme, de la famille et de la société;*
- g) l'éducation prénatale et à la préparation à la parenté;*

2° la collaboration avec le médecin, sous la responsabilité de celui-ci, à la prise en charge et au traitement des problèmes de fertilité, des grossesses et des accouchements à risque, et des nouveau-nés qui se trouvent dans des conditions de maladie particulière constituant une menace pour leur vie, ainsi qu'aux soins à donner dans ces cas.

[...]

Art. 108 § 1er. *Sans préjudice des dispositions des articles 109 à 113, la prestation de service temporaire et occasionnelle d'une profession de soins de santé ne peut être restreinte, pour des raisons relatives aux qualifications professionnelles :*

1° si la profession ou la formation conduisant à l'accès ou à l'exercice de la profession dans l'État membre d'établissement est réglementée, ou

2° si la profession ou la formation conduisant à l'accès ou à l'exercice de la profession dans l'État membre d'établissement n'est pas réglementée et si le prestataire de services a exercé cette profession dans l'État membre d'établissement pendant au moins [1 une année]1 au cours des dix années qui précèdent la prestation.

[...]

Art. 112 § 1er. Avant la première prestation, la Direction générale peut contrôler les qualifications professionnelles du prestataire de services si celui-ci souhaite exercer en Belgique de manière temporaire et occasionnelle une profession qui est réglementée dans le cadre de la présente loi coordonnée mais qui ne tombe pas sous le mécanisme de la reconnaissance automatique.

§ 2. Le contrôle préalable n'est possible que si son objectif est d'éviter des dommages graves pour la santé du bénéficiaire de la prestation de service suite à une qualification professionnelle insuffisante du prestataire de services.

§ 3. Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la déclaration et des documents joints, visés à l'article 110, la Direction générale informe le prestataire de services [1 de sa décision:

1) de permettre la prestation de services sans vérifier ses qualifications professionnelles ;

2) ayant vérifié ses qualifications professionnelles :

a. d'imposer au prestataire de services une épreuve d'aptitude, ou

b. de permettre la prestation des services]1.

Ce délai peut être prolongé une seule et unique fois de deux mois à condition qu'on informe le prestataire de services des raisons de la prolongation.

[...]

Arrêté royal du 17 AUGUSTUS 2007 portant des mesures en vue de la transposition dans l'ordre juridique interne de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Art. 7 REGION_DE_BRUXELLES-CAPITALE.

[...]

§ 3. L'épreuve d'aptitude consiste en un examen organisé dans le cadre des jurys centraux, tels que prévus à l'article 8 de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante. L'épreuve d'aptitude ne concerne que les matières qui n'ont pas été acquises par le demandeur lors de sa formation et dont la connaissance est essentielle à l'exercice de l'activité professionnelle réglementée sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le stage d'adaptation consiste en l'exercice de l'activité professionnelle réglementée sous la responsabilité d'un professionnel qualifié de l'activité professionnelle réglementée et qui est accompagné éventuellement d'une formation complémentaire. Le stage fait l'objet d'une évaluation. Le Ministre évalue le déroulement et le résultat du stage

[...]

Arrêté ministériel du 4 AVRIL 2007 fixant des modalités diverses relatives aux jurys centraux pour les capacités entrepreneuriales

Art. 2. (REGION DE BRUXELLES-CAPITALE)

§ 1er. Les examens en néerlandais et en français se déroulent au moins tous les trois mois.

[...]

Loi du 26 JUNI 1963 créant un Ordre des architectes.

Art. 8

§ 1er. Lorsqu'ils sont désireux d'exercer la profession et d'établir en Belgique, soit d'une manière permanente, soit temporairement, un siège d'activité, les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne, Wanneer zij wensen het beroep uit te oefenen en, hetzij blijvend, hetzij tijdelijk, de zetel van hun activiteit in België te vestigen, zijn de onderdanen van de lidstaten van de Europese Unie [...] sont tenus de demander préalablement leur inscription au tableau de l'Ordre ou sur la liste des stagiaires au conseil de l'Ordre compétent [...].

§ 2. [...]

Au cas où, dans le cadre de la libre prestation de services, les ressortissants des Etats membres se déplacent vers le territoire de la Belgique pour la première fois pour exercer, de façon temporaire et occasionnelle, la profession d'architecte, ils en informent préalablement l'Ordre des architectes par une déclaration écrite comprenant les informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle, et incluant en particulier l'attestation d'assurance responsabilité professionnelle, y compris la responsabilité décennale. Cette attestation peut être délivrée par un organisme d'assurance d'un autre Etat membre, si elle précise que l'assureur s'est conformé aux prescriptions légales et réglementaires en Belgique en ce qui concerne les modalités et l'étendue de la garantie. Ces ressortissants sont inscrits par l'Ordre des architectes dans le registre des prestataires de services. La déclaration est renouvelée une fois par an si le prestataire de services compte fournir des services de manière temporaire ou occasionnelle en Belgique au cours de l'année concernée. Le prestataire de services peut fournir la déclaration par tout moyen.

Lors de la première prestation de service ou en cas de changement matériel, cette déclaration doit être accompagnée :

1° d'une attestation certifiant que le bénéficiaire exerce légalement les activités en cause dans l'Etat membre où il est établi;

2° d'une attestation certifiant que le bénéficiaire possède un des diplômes, certificats ou autres titres 2 visés à l'article 1er, §§ 2 à 2/3, de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte;

3° au cas où ni la profession ni la formation conduisant à la profession n'est réglementée dans l'Etat membre d'établissement, d'une attestation certifiant que l'intéressé a acquis une expérience pratique d'au moins [2 une année]2 au cours des dix années qui précèdent la prestation

4° [...]

5° d'une preuve de la nationalité du prestataire.

Les documents ne peuvent avoir, lors de leur production, plus de douze mois de date, et trois mois pour l'attestation d'assurance.

Les règles de déontologie approuvées par le Roi en exécution de l'article 39 de la présente loi sont également applicables aux personnes visées (aux alinéas 1er et 2).

[...]

Loi du 20 FEBRUARI 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte

Artikel 1

[...]

§ 2/1. *L'autorité compétente belge reconnaît les titres de formation d'architecte visés à l'annexe 2, a, délivrés par les autres Etats membres et sanctionnant une formation qui a commencé au plus tard au cours de l'année académique de référence figurant à ladite annexe, même si ces titres ne répondent pas aux exigences minimales visées à l'annexe Irea. L'Etat belge leur donne le même effet sur son territoire qu'aux titres de formation d'architecte qu'il délivre en ce qui concerne l'accès aux activités professionnelles d'architecte et leur exercice.*

Sont reconnues, dans ces conditions, les attestations des autorités compétentes de la République fédérale d'Allemagne sanctionnant l'équivalence des titres de formation délivrés à partir du 8 mai 1945 par les autorités compétentes de la République démocratique allemande avec les titres figurant à l'annexe 2 a.

L'alinéa 1er est également applicable aux titres de formation d'architecte visées à l'annexe 1b, pour autant que la formation ait commencé avant le 18 janvier 2016.

§ 2/2. *Sans préjudice du paragraphe 2/1, sont reconnues les attestations délivrées aux ressortissants des Etats membres par les Etats membres qui ont édicté des règles en matière d'accès aux activités d'architecte et d'exercice de ces activités aux dates suivantes :*

1° *le 1er janvier 1995 pour l'Autriche, la Finlande et la Suède;*

2° *le 1er mai 2004 pour la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie;*

3° *le 1er janvier 2007 pour la Bulgarie et la Roumanie;*

4° *le 5 août 1987 pour les autres Etats membres.*

Les attestations visées à l'alinéa 1er certifient que leur titulaire a reçu l'autorisation de porter le titre professionnel d'architecte au plus tard à cette date et s'est consacré effectivement, dans le cadre des règles précitées, aux activités en cause pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation.

§ 2/3. *L'autorité compétente belge donne au titre suivant le même effet qu'aux titres des formations qu'elle délivre en ce qui concerne l'accès aux activités professionnelles*

d'architecte et leur exercice : titre sanctionnant une formation existant depuis le 5 août 1985 et commencée au plus tard le 17 janvier 2014, dispensée par des "Fachhochschulen" en République fédérale d'Allemagne pendant une période de trois ans, répondant aux exigences visées à l'annexe 1a, § 2, et donnant accès aux activités visées dans cet Etat membre qui tombent sous le titre professionnel d'architecte, pour autant que la formation ait été suivie d'une expérience professionnelle de quatre ans en République fédérale d'Allemagne, attestée par un certificat délivré par l'autorité compétente dans les registres de laquelle figure le nom de l'architecte souhaitant bénéficier des dispositions de la présente directive.

[...]

Loi du 22 AVRIL 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Art. 46

§ 3. Toutes les dispositions légales et réglementaires concernant la déontologie, l'exercice du pouvoir disciplinaire par les instances disciplinaires compétentes, la définition et l'exercice de la profession, qui sont applicables pour les comptables(-fiscalistes), membres de l'IPCF, sont applicables pour les ressortissants d'un autre Etat membre qui sont autorisés à exercer temporairement et occasionnellement l'activité de comptable(-fiscaliste) en Belgique conformément à l'article 52bis, pendant leur présence sur le territoire belge et pour tout ce qui se rapporte à l'exécution de services exercés en Belgique.. [...]

Loi du 8 JULI 2018 portant des dispositions en vue de la protection du titre de mandataire en brevets

Art. 10. *Dans la même section 2, il est inséré un article XI.64/3 rédigé comme suit:*

"Art. XI.64/3. Toute personne ressortissante d'un Etat membre, légalement établie dans un Etat membre pour y exercer la profession de mandataire en brevets, et qui se déplace vers le territoire de la Belgique pour la première fois pour y exercer de manière temporaire ou occasionnelle la profession de mandataire en brevets, doit préalablement à cet exercice remplir à cet effet les conditions suivantes:

1° lorsque la profession de mandataire en brevets n'est pas réglementée dans l'Etat membre d'établissement, l'avoir exercée dans un ou plusieurs Etats membres pendant au moins une année au cours des dix années qui précèdent sa prestation de services;

2° avoir introduit une déclaration écrite, dont le Roi fixe le contenu requis, le destinataire et les autres modalités.

La déclaration écrite est renouvelée une fois par an si le prestataire de services compte fournir des services d'une manière temporaire ou occasionnelle en Belgique au cours de l'année concernée. Le prestataire de services peut fournir la déclaration par tout moyen.

Le caractère temporaire ou occasionnel de la prestation de services est apprécié au cas par cas par le conseil de l'Institut des mandataires en brevets, visé à l'article XI.75/3, § 1er, notamment en fonction de sa durée, de sa fréquence, de sa périodicité et de sa continuité.

En outre, lors de la première prestation de services ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, le prestataire de services fournit également les documents prévus à l'article 9, § 2, a) à d), de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE."

Art. 11. Dans la même section 2, il est inséré un article XI.64/4 rédigé comme suit:

"Art. XI.64/4. Toute personne ressortissante d'un Etat membre, légalement établie dans un Etat membre pour y exercer la profession de mandataire en brevets, et qui exerce la profession de mandataire en brevets en Belgique pour la première fois sans qu'elle se déplace vers le territoire de la Belgique, doit préalablement à cet exercice remplir à cet effet les conditions suivantes:

1° lorsque la profession de mandataire en brevets n'est pas réglementée dans l'Etat membre d'établissement, l'avoir exercée dans un ou plusieurs Etats membres pendant au moins une année au cours des dix années qui précèdent sa prestation de services;

2° avoir introduit une déclaration écrite, dont le Roi fixe le contenu requis, le destinataire et les autres modalités.

En outre, lors de la première prestation de services ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, le prestataire de services fournit également les documents prévus à l'article 9, § 2, a) à d), de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE."

Art. 32. Dans la section 6, insérée par l'article 31, il est inséré un article XI.75/11 rédigé comme suit:

"Art. XI.75/11. § 1er. Tout membre de l'Institut des mandataires en brevets doit respecter le règlement de discipline, les règles de conduite, le règlement portant organisation de la formation permanente, et le règlement d'ordre intérieur. [...]"

Arrêté royal du 11 SEPTEMBER 2016 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles et la libre prestation de services des vétérinaires

Art. 11. § 1er. Lorsque les titres de formation de vétérinaire détenus par les ressortissants des Etats membres ne répondent pas à l'ensemble des exigences de formation visées à l'article 5, le Service reconnaît comme preuve suffisante les titres de formation délivrés par ces Etats membres lorsqu'ils sanctionnent une formation qui a commencé avant les dates de référence visées à l'annexe, s'ils sont accompagnés d'une attestation certifiant que leurs titulaires se sont consacrés effectivement et licitement aux activités en cause pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation. [...]

Art. 13. Le Service accuse réception du dossier du demandeur dans un délai d'un mois à compter de sa réception et l'informe le cas échéant de tout document manquant.

Le Service traite les demandes dans les meilleurs délais et en tout cas au plus tard dans les trois mois après réception du dossier complet du demandeur. Ce délai peut être prolongé d'un mois en cas d'application de l'article 11.

Art. 14. § 1er. Le Service décide d'une demande de délivrance d'autorisation d'exercice de la profession de vétérinaire en Belgique. Au cours de cette procédure, les documents suivants peuvent être exigés:

[...]

2° une copie du titre de formation de vétérinaire et une attestation de qualification professionnelle de l'intéressé, le cas échéant;

[...]

§ 2. *Au moment de la demande du titre de formation visé au § 1er, 2°, le Service peut inviter le demandeur à fournir des informations concernant sa formation dans la mesure nécessaire pour déterminer l'existence éventuelle de différences substantielles avec la formation nationale exigée. Si le demandeur est dans l'impossibilité de fournir ces informations, le Service s'adresse au point de contact, à l'autorité compétente ou à tout autre organisme compétent de l'Etat membre d'origine.*

[...]

Art. 19. § 1er. *Les dispositions du présent chapitre s'appliquent uniquement dans le cas où le prestataire de services se déplace vers le territoire belge pour exercer, de façon temporaire et occasionnelle, la profession de vétérinaire*

[...]

§ 3. [...] *Si le Service décide de contrôler les qualifications professionnelles du prestataire, il peut demander aux autorités compétentes de l'Etat membre d'établissement des informations sur les formations suivies par le prestataire dans la mesure nécessaire à l'évaluation des différences substantielles de nature à nuire à la santé ou à la sécurité publique.*

Art. 22. § 1er. *Lorsque le vétérinaire prestataire se déplace pour la première fois en Belgique pour fournir des services, il en informe préalablement le Service par une déclaration écrite, qui porte sur les informations relatives aux couvertures d'assurance ou autre moyen de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle, sur la durée de son séjour ou de sa prestation de services, la nature de la prestation de services, l'endroit de prestation de services, l'ordre professionnel auprès duquel le prestataire est inscrit, ainsi que toute autre information jugée nécessaire.*

Cette déclaration est valable pour une période d'un an si le prestataire compte fournir des services d'une manière temporaire ou occasionnelle au cours de l'année concernée. Le prestataire peut fournir cette déclaration par tout moyen.

§ 2. *Lors de la première prestation de services ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, la déclaration sera accompagnée des documents suivants :*

[...]

4° *les informations relatives à la couverture d'assurance en responsabilité civile professionnelle du vétérinaire prestataire;*

[...]

Arrêté du Gouvernement flamand du 27 maart 2009 portant exécution du décret du 18 juillet 2008 relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile

Artikel 8.

§ 1er. *Les ressortissants d'un Etat membre, qui sont titulaire d'un titre de formation ou d'un certificat d'aptitude qui a été délivré légalement dans un Etat membre, peuvent demander une attestation de conformité [...]*

§ 3. *La demande d'une attestation de conformité est introduite auprès de l'agence autonomisée interne " Zorg en Gezondheid ". Elle comporte au moins les documents suivants:*

[...]

3° une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat membre faisant preuve que le demandeur peut exercer la profession dans cet Etat membre sur la base du titre de formation ou de l'attestation d'aptitude présenté;

[...]

Artikel 9.

[...]

Lorsque les documents ne sont pas établis en néerlandais, le bureau-conseil peut demander de les faire traduire par un traducteur juré, situé dans un Etat membre.

[...]

Artikel 12.

Les ressortissants d'un Etat membre ayant acquis leurs qualifications professionnelles dans un Etat membre, peuvent exercer la profession temporairement et occasionnellement lorsqu'ils sont établis légalement dans un Etat membre pour y exercer la même profession. [...]

Avant qu'ils exercent la profession pour la première fois dans la région de langue néerlandaise, ils transmettent une déclaration écrite à l'agence autonomisée interne " Zorg en Gezondheid ", contenant des données concernant la couverture d'assurance ou de formes similaires individuelles ou collectives de protection relatives à la responsabilité professionnelle. Cette déclaration est accompagnée des documents suivants :

1° la preuve de nationalité de la personne concernée;

2° un certificat attestant que la personne concernée est établie légitimement dans un Etat membre pour y exercer la profession et qu'au moment de la délivrance du certificat aucune interdiction d'exercer la profession lui a été imposée, même temporairement.

3° le certificat des qualifications professionnelles;

4° le cas échéant, une preuve que la personne concernée a exercé la profession pendant au moins un an au cours des dix années précédentes sur le territoire d'un ou plusieurs Etats membres.

Un demandeur qui a déjà fait une déclaration écrite auprès de l'autorité compétente d'un autre état fédéré belge ne doit pas présenter la déclaration écrite, visée à l'alinéa 2.

Si la réglementation de l'état fédéré où la déclaration écrite a été faite, diffère de celle applicable en région de langue néerlandaise, le demandeur doit présenter les documents, visés à l'alinéa 2, points 1° à 4°, sauf s'il les a déjà présentés lors de la déclaration écrite.

Décret du 24 FEBRUARI 2017 transposant partiellement la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Art. 18

[...]

§ 5. Dans le cas de professions réglementées qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques, l'autorité compétente flamande peut procéder à une vérification des qualifications professionnelles du prestataire avant la première prestation de services.

Une vérification préalable telle que visée à l'alinéa 1er n'est possible que si son objectif est d'éviter des dommages graves pour la santé ou la sécurité du destinataire du service, du fait du manque de qualification professionnelle du prestataire, et dans la mesure où la vérification n'excède pas ce qui est nécessaire à cette fin.

[...]

Art. 25

[...]

§ 4. Dans le présent article, on entend par matières substantiellement différentes : des matières dont la connaissance, les aptitudes et compétences sont essentielles à l'exercice de la profession et pour lesquelles la formation reçue par le demandeur présente des différences importantes en termes de durée ou de contenu par rapport à la formation exigée en Région flamande.

[...]

Arrêté royal du 19 AVRIL 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours

Art. 35. § 1er. *Le SPF Intérieur organise, via les centres de formation pour la sécurité civile, par régime linguistique au moins une fois par an et selon les besoins des zones, des épreuves d'aptitude spécifiques pour le cadre de base, le cadre moyen et le cadre supérieur visés à l'article 5 préalables au recrutement par la zone, à la demande du Ministre et conformément aux modalités imposées par ce dernier.*

Les épreuves d'aptitude visées au § 3 sont accomplies dans le même centre de formation.

§ 1/1. La zone peut organiser les épreuves d'aptitude spécifiques visées au § 1er pour le cadre de base, le cadre moyen et le cadre supérieur visés à l'article 5, conformément aux modalités imposées par le Ministre. La zone peut donner priorité aux candidats aux emplois vacants de cette zone, ce à concurrence de maximum deux tiers du nombre d'inscriptions.

La zone informe le Ministre de l'organisation des épreuves visées à l'alinéa 1er au moins un mois avant le début des épreuves.

La zone délivre un certificat d'aptitude fédéral au candidat qui a réussi.

§ 2. L'organisation des épreuves d'aptitude est publiée au moins dans le Moniteur belge, sur le site internet de la Direction générale de la Sécurité civile du SPF Intérieur, du VDAB pour le territoire de la Région flamande, du FOREM pour le territoire de la

Région wallonne et d'ACTIRIS pour le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, au plus tard [4 trente]4 jours avant la date limite d'inscription.

La publication mentionne les conditions à remplir et la date à laquelle elles doivent être remplies, les épreuves imposées, leur contenu et la date limite de dépôt des candidatures.

Pour pouvoir participer aux épreuves d'aptitude mentionnées au paragraphe 3, les candidats remplissent :

1° pour le cadre de base, les conditions visées à l'article 37, § 1er, 1° à 6° ;

1° /1 pour le cadre moyen : aux conditions prévues à l'article 37/1, § 1er, 1° à 6° ;

2° pour le cadre supérieur, les conditions visées à l'article 38, § 1er, 1° à 6°.

§ 3. Les candidats doivent réussir les épreuves d'aptitude suivantes dans l'ordre ci-dessous :

1° un test de compétences, lors duquel il est vérifié si le candidat dispose des compétences :

- du niveau de la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, pour le cadre de base;

- équivalentes à celles exigées d'un titulaire de diplôme du niveau B, pour le cadre moyen;

- équivalentes à celles exigées d'un titulaire de diplôme du niveau A pour le cadre supérieur.

2° un test d'habileté manuelle opérationnelle;

3° les épreuves d'aptitude physique énumérées à l'annexe 1re.

§ 4. Les épreuves d'aptitude sont éliminatoires; le candidat est déclaré apte ou inapte.

§ 5. Pour pouvoir participer aux épreuves visées au paragraphe 3, 3°, les candidats disposent d'une attestation médicale. Cette attestation, établie au plus tôt trois mois avant le début des épreuves, déclare que le candidat est apte pour effectuer les épreuves d'aptitude physique.

§ 6. Les candidats qui réussissent toutes les épreuves d'aptitude reçoivent un certificat d'aptitude fédéral qui donne accès respectivement aux épreuves de recrutement du personnel du cadre de base, du personnel du cadre moyen ou du personnel du cadre supérieur. Le certificat d'aptitude fédéral est envoyé dans le mois qui suit la date de clôture du procès-verbal de l'ensemble des épreuves d'aptitude. Le certificat d'aptitude fédéral est valable pour une durée indéterminée, à l'exception des épreuves d'aptitude physique qui sont valables pendant deux ans à partir de la date de clôture du procès-verbal de l'ensemble des épreuves d'aptitude.

Les épreuves d'aptitude sont organisées sous forme de trois modules :

1° module 1 : le test de compétence;

2° module 2 : le test d'habileté manuelle opérationnelle;

3° module 3 : les épreuves d'aptitude physique.

§ 7. Six mois avant l'expiration du délai de deux ans, visé au paragraphe 6, le candidat qui souhaite prolonger la validité du certificat d'aptitude fédéral pour la partie épreuves d'aptitude physique peut s'inscrire à ces épreuves. Le candidat dispose de l'attestation médicale visée au paragraphe 5, et du certificat d'aptitude fédérale.

§ 8. Le candidat qui a obtenu un certificat d'aptitude fédéral pour le cadre de base et qui est candidat pour une fonction de sergent telle que visée à l'article 37/1 ou pour une fonction de capitaine telle que visée à l'article 38, est exempté du test d'habileté manuelle opérationnelle et des épreuves d'aptitude physique visés à l'article 35, § 3, 2° et 3°, sous réserve de la période de validité limitée des épreuves d'aptitude physique prévue à l'article 35, § 6.

Le candidat qui a obtenu un certificat d'aptitude fédéral pour le cadre moyen et qui est candidat pour une fonction de capitaine telle que visée à l'article 38, est exempté du test d'habileté manuelle opérationnelle et des épreuves d'aptitude physique visées à l'article 35, § 3, 2° et 3°, sous réserve de la période de validité limitée des épreuves d'aptitude

physique prévue à l'article 35, § 6.

Art. 37. § 1er. *Les candidats à un emploi de sapeur-pompier remplissent les conditions suivantes:*

[...]

7° être titulaire d'un certificat d'aptitude fédéral du cadre de base, du cadre moyen ou du cadre supérieur, tel que visé à l'article 35.

Arrêté royal du 24 OKTOBER 1988 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention

Art. 19quater. § 1er. *L'épreuve d'aptitude est organisée une fois par an [...].*

Décret du 18 JULI 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur.

Art. 17. [...]

La formation menant au diplôme de Bachelier sage-femme est conforme à l'annexe II du présent décret qui comprend le référentiel de compétences, le programme minimum et les mots-clés devant apparaître dans le curriculum.

Elle comporte 240 crédits ECTS représentant au moins 4600 heures d'enseignement théorique et pratique, dont un tiers au moins de la durée minimale est constitué de pratique clinique.

ANNEXES (inséré par Addendum, voir M.B. 12-07-2017, p. 72121)

Art. N1. Annexe 1. - Programme minimum pour l'obtention des brevets d'infirmier(e) hospitalier(e) et d'infirmier(e) hospitalier(e) - orientation santé mentale et psychiatrie.

Afin de permettre à l'élève d'acquérir les connaissances et les aptitudes suivantes :

- Connaissances étendues des sciences qui sont à la base des soins généraux, y compris une connaissance suffisante de l'organisme, des fonctions physiologiques et des comportements d'une personne en bonne santé et des personnes malades, ainsi que des relations existant entre l'état de santé et l'environnement physique et social de l'être humain ;

- Connaissance de la nature et de l'éthique de la profession et des principes généraux concernant la santé et les soins ;

- Expérience clinique adéquate ;

- Capacité de participer à la formation pratique du personnel sanitaire et expérience de la collaboration avec ce personnel ;

- Expérience de la collaboration avec d'autres professionnels du secteur de la santé ;

Le programme reprendra au minimum durant les trois premières années :

1. Enseignement théorique

A) SCIENCES INFIRMIERES

1. Orientation et éthique de la profession ;

2. Principes généraux de santé et soins infirmiers, y compris données probantes et qualité des soins ;

3. Principes de soins infirmiers appliqués aux personnes saines et/ou malades et/ou handicapées.

- 3.1 Soins généraux ;
- 3.2 Médecine générale et spécialités médicales ;
- 3.3 Chirurgie générale et spécialités chirurgicales ;
- 3.4 Puériculture et pédiatrie ;
- 3.5 Hygiène et soins à la mère et au nouveau-né ;
- 3.6 Santé mentale et psychiatrie ;
- 3.7 Soins aux personnes âgées et gériatrie ;
- 3.8 Soins à domicile.

B) SCIENCES FONDAMENTALES

1. Anatomie - physiologie (biophysique, biochimie).
2. Pathologie (notions générales de symptomatologie, des méthodes diagnostiques, dont la radiologie et des thérapeutiques).

- 2.1 Médecine générale et spécialités, y compris gériatrie ;
- 2.2 Chirurgie générale et spécialités ;
- 2.3 Pédiatrie ;
- 2.4 Obstétrique et gynécologie ;
- 2.5 Psychiatrie
- 3. Bactériologie, virologie et parasitologie.
- 4. Diététique
- 5. Hygiène
- 5.1 Etude de l'environnement ;
- 5.2 Hygiène professionnelle et hospitalière ;
- 5.3 Prévention et prophylaxie, y compris soins de santé primaires.
- 6. Pharmacologie.

C) SCIENCES SOCIALES

- 1. Sociologie.
- 2. Psychologie et psychologie appliquée.
- 3. Principes d'administration, y compris informatique.
- 4. Principes d'enseignement et éducation pour la santé.
- 5. Législation sociale et sanitaire.
- 6. Aspects juridiques de la profession

2. Enseignement clinique

Durant la troisième année complémentaire, le programme reprendra au minimum :

- 1. Enseignement théorique :
Préparation au travail de synthèse.
- 2. Enseignement clinique

Art. N2. Annexe 2. - Compétences intermédiaires et finales pour l'obtention des brevets d'infirmier(e) hospitalier(e) et d'infirmier(e) hospitalier(e) - orientation santé mentale et psychiatrie.

La collation du brevet d'infirmier hospitalier atteste que l'élève est au moins en mesure d'appliquer les compétences suivantes :

a) la compétence de diagnostiquer de façon indépendante les soins infirmiers requis, sur la base des connaissances théoriques et cliniques en usage, et de planifier, d'organiser et d'administrer les soins infirmiers aux patients, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément à l'annexe I, afin d'améliorer la pratique professionnelle;

b) la compétence de collaborer de manière effective avec d'autres acteurs du secteur de la santé, ce qui inclut la participation à la formation pratique du personnel de santé, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément à l'annexe I;

- c) la compétence de responsabiliser les individus, les familles et les groupes afin qu'ils adoptent un mode de vie sain et qu'ils se prennent en charge, sur la base des connaissances et des aptitudes acquises conformément à l'annexe I ;*
- d) la compétence d'engager de façon indépendante des mesures immédiates destinées à préserver la vie et d'appliquer des mesures dans les situation de crise ou de catastrophe;*
- e) la compétence d'apporter de façon indépendante des conseils, des indications et un soutien aux personnes nécessitant des soins et à leurs proches;*
- f) la compétence d'assurer, de façon indépendante, la qualité des soins infirmiers et leur évaluation;*
- g) la compétence d'assurer une communication professionnelle complète et de coopérer avec les membres d'autres professions du secteur de la santé;*
- h) la compétence d'analyser la qualité des soins afin d'améliorer sa propre pratique professionnelle en tant qu'infirmier responsable de soins généraux.*

Besluit van de Vlaamse Regering van 17 december 2010 houdende de codificatie betreffende het secundair onderwijs (“Codex Secundair Onderwijs”)

Art. 3

18° heures de cours : une prestation de cinquante minutes;

[...]

47° enseignement secondaire à temps plein:

[...]

- l'enseignement dispensé à des apprenants réguliers de la formation de nursing de l'enseignement supérieur professionnel à raison d'au moins 36 heures de cours hebdomadaires et compte tenu du nombre maximum d'heures de cours hebdomadaires étant admissible au financement ou aux subventions ;

Art. 125.

Afin d'obtenir une concordance avec la structure telle que visée à l'article précédent, il est procédé, le 1er septembre 2009 :

1° à la conversion de plein droit de l'option 'verpleegkunde' du quatrième degré de l'enseignement secondaire professionnel en une formation du même nom de l'enseignement supérieur avec une durée de six semestres;

2° à la conversion de plein droit de toute option existante jusqu'en l'année scolaire 2008-2009 incluse de la troisième année d'études du troisième degré de l'enseignement secondaire technique ou artistique désignée comme année de spécialisation, en une option du même nom désignée comme 'Se-n-Se' avec une durée de deux semestres et qualifiée de spécifique. (124)

Art. 132.

L'enseignement supérieur professionnel, qui se compose de la formation de nursing, est un enseignement à orientation professionnelle, conduit à une qualification d'enseignement reconnue du niveau de certification 5 comportant au moins une qualification professionnelle du niveau de certification 5, et est sanctionné par un

diplôme de gradué. L'enseignement supérieur professionnel a une durée de six semestres. En cas d'une organisation modulaire, l'enseignement supérieur professionnel peut débiter pour les apprenants soit le 1er septembre, soit le 1er février; en cas d'une organisation non modulaire, les cours commencent le 1er septembre.

L'enseignement supérieur professionnel est organisé d'une part conformément à la codification des dispositions relatives à l'enseignement secondaire et d'autre part conformément aux dispositions du Code de l'Enseignement supérieur du 11 octobre 2013.

Moyennant le respect de la condition en matière de volume des études telle que fixée dans la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil, l'école doit imposer aux apprenants de la formation de nursing, en dehors de la grille horaire hebdomadaire, des activités personnelles liées à la formation, pendant toute la durée de la formation et au prorata d'au moins 4 périodes hebdomadaires. Le conseil de classe statue de manière autonome sur la forme et le contenu de ces activités. Les résultats des activités exécutées par l'apprenant sont pris en considération lors de son évaluation par le conseil de classe.

Décret du 30 avril 2009 relatif à l'enseignement secondaire après secondaire et l'enseignement supérieur professionnel (abrogé le premier Septembre 2019)

Art. 55. A l'article 2 de l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire à temps plein, modifié par le décret du 19 avril 1995, l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

" L'enseignement secondaire est dispensé pendant un nombre maximum de périodes hebdomadaires fixé à 32, à l'exception de l'enseignement dans :

[...]

3° l'enseignement secondaire technique, artistique et professionnel et l'enseignement supérieur professionnel, où ce maximum est fixé à 36. "

Art. 56. Dans l'article 46, § 2, du décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement-II, modifié par les décrets des 19 avril 1995 et 8 juillet 1996, la deuxième phrase de l'alinéa premier est remplacée par ce qui suit :

" Par dérogation à cette disposition :

1° l'enseignement peut être dispensé pendant vingt semaines par année dans les subdivisions structurelles pour lesquelles le présent décret exprime la durée en semestres; pour ce qui est de la formation HBO 5 de nursing, cette disposition s'applique uniquement en cas d'une organisation modulaire;

2° le nombre minimum de périodes hebdomadaires est fixé à 36 pour la formation de nursing de l'enseignement supérieur professionnel HBO 5 . "

Art. 59. Les sous-sections 2 et 3 du même décret sont remplacées par ce qui suit:

« SOUS-SECTION 2. - Structure et organisation

[...]

Art. 50. Afin d'obtenir une concordance avec la structure telle que visée à l'article 49, il est procédé, le 1er septembre 2009 :

1° à la conversion de plein droit de l'option 'verpleegkunde' du quatrième degré de l'enseignement secondaire professionnel en une formation du même nom de l'enseignement supérieur avec une durée de six semestres;

[...]

Arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 3 JUNI 1997 fixant les conditions de collation du brevet en soins infirmiers.

Art. 2. *Les études menant à l'obtention du brevet en soins infirmiers comportent trois années d'études; l'annexe I en fixe les objectifs finaux et intermédiaires et l'annexe II, le programme minimum.*

La formation comporte au moins 4 600 heures d'enseignement théorique et de cours de pratique clinique : la durée de la formation théorique doit représenter au moins un tiers et celle des cours de pratique clinique au moins la moitié de la durée minimale de formation.

La formation scolaire comporte 2.080 périodes d'enseignement théorique et pratique réparties comme suit:

| | 1ere année | 2e année | 3e année |
|-----------------------------|------------|----------|----------|
| Sciences infirmieres | 480 | 360 | 320 |
| Sciences fondamentales | 160 | 200 | 120 |
| Sciences sociales | 40 | 40 | 80 |
| Au choix de l'etablissement | 120 | 80 | 80 |

[...]

Arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 10 JULI 1997 fixant les dispositions relatives aux stages à accomplir en vue de l'obtention du brevet en soins infirmiers

Art. 6. *L'enseignement clinique des années d'études menant à l'obtention du brevet en soins infirmiers doit comprendre au minimum 2.240 périodes de stage de 50 minutes, réparties sur trois années d'études.*

Arrêté du Gouvernement flamand du 18 JULI 2008 portant organisation de l'enseignement secondaire ordinaire expérimental à temps plein suivant un régime modulaire

Art. 4/1.

L'organisation de l'enseignement supérieur professionnel, formation de nursing, doit être conforme :

1° aux dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, telle que modifiée par la Directive 2006/100/CE V2. Infirmier responsable des soins généraux, et de l'arrêté ministériel du 28 février 2008 fixant la liste des titres de formation d'infirmier responsable des soins généraux délivrés par les Etats membres de l'Union européenne;

2° aux dispositions de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, et de l'arrêté royal du 18 juin 1990 portant fixation de la liste des prestations techniques de soins infirmiers et de la liste des actes pouvant être confiés par un médecin à des praticiens de l'art infirmier, ainsi que des modalités d'exécution relatives à ces prestations et à ces actes et des conditions de qualification auxquelles les praticiens de l'art infirmier doivent répondre.

Décret du 27 JUNI 2005 portant création d'une haute école autonome

Art. 3.21. *Volume des études de la formation initiale.*

La haute école exprime le volume des études de chaque année d'études et de chaque subdivision du programme de formation en unités de valeur.

Le volume des études de chaque année d'études correspond au moins à 60 unités de valeur, réparties en périodes d'activités de formation, de travail personnel, de préparation d'un travail de fin d'études ainsi que du portfolio.

Le volume total de la formation initiale de bachelier représente au moins 180 unités de valeur. Les cours à option mentionnés à l' article 3.18, § 1er, alinéa 2, ne sont pas repris dans ce décompte.

Sans préjudice de l'alinéa 3, la formation initiale de la section "soins infirmiers" comporte au moins 4.600 heures d'enseignement théorique et de cours de pratique clinique; la durée de l'enseignement théorique doit représenter au moins un tiers et celle des cours de pratique clinique au moins la moitié de ces heures.

La Haute Ecole fixe la portée des cours à option mentionnés à l'article 3.18, § 1er, alinéa 2 sous forme de points; un cours doit correspondre à au moins 10 points, si le fait de réussir ledit cours à option suppose l'acquisition d'un titre supplémentaire pour les étudiants.

Arrêté du Gouvernement flamand du 10 mars 2017 relatif à la reconnaissance de qualifications professionnelles pour les professions réglementées dans l'enseignement dans le cadre de la Directive européenne 2005/36

Art. 4.

La demande est traitée sur la base d'un dossier avec au moins les documents suivants si ceux-ci sont d'application :

[...]

4° une déclaration d'une autorité compétente de l'Etat membre où le diplôme ou le certificat a été délivré, attestant que le candidat peut exercer dans cet Etat membre, sur la base du diplôme ou certificat soumis, la fonction sollicitée avec, le cas échéant, les branches, spécialités, années d'études, formations ou modules y afférents;

Décret du 25 MEI 2009 portant sur des mesures en matière d'enseignement et de formation pour 2009

Art. 3. *Procédure de demande*

§ 1er. Afin d'obtenir un certificat d'équivalence, le demandeur introduit auprès du Gouvernement une demande qui reprend au moins les données suivantes:

[...]

4° une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat membre où le candidat a suivi sa formation, déclaration dont il appert que le candidat peut porter le titre légal de la profession pour laquelle il a été formé, éventuellement avec mention du titre abrégé;

5° des attestations portant sur l'expérience professionnelle pertinente acquise par la personne concernée;

[...]

3. SUR LA CONFORMITE DU CADRE JURIDIQUE BELGE AVEC LA DIRECTIVE 2005/36/CE

3.1. Libre prestation de services

3.1.1. Libre prestation de services pour les détectives privés et les professionnels exerçant une activité liée à la sécurité privée et particulière

Le titre II de la directive 2005/36/CE définit le cadre juridique applicable aux professionnels souhaitant fournir des services temporaires et occasionnels dans un autre État membre.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a pris acte de l'arrêté royal du 10 février 2008 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelle et à la reconnaissance des qualifications professionnelles CE pour l'exercice de la profession de détective privé, ainsi qu'à l'agrément des formations (ci-après l'«arrêté royal concernant les détectives privés») et de l'arrêté royal du 25 décembre 2017 de transposition partielle de la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice des activités telles que prévues dans la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière (ci-après l'«arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée»).

Sur la base de l'analyse réalisée par la Commission, ces deux instruments juridiques visent à mettre en œuvre les règles relatives à l'exécution de la directive 2005/36/CE pour les détectives privés et les professionnels exerçant une activité liée à la sécurité privée et particulière. Cependant, la Commission a constaté que ces deux arrêtés évitent spécifiquement et expressément de transposer les dispositions du titre II de la directive 2005/36/CE concernant la libre prestation de services pour les professions concernées.

Plus exactement, le considérant 5 de l'arrêté royal concernant les détectives privés et le considérant 8 de l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée indiquent explicitement que le titre II de la directive 2005/36/CE concernant la libre prestation de services ne s'applique pas aux détectives privés ni aux professionnels exerçant une activité liée à la sécurité privée et particulière, au motif que ceux-ci ont été exclus du champ d'application de la directive 2006/123/CE.

Selon l'analyse de la Commission, il s'agit là d'une interprétation erronée de la législation de l'Union européenne concernée. En effet, le titre II de la directive 2005/36/CE s'applique pleinement aux détectives privés et aux professionnels exerçant une activité liée à la sécurité privée et particulière. L'exclusion desdites professions du champ d'application d'une autre législation de l'Union européenne, à savoir la directive 2006/123/UE, comme le mentionnent expressément le considérant 5 de l'arrêté royal concernant les détectives privés et le considérant 8 de l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée, ne porte pas atteinte à l'application des dispositions de la directive 2005/36/CE à ces professions.

En outre, la Commission a indiqué que, de ce qu'elle comprenait, les dispositions de la loi horizontale du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des

qualifications professionnelles UE (ci-après la «loi sur les qualifications professionnelles») qui n'ont pas été modifiées par les deux lois sectorielles ni incorporées dans celles-ci devraient continuer de s'appliquer dans le cadre juridique belge.

Dans sa réponse, la Belgique s'est dite insatisfaite de la position prise par la Commission selon laquelle l'exclusion desdites professions du champ d'application de la directive 2006/123/CE n'implique pas leur exclusion du champ d'application du titre II de la directive 2005/36/CE. Malgré son désaccord avec la position de la Commission, la Belgique annonce qu'elle procédera aux adaptations nécessaires pour transposer correctement le titre II de la directive 2005/36/CE, tout en se réservant le droit de contester ultérieurement cette position de la Commission ainsi que le droit d'imposer des exigences supplémentaires qu'elle justifiera sur la base des exceptions prévues dans la directive 2005/36/CE ou dans le traité.

La Commission prend acte de la volonté de réparer le grief en modifiant la loi. Cependant, la simple expression d'une volonté ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne transposant pas les dispositions du titre II de la directive 2005/36/CE concernant la libre prestation de services pour les professions visées par l'arrêté royal concernant les détectives privés et par l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée, d'une part, et en n'apportant pas de précisions sur les éventuelles «exigences supplémentaires» qui seraient imposées, d'autre part, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu du titre II, articles 5 à 9, de la directive 2005/36/CE.

3.1.2. Principe de libre prestation de services

L'article 5, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE dispose que les États membres ne peuvent restreindre, pour des raisons relatives aux qualifications professionnelles, la libre prestation de services par des prestataires étrangers qui sont légalement établis dans leur État membre d'origine pour y exercer la même profession [article 5, paragraphe 1, point a), de la directive 2005/36/CE], ou, si cette profession n'est pas réglementée dans leur État membre, qui ont exercé cette profession dans un ou plusieurs États membres pendant au moins une année au cours des dix années qui précèdent [article 5, paragraphe 1, point b), de la directive 2005/36/CE]. La condition exigeant l'exercice de la profession pendant une année n'est pas d'application si l'éducation et la formation conduisant à la profession sont réglementées.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a fait remarquer qu'elle n'avait pu trouver aucune mesure transposant le principe de la libre prestation de services pour les professions qui relèvent de la compétence de **la Région de Bruxelles-Capitale, de la Communauté française et de la Communauté germanophone.**

La Commission a indiqué que, de ce qu'elle comprenait, à la suite de la 6^e réforme de l'État, en 2014, et du transfert de certaines compétences en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles de l'État fédéral aux régions et aux communautés, les législations fédérales en vigueur à l'époque de la réforme de l'État restaient applicables tant qu'elles n'étaient pas abrogées par les régions et par les communautés elles-mêmes.

Dans la mesure où les législations fédérales en vigueur à l'époque du transfert de compétences ne sont plus pleinement conformes à la directive 2005/36/CE, en ce sens qu'elles ne tiennent pas compte des modifications introduites par la directive 2013/55/UE, le maintien de l'applicabilité de ces lois fédérales anciennes ne suffit plus aujourd'hui à garantir la conformité avec la directive 2005/36/CE.

Avec l'adoption de la directive 2013/55/UE, l'article 5, paragraphe 1, point b), de la directive 2005/36/CE a été modifié en ce sens qu'une seule année d'exercice de la profession peut être exigée par les États membres. Ainsi que l'indique l'alinéa précédent, les anciennes lois fédérales ne tiennent pas compte des modifications apportées par la directive 2013/55/UE.

Par conséquent, faute d'abrogation de ces lois et d'adoption de nouvelles règles par la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone, la Commission a conclu que les dispositions appliquées dans ces régions sont contraires à l'article 5, paragraphe 1, point b), de la directive 2005/36/CE.

Par ailleurs, la Commission a fait observer que si une profession n'est pas réglementée dans l'État membre d'établissement, l'article 108, paragraphe 1, de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé (ci-après la «**loi sur les professions des soins de santé**») exige du prestataire de services qu'il ait exercé cette profession dans cet État membre d'établissement pendant au moins une année au cours des dix années qui précèdent. Cette exigence est également contraire à l'article 5, paragraphe 1, point b), de la directive 2005/36/CE, qui prévoit que l'exercice de la profession peut avoir eu lieu «dans un ou plusieurs États membres».

Dans leur réponse, les autorités belges ont informé la Commission des éléments suivants:

- en ce qui concerne les professions particulières relevant de la compétence de **la Région de Bruxelles-Capitale**, la Belgique précise que, pour ces professions, l'ancienne loi fédérale horizontale du 12 février 2008 avait déjà cessé de s'appliquer avant son entrée en vigueur. Cela est dû au fait que, pour ces professions particulières, la directive 2005/36/CE a été transposée verticalement au moyen de l'arrêté royal du 17 août 2007. Ainsi, la transposition de la directive 2005/36/CE pour la Région de Bruxelles-Capitale a été réalisée en modifiant cet arrêté royal du 17 août 2007 (ci-après l'«arrêté pour la Région de Bruxelles-Capitale»). Surtout, elles expliquent que **la Région de Bruxelles-Capitale** n'impose aucune exigence en matière d'accès pour la prestation de services temporaires et occasionnels dans les professions relevant de la compétence de cette région. Étant donné qu'aucune exigence n'est imposée en Région de Bruxelles-Capitale pour la prestation temporaire et occasionnelle de services, Bruxelles applique un régime plus indulgent: partant, il n'est pas nécessaire de transposer le titre II de la directive 2005/36/CE.
- En ce qui concerne **les professions de l'enseignement en Communauté française**, les autorités belges font remarquer que celles-ci relèvent, effectivement, de la compétence exclusive de la Communauté. Toutefois, d'après la Belgique, il avait été souligné lors de la transposition précédente de la directive 2005/36/CE, telle qu'adoptée le 7 septembre 2005, que la définition des services au sens du droit de l'Union ne recouvre pas les professions réglementées du secteur de l'éducation tel qu'il est organisé par la Communauté française.

- En ce qui concerne les **professions des soins de santé en Communauté française et en Communauté germanophone**, la Belgique explique que l'échelon fédéral reste investi du pouvoir d'accorder l'accès pour la prestation temporaire et occasionnelle de services et que les dispositions correspondantes n'ont pas à être transposées par les Communautés française et germanophone pour les professions des soins de santé.
- Pour ce qui est de l'**article 108, paragraphe 1, de la loi sur les professions des soins de santé**, la Belgique reconnaît l'omission et modifiera sa loi.

Sur la base de la réponse des autorités belges, la Commission conclut ce qui suit:

- en ce qui concerne la déclaration selon laquelle **la Région de Bruxelles-Capitale** n'impose aucune exigence pour la prestation temporaire et occasionnelle de services dans les professions qui relèvent de sa compétence, la Commission a connaissance d'au moins une profession, à savoir la profession d'«instructeur d'école de conduite», pour laquelle la Belgique a indiqué, dans la base de données des professions réglementées, qu'elle est également réglementée en Région de Bruxelles-Capitale et nécessite la vérification préalable des qualifications conformément à l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE. Par ailleurs, la Commission constate que la profession d'«instructeur d'école de conduite» ne relève même pas du champ d'application de l'arrêté par lequel la Région de Bruxelles-Capitale a transposé la directive 2005/36/CE. Il semble donc que, tout du moins pour cette profession, l'ancienne loi fédérale horizontale du 12 février 2008 continue de produire tous ses effets.
- En outre, la Commission estime que la fourniture d'**enseignement** relève pleinement du concept de «services» tel que l'entend le droit de l'Union. Par ailleurs, la Commission souhaiterait faire observer que la directive 2005/36/CE couvre également les travailleurs fournissant leurs services dans un autre État membre de façon temporaire et occasionnelle. Dès lors, **la Communauté française et la Communauté germanophone** devraient l'une comme l'autre adopter les dispositions nécessaires pour transposer l'article 5, paragraphe 1, point b), de la directive 2005/36/CE, pour ces professions.
- Si la Commission accepte que les dispositions relatives à la prestation temporaire et occasionnelle de services n'aient pas à être transposées **par la Communauté française et par la Communauté germanophone** pour ce qui est des professions des soins de santé et n'entend pas poursuivre ce grief plus avant concernant ces professions, elle comprend néanmoins que la Communauté française et la Communauté germanophone ont compétence exclusive pour **certaines autres professions**. C'est le cas, par exemple, pour l'«accueillant d'enfant» et le «puériculteur» en Communauté française, et pour l'«aide familiale» et l'«aide seniors» tant en Communauté germanophone qu'en Communauté française. Dès lors, la Communauté française et la Communauté germanophone devraient adopter les dispositions nécessaires pour transposer l'article 5, paragraphe 1, point b), de la directive 2005/36/CE, pour ces professions.
- La Commission prend acte de la volonté de réparer une partie de ce grief en modifiant la **loi sur les professions des soins de santé**. Cependant, la simple expression d'une volonté ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief,

d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

Étant donné que les modifications nécessaires n'ont pas été apportées à la **loi sur les professions des soins de santé** et aux **législations concernées de la Communauté française, de la Communauté germanophone et de la Région de Bruxelles-Capitale**, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne transposant pas l'obligation faite aux États membres de ne pas restreindre, pour des raisons relatives aux qualifications professionnelles, la libre prestation de services par des prestataires étrangers originaires d'un État membre qui ne réglemente pas leur profession, mais qui ont exercé cette profession dans un ou plusieurs États membres pendant au moins un an au cours des dix dernières années, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 5, paragraphe 1, point b), de la directive 2005/36/CE.

3.1.3. Application des règles de conduite aux prestataires

En application de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE, le prestataire est soumis aux règles de conduite en rapport direct avec les qualifications professionnelles, telles que la définition de la profession, l'usage des titres et les règles relatives aux fautes professionnelles qui ont un lien direct et spécifique avec la protection et la sécurité des consommateurs, ainsi qu'aux dispositions disciplinaires applicables dans l'État membre d'accueil aux professionnels qui y exercent la même profession.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a fait observer que, pour les **architectes**, l'article 8, paragraphe 2, de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes (ci-après la «loi créant l'Ordre des architectes») dispose que «les règles de déontologie approuvées par le Roi [...] sont également applicables aux personnes [fournissant des services de façon temporaire et occasionnelle]». De même, elle a constaté que l'article 46, paragraphe 3, de la loi du 22 avril 1999 relative aux **professions comptables et fiscales** (ci-après la «loi relative aux professions comptables et fiscales») dispose que «toutes les dispositions légales et réglementaires concernant la déontologie, l'exercice du pouvoir disciplinaire par les instances disciplinaires compétentes, la définition et l'exercice de la profession, [...] sont applicables pour les ressortissants d'un autre État membre qui sont autorisés à exercer temporairement et occasionnellement l'activité [...]». La Commission est d'avis qu'une application aussi large de toutes les «règles de déontologie», notamment les règles en matière d'incompatibilité et d'exercice en groupe, va au-delà de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE, qui dispose que les règles de conduite applicables à un prestataire qui se déplace doivent être en rapport direct avec les qualifications professionnelles.

En outre, la Commission a fait observer que l'article 32 de la loi portant des dispositions en vue de la protection du titre de mandataire en brevets du 8 juillet 2018 (ci-après la «loi sur les mandataires en brevets») impose, à tout membre de l'Institut des mandataires en brevets, sans distinction, l'obligation de respecter le règlement de discipline, les règles de conduite, le règlement portant organisation de la formation permanente et le règlement d'ordre intérieur. Étant donné que les professionnels d'autres États membres fournissant des services temporaires ou occasionnels sont automatiquement membres de l'Institut en vertu de l'article 25 de la loi, la Commission a conclu que le droit national soumet également ces professionnels à l'ensemble de ces règles.

En ce qui concerne les **architectes** et les **professions comptables et fiscales**, les autorités belges répondent comme suit:

- elles font remarquer que la directive 2005/36/CE est une directive et qu'elle ne crée qu'une «obligation de résultat», ce qui signifie que l'État membre n'est pas tenu d'employer exactement la même terminologie. Par conséquent, l'emploi du terme générique «déontologie» ne peut, à lui seul, amener à conclure à une transposition incorrecte.
- En outre, la Belgique renvoie à l'explication contenue dans le manuel relatif à la mise en œuvre de la directive «services» où la Commission plaide en faveur de l'élaboration de codes de conduite larges, établissant un socle commun minimal de règles en matière d'indépendance, d'impartialité et de secret professionnel, ainsi que les modalités des communications commerciales et, le cas échéant, des exigences en matière d'assurance. Elle en conclut que cela témoigne de l'importance des codes de conduite pour protéger les destinataires des services.
- La Belgique invoque également l'article 25 de la directive 2006/123/CE, relatif aux activités pluridisciplinaires, et fait observer que le grand principe selon lequel les prestataires ne doivent pas être obligés d'exercer exclusivement une activité spécifique et ne doivent pas être soumis à des restrictions concernant l'exercice d'activités pluridisciplinaires a été explicitement exclu dans le cas des professions réglementées.
- De plus, la Belgique estime que les règles en matière d'impartialité et d'indépendance relèvent bel et bien du champ d'application de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE. Selon la Belgique, l'interprétation de la Commission selon laquelle ces règles professionnelles doivent avoir un lien direct avec les qualifications professionnelles est contredite de deux manières. Premièrement, elle est contredite par les exemples donnés à l'article 5, paragraphe 3, lui-même, tels que «les fautes professionnelles graves qui ont un lien direct et spécifique avec la protection et la sécurité des consommateurs». Dans son analyse, l'exercice d'une profession d'une manière qui ne respecte pas les principes d'impartialité et d'indépendance relève exactement du concept de faute professionnelle grave visé à l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE. Deuxièmement, la Belgique relève que l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE fait référence de manière distincte aux dispositions disciplinaires applicables dans l'État membre d'accueil et, ainsi, les distingue des règles professionnelles qui ont un lien direct avec les qualifications professionnelles. Ces règles disciplinaires sont liées à des règles de déontologie. Dans ce contexte, la Belgique renvoie également à l'article 17 de la directive 85/384/CEE du Conseil du 10 juin 1985 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services, sur la reconnaissance mutuelle des titres dans le domaine de l'architecture, qui disposait que le prestataire a les mêmes droits et les mêmes obligations que les citoyens de l'État membre d'accueil et est également soumis aux règles disciplinaires de caractère professionnel ou administratif.
- Enfin, la Belgique conclut que, si l'on acceptait que, sur la base de la directive 2005/36/CE, l'État membre d'accueil puisse uniquement imposer des exigences et des sanctions qui ont un lien avec les qualifications professionnelles, toute imposition de règles en matière d'indépendance et d'impartialité devrait être examinée à la lumière de la directive 2006/123/CE.

Sur la base de la réponse des autorités belges concernant les lois applicables aux **architectes** et aux **professions comptables et fiscales**, la Commission conclut comme suit:

- Bien que les directives soient en effet contraignantes uniquement quant au résultat à atteindre et, dès lors, ne nécessitent pas de transposition littérale, la Commission est d'avis que l'emploi des termes «règles déontologiques ou éthiques» sans y ajouter la précision d'un lien direct ou spécifique aux qualifications professionnelles n'atteint pas le résultat visé par la directive 2005/36/CE.
- La Commission ne nie pas l'importance des règles de conduite visant à protéger le consommateur de manière efficace et proportionnée. Toutefois, il ressort clairement de la directive «services», ainsi que du manuel, que le fait que la Commission encourage la création de codes européens de conduite est destiné à réconcilier l'objectif de libre circulation des professionnels, susceptible d'être entravé par des règles de conduite nationales divergentes, avec l'objectif consistant à garantir la protection et la confiance des consommateurs. L'article 37 de la directive «services» encourage la création d'un code de conduite au niveau de l'Union européenne pour les professions réglementées, mais il ne peut être interprété comme prévoyant l'application des règles du code national de conduite de l'État membre d'accueil aux professionnels qui fournissent leurs services de façon temporaire et occasionnelle dans cet État d'accueil. L'État membre d'accueil peut appliquer ses règles, en cas de prestation temporaire de services, uniquement si celles-ci sont conformes à l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE, pour les questions liées aux qualifications professionnelles, ou à l'article 16 de la directive «services» 2006/123/CE pour des matières autres, telles que les règles en matière d'indépendance et d'impartialité.
- La Commission reconnaît que, conformément à l'article 25 de la directive 2006/123/CE, un État membre peut prévoir des restrictions relatives aux activités pluridisciplinaires pour les professions réglementées dans la mesure où celles-ci sont justifiées pour garantir le respect de règles de déontologie susceptibles d'être différentes entre professions et qui sont donc nécessaires pour garantir l'indépendance et l'impartialité de ces professions. Ainsi, même pour les professions réglementées, ces restrictions doivent être justifiées et nécessaires pour garantir la réalisation de l'objectif d'indépendance et d'impartialité. Par ailleurs, la Commission tient à faire observer que l'article 25, paragraphe 2, de la directive 2006/123/CE s'adresse à l'État membre d'établissement et impose aux États membres d'origine de veiller à prévenir les conflits d'intérêts et les incompatibilités, à assurer l'indépendance et l'impartialité nécessaires et à assurer la compatibilité entre les règles de déontologie, en particulier en matière de secret professionnel. Partant, il ne peut être interprété comme remplaçant l'article 16 de la directive 2006/123/CE et il n'étend pas la possibilité pour un État membre d'accueil d'imposer ses règles professionnelles, à moins qu'elles n'aient un lien direct et spécifique avec les qualifications professionnelles, aux professionnels fournissant des services temporaires et occasionnels au-delà de ce qui est permis en vertu de l'article 16 de la directive 2006/123/CE.
- En ce qui concerne le champ d'application de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE, la Commission relève que l'exigence selon laquelle les règles professionnelles appliquées par l'État membre d'accueil sont limitées à celles qui ont un lien direct avec les qualifications professionnelles est énoncée encore plus clairement au considérant 8, qui mentionne un «lien direct et spécifique avec les qualifications professionnelles». Par ailleurs, le considérant 8 mentionne spécifiquement que ce lien est également requis pour les règles

disciplinaires. Cette interprétation a également été confirmée par la Cour dans son arrêt du 12 septembre 2013, *Konstantinides*, C-475/11, EU:C:2013:542³. Aussi, la Commission conteste l'interprétation selon laquelle les règles concernant les «fautes professionnelles graves» et les «dispositions disciplinaires» mentionnées à l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE ne doivent pas avoir un lien direct avec les qualifications professionnelles.

- La Commission rejoint les autorités belges sur le fait que des règles professionnelles et disciplinaires qui n'ont pas de lien direct et spécifique avec les qualifications professionnelles ne peuvent être appliquées par l'État membre d'accueil à des prestataires de services temporaires et occasionnels que si elles sont conformes à l'article 16 de la directive 2006/123/CE. Partant, conformément à l'article 16 de la directive 2006/123/CE, une telle exigence devrait être justifiée par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de santé publique ou de protection de l'environnement et devrait être propre à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et ne pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif. Contrairement à ce qui est actuellement le cas, ces limites devraient alors être clairement reprises dans les lois belges pertinentes concernant **les architectes** et les **professions comptables et fiscales**.

En ce qui concerne la loi sur les **mandataires en brevets**, les autorités belges répondent que les règles professionnelles qui ne relèvent pas du champ d'application de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE devraient être analysées directement en vertu de l'article 56 du TFUE⁴. Elles font également remarquer que, à l'heure actuelle, de telles règles de déontologie, fondées sur l'article 32 de la loi sur les mandataires de brevets, n'ont pas été adoptées. Il pourrait toujours être fait une distinction, lors de l'adoption de telles règles futures, entre celles qui s'appliquent aux professionnels qui sont établis et celles qui s'appliquent à ceux qui fournissent des services de façon temporaire et occasionnelle. En tout état de cause, la Belgique affirme que, pour les prestataires fournissant des services de façon temporaire et occasionnelle, elle appliquera uniquement les règles qui relèvent du champ d'application de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE ou qui sont justifiées en vertu de l'article 56 du TFUE.

Se basant sur la réponse de la Belgique, la Commission conclut comme suit en ce qui concerne les **mandataires en brevets**:

- Premièrement, comme l'ont reconnu les autorités belges dans leur réponse concernant les architectes, les professions comptables et fiscales, les règles professionnelles et les règles disciplinaires qui n'ont pas de lien direct et spécifique avec les qualifications professionnelles ne peuvent être appliquées par l'État membre d'accueil aux prestataires de services temporaires et occasionnels que si ces règles sont conformes à l'article 16 de la directive 2006/123/CE. Partant, conformément à l'article 16 de la directive 2006/123/CE, une telle exigence devrait être justifiée par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de santé publique ou de protection de l'environnement et devrait être propre à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et ne pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif. Contrairement à ce qui est actuellement le cas, ces limites devraient alors être clairement reprises dans la loi sur les mandataires en brevets.

³ Point 37.

⁴ Se référant ainsi à l'arrêt du 12 septembre 2013, *Konstantinides*, C-475/11, EU:C:2013:542, points 40, 41 et 43.

- Deuxièmement, la Commission prend acte de l'information selon laquelle, jusqu'ici, aucune règle de déontologie fondée sur l'article 32 de la loi sur les mandataires en brevets n'a été adoptée. Le fait que de telles règles futures pourraient introduire une distinction claire entre les règles qui s'appliquent aux professionnels qui sont établis et celles qui s'appliquent à ceux qui fournissent des services de façon temporaire et occasionnelle ne suffit toutefois pas à créer la sécurité juridique nécessaire que tel sera le cas. De même, un simple engagement de la Belgique selon lequel, pour les prestataires de services temporaires et occasionnels, elle appliquera uniquement les règles qui relèvent du champ d'application de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE ou qui sont justifiées en vertu de l'article 56 du TFUE ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de texte légal reflétant cette position et aucun calendrier d'adoption détaillé n'ont été fournis.

La Commission confirme donc son analyse, à savoir que, en ne limitant pas explicitement les règles de déontologie appliquées aux professionnels fournissant des services de façon temporaire et occasionnelle en vertu de la loi créant l'Ordre des architectes, de la loi relative aux professions comptables et fiscales et de la loi sur les mandataires en brevets, aux règles professionnelles qui ont un rapport direct avec les qualifications professionnelles, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE.

3.1.4. Contenu et forme de la déclaration préalable

- L'article 7 de la directive 2005/36/CE précise que les États membres peuvent exiger une déclaration préalable contenant des informations relatives aux couvertures d'assurance pertinentes, lorsque le prestataire se déplace pour la première fois, sous réserve des limitations prévues dans cette disposition. Au besoin, cette déclaration est renouvelée une fois par an. Elle peut être exigée par écrit, mais le prestataire de services doit pouvoir la fournir par tout moyen. En outre, lors de la première prestation de services (ou en cas de changement matériel relatif à la situation), les États membres peuvent exiger que la déclaration soit accompagnée d'un ou plusieurs des documents justificatifs visés à l'article 7, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission faisait observer que l'article 22, paragraphe 1, de l'arrêté royal du 11 septembre 2016 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles et la libre prestation de services des vétérinaires (ci-après l'«arrêté royal sur les vétérinaires») exige du prestataire de services qu'il inclue dans sa déclaration écrite préalable des informations sur «la durée de son séjour ou de sa prestation de services, la nature de la prestation de services, l'endroit de prestation de services, l'ordre professionnel auprès duquel le prestataire est inscrit, ainsi que toute autre information jugée nécessaire». Elle expliquait que les exigences en matière d'informations et de documents énoncées à l'article 7, paragraphes 1 et 2, de la directive 2005/36/CE sont de nature exhaustive et ne prévoient pas ce type d'informations.

Ainsi, les États membres ne peuvent exiger que la déclaration préalable inclue des informations autres que celles indiquant l'intention du prestataire de services de fournir un service sur le territoire de l'État membre d'accueil, des données d'identification (identité, adresse, profession, État membre d'établissement), les professions qu'il

souhaite exercer dans l'État membre d'accueil ainsi que le nom de la compagnie d'assurances, le cas échéant, et le numéro de contrat ou d'autres moyens de protection collective en ce qui concerne la responsabilité professionnelle.

Dans leur réponse, les autorités belges font valoir ce qui suit:

- Les informations concernant «la durée de son séjour ou de sa prestation de service» sont nécessaires pour vérifier si la demande est conforme à l'article 5, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE, qui prévoit que «*[l]es dispositions du présent titre s'appliquent uniquement dans le cas où le prestataire se déplace vers le territoire de l'État membre d'accueil pour exercer, de façon temporaire et occasionnelle, la profession visée au paragraphe 1*».
- De plus, les informations concernant «la nature de la prestation de services» permettent à la Belgique de vérifier si le vétérinaire va fournir des services sur des animaux producteurs de denrées alimentaires ou non. Si tel est le cas et si les services vétérinaires fournis concernent des maladies réglementées, il se peut qu'une autorisation préalable spéciale soit nécessaire.
- En outre, les informations concernant «l'endroit de prestation de services» permettent à la Belgique de vérifier la connaissance de la langue parlée dans cette partie du pays.
- Par ailleurs, les informations concernant «l'ordre professionnel auprès duquel le prestataire est inscrit» sont nécessaires pour vérifier si le prestataire est légalement établi dans son État membre d'établissement, comme l'exige l'article 5, paragraphe 1, point a), de la directive 2005/36/CE.
- Enfin, pour ce qui est de la possibilité de demander «toute autre information jugée nécessaire», la Belgique renvoie à l'article 8, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE, sur la coopération administrative, qui prévoit que «*[l]es autorités compétentes de l'État membre d'accueil peuvent demander aux autorités compétentes de l'État membre d'établissement, en cas de doutes justifiés, toute information pertinente concernant la légalité de l'établissement et la bonne conduite du prestataire ainsi que l'absence de sanction disciplinaire ou pénale à caractère professionnel.*»

Sur la base de la réponse de la Belgique, la Commission conclut ce qui suit:

- En ce qui concerne les informations concernant la durée du séjour ou de la prestation de service, la Commission réaffirme sa position selon laquelle les États membres ne peuvent exiger que la déclaration préalable inclue des informations autres que celles explicitement mentionnées à l'article 7, paragraphes 1 et 2, de la directive 2005/36/CE⁵. Si les autorités compétentes ont des doutes quant à la nature temporaire et occasionnelle de la prestation de services, elles peuvent procéder à des contrôles une fois que la prestation a débuté et en apprécier la nature au cas par cas.
- En ce qui concerne la nécessité proclamée de vérifier «la nature de la prestation de services» pour s'assurer que les vétérinaires traitant des animaux producteurs de denrées alimentaires pour des maladies réglementées particulières disposent de

⁵ Cette position se retrouve dans le code de conduite approuvé par le groupe de coordonnateurs pour la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles - Pratiques administratives nationales dans le cadre de la directive 2005/36/CE, disponible à l'adresse suivante: <https://ec.europa.eu/docsroom/documents/14981/attachments/1/translations>, au titre II, point 4 C e).

l'autorisation préalable spécifique nécessaire, la Commission estime que la Belgique peut s'en assurer 1) en fournissant les informations nécessaires sur les règles et les procédures particulières en place pour le traitement des maladies réglementées et 2) en procédant à des contrôles ex post sur la base de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE, qui soumet le prestataire aux règles de conduite de caractère professionnel, réglementaire ou administratif en rapport direct avec les qualifications professionnelles.

- S'agissant des informations concernant «l'endroit de prestation de services» dans le but de vérifier la connaissance de la langue de la région particulière, la Commission relève que l'État membre d'accueil peut uniquement exiger une «déclaration sur les connaissances linguistiques du demandeur nécessaires à l'exercice de la profession» pour les «professions ayant des implications en matière de sécurité des patients», ce qui n'est manifestement pas le cas des vétérinaires.
- En outre, s'agissant de l'obligation faite au prestataire de fournir des informations concernant «l'ordre professionnel auprès duquel il est inscrit», la Commission ne rejoint pas la Belgique sur la nécessité de disposer de ces informations pour vérifier si le prestataire est légalement établi dans son État membre d'établissement, comme l'exige l'article 5, paragraphe 1, point a), de la directive 2005/36/CE. En effet, il se peut que, dans l'État membre d'établissement, il n'y ait pas d'obligation d'inscription à un ordre professionnel.
- Enfin, en ce qui concerne la possibilité de demander «toute autre information jugée nécessaire», la Commission conteste l'analyse selon laquelle l'article 8, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE permettrait de demander de telles informations complémentaires au prestataire. En effet, l'article 8, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE traite de coopération administrative et, partant, prévoit uniquement la possibilité d'adresser à l'autorité compétente de l'État membre d'établissement une demande d'informations complémentaires et ce, uniquement en cas de «doutes justifiés». En outre, l'article 8, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE limite une telle demande à «*toute information pertinente concernant la légalité de l'établissement et la bonne conduite du prestataire ainsi que l'absence de sanction disciplinaire ou pénale à caractère professionnel*», alors que les dispositions de l'article 22, paragraphe 1^{er}, de l'arrêté royal sur les vétérinaires ne contiennent pas de limitation analogue.

La Commission confirme donc son analyse, à savoir que, en exigeant que la déclaration préalable des vétérinaires inclue des informations autres que celles explicitement mentionnées à l'article 7, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE.

- En outre, dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a renvoyé aux dispositions de l'article 8, paragraphe 2, de la loi créant l'Ordre des architectes, de l'article 22, paragraphe 2, de l'arrêté royal sur les vétérinaires, de l'article 9, paragraphe 1, de l'arrêté royal du 30 août 2013 relatif à l'accès à la profession d'agent immobilier (ci-après l'«arrêté royal sur les agents immobiliers») et de l'article 2/3, paragraphe 2, de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-expert (ci-après la «loi sur les géomètres-experts»), qui exigent des prestataires qu'ils produisent un document distinct attestant leur couverture d'assurance.

De plus, la Commission a fait observer que l'article 8, paragraphe 2, alinéa 4, de la loi créant l'Ordre des architectes, l'article 9, paragraphe 2, alinéa 4, de l'arrêté royal sur les

agents immobiliers et l'article 2/3, paragraphe 2, de la loi sur les géomètres-experts exigent tous que l'attestation d'assurance ne date pas de plus de trois mois, alors que l'article 7, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE permet uniquement aux États membres d'exiger que les prestataires incluent les informations relatives aux couvertures d'assurance dans leur déclaration préalable. Les États membres ne sont donc pas autorisés à exiger la production d'un document à part entière attestant une telle couverture d'assurance, et encore moins à fixer une limite quant à l'ancienneté de ce document.

La Commission a de surcroît relevé que l'article 8, paragraphe 2, de la loi créant l'Ordre des architectes dispose que les documents exigés, à l'exception de l'attestation de couverture d'assurance, ne peuvent remonter à plus de douze mois. Une telle exigence semblerait logique en ce qui concerne, par exemple, l'attestation certifiant que son titulaire est légalement établi dans un État membre afin d'exercer les activités en question et qu'il n'est pas interdit d'exercice, même à titre temporaire, au moment de la production de l'attestation. Toutefois, l'État membre d'accueil ne peut raisonnablement exiger que les documents produits par le prestataire de services à titre de justificatif de ses qualifications professionnelles ou de sa nationalité ne remontent pas à plus de douze mois. Il en va de même pour la preuve que le prestataire de services a exercé l'activité en question pendant au moins une année au cours des dix années précédentes lorsque ni la profession ni la formation ne sont réglementées dans l'État membre d'origine.

Dans leur réponse, les autorités belges affirment ce qui suit:

- En ce qui concerne **les architectes, les agents immobiliers et les géomètres-experts**, la Belgique fait part de sa volonté de modifier la loi créant l'Ordre des architectes, l'arrêté royal sur les agents immobiliers et la loi sur les géomètres-experts pour en supprimer l'exigence selon laquelle les prestataires doivent fournir un document distinct (outre la déclaration) attestant une couverture d'assurance ainsi que pour abolir la condition accessoire selon laquelle ce document ne doit pas dater de plus de trois mois.
- En ce qui concerne **les vétérinaires**, la Belgique consent à supprimer l'exigence selon laquelle les prestataires doivent fournir un document distinct (outre la déclaration) attestant une couverture d'assurance et fait remarquer que le projet d'acte modificatif est en cours de préparation.

Sur la base de la réponse de la Belgique, la Commission conclut ce qui suit:

- La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer les griefs, pour **les architectes, les agents immobiliers, les géomètres-experts et les vétérinaires**, liés à l'exigence d'un document à part entière attestant une couverture d'assurance et ne datant pas de plus de trois mois. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner les griefs, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.
- En outre, la Commission relève que la Belgique n'a pas répondu au grief concernant l'exigence prévue dans **la loi créant l'Ordre des architectes** selon laquelle les documents requis, à l'exception de l'attestation d'une couverture d'assurance, ne peuvent remonter à plus de douze mois, contrairement au caractère exhaustif des exigences en matière de documents et d'informations énoncées à l'article 7, paragraphes 1 et 2, de la directive 2005/36/CE.

En l'absence de modification et vu l'absence de réponse au grief concernant la durée de validité limitée à douze mois pour plusieurs documents, la Commission confirme son analyse, à savoir que, 1) en exigeant **des architectes, des agents immobiliers, des géomètres-experts et des vétérinaires** qui souhaitent fournir des services de façon temporaire et occasionnelle qu'ils transmettent un document à part entière attestant une couverture d'assurance, qui, de surcroît, ne date pas de plus de trois mois et 2), en limitant la validité de tous les autres documents à douze mois pour **les architectes**, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphes 1 et 2 de la directive 2005/36/CE.

- En ce qui concerne la preuve des qualifications professionnelles que les États membres sont autorisés à exiger en vertu de l'article 7, paragraphe 2, point c), de la directive 2005/36/CE, la Commission a relevé dans sa lettre de mise en demeure que l'article 8, paragraphe 2, deuxième alinéa, de la loi créant l'Ordre des architectes semble limiter les types de preuves acceptés soit aux qualifications mentionnées à l'annexe V, point 5.7.1, de la directive 2005/36/CE, entraînant la reconnaissance automatique, soit aux qualifications bénéficiant d'une reconnaissance sur la base de droits acquis. Toutefois, les qualifications professionnelles qui ne relèvent pas de ces deux catégories, mais qui permettent à un architecte d'exercer sa profession dans son État membre d'origine devraient également être acceptées comme preuves des qualifications de l'architecte prestataire de services.

Dans sa réponse, la Belgique s'engage à modifier la loi en question. La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer le grief soulevé. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en transposant de manière incorrecte l'autorisation accordée aux États membres d'exiger une preuve des qualifications professionnelles dans le contexte de la prestation de services temporaires ou occasionnels par des architectes, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 2, point c), de la directive 2005/36/CE.

- L'article 7, paragraphe 2, point d), de la directive 2005/36/CE, prévoit explicitement que, lorsque la profession ou la formation n'est pas réglementée dans l'État membre d'origine, le professionnel doit être autorisé à prouver «par tout moyen» qu'il a exercé la profession dans un ou plusieurs États membres pendant au moins une année au cours des dix années précédentes.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a fait observer que l'article 8, paragraphe 2, de la loi créant l'Ordre des architectes exige une «attestation» et, ce faisant, semble limiter la liberté de moyens accordée par l'article 7, paragraphe 2, point d), de la directive 2005/36/CE.

Dans sa réponse, la Belgique s'engage à adopter les modifications nécessaires.

La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer le grief soulevé. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en limitant le type de preuve qu'un architecte peut produire pour justifier de l'exercice de cette profession dans un ou plusieurs États membres pendant au moins une année au cours des dix années précédentes lorsque la profession ou la formation n'est pas réglementée dans son État membre d'origine, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 2, point d), de la directive 2005/36/CE.

- Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a également observé que l'article 7, paragraphe 2, points d) à g), a été modifié par la directive 2013/55/UE et qu'elle n'avait pu trouver aucune mesure transposant ces dispositions modifiées en Région de Bruxelles-Capitale, en Communauté française et en Communauté germanophone.

La Commission a expliqué que, dans la mesure où les législations fédérales en vigueur à l'époque du transfert de compétences ne sont plus pleinement conformes à la directive 2005/36/CE, en ce sens qu'elles ne tiennent pas compte des modifications introduites par la directive 2013/55/UE, le maintien de l'applicabilité de ces lois fédérales anciennes ne suffit pas aujourd'hui à garantir la conformité avec la directive 2005/36/CE.

Par conséquent, elle a conclu que, faute d'abrogation de ces lois et d'adoption de nouvelles règles par la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone, il y a lieu de comprendre que les dispositions appliquées dans cette région et dans ces communautés jusqu'à ce jour sont contraires à l'article 7, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE, étant donné qu'elles ne reflètent pas les modifications apportées par la directive 2013/55/CE, donnant ainsi lieu à une non-conformité.

Dans leur réponse, les autorités belges ont informé la Commission des éléments suivants:

- en ce qui concerne les professions particulières relevant de la compétence de **la Région de Bruxelles-Capitale**, la Belgique précise que, pour ces professions, l'ancienne loi fédérale horizontale du 12 février 2008 avait déjà cessé de s'appliquer avant son entrée en vigueur. Cela est dû au fait que, pour ces professions particulières, la directive 2005/36/CE a été transposée verticalement au moyen de l'arrêté royal du 17 août 2007. Ainsi, la transposition de la directive 2005/36/CE pour la Région de Bruxelles-Capitale a été réalisée en modifiant cet arrêté royal du 17 août 2007 (ci-après l'«arrêté pour la Région de Bruxelles-Capitale»). Surtout, elles expliquent que **la Région de Bruxelles-Capitale** n'impose aucune exigence en matière d'accès pour la prestation de services temporaires et occasionnels dans les professions relevant de la compétence de cette région. Étant donné qu'aucune exigence n'est imposée en Région de Bruxelles-Capitale pour la prestation temporaire et occasionnelle de services, Bruxelles applique un régime plus indulgent: partant, il n'est pas nécessaire de transposer le titre II de la directive 2005/36/CE.
- En ce qui concerne **les professions de l'enseignement en Communauté française**, les autorités belges font remarquer que celles-ci relèvent, effectivement, de la compétence exclusive de la Communauté. Toutefois, d'après la Belgique, il avait été souligné lors de la transposition précédente de la directive 2005/36/CE, telle qu'adoptée le 7 septembre 2005, que la définition des services au sens du droit de l'Union ne recouvre pas les professions réglementées du secteur de l'éducation tel qu'il est organisé par la Communauté française.

- En ce qui concerne **les professions des soins de santé en Communauté française et en Communauté germanophone**, la Belgique explique que l'échelon fédéral reste investi du pouvoir d'accorder l'accès pour la prestation temporaire et occasionnelle de services et que les dispositions correspondantes n'ont pas à être transposées par les Communautés française et germanophone pour les professions des soins de santé.

Sur la base de la réponse des autorités belges, la Commission conclut ce qui suit:

- en ce qui concerne la déclaration selon laquelle **la Région de Bruxelles-Capitale** n'impose aucune exigence pour la prestation temporaire et occasionnelle de services dans les professions qui relèvent de sa compétence, la Commission a connaissance d'au moins une profession, à savoir la profession d'«instructeur d'école de conduite», pour laquelle la Belgique a indiqué, dans la base de données des professions réglementées, qu'elle est également réglementée en Région de Bruxelles-Capitale et nécessite la vérification préalable des qualifications conformément à l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE. Par ailleurs, la Commission constate que la profession d'«instructeur d'école de conduite» ne relève même pas du champ d'application de l'arrêté par lequel la Région de Bruxelles-Capitale a transposé la directive 2005/36/CE. Il semble donc que, tout du moins pour cette profession, l'ancienne loi fédérale horizontale du 12 février 2008 continue de produire tous ses effets.
- En outre, la Commission est d'avis que la fourniture d'**enseignement** relève du concept de «services» au sens du droit de l'Union et que **la Communauté française et la Communauté germanophone** devraient donc, l'une comme l'autre, adopter les dispositions nécessaires pour transposer l'article 7, paragraphe 2, points d) à g), de la directive 2005/36/CE pour ces professions.
- Si la Commission accepte que les dispositions relatives à la prestation temporaire et occasionnelle de services n'aient pas à être transposées **par la Communauté française et par la Communauté germanophone** pour ce qui est des professions des soins de santé et n'entend pas poursuivre ce grief plus avant concernant ces professions, elle comprend néanmoins que la Communauté française et la Communauté germanophone ont compétence exclusive pour **certaines autres professions**. C'est le cas, par exemple, pour l'«accueillant d'enfant» et le «puériculteur» en Communauté française, et pour l'«aide familiale» et l'«aide seniors» tant en Communauté germanophone qu'en Communauté française. Dès lors, la Communauté française et la Communauté germanophone devraient adopter les dispositions nécessaires pour transposer l'article 7, paragraphe 2, points d) à g), de la directive 2005/36/CE pour ces professions.

En conséquence, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne transposant pas les modifications apportées par la directive 2013/55/UE à la liste de documents que les États membres sont autorisés à demander en cas de prestation de services temporaire et occasionnelle pour les professions de l'enseignement en Communauté française et en Communauté germanophone, pour d'autres professions comme «accueillant d'enfant» et «puériculteur» en Communauté française, pour des professions telles qu'«aide familiale» et «aide seniors» en Communauté française comme en Communauté germanophone, ainsi que pour certaines professions relevant de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale comme «instructeur d'école de conduite», la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 2, points d) à g), de la directive 2005/36/CE.

3.1.5. Conséquences de la déclaration préalable

Le prestataire qui présente une déclaration préalable devrait pouvoir exercer une activité sur l'ensemble du territoire de l'État membre concerné (article 7, paragraphe 2 *bis*, de la directive 2005/36/CE).

Dans certaines conditions, si la profession est réglementée de manière différente sur certaines parties du territoire de cet État membre, l'article 7, paragraphe 2 *bis*, de la directive 2005/36/CE permet aux États membres de demander des informations supplémentaires concernant les qualifications professionnelles du prestataire de services. Toutefois, une telle réglementation devrait également être applicable à tous les ressortissants de cet État membre, les différences que présente cette réglementation régionale doivent se justifier par des raisons impérieuses d'intérêt général liées à la santé publique ou à la sécurité des bénéficiaires des services, et l'État membre ne devrait pas avoir d'autre moyen d'obtenir ces informations.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a pris acte de l'article 12 de l'arrêté du gouvernement flamand du 27 mars 2009 portant exécution du décret du 18 juillet 2008 relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile (ci-après l'«arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile»), qui dispose qu'un demandeur qui a déjà fait une déclaration écrite auprès de l'autorité compétente d'une autre entité fédérée belge ne doit pas présenter la déclaration écrite en Région flamande, mais que «si la réglementation de l'[entité] fédéré[e] où la déclaration écrite a été faite diffère de celle applicable en région de langue néerlandaise, le demandeur doit présenter les documents [requis par le présent arrêté], sauf s'il les a déjà présentés lors de la déclaration écrite [présentée dans l'autre entité fédérée]».

La Commission a expliqué que, bien que la directive permette aux États membres de demander des informations supplémentaires si la profession est réglementée de manière différente sur certaines parties du territoire de cet État membre, les différences que présente cette réglementation doivent se justifier par des raisons impérieuses d'intérêt général liées à la santé publique ou à la sécurité des bénéficiaires des services. S'appuyant sur la description des activités de cette profession figurant dans la base de données⁶ des professions réglementées, la Commission a estimé que ces activités ne pouvaient être considérées comme entraînant potentiellement des dommages graves pour la santé ou la sécurité du destinataire des services.

La Commission a dès lors conclu qu'une demande d'informations supplémentaires à un prestataire de services qui a déjà présenté une déclaration dans une autre partie de la Belgique n'est pas conforme à l'article 7, paragraphe 2 *bis*, de la directive 2005/36/CE.

Dans sa réponse, la Belgique s'est engagée à modifier l'article 12 de l'arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile en supprimant la phrase litigieuse, estimant que cette modification serait adoptée à la mi-2020 ou à la fin 2020 au plus tard.

La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer le grief soulevé. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner

⁶ «fournir des soins et une assistance dans l'environnement naturel de vie où, au lieu d'être assurées par l'utilisateur ou par les personnes de l'environnement de vie de ce dernier, les activités de la vie quotidienne que l'utilisateur réaliserait lui-même s'il en était capable sont assurées par eux, ou encore où l'utilisateur ou les personnes de son environnement de vie sont aidés à réaliser ces activités».

le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en exigeant des informations complémentaires d'un professionnel cherchant à fournir des services temporaires ou occasionnels dans le domaine des services d'aide et de soins à domicile en Flandre alors que ce prestataire a déjà présenté une déclaration dans une autre partie de la Belgique, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 2 *bis*, de la directive 2005/36/CE.

3.1.6. *Vérification préalable des qualifications*

3.1.6.1. Vérification préalable des qualifications pour les vétérinaires

L'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE, permet à l'État membre d'accueil de procéder à une vérification des qualifications professionnelles avant la première prestation de services, mais uniquement si la profession concernée a des implications en matière de santé ou de sécurité publiques. Par ailleurs, une telle vérification préalable n'est possible que s'il existe un risque de dommages graves pour la santé ou la sécurité du destinataire du service et que la vérification préalable des qualifications professionnelles est nécessaire afin d'atteindre l'objectif de protection de l'intérêt public. Elle n'est pas permise dans le cas des professions qui bénéficient d'une reconnaissance automatique en vertu du titre III, chapitres II, III ou III *bis*, de la directive 2005/36/CE. De plus, l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE introduit des exigences procédurales et matérielles spécifiques auxquelles doit satisfaire une telle vérification préalable des qualifications.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a fait observer que l'article 19, paragraphe 3, de l'arrêté royal sur les vétérinaires donne à l'autorité compétente la possibilité de procéder à une vérification des qualifications professionnelles du prestataire. Toutefois, la Commission n'a pu trouver aucune mesure transposant les exigences matérielles et procédurales applicables à cette vérification préalable, énoncées à l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE.

Dans sa réponse, la Belgique affirme que l'article 9, paragraphe 4, de la loi sur les qualifications professionnelles a transposé l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE. Toutefois, l'article 4, paragraphe 3, de la loi sur les qualifications professionnelles exclut expressément sept professions sectorielles, dont la profession de vétérinaire, de son champ d'application, sauf si les dispositions de transposition relatives à ces professions sectorielles se réfèrent explicitement aux dispositions de la loi sur les qualifications professionnelles. Ce n'est pas le cas de l'article 19, paragraphe 3, de l'arrêté royal sur les vétérinaires, qui prévoit la possibilité et les modalités d'une vérification préalable des qualifications.

La Commission confirme donc son analyse, à savoir que, en ne transposant pas les exigences matérielles et procédurales à remplir pour imposer une vérification préalable des qualifications dans le contexte de la prestation de services temporaire et occasionnelle, la Belgique n'a pas veillé au respect des dispositions de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE en ce qui concerne les vétérinaires.

3.1.6.2. Application des dispositions fédérales dépassées

L'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE a été modifié à plusieurs égards par la directive 2013/55/UE. Comme indiqué précédemment, les dispositions fédérales – anciennes – ignorent les modifications apportées par la directive 2013/55/UE.

Dans la mesure où les législations fédérales en vigueur à l'époque du transfert de compétences ne sont plus pleinement conformes à la directive 2005/36/CE, en ce sens qu'elles ne tiennent pas compte des modifications introduites par la directive 2013/55/UE, le maintien de l'applicabilité de ces lois fédérales anciennes ne suffit plus aujourd'hui à garantir la conformité avec la directive 2005/36/CE.

La Commission a donc conclu dans sa lettre de mise en demeure que, faute d'abrogation de ces lois et d'adoption de nouvelles règles par la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone, il y a lieu de comprendre que les dispositions appliquées dans cette région et dans ces communautés jusqu'à ce jour sont contraires à l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE, étant donné qu'elles ne reflètent pas les modifications apportées par la directive 2013/55/CE, donnant ainsi lieu à une non-conformité.

Dans leur réponse, les autorités belges ont informé la Commission des éléments suivants:

- en ce qui concerne les professions particulières relevant de la compétence de **la Région de Bruxelles-Capitale**, la Belgique précise que, pour ces professions, l'ancienne loi fédérale horizontale du 12 février 2008 avait déjà cessé de s'appliquer avant son entrée en vigueur. Cela est dû au fait que, pour ces professions particulières, la directive 2005/36/CE a été transposée verticalement au moyen de l'arrêté royal du 17 août 2007. Ainsi, la transposition de la directive 2005/36/CE pour la Région de Bruxelles-Capitale a été réalisée en modifiant cet arrêté royal du 17 août 2007 (ci-après l'«arrêté pour la Région de Bruxelles-Capitale»). Surtout, elles expliquent que **la Région de Bruxelles-Capitale** n'impose aucune exigence en matière d'accès pour la prestation de services temporaires et occasionnels dans les professions relevant de la compétence de cette région. Étant donné qu'aucune exigence n'est imposée en Région de Bruxelles-Capitale pour la prestation temporaire et occasionnelle de services, Bruxelles applique un régime plus indulgent: partant, il n'est pas nécessaire de transposer l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE.
- En ce qui concerne **les professions de soins de santé en Communauté française et en Communauté germanophone**, la Belgique renvoie à l'explication qu'elle a donnée, à savoir que l'échelon fédéral reste investi du pouvoir d'accorder l'accès pour la prestation temporaire et occasionnelle de services et que, par conséquent, aucune disposition ne doit être transposée pour ces professions par les Communautés française et germanophone.

Sur la base de la réponse belge, la Commission conclut ce qui suit:

- en ce qui concerne la déclaration selon laquelle **la Région de Bruxelles-Capitale** n'impose aucune exigence pour la prestation temporaire et occasionnelle de services dans les professions qui relèvent de sa compétence, la Commission a connaissance d'au moins une profession, à savoir la profession d'«instructeur d'école de conduite», pour laquelle la Belgique a indiqué, dans la base de données

des professions réglementées, qu'elle est également réglementée en Région de Bruxelles-Capitale et nécessite la vérification préalable des qualifications conformément à l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE. Par ailleurs, la Commission constate que la profession d'«instructeur d'école de conduite» ne relève même pas du champ d'application de l'arrêté par lequel la Région de Bruxelles-Capitale a transposé la directive 2005/36/CE. Il semble donc que, tout du moins pour cette profession, l'ancienne loi fédérale horizontale du 12 février 2008 continue de produire tous ses effets et que les modifications nécessaires auraient dû être adoptées.

- Si la Commission accepte que les dispositions relatives à la prestation temporaire et occasionnelle de services n'aient pas à être transposées **par la Communauté française et par la Communauté germanophone** pour ce qui est des professions des soins de santé et n'entend pas poursuivre ce grief plus avant concernant ces professions, elle comprend néanmoins que la Communauté française et la Communauté germanophone ont compétence exclusive pour **certaines autres professions**. C'est le cas, par exemple, pour l'«accueillant d'enfant» et le «puériculteur» en Communauté française, et pour l'«aide familiale» et l'«aide seniors» tant en Communauté germanophone qu'en Communauté française, pour lesquels elles pourraient avoir décidé d'imposer une vérification préalable des qualifications. Si une telle vérification préalable a été imposée, les modifications apportées à l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE devraient être mises en œuvre pour ces professions.

Dès lors, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne transposant pas les modifications introduites par la directive 2013/55/UE en ce qui concerne la vérification préalable des qualifications dans le contexte de la prestation temporaire et occasionnelle de services pour des professions comme «accueillant d'enfant» et «puériculteur» en Communauté française, pour des professions telles qu'«aide familiale» et «aide seniors» en Communauté française comme en Communauté germanophone, ainsi que pour certaines professions relevant de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale comme «instructeur d'école de conduite», la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE.

3.1.6.3. Vérification préalable des qualifications pour les professions sectorielles

L'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE, exclut explicitement la vérification préalable des qualifications pour les professions qui bénéficient d'une reconnaissance automatique en vertu du titre III, chapitres II, III ou III *bis*, de la directive 2005/36/CE.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a fait remarquer que l'article 9, paragraphe 4, de la loi sur les qualifications professionnelles et l'article 18, paragraphe 5, du décret flamand du 24 février 2017 transposant partiellement la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (ci-après le «décret flamand sur la reconnaissance des qualifications professionnelles») omettent de préciser qu'une telle vérification préalable des qualifications ne peut s'appliquer aux professions qui bénéficient d'une reconnaissance automatique. Étant donné que les professions qui bénéficient d'une reconnaissance automatique en vertu du titre III, chapitres II, III ou III *bis*, de la directive 2005/36/CE incluent les professions bénéficiant de la reconnaissance automatique sur la base de l'expérience professionnelle, auxquelles la loi sur les qualifications professionnelles et le décret flamand sur la reconnaissance des qualifications professionnelles s'appliquent, cette restriction devait faire l'objet d'une

transposition. Cette transposition n'ayant pas eu lieu, la législation belge n'est pas conforme à la directive.

Dans leur réponse, les autorités belges font valoir que, puisque la loi sur les qualifications professionnelles ne s'applique pas aux professions sectorielles, il n'était pas nécessaire d'y transposer cette exception. Toutefois, comme cela a déjà été expliqué dans la lettre de mise en demeure, les professions bénéficiant d'une reconnaissance automatique sur la base de l'expérience professionnelle sont également exclues de cette vérification préalable (les «professions relevant de l'annexe IV»). La Commission relève par ailleurs que la loi sur les qualifications professionnelles transpose effectivement le titre III, chapitre II, de la directive 2005/36/CE, qui régit le régime de reconnaissance automatique sur la base de l'expérience professionnelle. De plus, la Commission a recensé au moins une profession – à savoir «expert en automobiles» – qui est réglementée à l'échelon fédéral et relève de la loi horizontale sur les reconnaissances professionnelles pour le processus de reconnaissance, et dont la Belgique a indiqué, dans la base de données, qu'elle relevait de l'annexe IV et de la reconnaissance automatique sur la base de l'expérience professionnelle. Au vu de ce qui précède, la Commission estime qu'il est manifestement nécessaire de transposer également l'exemption de vérification préalable des qualifications des professions qui bénéficient d'une reconnaissance automatique en vertu du titre III, chapitres II, III ou III *bis*, de la directive 2005/36/CE, prévue à l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE.

En ce qui concerne l'article 18, paragraphe 5, du décret flamand sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, la Belgique s'est engagée à adopter les modifications nécessaires le 30 juillet 2020 au plus tard. La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer le grief soulevé. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

Les modifications nécessaires n'ayant pas été apportées à la loi sur les qualifications professionnelles et au décret flamand sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne précisant pas qu'une vérification préalable des qualifications en vertu de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE ne peut s'appliquer aux professions qui bénéficient d'une reconnaissance automatique, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE.

3.1.6.4. Exigences en matière de vérification préalable des qualifications

En application de l'article 7, paragraphe 4, premier alinéa, deuxième phrase, de la directive 2005/36/CE, une telle vérification préalable n'est possible que s'il existe un risque de dommages graves pour la santé ou la sécurité du destinataire du service et que la vérification des qualifications professionnelles n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif de protection de l'intérêt public.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a relevé que l'article 112, paragraphe 2, de la loi sur les professions des soins de santé et l'article 9, paragraphe 4, du «décret du 12 juillet 2017 modifiant la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE» (ci-après le «décret wallon relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles») ne précisent pas que la vérification ne devrait pas excéder ce qui est nécessaire pour

protéger les intérêts publics invoqués et ne sont dès lors pas conformes à l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE.

Dans leur réponse, les autorités belges s'engagent à adopter les modifications nécessaires à la loi sur les professions des soins de santé et au décret wallon relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles. Bien que la Belgique ait fourni un calendrier d'adoption des modifications à apporter au décret wallon relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans sa réponse du 24 avril 2019 à la lettre de mise en demeure et une version révisée de ce calendrier, ainsi qu'un lien vers le projet de proposition, dans sa réponse du 1^{er} août 2019 à l'avis motivé dans le cadre de la première procédure d'infraction (affaire n° 2018/2162), la Commission n'a reçu aucune notification de l'adoption de l'acte modificatif en dépit de l'expiration des calendriers transmis.

La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer le grief soulevé. Cependant, une simple intention ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief avant que les modifications ne soient adoptées.

Les modifications nécessaires n'ayant pas été apportées à la loi sur les professions des soins de santé et au décret wallon relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne précisant pas qu'une vérification préalable des qualifications ne devrait pas excéder ce qui est nécessaire pour protéger les intérêts publics invoqués, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE.

3.1.6.5. Délais

Les deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE fixent les délais de procédure. Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la déclaration et des documents joints, l'autorité compétente informe le prestataire de sa décision a) de ne pas vérifier ses qualifications professionnelles, ou b) ayant vérifié ses qualifications professionnelles, d'imposer au prestataire de services une épreuve d'aptitude, ou de permettre la prestation des services. En cas de retard dans la prise de décision, l'autorité compétente est tenue d'informer le prestataire des raisons du retard dans le même délai. La difficulté qui empêche la prise de décision est résolue dans le mois qui suit cette information et la décision est prise dans un délai de deux mois suivant la résolution de la difficulté.

Lorsqu'une autorité compétente prend la décision d'imposer une épreuve d'aptitude au prestataire de services, elle s'assure que le prestataire de services a la possibilité de fournir le service dans un délai d'un mois à compter de la décision d'imposer une épreuve d'aptitude. À cette fin, elle veille à organiser les épreuves en temps utile. Si l'autorité compétente n'agit pas dans les délais prescrits, le professionnel est en droit de fournir le service.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a relevé que, bien que l'article 112, paragraphe 3, de la loi sur les professions des soins de santé transpose la possibilité de prolonger le délai d'un mois, il ne prévoit pas explicitement que cette prolongation doit être la conséquence d'une difficulté rencontrée. Il n'est donc pas conforme à la directive 2005/36/CE.

Dans leur réponse, les autorités belges s'engagent à adopter les modifications nécessaires à apporter à la loi sur les professions des soins de santé.

La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer le grief soulevé. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

Les modifications nécessaires n'ayant pas été apportées à la loi sur les professions des soins de santé, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne spécifiant pas que la possibilité de prolonger d'un mois le délai d'une décision: a) de ne pas vérifier les qualifications professionnelles ou b) ayant vérifié ses qualifications professionnelles, d'imposer au prestataire de services une épreuve d'aptitude, ou de permettre la prestation des services, doit être réservée aux retards causés par une difficulté qui empêche la prise de décision, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE.

3.2. Liberté d'établissement

Les articles 11 à 13 de la directive 2005/36/CE énoncent les règles applicables aux niveaux de qualification et aux conditions de la reconnaissance dans le cadre du régime général de reconnaissance des qualifications professionnelles.

En application de l'article 14 de la directive 2005/36/CE, le régime général de reconnaissance des qualifications professionnelles prévu dans la directive 2005/36/CE permet aux États membres d'accueil d'imposer une mesure de compensation à un professionnel originaire d'un autre État membre s'ils peuvent démontrer des différences substantielles dans la formation reçue par celui-ci par rapport à l'équivalent national.

3.2.1. Niveaux de qualification

Conformément à l'article 11 de la directive 2005/36/CE, les qualifications professionnelles sont regroupées en cinq niveaux aux fins de la reconnaissance en vertu de l'article 13, de l'article 14, paragraphe 3, quatrième alinéa, et de l'article 14, paragraphe 6, de la directive 2005/36/CE. Ces niveaux étant importants pour la manière dont les attestations de compétence, les certificats et les diplômes sont reconnus en vertu de la directive 2005/36/CE, ils doivent être pris en considération dans les mesures de transposition nationales.

L'article 11, point c) ii), de la directive 2005/36/CE concernant la formation réglementée ainsi que la formation professionnelle à structure particulière a été modifié par la directive 2013/55/UE.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a fait observer qu'elle n'avait pu trouver aucune mesure transposant l'article 11, point c) ii), modifié, de la directive 2005/36/CE, en Communauté française et en Communauté germanophone en ce qui concerne les professions relevant de leur compétence, à l'exception du secteur de l'enseignement.

La Commission croit comprendre qu'à la suite de la 6^e réforme de l'État, en 2014, et du transfert de certaines compétences en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles de l'État fédéral aux régions et aux communautés, les législations

fédérales en vigueur à l'époque de la réforme restent applicables tant qu'elles ne sont pas abrogées par les régions et par les communautés elles-mêmes.

Dans la mesure où les législations fédérales en vigueur à l'époque du transfert de compétences ne sont plus pleinement conformes à la directive 2005/36/CE, en ce sens qu'elles ne tiennent pas compte des modifications introduites par la directive 2013/55/UE, le maintien de l'applicabilité de ces lois fédérales anciennes ne suffit plus aujourd'hui à garantir la conformité avec la directive 2005/36/CE.

Par conséquent, la Commission a conclu que, faute d'abrogation de ces lois et d'adoption de nouvelles règles par la Communauté française et la Communauté germanophone, il y a lieu de comprendre que les dispositions appliquées dans ces communautés jusqu'à ce jour sont contraires à l'article 11, point c) ii), de la directive 2005/36/CE, étant donné qu'elles ne reflètent pas les modifications apportées par la directive 2013/55/CE, donnant ainsi lieu à une non-conformité.

Dans leur réponse, les autorités belges ont informé la Commission que, en ce qui concerne les professions des soins de santé, l'échelon fédéral avait conservé le pouvoir de déterminer les conditions d'accès, y compris les exigences en matière de qualifications, ainsi que les conditions de la reconnaissance des qualifications professionnelles. Par conséquent, la Communauté française et la Communauté germanophone ne sont pas tenues de transposer l'article 11, point c) ii), de la directive 2005/36/CE pour les professions des soins de santé, et n'en ont d'ailleurs pas la compétence.

Sur la base de la réponse belge, la Commission conclut ce qui suit: elle prend acte de cette clarification, à savoir que, pour les professions des soins de santé, le pouvoir de déterminer les conditions d'accès, y compris les exigences en matière de qualifications, ainsi que les conditions de la reconnaissance des qualifications professionnelles relève toujours de l'échelon fédéral et n'a donc pas à être transposé par **la Communauté française et la Communauté germanophone** pour les professions des soins de santé. Pour cette raison, la Commission ne poursuivra pas ce grief plus avant en ce qui concerne les professions des soins de santé. Toutefois, la Commission comprend que la Communauté française et la Communauté germanophone exercent également, l'une comme l'autre, des compétences exclusives à l'égard de **certaines autres professions** auxquelles elles pourraient être tenues d'appliquer les niveaux de qualification énoncés à l'article 11 de la directive 2005/36/CE à des fins de reconnaissance en vertu de l'article 13, de l'article 14, paragraphe 3, quatrième alinéa et de l'article 14, paragraphe 6, de la directive 2005/36/CE. C'est le cas, par exemple, pour l'«accueillant d'enfant» et le «puériculteur» en Communauté française, et pour l'«aide familiale» et l'«aide seniors» tant en Communauté germanophone qu'en Communauté française.

En conséquence, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne transposant pas les changements introduits par la directive 2013/55/UE concernant le niveau de qualification spécifique des formations réglementées ainsi que des formations professionnelles à structure particulière de professions comme «accueillant d'enfant» et «puériculteur» en Communauté française et de professions comme «aide familiale» et «aide seniors» en Communauté française comme en Communauté germanophone, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 11, point c) ii), de la directive 2005/36/CE.

3.2.2. Formations assimilées

L'article 12 de la directive 2005/36/CE garantit que les formations non formelles ayant abouti à une profession réglementée, dans la mesure où elles sont reconnues par l'État membre comme étant de niveau équivalent aux programmes de formation formels, seront assimilées aux titres de formation formels visés à l'article 11 de la directive 2005/36/CE, y compris quant au niveau concerné (premier alinéa). Il en va de même pour les professionnels qui ne satisfont pas aux exigences contenues dans les dispositions législatives, réglementaires ou administratives en vigueur dans l'État membre d'origine, mais qui ont accès à la profession en raison de dispositions nationales leur conférant des droits acquis. En particulier, cela s'applique dans le cas où l'État membre d'origine relève le niveau de formation requis pour l'accès à une profession en application de l'article 12, deuxième alinéa, de la directive 2005/36/CE.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a fait observer qu'elle n'avait pu trouver aucune mesure transposant cette disposition modifiée en Communauté germanophone en ce qui concerne les professions qui relèvent de ses compétences. De même, elle a relevé que cette disposition n'avait pas été transposée en Communauté française, sauf pour le secteur de l'enseignement.

Comme il a été expliqué précédemment, dans la mesure où les législations fédérales en vigueur à l'époque du transfert de compétences ne sont plus pleinement conformes à la directive 2005/36/CE, en ce sens qu'elles ne tiennent pas compte des modifications introduites par la directive 2013/55/UE, le maintien de l'applicabilité de ces lois fédérales anciennes ne suffit pas aujourd'hui à garantir la conformité avec la directive 2005/36/CE. L'article 12, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE, a été modifié par la directive 2013/55/UE pour clarifier que les formations à temps partiel et hors programmes formels peuvent être assimilées à celles sanctionnées par des titres de formation.

Par conséquent, la Commission a conclu que, faute d'abrogation de ces lois et d'adoption de nouvelles règles par la Communauté française et la Communauté germanophone, il y a lieu de comprendre que les règles appliquées 1) en Communauté française aux professions qui relèvent de sa compétence, à l'exception de celles du secteur de l'enseignement et 2) en Communauté germanophone aux professions relevant de sa compétence jusqu'à ce jour sont contraires à l'article 12, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE, étant donné qu'elles ne reflètent pas les modifications apportées par la directive 2013/55/CE, donnant ainsi lieu à une non-conformité.

Dans leur réponse, les autorités belges ont informé la Commission que, en ce qui concerne les **professions des soins de santé**, l'échelon fédéral avait conservé le pouvoir de déterminer les conditions d'accès, y compris les exigences en matière de qualifications, ainsi que les conditions de la reconnaissance des qualifications professionnelles. Par conséquent, la Communauté française et la Communauté germanophone ne sont pas tenues de transposer l'article 12 de la directive 2005/36/CE pour les professions des soins de santé.

Sur la base de la réponse belge, la Commission conclut ce qui suit: Elle prend acte de cette clarification, à savoir que, pour les professions des soins de santé, le pouvoir de déterminer les conditions d'accès ainsi que les conditions de la reconnaissance des qualifications professionnelles relève toujours de l'échelon fédéral et n'a donc pas à être transposé par la Communauté française et la Communauté germanophone pour les **professions des soins de santé**; elle ne poursuivra pas ce grief plus avant en ce qui

concerne les professions des soins de santé. Toutefois, la Commission comprend que la Communauté française et la Communauté germanophone exercent également, l'une comme l'autre, des compétences exclusives à l'égard de **certaines autres professions** pour lesquelles elles pourraient être tenues de veiller à ce que les qualifications visées à l'article 12 de la directive 2005/36/CE soient assimilées aux titres de formation visés à l'article 11 de la directive 2005/36/CE. C'est le cas, par exemple, pour l'«accueillant d'enfant» et le «puériculteur» en Communauté française, et pour l'«aide familiale» et l'«aide seniors» tant en Communauté germanophone qu'en Communauté française.

En conséquence, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne transposant pas l'exigence selon laquelle certaines qualifications alternatives et certains droits acquis sont à assimiler à des titres de formation tels que visés à l'article 11 de la directive 2005/36/CE pour des professions comme «accueillant d'enfant» et «puériculteur» en Communauté française et pour des professions comme «aide familiale» et «aide seniors» en Communauté française comme en Communauté germanophone, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 12 de la directive 2005/36/CE.

3.2.3. *Conditions de la reconnaissance*

Selon l'article 13 de la directive 2005/36/CE, lorsque, dans un État membre d'accueil, l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession de qualifications professionnelles déterminées, l'autorité compétente de cet État membre permet aux demandeurs d'accéder à cette profession et de l'exercer, dans les mêmes conditions que pour ses nationaux, s'ils possèdent un titre de formation visé à l'article 11 de la directive 2005/36/CE, qui est requis par un autre État membre pour accéder à cette même profession sur son territoire ou l'y exercer.

De plus, l'accès à la profession et son exercice sont également accordés aux demandeurs qui ont exercé la profession en question à temps plein pendant une année, ou à temps partiel pendant une durée totale équivalente, au cours des dix années précédentes dans un autre État membre qui ne réglemente pas cette profession, et qui possèdent une ou plusieurs attestations de compétences ou titres de formation délivrés par un autre État membre qui ne réglemente pas cette profession, attestant la préparation du titulaire à l'exercice de la profession concernée (article 13, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE).

L'expérience professionnelle d'un an à laquelle il est fait référence ci-dessus ne peut cependant être requise si le titre de formation que possède le demandeur certifie une formation réglementée (article 13, paragraphe 2, dernière phrase, de la directive 2005/36/CE).

Selon l'article 13, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE, l'État membre d'accueil accepte le niveau attesté en vertu de l'article 11 par l'État membre d'origine ainsi que le certificat par lequel l'État membre d'origine certifie que la formation réglementée ou la formation professionnelle à structure particulière visée à l'article 11, point c) ii), de la directive 2005/36/CE est équivalente au niveau prévu à l'article 11, point c) i), de la directive 2005/36/CE.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a fait observer qu'elle n'avait pu trouver aucune mesure transposant l'article 13 de la directive 2005/36/CE pour ce qui est de l'aide-soignant en Communauté française et pour ce qui des professions dans le

domaine des soins aux personnes âgées et du transport des patients en Communauté germanophone.

Étant donné que l'article 13 de la directive 2005/36/CE a été modifié à plusieurs égards par la directive 2013/55/UE, la Commission a considéré, comme il a été expliqué précédemment, que le maintien de l'applicabilité de l'ancienne version de la loi fédérale de 2008 sur les qualifications professionnelles à certaines professions relevant des compétences des Communautés française et germanophone ne suffirait pas à garantir la conformité avec la directive 2005/36/CE.

Dans leur réponse, les autorités belges ont informé la Commission des éléments suivants:

- En ce qui concerne les **professions des soins de santé**, l'échelon fédéral a conservé le pouvoir de déterminer les conditions de la reconnaissance des qualifications professionnelles. Par conséquent, la Communauté française et la Communauté germanophone ne sont pas tenues de transposer l'article 13 de la directive 2005/36/CE pour les professions des soins de santé telles qu'«aide-soignant» et «ambulancier du transport non urgent de patients».
- De plus, en ce qui concerne les autres professions dans le domaine des **soins aux personnes âgées**, mais qui n'ont pas de lien avec les soins de santé, comme l'aide familiale, celles-ci ne sont pas réglementées en **Communauté germanophone** et l'accès n'est pas restreint sur la base des qualifications professionnelles.

Sur la base de la réponse belge, la Commission conclut ce qui suit:

Elle prend acte de cette clarification, à savoir que, pour les **professions des soins de santé** telles qu'«aide-soignant» et «ambulancier du transport non urgent de patients», le pouvoir de déterminer les conditions de la reconnaissance des qualifications professionnelles relève toujours de l'échelon fédéral et l'article 13 de la directive 2005/36/CE n'a donc pas à être transposé par la Communauté française et la Communauté germanophone pour les professions des soins de santé, et la Commission ne poursuivra pas ce grief plus avant. Néanmoins, bien que les autorités belges affirment que les autres professions dans le domaine des **soins aux personnes âgées**, telles que l'aide familiale, ne sont pas réglementées en Communauté germanophone, la Commission constate qu'au moins une profession, à savoir «aide familiale et aide senior», est toujours réglementée en Communauté germanophone conformément à la loi belge en vigueur⁷. Dès lors, la Commission comprend que la Communauté germanophone et la Communauté française exercent, l'une comme l'autre, des compétences exclusives à l'égard de certaines autres professions. C'est le cas, par exemple, pour l'«accueillant d'enfant» et le «puériculteur» en Communauté française. De plus, les professions réglementées comme «aide familial» et «aide seniors» relèvent de la compétence exclusive de la Communauté française comme de la Communauté germanophone. Pour les professions qui relèvent effectivement de la compétence exclusive de la Communauté germanophone et/ou de la Communauté française, l'article 13 de la directive 2005/36/CE doit être transposé pour garantir que les

⁷ Arrêté du Gouvernement du Communauté Germanophone du 15 juin 2001 fixant le statut d'aide familiale et d'aide senior, disponible à l'adresse suivante:
http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2001061543&table_name=loi.

conditions de la reconnaissance des qualifications professionnelles sont correctement mises en œuvre.

En conséquence, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne transposant pas les conditions de la reconnaissance pour des professions comme «accueillant d'enfant» et «puériculteur» en Communauté française et pour des professions comme «aide familiale» et «aide seniors» en Communauté française comme en Communauté germanophone, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 13 de la directive 2005/36/CE.

3.2.4. *Mesures de compensation*

3.2.4.1. Conditions et modalités

Dans les cas où la formation que le demandeur a reçue porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation requis dans l'État membre d'accueil, et où la profession réglementée dans l'État membre d'accueil comprend une ou plusieurs activités professionnelles réglementées qui n'existent pas dans la profession correspondante dans l'État membre d'origine du demandeur, et la formation requise dans l'État membre d'accueil porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par l'attestation de compétences ou le titre de formation du demandeur, les États membres peuvent, conformément à l'article 14 de la directive 2005/36/CE, exiger que le demandeur accomplisse un stage d'adaptation pendant trois ans au maximum ou qu'il se soumette à une épreuve d'aptitude. Dans ces cas, l'État membre d'accueil doit laisser au demandeur le choix entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude, hormis dans les cas mentionnés à l'article 14, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a indiqué ce qui suit:

- La Commission a pris acte de l'article 11 de l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée et de l'article 23 *ter* de l'arrêté royal concernant les détectives privés, qui transposent la possibilité d'imposer des mesures de compensation pour les professions concernées. Elle a toutefois fait remarquer que, dans ces deux textes, la durée maximale de trois ans pour le stage d'adaptation n'a pas été précisée.
- Par ailleurs, la Commission a pris acte de l'article 37, paragraphe 1, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours (ci-après l'«arrêté royal sur les zones de secours») notifié comme mesure de transposition, qui prévoit que les candidats à un emploi de sapeur-pompier doivent être titulaires d'«un certificat d'aptitude fédéral», qui est délivré aux candidats ayant réussi des épreuves d'aptitude. Elle a conclu que le fait d'imposer une telle exigence à un candidat possédant un titre de formation obtenu dans un autre État membre allait à l'encontre de l'article 14, paragraphes 1 et 2, de la directive 2005/36/CE.

Dans leur réponse, les autorités belges se sont engagées à apporter les modifications nécessaires à l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée, à l'arrêté royal concernant les détectives privés et l'arrêté royal sur les zones de secours.

La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer les griefs. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner les griefs, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, 1) en ne transposant pas la durée maximale du stage dans l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée et dans l'arrêté royal concernant les détectives privés et 2) en ne transposant aucune des conditions et des modalités régissant l'imposition des mesures de compensation dans l'arrêté royal sur les zones de secours, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 14, paragraphes 1 et 2, de la directive 2005/36/CE.

3.2.4.2. Concept de «matières substantiellement différentes»

Conformément à l'article 14, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE, on entend par «matières substantiellement différentes» des matières dont la connaissance, les aptitudes et les compétences acquises sont essentielles à l'exercice de la profession et pour lesquelles la formation reçue par le migrant présente des différences significatives en termes de contenu par rapport à la formation exigée dans l'État membre d'accueil.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a indiqué ce qui suit:

- Elle a observé que l'article 16, paragraphe 4, de la loi sur les qualifications professionnelles et l'article 25, paragraphe 4, du décret flamand sur la reconnaissance des qualifications professionnelles décrivent le concept de «matières substantiellement différentes» comme des matières présentant «des différences importantes en termes de durée ou de contenu [de] la formation». Étant donné que la directive 2013/55/CE a modifié cette définition pour n'englober que les différences de contenu de la formation, la Commission a conclu que la transposition n'était pas conforme à la directive 2005/36/CE.
- De plus, bien que l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée et l'arrêté royal concernant les détectives privés prévoient la possibilité d'imposer des mesures de compensation, la Commission n'a pu trouver aucune disposition clarifiant le concept de «matières substantiellement différentes» conformément à l'article 14, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE et a donc conclu à une transposition incomplète de la directive à cet égard.

Dans leur réponse, les autorités belges affirment ce qui suit:

- La Belgique s'engage à adopter les modifications nécessaires à apporter à la loi sur les qualifications professionnelles et au décret flamand sur la reconnaissance des qualifications professionnelles.
- En ce qui concerne l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée et l'arrêté royal concernant les détectives privés, la Belgique affirme que, contrairement à ce que prétend la Commission, ces textes contiennent bien une définition correcte des «matières substantiellement différentes».

Sur la base de la réponse de la Belgique, la Commission conclut ce qui suit:

- La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer les griefs en ce qui concerne la loi sur les qualifications professionnelles et le décret flamand sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner les griefs, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.
- La Commission reconnaît que l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée et l'arrêté royal concernant les détectives privés contiennent effectivement une définition du concept de «matières substantiellement différentes». Toutefois, comme il a été expliqué précédemment, la directive 2013/55/CE a modifié cette définition pour n'englober que les différences en termes de contenu de la formation. Or l'article 2, 13°, de l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée et l'article 2, 13°, de l'arrêté royal concernant les détectives privés font toujours référence à l'ancienne définition de «différences importantes en termes de durée ou de contenu de la formation».

Dès lors, en l'absence des modifications nécessaires, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne définissant pas ou en définissant de manière incorrecte le concept de «matières substantiellement différentes» dans la loi sur les qualifications professionnelles, dans le décret flamand sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, dans l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée et dans l'arrêté royal concernant les détectives privés, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 14, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE.

3.2.4.3. Délai pour présenter l'épreuve d'aptitude

Conformément à l'article 14, paragraphe 7, de la directive 2005/36/CE, les États membres veillent à ce qu'un demandeur ait la possibilité de présenter l'épreuve d'aptitude dans un délai maximal de six mois à compter de la décision initiale imposant une épreuve d'aptitude au demandeur.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a indiqué ce qui suit:

- La Commission n'a pu trouver aucune transposition de ce droit du demandeur de présenter l'épreuve d'aptitude dans un délai de six mois à compter de la décision initiale pour les professions relevant de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale.
- De plus, la Commission a constaté que l'article 19 *quater*, paragraphe 1, de l'arrêté royal du 24 octobre 1988 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention (ci-après «l'arrêté royal relatif aux mandataires en brevets») dispose que l'épreuve d'aptitude est organisée une fois par an, contrairement à ce que prévoit la directive précitée.

Dans leur réponse, les autorités belges ont donné l'explication suivante:

- L'article 7, paragraphe 3, de l'arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale prévoit que l'épreuve d'aptitude consiste en un examen organisé dans le cadre des jurys

centraux, tels que prévus à l'article 8 de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante. L'arrêté ministériel du 4 avril 2007 fixant des modalités diverses relatives aux jurys centraux pour les capacités entrepreneuriales met en œuvre l'article 8 de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante et dispose, en son article 2, paragraphe 1, que les examens se déroulent au moins tous les trois mois, ce qui est plus court que le délai de 6 mois prévu par l'article 14, paragraphe 7, de la directive 2005/36/CE.

- De plus, s'agissant des mandataires en brevets, la Belgique explique que l'article 14, paragraphe 7, de la directive 2005/36/CE a été transposé horizontalement à l'article 16, paragraphe 7, de la loi sur les qualifications professionnelles. Selon l'article 4, paragraphe 2, de la loi sur les qualifications professionnelles, ses dispositions s'appliquent tant qu'il n'existe pas de loi transposant «verticalement» la directive 2005/36/CE, en tout ou en partie, spécifiquement pour une profession particulière. La Belgique souligne qu'aucune transposition verticale de l'article 14, paragraphe 7, de la directive 2005/36/CE n'est intervenue pour les mandataires en brevets. Par conséquent, la loi sur les qualifications professionnelles s'applique intégralement. Néanmoins, les autorités belges s'engagent à modifier l'article 19 *quater*, paragraphe 1, de l'arrêté royal relatif aux mandataires en brevets pour clarifier les règles en vigueur. Cette modification devait entrer en vigueur fin 2019 au plus tard, mais aucune mesure n'a été notifiée à la Commission jusqu'ici.

Sur la base de la réponse belge, la Commission conclut ce qui suit:

- En ce qui concerne les professions relevant de la compétence de **la Région de Bruxelles-Capitale**:
 - o La Commission accueille favorablement la clarification du fait que, pour les professions pour lesquelles la Région de Bruxelles-Capitale a compétence et qui relèvent du champ d'application de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, l'arrêté ministériel du 4 avril 2007 prévoit que les épreuves d'aptitude se déroulent au moins tous les trois mois.
 - o Toutefois, d'après ce que comprend la Commission, au moins deux professions pour lesquelles la Région de Bruxelles-Capitale a compétence, à savoir «directeur d'école de conduite» et «instructeur d'école de conduite», ne relèvent ni du champ d'application de la loi-programme du 10 février 1998 ni du champ d'application de l'arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale qui transpose la directive 2005/36/CE. Ainsi, il semble que, au moins pour ces deux professions, l'ancienne loi fédérale horizontale du 12 février 2008, qui ne prévoit pas ce délai pour l'organisation de l'épreuve d'aptitude, demeure la loi applicable.
- En ce qui concerne les **mandataires en brevets**:
 - o La Commission comprend de l'argumentation belge que la loi fédérale sur les qualifications professionnelles ne peut être remplacée que par des normes législatives de même niveau. Dès lors, étant donné son caractère exécutif, l'arrêté royal relatif aux mandataires en brevets et son chapitre IV *bis* intitulé «Des ressortissants d'un État membre tels que visés dans l'article 2, § 1^{er}, 1), de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE» ne

peuvent remplacer les dispositions de la loi fédérale sur les qualifications professionnelles. Néanmoins, pour garantir la sécurité juridique, la Commission est d'avis que la disposition litigieuse de l'arrêté royal relatif aux mandataires en brevets devrait être abrogée ou modifiée.

- La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer les griefs concernant l'arrêté royal relatif aux mandataires en brevets. Cette modification devait entrer en vigueur fin 2019 au plus tard, mais aucune mesure n'a été notifiée à la Commission jusqu'ici. Cependant, une simple intention ne permet pas à la Commission d'abandonner les griefs, si des modifications n'ont pas été adoptées.

Dès lors, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne veillant pas à ce que, pour les mandataires en brevets ainsi que pour certaines professions relevant de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale, comme «directeur d'école de conduite» et «instructeur d'école de conduite», un demandeur ait la possibilité de présenter l'épreuve d'aptitude dans un délai maximal de six mois à compter de la décision initiale imposant une épreuve d'aptitude au demandeur, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 14, paragraphe 7, de la directive 2005/36/CE.

3.3. Reconnaissance sur la base de la coordination des conditions minimales de formation

3.3.1. Droits acquis s'agissant des titres de formation croates

Dans la lettre de mise en demeure, la Commission a conclu que la reconnaissance automatique des qualifications des ressortissants de l'Union européenne, en ce qui concerne les professions du secteur de la santé, dont la formation a commencé en Croatie avant le 8 décembre 1991, en application de l'article 23, paragraphe 5, point b), de la directive 2005/36/CE, semble ne pas avoir été transposée dans la législation nationale.

Dans leur réponse, les autorités belges s'engagent à apporter les modifications nécessaires à la loi sur les professions des soins de santé.

La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer les griefs concernant la loi sur les professions des soins de santé. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner les griefs, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne transposant pas la reconnaissance automatique des qualifications des ressortissants de l'Union européenne, en ce qui concerne les professions du secteur de la santé, dont la formation a commencé en Croatie avant le 8 décembre 1991, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 23, paragraphe 5, point b), de la directive 2005/36/CE.

3.3.2. Exigences minimales en matière de formation des infirmiers responsables de soins généraux

En vertu de l'article 21, paragraphe 6, de la directive 2005/36/CE, chaque État membre subordonne l'accès aux activités professionnelles d'infirmier responsable de soins généraux et leur exercice, à la possession d'un titre de formation visé au point 5.2.2 de l'annexe V, donnant la garantie que le professionnel concerné a acquis pendant la durée

totale de sa formation les connaissances, les aptitudes et les compétences visées à l'article 31, paragraphes 6 et 7, de la même directive.

L'article 31 de la directive 2005/36/CE définit les exigences minimales en matière de formation des infirmiers responsables de soins généraux. Conformément à l'article 31, paragraphe 2, la formation d'infirmier responsable de soins généraux est effectuée à temps plein et porte au moins sur le programme figurant à l'annexe V, point 5.2.1.

Conformément à l'article 31, paragraphe 3, la formation d'infirmier responsable de soins généraux comprend un total d'au moins trois années d'études et représente au moins 4 600 heures d'enseignement théorique et clinique, la durée de l'enseignement théorique représentant au moins un tiers et celle de l'enseignement clinique au moins la moitié de la durée minimale de la formation.

Avant les modifications introduites par la directive 2013/55/UE, ces exigences étaient différentes dans la mesure où au moins trois années d'études ou au moins 4 600 heures d'enseignement théorique et clinique étaient requises.

Les années d'études peuvent aussi être exprimées en crédits ECTS équivalents, mais il demeure nécessaire de les exprimer en années et en heures.

Compte tenu des définitions des enseignements théorique et clinique à l'article 31, paragraphes 4 et 5, l'auto-apprentissage sans surveillance n'est pas pris en considération dans les durées minimales de formation susmentionnées.

La Commission comprend que l'échelon fédéral est le niveau compétent pour fixer les exigences d'accès à la profession d'infirmier responsable de soins généraux et pour délivrer, une fois que les candidats ont satisfait aux exigences minimales en matière de formation, un visa de pratique. Toutefois, il est de la compétence exclusive des trois communautés d'organiser les programmes de formation devant correspondre à ces exigences fédérales. En Belgique, les programmes de formation à la qualité d'infirmier responsable de soins généraux sont répartis en deux catégories, à savoir, 1) le niveau de bachelier et 2) le niveau d'enseignement professionnel secondaire complémentaire.

La Commission a relevé que, tandis que la loi sur les professions de santé semble transposer correctement les exigences minimales en matière de formation énoncées dans la directive 2005/36/CE, il apparaît que certains programmes de formation énoncés dans la législation des Communautés et autorisant les diplômés à demander un visa de pratique au pouvoir fédéral ne respectent pas ces exigences minimales en matière de formation.

3.3.2.1. Formation de niveau bachelier en Communauté française

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a indiqué que l'annexe I du décret du 18 juillet 2008 de la Communauté française fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux (ci-après le «décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes») ne reflétait pas entièrement le programme d'études minimum visé à l'annexe V, point 5.2.1, de la directive 2005/36/CE. Des matières telles que la biophysique, la bactériologie et la virologie semblaient manquer, et la Commission n'a pu trouver aucune précision quant à l'enseignement clinique mentionné à l'annexe V, point 5.2.1, de la directive 2005/36/CE.

Par conséquent, la Commission a conclu que la transposition de la directive 2005/36/CE n'était pas conforme à cet égard.

Dans leur réponse à la lettre de mise en demeure, les autorités belges reconnaissent que l'annexe I du décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes, qui définit la formation de bachelier infirmier responsable de soins généraux, ne satisfait pas entièrement aux exigences de l'annexe V de la directive 2005/36/CE. Néanmoins, selon elles, une analyse experte des programmes de formation au titre de bachelier dispensés en Communauté française a montré que, dans l'état actuel des choses, tous les contenus minimaux prévus par la directive étaient d'ores et déjà présents dans ces programmes. En outre, les établissements d'enseignement concernés ont explicitement modifié les contenus minimaux afin d'assurer l'adéquation littérale de leurs programmes de formation respectifs avec les dispositions de la directive 2005/36/CE, et ces contenus ainsi modifiés ont fait l'objet d'une validation par le Conseil général de l'Enseignement de promotion sociale et par le Conseil d'administration de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur. Enfin, l'administration a engagé le processus de modification du décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes pour en garantir la parfaite conformité avec la directive 2005/36/CE.

La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer les griefs concernant le décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner les griefs, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne reprenant pas exactement le contenu minimal de formation des infirmiers responsables de soins généraux dans le décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 31 considéré en liaison avec l'annexe V, point 5.2.1, de la directive 2005/36/CE.

3.3.2.2. HBO5 en Flandre et Brevet in Krankenpflege en Communauté germanophone

Dans une lettre de mise en demeure complémentaire du 11 octobre 2019 [réf. SG(2019)D/14858;C(2019)6697], la Commission a conclu que les programmes de formation dispensés dans le cadre de l'enseignement secondaire professionnel complémentaire en Communauté flamande et en Communauté germanophone, mieux connu sous le nom de «HBO5» en Flandre et de «Brevet in Krankenpflege» en Communauté germanophone, ne satisfaisaient pas aux exigences minimales en matière de formation énoncées à l'article 31 de la directive 2005/36/CE, qui auraient dû être respectées pour les étudiants commençant leur formation en septembre 2016 et après.

La Commission a déduit de la législation en vigueur en Communauté flamande que le programme d'enseignement permettant d'obtenir le diplôme de «gegraduateerde verpleger/verpleegster» [infirmier(ère) gradué(e)] (HBO5), mentionné à l'annexe V de la directive 2005/36/CE, ne prévoit que 3 600 heures de formation⁸. De même, elle a

⁸ Voir l'article 3, paragraphes 18 et 47, l'article 125 et l'article 132 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 décembre 2010 portant la codification relative à l'enseignement secondaire (disponible à l'adresse suivante: <http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/decret/2010/12/17/2011A35474/justel>) ci-après le «Code de l'enseignement secondaire») en liaison avec les articles 55, 56 et 59 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'enseignement secondaire après secondaire et l'enseignement supérieur

constaté que les arrêtés pertinents en vigueur en Communauté germanophone sont contradictoires et laissent à penser que les exigences minimales applicables aux programmes de formation conduisant au diplôme «d’infirmier(ère) gradué(e)» sont fixées à 3 601 heures de formation, dont seulement 1 867 heures doivent être consacrées à la formation clinique⁹. De plus, la Commission a relevé que plusieurs sources officielles semblaient confirmer que la formation actuelle dite «HBO5» en Flandre et la formation au «Brevet in Krankenpflege» en Communauté germanophone ne respectent pas les exigences minimales en termes d’heures de formation, de compétences et de stages. Toutefois, il semblerait que les étudiants suivant ces programmes, dont les premiers qui auraient dû être formés conformément aux nouvelles exigences prévues par la directive 2013/55/UE ont obtenu leur diplôme en juin 2019, aient encore accès à la profession d’infirmier responsable de soins généraux en violation des exigences de la directive 2005/36/CE¹⁰.

- En ce qui concerne le programme d’enseignement en Communauté flamande destiné à obtenir le diplôme de «**gegradueerde verpleger/verpleegster**» (HBO5), les autorités belges ont répondu ce qui suit:

- La Commission n’a pas fourni d’éléments tangibles à l’appui de sa position selon laquelle le programme d’enseignement ne satisfait pas aux exigences minimales de formation énoncées à l’article 31 de la directive 2005/36/CE et elle n’a pas apporté de détails sur le calcul sous-tendant sa constatation selon laquelle la réglementation flamande exigerait que cette formation ne comporte que 3 600 heures.
- Se basant sur le renvoi de la Commission à certains articles législatifs du «Code de l’enseignement secondaire», la Belgique suppose que la Commission a effectué son calcul en se servant de la norme de 50 minutes par «heure de cours». La Belgique fait toutefois remarquer que la moitié de la formation d’infirmier HBO5 consiste en un enseignement clinique durant lequel les étudiants suivent un régime de travail hebdomadaire de 38 heures de 60 minutes. De plus, les étudiants sont obligés d’effectuer 4 heures par semaine d’«activités personnelles liées à la formation». Ces activités ne sont pas de l’auto-apprentissage, comme semble le supposer la Commission. Compte tenu de ces différents éléments, les autorités belges affirment que la formation minimale requise comprend plus de 3 600 heures.
- De plus, les autorités belges expliquent que la réglementation à laquelle la Commission a renvoyé contient uniquement des exigences minimales et que l’arrêté du Gouvernement flamand du 18 juillet 2008 portant organisation de

professionnel (disponible à l’adresse suivante:

http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/article_body.pl?language=fr&caller=summary&pub_date=09-07-20&numac=2009035655, abrogé le 1^{er} septembre 2019).

⁹ Article 2 de l’arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 13 juin 1997 fixant les conditions de collation du brevet en soins infirmiers modifié par l’arrêté de la Communauté germanophone du 9 décembre 2010 (disponible à l’adresse suivante: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1997061333&table_name=loi); article 6 de l’arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 10 juillet 1997 fixant les dispositions relatives aux stages à accomplir en vue de l’obtention du brevet en soins infirmiers (disponible à l’adresse suivante: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1997071046&table_name=loi).

¹⁰ Voir, par exemple, les déclarations explicites du ministre flamand de l’éducation sur cette question: <https://www.vlaamsparlament.be/commissies/commissievergaderingen/1246484/verslag/1250810>; <https://www.vlaamsparlament.be/commissies/commissievergaderingen/1266286/verslag/1270229>.

l'enseignement secondaire ordinaire expérimental à temps plein suivant un régime modulaire (ci-après l'«arrêté du 18 juillet 2008»)¹¹ précise explicitement que la formation d'infirmier doit être conforme aux dispositions de la directive 2005/36/CE. En l'absence de preuve contraire, la Belgique suppose que tel est le cas.

Sur la base de la réponse belge, la Commission conclut ce qui suit:

- sur la base des dispositions législatives auxquelles elle faisait référence dans la lettre de mise en demeure complémentaire, la Commission a calculé que les dispositions flamandes exigent que la formation HBO5 destinée à obtenir le diplôme de «gegradueerde verpleger/verpleegster» consiste en un minimum de 6 semestres¹² x 20 semaines¹³ x 36 heures¹⁴ de cours de 50 minutes¹⁵, ce qui équivaut à un total de 3 600 heures.
- L'explication donnée par les autorités belges selon laquelle la formation HBO5 pour les infirmiers responsables de soins généraux doit comporter un enseignement clinique et que cet enseignement clinique est organisé en semaines qui totalisent 38 heures de travail de 60 minutes (par opposition aux 36 périodes de 50 minutes d'enseignement théorique) n'a pas été étayée de renvois aux dispositions législatives pertinentes contenant ces spécifications. Toutefois, même si l'on supposait que tel est le cas, cela porterait le nombre total d'heures de formation exigées à 4 080 heures uniquement et non aux 4 600 heures exigées.
- De même, l'exigence contenue dans l'article 132 du Code de l'enseignement secondaire, selon laquelle l'école doit imposer aux apprenants de la formation de nursing, en dehors de la grille horaire hebdomadaire, des activités personnelles liées à la formation, pendant toute la durée de la formation et au prorata d'au moins 4 périodes hebdomadaires, n'aboutit toujours pas aux 4 600 heures exigées.
 - Il convient avant tout de noter que, pour le concept de «période», contrairement à celui d'«heure de cours», la Commission n'a pu

¹¹ Disponible à l'adresse suivante:

http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_11.pl?language=fr&caller=list&la=f&fromtab=loi&tri=dd+as+rank&sql=dd+=+date%272008-07-18%27+and+nm+contains+%272008036281%27.

¹² Voir l'article 132 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 décembre 2010 portant la codification relative à l'enseignement secondaire (ci-après: le «Code de l'enseignement secondaire») (disponible à l'adresse suivante:

http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2010121738&table_name=loi) et les articles 50 et 52^{ter} du décret du Gouvernement flamand du 30 avril 2009 relatif à l'enseignement secondaire après secondaire et l'enseignement supérieur (ci-après le «décret du 30 avril 2009») (disponible à l'adresse suivante:

http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/article_body.pl?language=fr&caller=summary&pub_date=09-07-20&numac=2009035655, abrogé le 1^{er} septembre 2019).

¹³ Article 56, paragraphe 1, du décret du 30 avril 2009.

¹⁴ Article 3, 47°, du Code de l'enseignement secondaire et article 56, paragraphe 2, du décret du 30 avril 2009.

¹⁵ L'article 3, 18°, du Code de l'enseignement secondaire explique qu'une «heure de cours » est une prestation de 50 minutes.

trouver aucune définition dans le Code de l'enseignement secondaire qui lui permette de déterminer s'il doit être entendu comme étant une prestation de 50 ou de 60 minutes. Toutefois, même si l'on supposait que ces «périodes» sont à entendre comme durant 60 minutes plutôt que les 50 minutes accordées aux «heures de cours», ces périodes supplémentaires ne porteraient toujours pas le montant total d'heures de formation exigées à 4 600 heures. En effet, si les «4 x 60 minutes x 20 semaines x 6 semestres = 480 heures» sont ajoutés aux 4 080 heures calculées précédemment, le nombre total d'heures exigé atteindrait 4 560 heures et non les 4 600 heures prévues par la directive 2005/36/CE.

- Le fait que l'article 132 du Code de l'enseignement secondaire relie ce minimum de 4 «périodes» supplémentaires par semaine d'«activités personnelles liées à la formation» à la «condition en matière de volume des études telle que fixée dans la directive 2005/36/CE» ne change pas cette conclusion puisqu'il ne constitue pas une obligation juridique suffisamment claire selon laquelle les écoles doivent s'assurer que les programmes de formation sont parfaitement conformes en s'étalant sur les 4 600 heures d'enseignement théorique et d'enseignement clinique exigées par la directive 2005/36/CE.
- Autre élément – plus important –, la déclaration des autorités belges selon laquelle ces périodes d'«activités personnelles liées à la formation» ne consistent pas en de l'«auto-apprentissage» et devraient ainsi pouvoir compter comme heures d'enseignement théorique ou d'enseignement clinique conformément à la directive 2005/36/CE n'est pas étayée et semble être contredite par la situation sur le terrain. En effet, une recherche non exhaustive en ligne a permis à la Commission de trouver au moins deux écoles qui interprètent explicitement ces «activités personnelles liées à la formation» comme comprenant de l'auto-apprentissage sans surveillance et «tombant hors des heures de contact»/«ne prévoyant pas de surveillance des enseignants»¹⁶. Cela amène la Commission à conclure que la définition actuelle de ces «activités

¹⁶ Voir, par exemple, la description de ces «activités liées à la formation»/«Opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten (OPA)» à l'adresse <https://www.ivv-gent.be/s17/wp-content/uploads/2017/04/Folder-HBO5-versie-november-2017.pdf>, où elles sont présentées comme «les choses que vous faites de manière indépendante en lien avec la formation, sans le conseil des enseignants. En voici quelques exemples: s'exercer indépendamment à des techniques, préparer une épreuve à la maison, etc.» [traduction libre] («zaken die je zelfstandig doet i.f.v. de opleiding, zonder begeleiding van de docenten. Voorbeelden daarvan zijn: zelfstandig technieken oefenen, thuis een toetsing voorbereiden, enz.»); et à l'adresse <file:///net1.cec.eu.int/HOMES/110/heremti/My%20Documents/Assessment%20PQD%20Tran%20sposition/TPQD%20la%20Belgique/BE%20LFN2/CLFN%20nurses/Schoolreglement-VIVATO-2019-2020.pdf>, où elles sont présentées de la manière suivante: «Ces activités personnelles liées à la formation peuvent prendre la forme de stages supplémentaires, d'auto-apprentissage, de travail sur le classeur de projets, de cours particuliers, etc. Ces activités personnelles liées à la formation ont lieu en dehors des heures de contact» [traduction libre] («Deze opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten kunnen bestaan uit extra stages, zelfstudie, werken aan het portfolio, individuele les, ... Deze OPA vallen buiten de contacturen.»).

personnelles liées à la formation» ne crée pas la sécurité juridique nécessaire à garantir que ces périodes sont assurées comme des heures d'enseignement théorique ou d'enseignement clinique conformément à la directive 2005/36/CE.

- En outre, alors que la Commission s'est fondée, dans ses calculs, sur le fait que 20 semaines de cours/d'enseignement clinique par semestre sont exigées, elle comprend que l'article concerné, à savoir l'article 56, paragraphe 1, du décret du 30 avril 2009, précisant ces 20 semaines par semestre, a été abrogé le 1^{er} septembre 2019. La Commission n'a pu trouver aucune autre disposition législative précisant le nombre minimum de semaines contenues dans un semestre de la formation HBO5 des infirmiers responsables de soins généraux. Cette absence générale de sécurité juridique concernant la durée minimale de la formation (exprimée en semaines et/ou en heures par semestre) semble se retrouver également sur le terrain, comme il en est ressorti de la recherche non exhaustive en ligne:

- la Commission a trouvé au moins deux cas dans lesquels les informations publiées sur les sites web des écoles concernées indiquent un nombre total de semaines de formation qui n'atteint pas les 120 semaines (6 semestres x 20 semaines) qui semblent être exigées en vertu du décret du 30 avril 2009 et sur lequel la Commission a basé ses calculs¹⁷.
- De plus, une école semble proposer un total de 47 semaines d'enseignement clinique par opposition aux 60 semaines qui étaient exigées en vertu du décret du 30 avril 2009 s'il est vrai que la moitié du total de la formation d'infirmier HBO5 doit prendre la forme d'un enseignement clinique¹⁸. Si l'on suppose, sur la base de la réponse de la Belgique, que ces 47 semaines comprennent 38 heures de travail de 60 minutes, cela revient à 1 786 heures d'enseignement clinique par opposition au minimum de 2 300 heures exigées en vertu de la directive 2005/36/CE.
- Une autre école indique 44 semaines d'enseignement clinique et précise que celles-ci totalisent 1 672 heures, alors que la directive 2005/36/CE exige au minimum 2 300 heures¹⁹.

¹⁷ Voir, par exemple, <http://busleydenatheneum.be/5-modules-in-hbo5-verpleegkunde>, où un module ou semestre est présenté comme comprenant 18 semaines alors que cela est contredit dans son règlement intérieur pour l'année 2019-2020 (https://busleydenatheneum.be/sites/default/files/atoms/files/Intern_reglement_hbo5.pdf, p. 11), qui fait état de 19 semaines par semestre; <http://waregemielt.vivesgraduaatvpk.be/nl-BE/content/modules/22/>, où un module ou semestre est indiqué comme comprenant 18 semaines.

¹⁸ <https://www.pivh.be/stage.html>

¹⁹ https://busleydenatheneum.be/sites/default/files/atoms/files/Intern_reglement_hbo5.pdf, page 14.

- L'affirmation des autorités belges selon laquelle les législations auxquelles la Commission se réfère contiennent uniquement des exigences minimales et l'arrêté du 18 juillet 2008 prévoit que les formations pour les infirmiers responsables de soins généraux doivent être conformes aux exigences de la directive 2005/36/CE suffisent à garantir la conformité avec le minimum de 4 600 heures prévu dans la directive 2005/36/CE, n'est pas corroborée par les faits, comme en témoignent les exemples présentés ci-dessus. Par ailleurs, plusieurs déclarations officielles confirment que les autorités belges ont parfaitement conscience de la non-conformité de la formation HBO5 actuelle destinée à obtenir le diplôme de «gegradueerde verpleger/verpleegster» avec les exigences de la directive 2005/36/CE, telle que modifiée par la directive 2013/55/UE. Les exemples ci-dessous reflètent cette constatation.
 - Premièrement, une présentation donnée par l'ambassadrice flamande des soins de santé en décembre 2017 a clairement montré que le programme flamand HBO5 de formation des infirmiers ne pouvait, au moment où elle parlait, satisfaire aux exigences européennes et qu'aucune solution n'avait été proposée jusqu'ici²⁰. L'ambassadrice flamande des soins de santé a tout récemment confirmé cette analyse dans un entretien accordé en décembre 2019²¹.
 - Deuxièmement, un débat au parlement flamand montre que la ministre fédérale des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Asile et la Migration ainsi que le président du Conseil fédéral de l'art infirmier ont à plusieurs reprises alerté le ministre flamand de l'enseignement sur le fait qu'un certain nombre de problèmes semblaient se poser concernant la conformité des programmes de formation d'infirmier HBO5 avec la directive 2005/36/CE²².
 - Troisièmement, dans son avis du 6 février 2018 concernant les assistants de soins, le Conseil fédéral de l'art infirmier a explicitement déclaré que «[d]epuis septembre 2016, les formations octroyant le brevet infirmier ou le diplôme «gegradueerde verpleger/verpleegster» dans une école professionnelle d'infirmiers en Communauté flamande et en Communauté germanophone ne répondent pas à la directive 2013/55/UE modernisant la directive 2005/36/CE [...]»²³.
 - Quatrièmement, la proposition de loi au niveau fédéral du 20 février 2019 a cherché à introduire une profession d'«infirmier

²⁰ Disponible à l'adresse suivante: <https://www.bvpv-sbip.be/wp-content/uploads/2017/12/20171202-Hervorming-KB-78-en-functiedifferentiatie.pdf>; voir notamment la diapositive 27.

²¹ https://www.akhospitals.be/magazine/verpleegkundigen-vooral-beter-inzetten/article-normal-43709.html?cookie_check=1578667778

²² <https://www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/55/ic036.pdf>

²³ https://overlegorganen.gezondheid.belgie.be/sites/default/files/documents/avis_2018-01_-_assistant_de_soins_18-02-06.pdf, page 6.

de base» qui n'aurait pas à être conforme aux exigences minimales de formation de la directive 2005/36/CE, transposées par l'article 45 de la loi sur les professions des soins de santé. Dans la justification apportée dans cette proposition de loi, il est explicitement mentionné que, pour pouvoir respecter les exigences minimales en matière d'enseignement clinique pour les infirmiers responsables de soins généraux de la directive 2013/55/UE, la formation d'infirmier HBO5 devrait être prolongée. Cette justification fait également référence au fait que le temps presse, car si la législation existante n'est pas modifiée, les diplômés infirmiers HBO5 risquent de ne plus pouvoir obtenir un titre professionnel dès l'été 2019²⁴.

- De plus, au cours d'un débat au parlement flamand le 9 novembre 2019, le ministre de l'enseignement a déclaré que «dans le système actuel, il est évidemment très difficile d'arriver à assurer ces 4 600 heures durant les 3 années d'école, nous le savons tous» [traduction libre]²⁵. Il ressort, des déclarations du ministre au cours de ce débat, ainsi que du récent accord du gouvernement flamand, que la Flandre n'a pas l'intention d'adapter sa formation d'infirmier HBO5 de «seuil plus bas» pour la mettre en conformité avec les exigences minimales actualisées de la directive 2005/36/CE, mais qu'elle entend plutôt adapter la loi fédérale sur les professions des soins de santé pour y insérer une nouvelle profession des soins de santé, à savoir «infirmier de base», qui n'aurait pas à satisfaire aux conditions de la directive²⁶. Des déclarations analogues avaient été faites par l'ancienne ministre de l'éducation, qui avait également évoqué un rapport du Conseil de l'enseignement supérieur qui aurait produit un rapport soulignant «les difficultés pour les actuelles formations d'infirmier HBO5 de continuer à satisfaire pleinement aux prescriptions de la directive européenne, et les classe en trois domaines: les compétences, les spécialisations dans le domaine professionnel et la durée de la formation.»²⁷

Eu égard à ce qui précède, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en n'adaptant pas son programme de formation destiné à obtenir le diplôme de «gegradueerd verpleegkundige» (HBO5) qui donne accès à la profession d'infirmier responsable de soins généraux en Belgique, aux exigences minimales prévues dans la directive 2005/36/CE, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 21, paragraphe 6, et de l'article 31, de la directive 2005/36/CE.

- En ce qui concerne la formation conduisant au «**Brevet in Krankenpflege**» en Communauté germanophone, les autorités belges ont répondu ce qui suit:

²⁴ Proposition de loi du 20 février 2019 portant modification de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice de professions de santé (<https://www.dekamer.be/FLWB/PDF/54/3526/54K3526002.pdf>).

²⁵ <https://www.vlaamsparlement.be/commissies/commissievergaderingen/1338939/verslag/1342251>

²⁶ <https://www.vlaanderen.be/publicaties/regeerakkoord-van-de-vlaamse-regering-2019-2024> p. 37 et 83.

²⁷ <https://www.vlaamsparlement.be/commissies/commissievergaderingen/1202197/verslag/1205698>

- les autorités belges admettent que les deux arrêtés du gouvernement auxquels la Commission s'est référée, à savoir l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 13 juin 1997 fixant les conditions de collation du brevet en soins infirmiers, modifié par l'arrêté de la Communauté germanophone du 9 décembre 2010, et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 10 juillet 1997 fixant les dispositions relatives aux stages à accomplir en vue de l'obtention du brevet en soins infirmiers, sont obsolètes et non conformes aux exigences de la directive 2005/36/CE.
- Toutefois, les autorités belges renvoient à un décret du 27 juin 2005 de la Communauté germanophone portant création d'une haute école autonome²⁸, qui constitue une base juridique pour la formation conduisant au «Brevet in Krankenpflege» qui est conforme à la directive 2005/36/CE. Ce décret énonce explicitement les exigences minimales de formation pour infirmiers responsables de soins généraux en termes d'heures, de compétences et de stages. Conformément à la hiérarchie des normes de la Belgique, ce décret est un acte juridique de statut supérieur aux arrêtés gouvernementaux auxquels la Commission s'est référée. Toutefois, si la Commission le juge utile pour des raisons de sécurité juridique, la Communauté germanophone est prête à modifier ou, si nécessaire, abroger les arrêtés gouvernementaux contraires de statut inférieur.

À la suite de la réponse de la Belgique, la Commission prend acte du décret du 27 juin 2005 portant création d'une haute école autonome²⁹, qui énonce les exigences minimales de formation pour les infirmiers responsables de soins généraux en termes d'heures, de compétences et de stages, conformément à la directive 2005/36/CE. Bien que ce décret soit, dans la hiérarchie des normes belges, de rang supérieur aux arrêtés gouvernementaux³⁰ contenant le nombre erroné d'heures de formation, la Commission estime néanmoins qu'il y a lieu, pour des raisons de sécurité juridique, de modifier ou d'abroger les arrêtés gouvernementaux contraires, comme l'a également suggéré la Belgique dans sa réponse. Toutefois, l'absence de projet de modification et de calendrier détaillé d'adoption ne permet pas à la Commission d'abandonner ces griefs.

Dès lors, en l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne veillant pas à assurer la sécurité juridique nécessaire à garantir la conformité du «Brevet in Krankenpflege» avec les exigences minimales de formation pour les infirmiers responsables de soins généraux prévues dans la directive 2005/36/CE, la

²⁸ Décret de la Communauté germanophone du 27 juin 2005 portant création d'une haute école à part entière (disponible à l'adresse suivante: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2005062737&table_name=loi).

²⁹ Décret de la Communauté germanophone du 27 juin 2005 portant création d'une haute école à part entière (disponible à l'adresse suivante: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2005062737&table_name=loi).

³⁰ Arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 13 juin 1997 fixant les conditions de collation du brevet en soins infirmiers modifié par l'arrêté de la Communauté germanophone du 9 décembre 2010; arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 10 juillet 1997 fixant les dispositions relatives aux stages à accomplir en vue de l'obtention du brevet en soins infirmiers (voir note de bas de page **Error! Bookmark not defined.**).

Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 21, paragraphe 6, et de l'article 31, de la directive 2005/36/CE.

3.3.3. *Praticiens de l'art dentaire: droits acquis spécifiques aux praticiens de l'art dentaire*

L'article 37 de la directive 2005/36/CE énonce les droits acquis spécifiques aux praticiens de l'art dentaire. L'article 37, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE, charge les États membres de reconnaître les titres de formation de praticien de l'art dentaire, conformément à l'article 21, dans les cas où les demandeurs ont commencé leur formation avant le 18 janvier 2016.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a pris acte de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 fixant la liste des titres de formation de dentiste, par lequel les autorités belges ont cherché à mettre en œuvre le régime de droits acquis spécifiques aux praticiens de l'art dentaire. Toutefois, la Commission a constaté que l'article 37, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE, n'avait pas été transposé, l'amenant à conclure que la transposition de la directive était incomplète à cet égard.

Dans leur réponse, les autorités belges se sont engagées à adopter les modifications nécessaires pour garantir la conformité avec l'article 37, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE.

La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer les griefs concernant l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner les griefs, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne veillant pas à ce que les titres de formation de praticien de l'art dentaire, dans les cas où les demandeurs ont commencé leur formation avant le 18 janvier 2016, soient reconnus en vertu de l'article 21 de la directive 2005/36/CE, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 37, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE.

3.3.4. *Exigences minimales pour la formation de sage-femme*

Les articles 40 à 42 de la directive 2005/36/CE énoncent les exigences minimales de la formation de sage-femme.

- En vertu de l'article 40, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE, la formation de sage-femme comprend au total au moins une des formations suivantes: a) une formation spécifique à temps plein de sage-femme d'au moins trois années d'études théoriques et pratiques (voie I) portant au moins sur le programme figurant à l'annexe V, point 5.5.1, de la directive 2005/36/CE, ou b) une formation spécifique à temps plein de sage-femme de dix-huit mois (voie II) portant au moins sur le programme figurant à l'annexe V, point 5.5.1, de la directive 2005/36/CE, n'ayant pas fait l'objet d'un enseignement équivalent dans le cadre de la formation d'infirmier responsable de soins généraux.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a pris acte de l'article 17 du décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes transposant l'article 40, paragraphe 1, point a), de la directive 2005/36/CE. Toutefois, la Commission a constaté que ni le décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes proprement dit ni ses annexes ne reprennent adéquatement le contenu obligatoire du programme de formation des sages-

femmes figurant à l'annexe V, point 5.5.1, de la directive 2005/36/CE en ce qui concerne l'enseignement pratique et clinique.

Dans leur réponse à la lettre de mise en demeure, les autorités belges expliquent que les programmes d'études minimaux pour les sages-femmes ont été modifiés par l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur afin d'être mis en parfaite conformité avec la directive 2005/36/CE et que ces programmes ont été validés par le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale et par le conseil d'administration de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur. De plus, l'administration a engagé le processus de modification du décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes pour en garantir la parfaite conformité avec la directive 2005/36/CE.

La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de réparer les griefs concernant le décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner les griefs, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne transposant pas précisément le programme d'études minimal pour les sages-femmes dans le décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 40, paragraphe 1, point a), considéré en liaison avec l'annexe V, point 5.5.1, de la directive 2005/36/CE.

- La directive 2005/36/CE énonce, en son article 42, paragraphe 2, points a) à k), les activités auxquelles les sages-femmes doivent au moins être habilitées à accéder.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a constaté que la disposition de transposition, à savoir l'article 62, paragraphe 1, de la loi sur les professions des soins de santé, n'inclut pas l'activité visée au point k) de la directive, à savoir «établir les rapports écrits nécessaires», ce qui rend la transposition de la directive 2005/36/CE incomplète.

Dans leur réponse, les autorités belges se sont engagées à modifier la loi sur les professions des soins de santé pour corriger cette omission. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en n'incluant pas l'établissement des rapports écrits nécessaires dans les activités auxquelles les sages-femmes doivent au moins être habilitées à accéder, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 42, paragraphe 2, point k), de la directive 2005/36/CE.

3.3.5. *Architectes*

3.3.5.1. Titre professionnel

L'article 48 de la directive 2005/36/CE garantit qu'aux fins de l'accès à la profession ou de son exercice, les activités professionnelles d'architecte sont celles exercées habituellement sous le titre professionnel d'«architecte». Toutefois, sont également considérés comme remplissant les conditions requises pour exercer les activités sous le titre professionnel d'«architecte» les ressortissants d'un État membre autorisés à porter ce titre en application d'une loi nationale du fait qu'ils se seraient particulièrement distingués par la qualité de leurs réalisations dans le domaine de l'architecture. Un

certificat délivré par leur État membre d'origine doit attester que les activités des intéressés relèvent de l'architecture.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a fait remarquer qu'elle n'avait pu trouver, dans la législation belge, de mesures transposant l'article 48 de la directive 2005/36/CE, ce qui rend la transposition de la directive 2005/36/CE incomplète.

Dans leur réponse, les autorités belges déclarent qu'elles sont prêtes à adopter les modifications nécessaires si la Commission estime que ce type de titres existe toujours dans d'autres États membres.

La Commission tient à faire remarquer que le choix du législateur de maintenir cette disposition dans la directive 2005/36/CE, telle que modifiée par la directive 2013/55/UE, laisse entendre qu'elle est toujours d'actualité dans un ou plusieurs États membres et crée une obligation claire pour tous les États membres de la transposer dans leur droit interne. Par conséquent, la Belgique devrait effectivement adopter les modifications nécessaires. Cependant, une simple promesse de modifier ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne veillant pas à ce que les ressortissants d'un État membre autorisés à porter le titre d'«architecte» en application d'une loi nationale du fait qu'ils se seraient particulièrement distingués par la qualité de leurs réalisations dans le domaine de l'architecture, et qui se sont vu délivrer un certificat en ce sens, soient également considérés comme remplissant les conditions requises pour exercer les activités sous le titre professionnel d'«architecte», la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 48 de la directive 2005/36/CE.

3.3.5.2. Droits acquis spécifiques aux architectes

L'article 49, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE prévoit que les États membres reconnaissent automatiquement les attestations délivrées par l'État membre d'origine à ses ressortissants certifiant que leur titulaire a reçu l'autorisation de porter le titre professionnel d'architecte dans cet État membre avant la date précisée aux points a) à c) de l'article 49, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE, selon le cas, en leur donnant, en ce qui concerne l'accès aux activités professionnelles d'architecte et l'exercice de celles-ci sous le titre professionnel d'architecte, le même effet sur leur territoire qu'aux titres de formation qu'ils délivrent.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a reconnu l'article 1^{er}, point 2, de la loi sur les architectes comme transposant l'article 49 de la directive 2005/36/CE. Toutefois, elle a constaté que le droit belge omettait de transposer le régime des droits acquis de la Croatie, contrairement à ce que prévoit l'article 49, paragraphe 2, point b a), de la directive 2005/36/CE, rendant la transposition de la directive 2005/36/CE incomplète.

Dans leur réponse, les autorités belges s'engagent à adopter les modifications nécessaires. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

En l'absence de modification, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ayant omis de transposer le régime des droits acquis pour les architectes croates qui étaient autorisés à porter le titre professionnel d'architecte avant le 1^{er} juillet 2013, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 49, paragraphe 2, point ba), de la directive 2005/36/CE.

3.4. Dispositions communes en matière d'établissement

Les articles 50, 51 et 52 de la directive 2005/36/CE contiennent des dispositions communes en matière d'établissement, telles que la documentation et les formalités que les États membres peuvent demander ou ont à produire dans le contexte de la procédure de reconnaissance, ainsi que les obligations incombant aux États membres en matière de procédure.

3.4.1. Documentation et formalités

- L'article 50, paragraphe 1, considéré en liaison avec l'annexe VII, de la directive 2005/36/CE limite les documents et les certificats que les autorités compétentes de l'État membre d'accueil peuvent exiger lorsqu'elles statuent sur une demande de reconnaissance aux documents et certificats énumérés à l'annexe VII de la directive 2005/36/CE. Cette liste est exhaustive.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a indiqué ce qui suit:

- l'article 8, paragraphe 3, 3^o, de l'arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile exige du demandeur qu'il produise «une déclaration de l'autorité compétente de l'État membre faisant preuve que le demandeur peut exercer la profession dans cet État membre sur la base du titre de formation ou de l'attestation d'aptitude présenté». La Commission a estimé que cela va au-delà de ce que permet l'article 50, paragraphe 1, considéré en liaison avec l'annexe VII, de la directive 2005/36/CE.
- L'article 4, 4^o, de l'arrêté flamand relatif aux professions de l'enseignement prévoit une exigence comparable, mais uniquement «le cas échéant». La Commission a estimé que cela va au-delà de ce que permet l'article 50, paragraphe 1, considéré en liaison avec l'annexe VII, de la directive 2005/36/CE.

Dans leur réponse, les autorités belges ont déclaré ce qui suit:

- Elles se sont engagées à apporter les modifications nécessaires à l'arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile avant la fin 2020.
- En ce qui concerne l'exigence comparable prévue à l'article 4, 4^o, de l'arrêté flamand relatif aux professions de l'enseignement, la Belgique n'a fourni aucune explication.

Sur la base de la réponse belge, la Commission conclut ce qui suit:

- La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique d'apporter les modifications nécessaires à l'arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la

Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

- En l'absence d'explication quant à l'exigence comparable visée à l'article 4, 4°, de l'arrêté flamand relatif aux professions de l'enseignement, la Commission confirme son analyse, à savoir que la Belgique n'a pas assuré la conformité de sa législation avec les dispositions de l'article 50, paragraphe 1, considéré en liaison avec l'annexe VII, de la directive 2005/36/CE.

Dès lors, en l'absence des modifications nécessaires, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en introduisant dans l'arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile et dans l'arrêté flamand relatif aux professions de l'enseignement des exigences en matière de documents qui vont au-delà de ce que prévoit la liste exhaustive de documents que les États membres peuvent exiger, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 50, paragraphe 1, considéré en liaison avec l'annexe VII, de la directive 2005/36/CE.

- L'annexe VII, point 1 b), deuxième alinéa, de la directive 2005/36/CE dispose que les autorités compétentes de l'État membre d'accueil peuvent inviter les demandeurs à fournir des informations concernant leur formation dans la mesure nécessaire pour déterminer l'existence éventuelle de différences substantielles avec la formation nationale exigée, telles que visées à l'article 14 de la directive 2005/36/CE.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a fait observer que l'article 14, paragraphe 2, de l'arrêté royal sur les vétérinaires permet à l'autorité compétente d'inviter le demandeur cherchant à faire reconnaître son titre de formation de vétérinaire à fournir des informations sur le contenu de sa formation.

La Commission a fait remarquer que la disposition de transposition, à l'article 14, paragraphe 2, de l'arrêté royal sur les vétérinaires, ne précise pas que ces informations ne peuvent être demandées que pour les vétérinaires qui ne peuvent bénéficier d'une reconnaissance automatique basée sur des exigences minimales harmonisées en matière de formation, mais doivent être traités conformément au système général de reconnaissance.

Dans leur réponse, les autorités belges soulignent que leur transposition est parfaitement conforme à l'article 50, paragraphe 1, considéré en liaison avec l'annexe VII, point 1 b), de la directive 2005/36/CE.

Néanmoins, la Commission maintient sa position selon laquelle l'article 14, paragraphe 2, de l'arrêté royal sur les vétérinaires peut être interprété comme portant également sur les cas dans lesquels les vétérinaires demandeurs bénéficient d'une reconnaissance automatique sur la base d'exigences minimales harmonisées en matière de formation. Cela n'est pas conforme à l'article 50, paragraphe 1, considéré en liaison avec l'annexe VII, point 1 b), de la directive 2005/36/CE, où il est fait expressément référence à l'article 14 de la directive 2005/36/CE pour définir le concept de «différences substantielles» et, ainsi, au système général de reconnaissance.

Par conséquent, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en omettant de préciser que des informations concernant le contenu de la formation ne peuvent être demandées qu'aux vétérinaires qui ne peuvent bénéficier d'une reconnaissance automatique sur la base d'exigences minimales harmonisées en matière de formation, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 50,

paragraphe 1, considéré en liaison avec l'annexe VII, point 1 b), deuxième alinéa, de la directive 2005/36/CE.

3.4.2. Demandes de traductions certifiées conformes

La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'arrêt du 21 mars 2002, *Commission/Italie*, C-298/99, EU:C:2002:194, a précisé que l'obligation «de fournir des traductions certifiées conformes de tous les documents relatifs à la demande de reconnaissance ne [saurait] être [qualifiée] de [nécessaire] ni être [justifiée] par des raisons impérieuses d'intérêt général».

La Commission estime que le fait de demander une traduction certifiée conforme d'une preuve de nationalité est constitutif d'une restriction injustifiée et disproportionnée à la libre circulation des travailleurs et à la liberté d'établissement prévues aux articles 45 et 49 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après le «TFUE»).

De plus, la Commission est d'avis qu'un État membre d'accueil devrait accepter tout type de traduction certifiée conforme délivrée dans un autre État membre en application des dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre. L'exigence selon laquelle les traductions certifiées conformes doivent être visées par un tribunal de première instance ou par un traducteur juré inscrit auprès d'un tribunal est une exigence disproportionnée, qui va au-delà de ce qui est nécessaire pour garantir l'exactitude du document traduit, et qui constitue une restriction injustifiée et disproportionnée à la libre circulation des travailleurs et à la liberté d'établissement prévues aux articles 45 et 49 du TFUE.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a relevé les éléments suivants:

- L'article 3, paragraphe 1, cinquième alinéa, du **décret germanophone sur l'enseignement** oblige le demandeur à produire tous les documents requis en allemand, en anglais, en français ou en néerlandais, ou à les faire traduire par un traducteur certifié et viser par un tribunal de première instance. La Commission a conclu que ces exigences vont au-delà de ce que permet le TFUE et constituent une restriction injustifiée et disproportionnée à la libre circulation des travailleurs et à la liberté d'établissement prévues aux articles 45 et 49 du TFUE.
- Le fait que l'article 21, paragraphe 1, 4°, de l'**arrêté royal concernant les détectives privés** et l'article 8, paragraphe 1, 4°, de l'**arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée** exigent du demandeur qu'il produise une traduction certifiée conforme d'une preuve de nationalité constitue une restriction injustifiée et disproportionnée à la libre circulation des travailleurs et à la liberté d'établissement prévues aux articles 45 et 49 du TFUE.
- L'article 9 de l'**arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile**, et l'article 14, 2°, de l'**arrêté flamand relatif à l'accueil en crèche** permettent à l'autorité compétente de demander des traductions certifiées conformes, notamment de la preuve de nationalité.

Dans sa réponse, la Belgique a indiqué ce qui suit:

- Elle s'est engagée à modifier le **décret germanophone sur l'enseignement** pour en supprimer l'exigence selon laquelle toute traduction doit être visée par un

tribunal de première instance. Toutefois, dans leur réponse, les autorités belges n'ont pas traité le grief soulevé par la Commission, à savoir que le fait de demander une traduction certifiée conforme d'une preuve de nationalité est constitutif d'une restriction injustifiée et disproportionnée à la libre circulation des travailleurs et à la liberté d'établissement prévues aux articles 45 et 49 du TFUE.

- En ce qui concerne l'obligation faite aux demandeurs de fournir une traduction certifiée conforme d'une preuve de nationalité, énoncée à l'article 21, paragraphe 1, 4°, de l'**arrêté royal concernant les détectives privés** et à l'article 8, paragraphe 1, 4°, de l'**arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée**, les autorités belges contestent l'interprétation de la Commission. Elles font valoir que, 1) ces arrêtés royaux n'exigent pas de traduction visée par un tribunal, 2) l'arrêt C-298/99, Commission/Italie, ne conduit pas à la conclusion selon laquelle, pour tous les documents, l'exigence d'une traduction certifiée conforme devrait être considérée comme constituant une restriction injustifiée et disproportionnée, et 3) la preuve de nationalité est l'un des principaux documents de toute demande.
- Elles se sont engagées à modifier l'**arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile** au plus tard à la mi-2020 ou à la fin 2020 et l'**arrêté flamand relatif à l'accueil en crèche** au plus tard au premier semestre de 2019.

Sur la base de la réponse belge, la Commission conclut ce qui suit:

- la Commission salue l'adoption de la modification du **décret germanophone sur l'enseignement** qui a supprimé l'exigence selon laquelle toute traduction devait être visée par un tribunal de première instance. Toutefois, étant donné que la Belgique n'a pas indiqué de quelle manière elle entend remédier à l'exigence injustifiée et disproportionnée d'une traduction certifiée conforme d'une preuve de nationalité dans le décret germanophone sur l'enseignement, la Commission confirme son analyse, à savoir que la Belgique enfreint les articles 45 et 49 du TFUE.
- En ce qui concerne l'obligation faite aux demandeurs de fournir une traduction certifiée conforme d'une preuve de nationalité prévue dans l'**arrêté royal concernant les détectives privés** et l'**arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée**, la Commission tient à préciser qu'elle ne s'est pas référée à l'arrêt C-298/99, Commission/Italie, dans le but d'arguer que toutes les demandes de traductions certifiées conformes seraient injustifiées, mais plutôt de montrer que la Cour estime qu'un État membre ne peut automatiquement demander une traduction certifiée conforme de *tous* les types de documents sans examiner si une telle demande est justifiée et proportionnée pour le document en question. Dès lors, la Commission confirme sa position, à savoir que la demande d'une traduction certifiée conforme d'un document standard tel qu'une preuve de nationalité, prévue à l'article 21, paragraphe 1, 4°, de l'arrêté royal concernant les détectives privés et à l'article 8, paragraphe 1, 4°, de l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée, constitue une restriction injustifiée et disproportionnée à la libre circulation des travailleurs et à la liberté d'établissement prévues aux articles 45 et 49 du TFUE.

- La Commission prend acte de la volonté affichée par la Belgique de modifier l'**arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile** et l'**arrêté flamand relatif à l'accueil en crèche**. Cependant, une simple promesse ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.

Dès lors, en l'absence des modifications nécessaires, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en obligeant les demandeurs à fournir des traductions certifiées conformes de documents tels qu'une preuve de nationalité en vertu du décret germanophone sur l'enseignement, de l'arrêté royal concernant les détectives privés, de l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée, de l'arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile et de l'arrêté flamand relatif à l'accueil en crèche, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 45 et 49 du TFUE.

3.4.3. *Procédure de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles*

Conformément à l'article 51, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE, l'autorité compétente de l'État membre d'accueil accuse réception du dossier du demandeur dans un délai d'un mois à compter de sa réception et l'informe le cas échéant de tout document manquant.

L'article 51, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE précise que la procédure d'examen d'une demande de reconnaissance doit être achevée dans les plus brefs délais, et en tout état de cause dans les trois mois à compter de la présentation du dossier complet de l'intéressé. Ce délai peut être prorogé d'un mois dans les cas relevant du • «régime général de reconnaissance» ou de la reconnaissance automatique fondée sur l'expérience professionnelle.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a indiqué ce qui suit:

- La Commission n'a pu trouver aucune mesure transposant l'article 51 de la directive 2005/36/CE en ce qui concerne la profession d'**architecte**. Étant donné que la loi fédérale sur les qualifications professionnelles exclut explicitement les architectes de son champ d'application, la transposition de l'article 51 de la directive 2005/36/CE est incomplète en ce qui concerne cette profession.
- En outre, contrairement à l'article 51, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE, l'article 13 de l'arrêté royal sur les **vétérinaires** permet de proroger d'un mois le délai de trois mois pour les professions bénéficiant de la reconnaissance automatique sur la base de droits acquis

Dans leur réponse, les autorités belges ont informé la Commission des éléments suivants:

- En ce qui concerne les architectes, la Belgique s'engage à adopter les modifications nécessaires pour transposer l'article 51 de la directive 2005/36/CE.
- S'agissant des **vétérinaires**, les autorités belges ne fournissent aucune explication quant à la raison pour laquelle elles estiment que l'application d'un délai prorogé d'un mois aux professions bénéficiant d'une reconnaissance automatique sur la base de droits acquis, comme le prévoit l'article 11, paragraphe 1, de l'arrêté royal sur les vétérinaires, est conforme à l'article 51, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE.

Sur la base de la réponse belge, la Commission conclut ce qui suit:

- La Commission se félicite de la volonté affichée par la Belgique d'apporter les modifications nécessaires aux dispositions régissant la profession d'**architecte**. Cependant, une simple promesse de modifier ne permet pas à la Commission d'abandonner le grief, d'autant qu'aucun projet de modification et aucun calendrier détaillé d'adoption n'ont été fournis.
- L'absence de réponse en ce qui concerne la transposition incorrecte de l'article 51, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE pour les **vétérinaires** impose à la Commission de confirmer ce grief.

En l'absence des modifications nécessaires, la Commission confirme son analyse, à savoir que, en ne veillant pas 1) à ce que les **demandeurs architectes** reçoivent un accusé de réception et des informations sur tout document manquant dans un délai d'un mois et à ce que leur demande soit examinée dans les délais prescrits, et 2) à ce que les demandes des **vétérinaires** qui bénéficient d'une reconnaissance automatique sur la base de droits acquis soient examinées au plus tard dans les trois mois à compter de la présentation du dossier complet de l'intéressé, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 51, paragraphes 1 et 2, de la directive 2005/36/CE.

3.5. Reconnaissance des stages professionnels, règles d'exercice de la profession

L'article 55 *bis*, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE prévoit que si l'accès à une profession réglementée dans l'État membre d'origine est subordonné à l'accomplissement d'un stage professionnel, l'autorité compétente de cet État reconnaît les stages professionnels effectués dans un autre État membre sous réserve que le stage soit conforme aux lignes directrices publiées dans l'État membre d'origine. L'autorité compétente de l'État membre d'origine tient également compte des stages professionnels effectués dans un pays tiers.

Conformément à l'article 55 *bis*, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE, les autorités compétentes de l'État membre d'origine publient des lignes directrices relatives à l'organisation et à la reconnaissance des stages professionnels effectués dans un autre État membre ou dans un pays tiers, notamment en ce qui concerne le rôle du responsable du stage professionnel.

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission a conclu qu'elle n'avait pu trouver aucune mesure pertinente concernant les professions réglementées qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Communauté française et de la Communauté germanophone.

L'article 55 *bis* de la directive 2005/36/CE a été inséré par la directive 2013/55/UE. Comme il a été exposé précédemment, dans la mesure où les législations fédérales en vigueur à l'époque du transfert de compétences ne sont plus pleinement conformes à la directive 2005/36/CE, en ce sens qu'elles ne tiennent pas compte des modifications introduites par la directive 2013/55/UE, le maintien de l'applicabilité de ces lois fédérales anciennes ne suffit pas aujourd'hui à garantir la conformité avec la directive 2005/36/CE.

Par conséquent, faute d'abrogation de ces lois et d'adoption de nouvelles règles par la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone, il y a lieu de comprendre que les dispositions appliquées dans cette région et dans ces communautés à ce jour sont contraires à l'article 55 *bis* de la

directive 2005/36/CE. La Commission n'a pas non plus connaissance de l'adoption de lignes directrices, comme le prévoit l'article 55 *bis* de la directive 2005/36/CE.

Dans leur réponse, les autorités belges font valoir ce qui suit:

- En **Région de Bruxelles-Capitale**, il existe déjà un régime plus indulgent pour les professions relevant de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et un stage professionnel n'a été imposé pour aucune de ces professions. Elles précisent que, pour ce qui est des professions relevant de leur compétence, l'ancienne loi fédérale horizontale du 12 février 2008 avait déjà cessé de s'appliquer avant son entrée en vigueur à la suite de la transposition verticale de la directive 2005/36/CE pour ces professions au moyen de l'arrêté royal du 17 août 2007. Aussi, la transposition de la directive 2005/36/CE pour la Région de Bruxelles-Capitale a été réalisée en modifiant l'arrêté royal du 17 août 2007.
- En ce qui concerne **les professions de l'enseignement en Communauté française**, les autorités belges font remarquer que celles-ci relèvent, effectivement, de la compétence exclusive de la Communauté. Toutefois, selon la Belgique, l'article 55 *bis*, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE ne s'appliquerait à la Communauté française que si l'accès aux professions de l'enseignement était subordonné à l'accomplissement de stages professionnels. Or, étant donné qu'en Communauté française les stages professionnels font partie intégrante de la formation diplômante proprement dite, ils ne sont pas considérés comme une condition, au sens strict, d'accès à la profession. Cet accès dépend uniquement de l'obtention du diplôme. Dès lors, les autorités belges jugent inutile de transposer l'article 55 *bis*, paragraphes 1 et 2, de la directive 2005/36/CE.
- En ce qui concerne les **professions de soins de santé en Communauté française et en Communauté germanophone**, la Belgique précise que le pouvoir de définir les exigences en matière de qualifications a été maintenu à l'échelon fédéral, les Communautés n'étant compétentes que pour vérifier si chaque prestataire de soins de santé répond à ces critères fédéraux. Par conséquent, l'article 55 *bis* de la directive 2005/36/CE concernant les stages professionnels n'a pas à être transposé pour les professions des soins de santé par la Communauté française et la Communauté germanophone.

Sur la base de cette réponse, la Commission conclut ce qui suit:

- En ce qui concerne l'argument selon lequel la **Région de Bruxelles-Capitale** applique un régime plus indulgent aux professions relevant de sa compétence en n'imposant aucune exigence en matière de stage professionnel, la Commission fait observer qu'elle a connaissance d'au moins une profession, à savoir la profession d'instructeur d'école de conduite, pour laquelle la Belgique a indiqué, dans la base de données des professions réglementées, qu'elle est réglementée par la Région de Bruxelles-Capitale et nécessite l'accomplissement d'un stage professionnel. De surcroît, la Commission constate que la profession d'instructeur d'école de conduite ne relève pas du champ d'application de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante pour laquelle une transposition verticale distincte de la directive 2005/36/CE avait été prévue au moyen de l'arrêté royal du 17 août 2007. Partant, l'argument selon lequel l'ancienne loi sur la reconnaissance des qualifications professionnelles ne s'est jamais appliquée aux professions relevant de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale semble

incorrect. Dès lors, la Commission confirme son analyse, à savoir que la Belgique aurait dû, dans le cas de la Région de Bruxelles-Capitale, transposer l'article 55 *bis* de la directive 2005/36/CE pour au moins pour la profession d'instructeur d'école de conduite.

- En ce qui concerne les **professions de l'enseignement dans la Communauté française**, la Commission renvoie à l'article 3, paragraphe 1, point j), de la directive 2005/36/CE, où les stages professionnels sont définis comme étant «une période d'exercice professionnel effectuée sous supervision pour autant qu'elle constitue une condition de l'accès à une profession réglementée, *et qui peut avoir lieu au cours ou à l'issue d'un enseignement débouchant sur un diplôme* [italiques ajoutés]». Dès lors, même les stages professionnels obligatoires qui sont intégrés au processus d'obtention du diplôme nécessaire devraient bénéficier de la reconnaissance des stages professionnels prévue à l'article 55 *bis* de la directive 2005/36/CE. La Commission confirme donc son analyse, à savoir que la Belgique ne s'est pas conformée à l'article 55 *bis* de la directive 2005/36/CE.
- La Commission prend acte de la précision concernant le fait que, pour les professions des soins de santé, le pouvoir de définir les exigences en matière de qualifications et les conditions de reconnaissance des qualifications professionnelles étrangères, y compris les stages professionnels, a été maintenu à l'échelon fédéral et que **la Communauté française et la Communauté germanophone** ne sont compétentes que pour vérifier si chaque prestataire de soins de santé répond à ces critères fédéraux. En conséquence, la Commission accepte que l'article 55 *bis* de la directive 2005/36/CE n'ait pas à être transposé par la Communauté française et la Communauté germanophone pour ces **professions des soins de santé**, et elle ne poursuivra pas ce grief plus avant en ce qui concerne les professions des soins de santé. Toutefois, la Commission comprend que la Communauté française et la Communauté germanophone exercent également, l'une comme l'autre, des compétences exclusives à l'égard de **certaines autres professions** auxquelles elles pourraient imposer des stages professionnels. La Communauté française a, par exemple, réglementé les professions d'«accueillant d'enfant» et de «puériculteur» et la Communauté française comme la Communauté germanophone réglementent notamment les professions d'«aide familiale» et d'«aide seniors». Par conséquent, la Commission conclut que la Communauté française et la Communauté germanophone devraient adopter les dispositions nécessaires à la transposition de l'article 55 *bis* de la directive 2005/36/CE pour les professions qui relèvent de leur compétence exclusive.
- Étant donné que la **Communauté germanophone** n'a donné aucune explication quant à la raison pour laquelle elle estime que la transposition de l'article 55 *bis* de la directive 2005/36/CE n'est pas nécessaire pour les **professions de l'enseignement**, la Commission maintient son grief à cet égard.

Pour cette raison, la Commission conclut que, en ne transposant pas, pour toutes les professions réglementées qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Communauté française et de la Communauté germanophone et dont l'accès est subordonné à l'accomplissement d'un stage professionnel, l'obligation 1) de reconnaître les stages professionnels effectués dans un autre État membre conformément aux lignes directrices de cet État membre, 2) de prendre en compte le stage professionnel effectué dans un pays tiers et 3) de publier les lignes directrices relatives à l'organisation et à la reconnaissance des stages professionnels effectués dans un autre État membre ou

dans un pays tiers, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 55 bis, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE.

4. SUR LA COMPATIBILITE DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX MANDATAIRES EN BREVETS

Dans sa lettre de mise en demeure, la Commission avait attiré l'attention des autorités belges sur les dispositions de la loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions en vue de la protection du titre de mandataire en brevets.

L'article 10 de cette loi introduit un article XI.64/3 au code de droit économique en vertu duquel:

«Art. XI.64/3. Toute personne ressortissante d'un État membre, légalement établie dans un État membre pour y exercer la profession de mandataire en brevets, et qui se déplace vers le territoire de la Belgique pour la première fois pour y exercer de manière temporaire ou occasionnelle la profession de mandataire en brevets, doit préalablement à cet exercice remplir à cet effet les conditions suivantes:

1° lorsque la profession de mandataire en brevets n'est pas réglementée dans l'État membre d'établissement, l'avoir exercée dans un ou plusieurs États membres pendant au moins une année au cours des dix années qui précèdent sa prestation de services;

2° avoir introduit une déclaration écrite, dont le Roi fixe le contenu requis, le destinataire et les autres modalités.

La déclaration écrite est renouvelée une fois par an si le prestataire de services compte fournir des services d'une manière temporaire ou occasionnelle en Belgique au cours de l'année concernée. Le prestataire de services peut fournir la déclaration par tout moyen.

Le caractère temporaire ou occasionnel de la prestation de services est apprécié au cas par cas par le conseil de l'Institut des mandataires en brevets, visé à l'article XI.75/3, § 1^{er}, notamment en fonction de sa durée, de sa fréquence, de sa périodicité et de sa continuité.

En outre, lors de la première prestation de services ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, le prestataire de services fournit également les documents prévus à l'article 9, § 2, a) à d), de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE.".

L'article 11 de la loi introduit l'article XI.64/4, en vertu duquel:

«Art. XI.64/4. Toute personne ressortissante d'un État membre, légalement établie dans un État membre pour y exercer la profession de mandataire en brevets, et qui exerce la profession de mandataire en brevets en Belgique pour la première fois sans qu'elle se déplace vers le territoire de la Belgique, doit préalablement à cet exercice remplir à cet effet les conditions suivantes:

1° lorsque la profession de mandataire en brevets n'est pas réglementée dans l'État membre d'établissement, l'avoir exercée dans un ou plusieurs États membres pendant au moins une année au cours des dix années qui précèdent sa prestation de services;

2° avoir introduit une déclaration écrite, dont le Roi fixe le contenu requis, le destinataire et les autres modalités.

En outre, lors de la première prestation de services ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, le prestataire de services fournit également les documents prévus à l'article 9, § 2, a) à d), de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE.»

Dans leur réponse à la lettre de mise en demeure en date du 24 avril 2019, les autorités belges précisent que l'article 11 de la loi du 8 juillet 2018 n'est pas encore entré en vigueur. Conformément à l'article 46 de cette loi, le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'ensemble ou d'une partie de l'article 11. À ce jour, le Roi n'a pas encore fixé de date d'entrée en vigueur (l'entrée en vigueur dudit article sera réglée par un arrêté royal qui n'est pas attendu avant 2020).

La Commission prend note de l'absence d'adoption d'acte par le Roi fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 11 de la loi. Cependant, la Commission souligne que les dispositions de cette loi restent en vigueur même si elles ne sont pas encore entrées en application.

Concernant la compatibilité des dispositions de l'article 11 de la loi avec la directive 2005/36/CE, 2006/123/CE et 2000/31/CE, la Belgique considère dans sa réponse à la lettre de mise en demeure que l'article 11 de la loi du 8 juillet 2018 échappe non seulement au champ d'application de l'article 5 de la directive 2005/36/CE (comme l'indique la mise en demeure), mais aussi au champ d'application de l'article 3, paragraphes 1 et 2, de la directive 2000/31/CE et à celui de l'article 16 de la directive 2006/123/CE.

À ce sujet, la Commission souhaiterait clarifier que, dans sa lettre de mise en demeure, elle n'a pas indiqué que l'article 11 de la loi échappait au champ d'application du titre II de la directive 2005/36/CE mais que la présente procédure ne traitait pas de la compatibilité des dispositions belges avec la directive 2005/36/CE puisque celles-ci apparaissaient en ligne avec les dispositions du titre II de la directive.

En effet, conformément aux dispositions du titre II de la directive 2005/36/CE, les autorités belges peuvent requérir du prestataire de services établi dans un autre État membre venant sur le territoire belge pour y fournir un service temporaire, qu'il envoie préalablement une déclaration contenant certaines informations (pour la 1^{re} déclaration ou en cas de changement de situation).

En revanche les dispositions du titre II de la directive 2005/36/CE ne sont pas applicables en l'absence de déplacement du prestataire de services sur le territoire belge. En effet, l'article 5, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE précise clairement que les dispositions du titre II s'appliquent uniquement dans le cas où le prestataire se déplace vers le territoire de l'État membre d'accueil pour exercer de façon temporaire et occasionnelle la profession.

- ***En ce qui concerne la compatibilité des dispositions belges litigieuses avec l'article 16 de la directive «services» 2006/123/CE***

La Commission, dans sa lettre de mise en demeure, a considéré que la disposition belge contrevenait à l'article 16 de la directive «services» 2006/123/CE.

Les autorités belges dans leur réponse soulignent que l'article 16 de la directive «services» fait partie du chapitre IV relatif à la libre circulation des services et il établit le principe de libre prestation des services. L'article 17 de la même directive prévoit des dérogations supplémentaires à la libre prestation des services et énumère concrètement les matières auxquelles l'article 16 ne s'applique pas. Les autorités belges soulignent que, conformément à l'article 17, point 6, l'article 16 ne s'applique pas aux matières relevant du titre II de la directive 2005/36/CE ainsi qu'aux exigences en vigueur dans l'État membre où le service est fourni, qui réservent une activité à une profession particulière.

Or, les autorités belges considèrent que l'article 11 de la loi précitée contient néanmoins des «exigences [...] qui réservent une activité à une profession particulière» puisque les activités qui constituent la profession de mandataire en brevets en Belgique sont réservées aux mandataires en brevets qui sont inscrits au registre des mandataires agréés et à certaines catégories de mandataires en brevets et d'avocats qui, conformément à l'article 9 de la loi du 8 juillet 2018, peuvent intervenir au même titre qu'un mandataire agréé.

À l'appui de leurs observations, les autorités belges citent l'arrêt du 17 décembre 2015, X-Steuerberatungsgesellschaft/Finanzamt Hannover-Nord (C-342/14, EU:C:2015:827) de la Cour de justice de l'Union européenne, dans lequel la Cour a confirmé l'application de la dérogation à la libre prestation des services prévue à l'article 17, point 6, de la directive 2006/123/CE aux exigences nationales qui réservent des activités à une profession particulière.

À cet égard, la Commission souhaiterait souligner qu'elle ne conteste pas, dans le cadre de cette procédure, la proportionnalité d'une réserve d'activités au profit des mandataires en brevets en Belgique. En revanche, elle s'interroge sur la compatibilité avec l'article 16 de la directive «services» des conditions de prestation temporaire de services imposées au mandataire en brevets établi dans un autre État membre pour agir devant l'office des brevets belge lorsqu'il n'y a aucun déplacement physique de celui-ci en Belgique.

La Commission considère que, en cas de prestation temporaire de services fournie par exemple par voie postale ou téléphonique, sans déplacement physique du prestataire sur le territoire belge, l'article 16, paragraphe 1, de la directive «services» prévoit que les États membres respectent le droit des prestataires de services de fournir des services dans un autre État membre que celui dans lequel ils sont établis. Un État membre ne peut subordonner l'accès à l'activité de services ou son exercice sur son territoire qu'aux seules exigences qui sont non discriminatoires, justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de santé publique et de protection de l'environnement pour autant qu'elles soient proportionnées. Il s'ensuit que, conformément à l'article 16, paragraphe 1, de la directive «services», la Belgique ne pourrait imposer des exigences aux mandataires en brevets en situation de prestation temporaire sur le territoire belge que si celles-ci sont justifiées et proportionnées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de santé publique ou de protection de l'environnement.

Dans ce cadre, la Commission considère que le régime de déclaration préalable de prestation de services avec communication des documents relatifs à la qualification professionnelle lors de la 1^{re} déclaration et en cas de changement matériel alors même qu'il n'y a aucun déplacement physique du prestataire sur le territoire national est injustifié au regard de l'ordre public, de la sécurité publique, de la santé publique et de la protection de l'environnement. La Commission rappelle que le prestataire est légalement

établi dans son État membre d'établissement pour fournir des activités de mandataires en brevets, où il est soumis au respect de règles professionnelles relatives à sa profession.

En outre, la Commission note que l'obligation pour le mandataire en brevets, avant toute prestation de services, d'avoir exercé pendant au moins une année sa profession au cours des dix dernières années lorsque la profession n'est pas réglementée dans son État membre d'établissement conduit à une procédure d'autorisation préalable visée à l'article 16, paragraphe 2, point b), de la directive «services».

Or, en vertu de l'article 16, paragraphe 2, de la directive «services», les États membres ne peuvent en principe restreindre la libre prestation de services par un prestataire établi dans un autre État membre en imposant l'une des exigences visées dans cet article, y compris celle visée au point b). À cet égard, il convient de noter que l'article 16, paragraphe 3, de la directive «services» permet à un État membre d'adopter l'une des exigences énumérées à l'article 16, paragraphe 2, dûment justifiée et proportionnée, uniquement si celle-ci vise les prestataires qui se déplacent dans cet État membre pour y fournir leurs services. Dans le cas où l'exigence vise les prestataires qui ne se déplacent pas dans l'État membre en question, ce qui est le cas en l'espèce, elle ne saurait faire l'objet de justification et elle est tout simplement interdite.

À titre complémentaire, la Commission note que les autorités belges n'ont fourni aucune justification dans leur réponse permettant de considérer que ces mesures pourraient être justifiées par l'ordre ou la sécurité publics, par la santé publique ou par la protection de l'environnement. La Commission considère donc que les dispositions litigieuses sont contraires à l'article 16 de la directive 2006/123/UE.

À titre subsidiaire, la Commission note que les exigences applicables à un prestataire de services légalement établi dans son État membre, d'où il fournit le service au destinataire sans déplacement en Belgique, apparaissent disproportionnées au regard de l'article 56 TFUE garantissant la libre prestation de services au sein de l'Union européenne.

- ***En ce qui concerne la compatibilité des dispositions belges litigieuses avec l'article 3 de la directive sur le commerce électronique 2000/31/CE***

La Commission, dans sa lettre de mise en demeure, avait considéré que l'article 11 de la loi du 8 juillet 2018 introduisant dans le code de droit économique l'article XI.64/4 viole l'article 3, paragraphe 2, de la directive sur le commerce électronique.

Dans leur réponse, les autorités belges considèrent que la disposition litigieuse ne relève pas du champ d'application de la directive 2000/31/CE. En effet, selon les autorités belges, l'article 3, paragraphe 2, de la directive 2000/31/CE interdit aux États membres de restreindre la libre prestation de services de la société de l'information pour des raisons relevant du domaine coordonné. L'article 3, paragraphe 3, de la même directive soustrait cependant un certain nombre de domaines à l'interdiction prévue à l'article 3, paragraphe 2. Ces domaines sont énumérés en annexe de la directive et on y trouve les droits de propriété industrielle. Les États membres sont par conséquent expressément dispensés de l'interdiction prévue à l'article 3, paragraphe 2 et ils peuvent donc restreindre la libre prestation de services de la société de l'information dans le domaine des droits de propriété industrielle pour des raisons relevant du domaine coordonné. Les services fournis par les mandataires en brevets appartiennent au domaine des droits de propriété industrielle, qui comprend également les brevets. En Belgique, ces services comprennent la demande et le maintien des brevets, de même que la

représentation du demandeur ou titulaire auprès de l'Office belge de la propriété intellectuelle, qui traite les demandes de brevet et délivre les brevets.

À cet égard, la Commission souhaite rappeler que les exigences en matière de qualifications professionnelles, d'autorisation ou de notification relèvent du domaine coordonné couvert par la directive sur le commerce électronique, comme défini à l'article 2, point h) i).

Conformément à cet article, *«le domaine coordonné a trait à des exigences que le prestataire doit satisfaire et qui concernent:*

- l'accès à l'activité d'un service de la société de l'information, telles que les exigences en matière de qualification, d'autorisation ou de notification,

- l'exercice de l'activité d'un service de la société de l'information, telles que les exigences portant sur le comportement du prestataire, la qualité ou le contenu du service, y compris en matière de publicité et de contrat, ou sur la responsabilité du prestataire».

L'article 2, point a), de la directive précitée définit les services de la société de l'information comme les services au sens de l'article 1^{er}, point 2, de la directive 98/34/CE, telle que modifiée par la directive 98/48/CE, c'est-à-dire tout service presté normalement contre rémunération, à distance par voie électronique et à la demande individuelle d'un destinataire de services.

Conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la directive sur le commerce électronique, les États membres veillent à ce que les services de la société de l'information fournis par un prestataire établi sur son territoire respectent les dispositions nationales applicables dans cet État membre relevant du domaine coordonné. L'article 3, paragraphe 2, précise que les États membres ne peuvent, pour des raisons relevant du domaine coordonné, restreindre la libre circulation des services de la société de l'information en provenance d'un autre État membre.

Comme les autorités belges l'ont souligné, conformément à l'article 3, paragraphe 3, l'article 3, paragraphe 2 ne s'applique pas dans le domaine des droits de propriété intellectuelle. Cependant, la Commission souhaiterait souligner que cette exclusion des droits de propriété intellectuelle n'implique pas que les services des mandataires en brevets qui ne gèrent pas en tant que tels les droits de propriété intellectuelle associés soient hors du champ d'application de la directive précitée.

Dans son arrêt OSA³¹, la Cour a considéré qu'une société de gestion collective des droits d'auteur doit être considérée comme fournissant, à l'égard d'un utilisateur d'œuvres protégées, un «service», tant au sens de l'article 4, point 1, de la directive 2006/123/CE qu'au sens de l'article 57 du TFUE. Or, en vertu de l'article 17, point 11, de la directive «services», l'article 16 ne s'applique pas aux droits d'auteur et aux droits voisins. La Cour considère donc que, dès lors que seuls des services peuvent être exclus du champ d'application de l'article 16 de la directive 2006/123/CE, l'article 17, point 11, de cette directive doit être interprété en ce sens qu'il exclut le service par les sociétés de

³¹ Arrêt du 27 février 2014, OSA – Ochranný svaz autorský pro práva k dílům hudebním o.s./Léčebné lázně Mariánské Lázně a.s., C-351/12, EU:C:2014:110.

gestion collective, qui porte sur des droits d'auteur, du champ d'application de l'article 16.

Comme l'indique l'avocat général Sharpston dans ses conclusions dans cette affaire³², *«les sociétés (de gestion collective) sont des associations de titulaires de droits d'auteur qui perçoivent les redevances dues à leurs membres pour, notamment, toute communication au public des œuvres de leurs membres. Elles le font en octroyant des licences aux utilisateurs qui souhaitent procéder à une telle communication, pour des répertoires définis comportant plusieurs œuvres musicales ou les œuvres de plusieurs titulaires de droits d'auteur. Elles perçoivent les redevances auprès des titulaires de licences et contrôlent les utilisateurs ou les utilisateurs potentiels afin de vérifier si des œuvres sont communiquées au public et, si tel est le cas, si les utilisateurs sont en possession d'une licence. Généralement (bien que cela ne soit pas universel), dans l'Union, les sociétés de gestion collective opèrent (que ce soit en vertu d'un monopole légal ou d'un monopole de fait) au sein du territoire d'un seul État membre et on peut leur imposer d'accepter en tant que membre tout titulaire de droits d'auteur résidant ou établi dans cet État. Dans de tels cas, ces sociétés contrôlent et octroient des licences aux utilisateurs au sein du même État membre. Si un utilisateur souhaite obtenir une licence pour un répertoire géré par une société de gestion collective établie dans un autre État membre, cela est possible grâce à des accords de réciprocité entre ces sociétés, chacune agissant au nom de l'autre sur son propre territoire.»*

Cependant, les services des mandataires en brevets ne sont pas assimilables aux services de gestion collective des droits d'auteur qui sont, par principe, limités territorialement en raison de la nature des droits d'auteur.

Conformément à la jurisprudence de la Cour, toute dérogation à un principe du droit européen doit être interprétée strictement. L'exclusion des droits de propriété intellectuelle du champ d'application de l'article 3 de la directive sur le commerce électronique doit donc être interprétée strictement comme couvrant les droits de propriété intellectuelle et les services liés, comme les services de gestion collective mais ne recouvrant pas les services des mandataires en brevets qui ne couvrent pas la gestion directe des droits de propriété. Les services des mandataires en brevets visent à acquérir, à protéger des droits de propriété ou à effectuer les démarches juridiques en ce sens et non à assurer la gestion quotidienne des droits de propriété en procédant, notamment, au recouvrement des droits/redevances.

La Commission considère dès lors que soumettre le prestataire d'un service qui relève de la société de l'information à une obligation de déclaration préalable aux autorités belges compétentes, renouvelable tous les ans pour démontrer ses qualifications alors même qu'il n'est pas établi en Belgique, mais dans un autre État membre où il fournit légalement des services de mandataires en brevets, ainsi qu'à une exigence d'avoir exercé son activité pendant au moins une année au cours des dix dernières années lorsque la profession n'est pas réglementée dans son État d'établissement, aboutit à une restriction à la prestation transfrontalière des services de la société de l'information en violation de l'article 3, paragraphe 2, de la directive sur le commerce électronique.

³² Points 71 et 72 des conclusions de l'avocat général Sharpston dans l'affaire OSA – Ochranný svaz autorský pro práva k dílům hudebním o.s./Léčebné lázně Mariánské Lázně a.s., C-351/12, EU:C:2013:749.

La Commission rappelle à cet égard que conformément à l'article 3, paragraphe 4, points a) et b), un État membre peut prendre, à l'égard d'un service donné de la société de l'information qui porte atteinte ou constitue un risque sérieux et grave d'atteinte à l'ordre public, à la protection de la santé publique, à la sécurité publique ou à la protection des consommateurs, des mesures dérogeant à l'article 3, paragraphe 2, seulement si, conformément aux points a) et b), les conditions cumulatives suivantes sont remplies:

- l'État membre a préalablement, et sans préjudice de la procédure judiciaire, demandé à l'État membre d'établissement du prestataire de prendre des mesures, mais celles-ci n'ont pas été prises ou sont insuffisantes,
- l'État membre a notifié à la Commission et à l'État membre d'établissement du prestataire son intention de prendre des mesures,
- les mesures prises sont justifiées par l'ordre public, la protection de la santé publique, la sécurité publique ou la protection des consommateurs et ces mesures sont proportionnées.

Or, la Commission considère que les dispositions de l'article 11 de la loi du 8 juillet 2018 introduisant dans le code de droit économique l'article XI.64/4 ne remplissent pas les conditions cumulatives dérogatoires énoncées à l'article 3, paragraphe 4, de la directive précitée. En effet, les dispositions belges prévoient un régime général d'obligation d'information préalable pour tous les prestataires de services et non un régime au cas par cas en cas de risque d'atteinte à l'ordre public, à la protection de la santé publique, à la sécurité publique ou à la protection des consommateurs, pour un service donné de la société de l'information, après contact pris avec les autorités compétentes de l'État membre d'établissement du prestataire et après notification des mesures envisagées auprès de la Commission et de l'État membre concerné.

En outre, les autorités belges n'ont pas démontré dans quelle mesure les dispositions en cause sont nécessaires et justifiées par des raisons impérieuses d'ordre public, ni leur proportionnalité.

La Commission considère donc que l'article 11 de la loi du 8 juillet 2018 introduisant dans le code de droit économique l'article XI.64/4 viole l'article 3, paragraphe 2, de la directive sur le commerce électronique, l'article 16 de la directive «services» et à titre subsidiaire l'article 56 du TFUE.

5. CONCLUSION

POUR CES MOTIFS,

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

après avoir mis la Belgique en mesure de présenter ses observations par lettre du 20 juillet 2018 [réf. SG(2018)D/15022;C(2018)4641] et compte tenu de la réponse des autorités belges reçue le 18 octobre 2018 [réf. INF(2018)116344],

ÉMET L'AVIS MOTIVÉ SUIVANT

en vertu de l'article 258, premier alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, que,

- en ne transposant pas les dispositions du titre II de la directive 2005/36/CE concernant la libre prestation de services pour les professions visées par l'arrêté royal concernant les détectives privés et par l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée, d'une part, et en n'apportant pas de précisions sur les éventuelles «exigences supplémentaires» qui seraient imposées, d'autre part, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu du titre II, articles 5 à 9, de la directive 2005/36/CE;
- en ne transposant pas ou en transposant de manière incorrecte l'obligation faite aux États membres de ne pas restreindre, pour des raisons relatives aux qualifications professionnelles, la libre prestation de services par des prestataires étrangers originaires d'un État membre qui ne réglemente pas leur profession, mais qui ont exercé cette profession dans un ou plusieurs États membres pendant au moins un an au cours des dix dernières années dans la loi sur les professions des soins de santé, dans les législations concernées de la Communauté française, de la Communauté germanophone et de la Région de Bruxelles-Capitale, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 5, paragraphe 1, point b), de la directive 2005/36/CE;
- en ne limitant pas explicitement les règles de déontologie appliquées aux professionnels fournissant des services de façon temporaire et occasionnelle en vertu de la loi créant l'Ordre des architectes, de la loi relative aux professions comptables et fiscales et de la loi sur les mandataires en brevets, aux règles professionnelles qui ont un rapport direct avec les qualifications professionnelles, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE;

- en exigeant que la déclaration préalable des vétérinaires inclue des informations autres que celles explicitement mentionnées à l'article 7, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE;
- 1) en exigeant des architectes, des agents immobiliers, des géomètres-experts et des vétérinaires qui souhaitent fournir des services de façon temporaire et occasionnelle qu'ils transmettent un document à part entière attestant une couverture d'assurance, qui, de surcroît, ne date pas de plus de trois mois et 2), en limitant la validité de tous les autres documents à douze mois pour les architectes, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphes 1 et 2 de la directive 2005/36/CE;
- en transposant de manière incorrecte l'autorisation accordée aux États membres d'exiger une preuve des qualifications professionnelles dans le contexte de la prestation de services temporaires ou occasionnels par des architectes, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 2, point c), de la directive 2005/36/CE;
- en limitant le type de preuve qu'un architecte peut produire pour justifier de l'exercice de cette profession dans un ou plusieurs États membres pendant au moins une année au cours des dix années précédentes lorsque la profession ou la formation n'est pas réglementée dans son État membre d'origine, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 2, point d), de la directive 2005/36/CE;
- en ne transposant pas les modifications apportées par la directive 2013/55/UE à la liste de documents que les États membres sont autorisés à demander en cas de prestation de services temporaire et occasionnelle pour les professions de l'enseignement en Communauté française et en Communauté germanophone, pour d'autres professions comme «accueillant d'enfant» et «puériculteur» en Communauté française, pour des professions telles qu'«aide familiale» et «aide seniors» en Communauté française comme en Communauté germanophone, ainsi que pour certaines professions relevant de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale comme «instructeur d'école de conduite», la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 2, points d) à g), de la directive 2005/36/CE;
- en exigeant des informations complémentaires d'un professionnel cherchant à fournir des services temporaires ou occasionnels dans le domaine des services d'aide et de soins à domicile en Flandre alors que ce prestataire a déjà présenté une déclaration dans une autre partie de la Belgique, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 2 bis, de la directive 2005/36/CE;
- en ne transposant pas les exigences matérielles et procédurales à remplir pour imposer une vérification préalable des qualifications dans le contexte de la prestation de services temporaire et occasionnelle, la Belgique n'a pas veillé au respect des dispositions de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE en ce qui concerne les vétérinaires;

- en ne transposant pas les modifications introduites par la directive 2013/55/UE en ce qui concerne la vérification préalable des qualifications dans le contexte de la prestation temporaire et occasionnelle de services pour des professions comme «accueillant d'enfant» et «puériculteur» en Communauté française, pour des professions telles qu'«aide familiale» et «aide seniors» en Communauté française comme en Communauté germanophone, ainsi que pour certaines professions relevant de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale comme «instructeur d'école de conduite», la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE;
- en ne précisant pas, dans la loi sur les qualifications professionnelles et dans le décret flamand sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, qu'une vérification préalable des qualifications en vertu de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE ne peut s'appliquer aux professions qui bénéficient d'une reconnaissance automatique, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE;
- en ne précisant pas, dans la loi sur les professions des soins de santé et dans le décret wallon relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles, qu'une vérification préalable des qualifications ne devrait pas excéder ce qui est nécessaire pour protéger les intérêts publics invoqués, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE;
- en ne spécifiant pas, dans la loi sur les professions des soins de santé, que la possibilité de prolonger d'un mois le délai d'une décision a) de ne pas vérifier les qualifications professionnelles, ou b) ayant vérifié ses qualifications professionnelles, d'imposer au prestataire de services une épreuve d'aptitude, ou de permettre la prestation des services, doit être réservée aux retards causés par une difficulté qui empêche la prise de décision, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE;
- en ne transposant pas les changements introduits par la directive 2013/55/UE concernant le niveau de qualification spécifique de formation réglementée ainsi que de formation professionnelle à structure particulière des professions comme «accueillant/e d'enfant» et «puériculteur» en Communauté française et pour des professions comme «aide familiale» et «aides seniors» en Communauté française comme en Communauté germanophone, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 11, point c) ii), de la directive 2005/36/CE;
- en ne transposant pas l'exigence selon laquelle certaines qualifications alternatives et certains droits acquis sont à assimiler à des titres de formation tels que visés à l'article 11 de la directive 2005/36/CE pour des professions comme «accueillant d'enfant» et «puériculteur» en Communauté française et pour des professions comme «aide familiale» et «aide seniors» en Communauté française comme en Communauté germanophone, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 12 de la directive 2005/36/CE;
- en ne transposant pas les conditions de la reconnaissance pour des professions comme «accueillant d'enfant» et «puériculteur» en Communauté française et pour des professions comme «aide familiale» et «aide seniors» en Communauté française comme en Communauté germanophone, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 13 de la directive 2005/36/CE;

- en ne transposant pas la durée maximale du stage dans l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée et dans l'arrêté royal concernant les détectives privés, d'une part, et en ne transposant aucune des conditions et des modalités régissant l'imposition des mesures de compensation dans l'arrêté royal sur les zones de secours, d'autre part, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 14, paragraphes 1 et 2, de la directive 2005/36/CE;
- en ne définissant pas ou en définissant de manière incorrecte le concept de «matières substantiellement différentes» dans la loi sur les qualifications professionnelles, dans le décret flamand sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, dans l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée et dans l'arrêté royal concernant les détectives privés, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 14, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE;
- en ne veillant pas à ce que, pour les mandataires en brevets ainsi que pour certaines professions relevant de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale, comme «directeur d'école de conduite» et «instructeur d'école de conduite», un demandeur ait la possibilité de présenter l'épreuve d'aptitude dans un délai maximal de six mois à compter de la décision initiale imposant une épreuve d'aptitude au demandeur, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 14, paragraphe 7, de la directive 2005/36/CE;
- en ne transposant pas la reconnaissance automatique des qualifications des ressortissants de l'Union européenne, en ce qui concerne les professions du secteur de la santé, dont la formation a commencé en Croatie avant le 8 décembre 1991, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 23, paragraphe 5, point b), de la directive 2005/36/CE;
- en ne reprenant pas exactement le contenu minimal de formation des infirmiers responsables de soins généraux dans le décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 31 considéré en liaison avec l'annexe V, point 5.2.1, de la directive 2005/36/CE;
- en n'adaptant pas son programme de formation destiné à obtenir le diplôme de «gegradueerd verpleegkundige» (HBO5) qui donne accès à la profession d'infirmier responsable de soins généraux en Belgique, aux exigences minimales prévues dans la directive 2005/36/CE, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 21, paragraphe 6, et de l'article 31, de la directive 2005/36/CE;
- en ne veillant pas à assurer la sécurité juridique nécessaire à garantir la conformité du «Brevet in Krankenpflege» avec les exigences minimales de formation pour les infirmiers responsables de soins généraux prévues dans la directive 2005/36/CE, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 21, paragraphe 6, et de l'article 31, de la directive 2005/36/CE;
- en ne veillant pas à ce que les titres de formation de praticien de l'art dentaire, dans les cas où les demandeurs ont commencé leur formation avant le 18 janvier 2016, soient reconnus en vertu de l'article 21 de la directive 2005/36/CE, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 37, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE;

- en ne transposant pas précisément le programme d'études minimal pour les sages-femmes dans le décret de la Communauté française relatif aux sages-femmes, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 40, paragraphe 1, point a), considéré en liaison avec l'annexe V, point 5.5.1, de la directive 2005/36/CE;
- en n'incluant pas l'établissement des rapports écrits nécessaires dans les activités auxquelles les sages-femmes doivent au moins être habilitées à accéder, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 42, paragraphe 2, point k), de la directive 2005/36/CE;
- en ne veillant pas à ce que les ressortissants d'un État membre autorisés à porter le titre d'«architecte» en application d'une loi nationale du fait qu'ils se seraient particulièrement distingués par la qualité de leurs réalisations dans le domaine de l'architecture, et qui se sont vu délivrer un certificat en ce sens, soient également considérés comme remplissant les conditions requises pour exercer les activités sous le titre professionnel d'«architecte», la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 48 de la directive 2005/36/CE;
- en ayant omis de transposer le régime des droits acquis pour les architectes croates qui étaient autorisés à porter le titre professionnel d'architecte avant le 1^{er} juillet 2013, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 49, paragraphe 2, point ba), de la directive 2005/36/CE;
- en introduisant dans l'arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile et dans l'arrêté flamand relatif aux professions de l'enseignement des exigences en matière de documents qui vont au-delà de ce que prévoit la liste exhaustive de documents que les États membres peuvent exiger, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 50, paragraphe 1, considéré en liaison avec l'annexe VII de la directive 2005/36/CE;
- en omettant de préciser que des informations concernant le contenu de la formation ne peuvent être demandées qu'aux vétérinaires qui ne peuvent bénéficier d'une reconnaissance automatique sur la base d'exigences minimales harmonisées en matière de formation, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 50, paragraphe 1, considéré en liaison avec l'annexe VII, point 1 b), deuxième alinéa, de la directive 2005/36/CE;
- en obligeant les demandeurs à fournir des traductions certifiées conformes de documents tels qu'une preuve de nationalité en vertu du décret germanophone sur l'enseignement, de l'arrêté royal concernant les détectives privés, de l'arrêté royal sur la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la sécurité privée, de l'arrêté flamand relatif à la délivrance d'aide et de soins à domicile et de l'arrêté flamand relatif à l'accueil en crèche, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 45 et 49 du TFUE;
- en ne veillant pas 1) à ce que les demandeurs architectes reçoivent un accusé de réception et des informations sur tout document manquant dans un délai d'un mois et à ce que leur demande soit examinée dans les délais prescrits, et 2) à ce que les demandes des vétérinaires qui bénéficient d'une reconnaissance automatique sur la base de droits acquis soient examinées au plus tard dans les trois mois à compter de la présentation du dossier complet de l'intéressé, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 51, paragraphes 1 et 2, de la directive 2005/36/CE;

- en ne transposant pas, pour toutes les professions réglementées qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Communauté française et de la Communauté germanophone et dont l'accès est subordonné à l'accomplissement d'un stage professionnel, l'obligation 1) de reconnaître les stages professionnels effectués dans un autre État membre conformément aux lignes directrices de cet État membre, 2) de prendre en compte le stage professionnel effectué dans un pays tiers et 3) de publier les lignes directrices relatives à l'organisation et à la reconnaissance des stages professionnels effectués dans un autre État membre ou dans un pays tiers, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 55 *bis*, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE;
- en requérant, sur la base de l'article 11 de la loi du 8 juillet 2018 (introduisant dans le code de droit économique l'article XI.64/4), que l'agent en brevet fournissant une prestation temporaire en Belgique sans déplacement physique qu'il envoie une déclaration préalable (assortie de documents pour la 1^{re} prestation) et ait exercé la profession pendant au moins une année au cours des dix dernières années si la profession n'est pas réglementée dans son État membre d'établissement, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 3, paragraphe 2, de la directive sur le commerce électronique, de l'article 16 de la directive «services» et, à titre subsidiaire, de l'article 56 du TFUE.

En vertu de l'article 258, premier alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la Commission invite le Royaume de Belgique à prendre les mesures requises pour se conformer au présent avis motivé dans un délai de quatre mois à compter de la réception de celui-ci.

Fait à Bruxelles, le 14.5.2020

Par la Commission

Thierry BRETON

Membre de la Commission

AMPLIATION CERTIFIÉE CONFORME

Pour la Secrétaire générale,

Jordi AYET PUIGARNAU

Directeur du Greffe

COMMISSION EUROPÉENNE



EUROPESE COMMISSIE

Brussel, 14.5.2020

2018/2283

C(2020) 2429 final

MET REDENEN OMKLEED ADVIES

gericht tot het Koninkrijk België krachtens artikel 258 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie wegens niet-nakoming van de verplichtingen uit hoofde van de artikelen 5, 6, 7, 8, 9, 11, onder c), ii), 12, 13, 14, leden 1, 2, 4 en 7, 21, lid 6, 23, lid 5, onder b), 31, 37, lid 3, 40, lid 1, onder a), 42, lid 2, onder k), 48, 49, lid 2), onder ba), 50, lid 1, 51, 55 bis, lid 1, en de bijlagen V en VII bij Richtlijn 2005/36/EG als gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU, alsook artikel 16 van Richtlijn 2006/123/EU, artikel 3, lid 2, van Richtlijn 2000/31/EG en de artikelen 45, 49 en 56 VWEU.

MET REDENEN OMKLEED ADVIES

gericht tot het Koninkrijk België krachtens artikel 258 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie wegens niet-nakoming van de verplichtingen uit hoofde van de artikelen 5, 6, 7, 8, 9, 11, onder c), ii), 12, 13, 14, leden 1, 2, 4 en 7, 21, lid 6, 23, lid 5, onder b), 31, 37, lid 3, 40, lid 1, onder a), 42, lid 2, onder k), 48, 49, lid 2), onder ba), 50, lid 1, 51, 55 bis, lid 1, en de bijlagen V en VII bij Richtlijn 2005/36/EG als gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU, alsook artikel 16 van Richtlijn 2006/123/EU, artikel 3, lid 2, van Richtlijn 2000/31/EG en de artikelen 45, 49 en 56 VWEU.

1. UITEENZETTING VAN DE FEITEN

Richtlijn 2005/36/EG stelt de regels vast volgens dewelke een lidstaat die de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep op zijn grondgebied afhankelijk stelt van het bezit van een bepaalde beroepskwalificatie, de in een andere lidstaat (of andere lidstaten) verworven beroepskwalificaties erkent, en die de houder van die kwalificaties er het recht op toegang tot en uitoefening van hetzelfde beroep verlenen.

Richtlijn 2005/36/EG werd vastgesteld op 7 september 2005 en moest uiterlijk op 20 oktober 2007 door alle lidstaten zijn omgezet. In artikel 63 van deze richtlijn is vastgelegd dat de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking moeten doen treden om aan de richtlijn te voldoen en dat zij de Commissie daarvan onverwijld in kennis moeten stellen.

Richtlijn 2013/55/EU werd op 20 november 2013 vastgesteld en strekt tot wijziging van Richtlijn 2005/36/EG. Richtlijn 2013/55/EU moest uiterlijk op 18 januari 2016 door alle lidstaten zijn omgezet. Artikel 3, lid 5, van deze richtlijn bepaalt dat de lidstaten de Commissie de tekst van de belangrijkste bepalingen van intern recht mededelen die zij op het onder deze richtlijn vallende gebied vaststellen.

Voor het leesgemak verwijst de Commissie hierna met Richtlijn 2005/36/EG naar de gewijzigde tekst.

Tussen 10 oktober 2007 en 18 november 2019 heeft België de Commissie in kennis gesteld van in totaal 45 maatregelen ter uitvoering van Richtlijn 2005/36/EG¹. Tussen 19 juli 2016 en 18 november 2019 hebben de Belgische autoriteiten de Commissie in kennis gesteld van 37 maatregelen ter uitvoering van Richtlijn 2013/55/EU². Voorts

¹ MNE(2008)54880, MNE(2008)55015, MNE(2008)51562, MNE(2008)51563, MNE(2008)52485, MNE(2008)52487, MNE(2008)52489, MNE(2008)52491, MNE(2008)52493, MNE(2008)52497, MNE(2008)52499, MNE(2008)54770, MNE(2008)54771, MNE(2008)53165, MNE(2008)52480, MNE(2008)52224, MNE(2008)52225, MNE(2008)52578, MNE(2008)53292, MNE(2008)52495, MNE(2010)53149, MNE(2010)53209, MNE(2009)54057, MNE(2009)53920, MNE(2009)52613, MNE(2011)53750, MNE(2011)52052, MNE(2009)54033, MNE(2011)51181, MNE(2011)52853, MNE(2007)58866, MNE(2007)57898, MNE(2007)57901, MNE(2007)57071, MNE(2007)57072, MNE(2009)50314, MNE(2009)50315, MNE(2008)55608, MNE(2009)50697, MNE(2009)51041, MNE(2018)53916, MNE(2019)53821, MNE(2019)54482, MNE(2019)55512, MNE(2019)56364.

² MNE(2016)55695, MNE(2016)55962, MNE(2016)55718, MNE(2016)54932, MNE(2016)54933, MNE(2016)54934, MNE(2017)56490, MNE(2017)50826, MNE(2017)50831, MNE(2017)50833,

hebben de Belgische autoriteiten de Commissie ter ondersteuning van hun kennisgevingsverplichtingen vier concordantietabellen toegezonden; deze hadden slechts betrekking op bepaalde delen van de uitvoeringsmaatregelen.

Een eerste inbreukprocedure met betrekking tot met name rapporterings- en kennisgevingsverplichtingen (zaaknummer 2018/2162) is ingeleid bij een op 20 juli 2018 verzonden aanmaningsbrief (ref.: SG(2018)D/15022; C(2018)4641). Per brief van 23 augustus 2018 (ref. INF(2018)116242) verzocht België om een verlenging van de termijn om te antwoorden op de eerste aanmaningsbrief. Een extra uitstel van één maand werd toegestaan per brief van 27 augustus 2018 (ARES(2018)4400269). België heeft op 18 oktober 2018 (ref. INF(2018)116344) de aanmaningsbrief beantwoord.

Naar aanleiding van het antwoord van België werd op 8 maart 2019 (ref.: SG(2019)D/3837; C(2019)1231) een met redenen omkleed advies verzonden. Per brief van 24 april 2019 (ref. INF(2018)116242) verzocht België om een verlenging van de termijn om te antwoorden op het met redenen omkleed advies. Een extra uitstel van één maand werd toegestaan per brief van 8 mei 2019 (Ares(2019)3067301). België heeft op 1 augustus 2019 (ref. INF(2019)117860) het met redenen omkleed advies beantwoord.

Een tweede inbreukprocedure (zaaknummer 2018/2283) betreffende andere bepalingen van de richtlijn, namelijk definities, regels inzake vrije dienstverrichting, vrijheid van vestiging, erkenning van beroepservaring, regels inzake sectorale beroepen die automatisch worden erkend, documenten en formaliteiten voor vestiging, erkenning van beroepsstages en andere verwante EU-wetgeving is ingeleid door middel van een tweede aanmaningsbrief die op 25 januari 2019 (ref. SG(2019)D/1312;C(2019)443) is verzonden.

Per brief van 15 februari 2019 (ref. INF(2019)117005) verzocht België om een verlenging van de termijn om te antwoorden op de tweede aanmaningsbrief. Een extra uitstel van één maand werd toegestaan per brief van 20 februari 2019 (Ares(2019)1060517). België heeft op 24 april 2019 (ref. INF(2019)117447) de aanmaningsbrief beantwoord.

Op 11 oktober 2019 (ref. SG(2019)D/14858;C(2019)6697) is een aanvullende aanmaningsbrief verzonden. België heeft op 5 december 2019 (INF(2019)118401) de aanvullende aanmaningsbrief beantwoord.

Op basis van de uitleg die door de Belgische autoriteiten is verstrekt, is de Commissie van mening dat nog steeds volgt uit de hieronder geanalyseerde grieven dat België de verplichtingen die voortvloeien uit Richtlijn 2005/36/EG niet is nagekomen.

Voor alle duidelijkheid, de voorlopige conclusies in de aanmaningsbrief betreffende de artikelen 3, lid 1, onder b), 3, lid 3, 10, onder g), 23, leden 3 en 4, 30, lid 1, 46, leden 1, 2 en 4, 47 en 52 van Richtlijn 2005/36/EG worden in dit met redenen omkleed advies niet gehandhaafd.

MNE(2016)57099, MNE(2016)57098, MNE(2018)50571, MNE(2017)50181, MNE(2017)50623, MNE(2017)55448, MNE(2017)52207, MNE(2017)52473, MNE(2017)52474, MNE(2017)53001, MNE(2017)54292, MNE(2017)54765, MNE(2017)56010, MNE(2017)56268, MNE(2017)56875, MNE(2017)54607, MNE(2017)56680, MNE(2017)53436, MNE(2018)50110, MNE(2018)50520, MNE(2018)50571, MNE(2018)50590, MNE(2019)53820, MNE(2019)54483, MNE(2019)55510, MNE(2019)55758, MNE(2019)56365.

Bovendien, hoewel de Commissie andere grieven met betrekking tot de hieronder genoemde artikelen handhaaft, zal zij dat in dit met redenen omkleed advies niet doen voor:

- de grief op basis van artikel 5, lid 1, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op de beroepen in de gezondheidszorg in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap;
- de grief op basis van artikel 7, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op de Wet betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, het Vlaams MB kinderopvang en de nationale verzekeringseisen.
- de grief op basis van artikel 7, lid 2, onder d) tot en met g), van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op de beroepen in de gezondheidszorg in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap;
- de grief op basis van artikel 7, lid 2, onder a), van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse en de Duitstalige Gemeenschap;
- de grief op basis van artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG wat betreft de ontoereikende omzetting van de modaliteiten, voorwaarden en termijnen voor een proeve van bekwaamheid in het Vlaams MB kinderopvang;
- de grief op basis van artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op de dubbelzinnige omzetting van proceduretermijnen in de RBK-wet;
- de grief op basis van artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op de beroepen in de gezondheidszorg in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap;
- de grief op basis van de niet-omzetting van artikel 12 van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op de beroepen in het onderwijs in de Duitstalige Gemeenschap;
- de grief op basis van de niet-omzetting van artikel 13 van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op de beroepen in het onderwijs en de beroepen op het gebied van ouderenzorg en ziekenvervoer in de Duitstalige Gemeenschap;
- de grief op basis van de niet-omzetting van artikel 13 van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op het beroep van ziekenverzorger (aide-soignant) in de Franse Gemeenschap;
- de grief op basis van de ontoereikende omzetting van artikel 14, lid 5, lid 6, onder a) en b), en lid 7) van Richtlijn 2005/36/EG in het Vlaams RBK-besluit onderwijs;
- de grief op basis van de ontoereikende omzetting van artikel 14, lid 7, van Richtlijn 2005/36/EG in de verticale wetten inzake vastgoedmakelaars, boekhouders en andere fiscale beroepen, het Vlaams MB kinderopvang en het Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg, en in de desbetreffende wetgeving van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- de grief op basis van artikel 14, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op octrooigemachtigden, boekhouders en andere fiscale beroepen, vastgoedmakelaars en het Vlaams RBK-besluit onderwijs;
- de grief op basis van artikel 23, lid 5, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op architecten en dierenartsen;
- de grief op basis van artikel 31 in samenhang met bijlage V, punt 5.2.1, bij Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op algemeen

verpleegkundigen die zijn opgeleid via professioneel secundair aanvullend onderwijs in de Franse Gemeenschap;

- de grief op basis van artikel 51, lid 2, van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op het decreet van de Franse Gemeenschap inzake de erkenning van de beroepen in de gezondheidszorg;
- de grief op basis van artikel 55, onder a), van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op de beroepen in de gezondheidszorg in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap;
- de grieven op basis van artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII van Richtlijn 2005/36/EG voor zover zij betrekking hadden op artikel 3, lid 1, punt 4°, en artikel 3, lid 1, vierde alinea, van het decreet van de Duitstalige Gemeenschap inzake onderwijs, artikel 4, lid 1, punt 4°, en artikel 4, lid 1, derde alinea, van het besluit van de Duitstalige Gemeenschap inzake onderwijs, en artikel 4, derde alinea, van het Vlaams RBK-besluit onderwijs;
- de grief op basis van artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII, punt 1, onder b), bij Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap inzake onderwijs en het besluit van de Duitstalige Gemeenschap inzake onderwijs;
- de grief op basis van artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII, punt 1, onder c), van Richtlijn 2005/36/EG voor zover die betrekking had op het aanvraagformulier voor de erkenning van de beroepskwalificaties van assistenten in de gezondheidszorg in Vlaanderen dat op de desbetreffende website beschikbaar was;
- de grief op basis van de artikelen 45 en 49 VWEU voor zover die betrekking had op het Vlaams RBK-besluit onderwijs.

2. TEN AANZIEN VAN HET RECHT

2.1. Toepasselijk rechtskader van de EU

De relevante bepalingen van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie voor het doel van dit met redenen omkleed advies zijn de volgende:

Artikel 45

1. Het verkeer van werknemers binnen de Unie is vrij.

2. Dit houdt de afschaffing in van elke discriminatie op grond van de nationaliteit tussen de werknemers der lidstaten, wat betreft de werkgelegenheid, de beloning en de overige arbeidsvoorwaarden.

3. Het houdt behoudens de uit hoofde van openbare orde, openbare veiligheid en volksgezondheid gerechtvaardigde beperkingen het recht in om,

a) in te gaan op een feitelijk aanbod tot tewerkstelling;

b) zich te dien einde vrij te verplaatsen binnen het grondgebied der lidstaten;

c) in een der lidstaten te verblijven teneinde daar een beroep uit te oefenen overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen welke voor de tewerkstelling van nationale werknemers gelden;

d) op het grondgebied van een lidstaat verblijf te houden, na er een betrekking te hebben vervuld, overeenkomstig de voorwaarden die zullen worden opgenomen in door de Commissie vast te stellen verordeningen.

4. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de betrekkingen in overheidsdienst.

Artikel 49

In het kader van de volgende bepalingen zijn beperkingen van de vrijheid van vestiging voor onderdanen van een lidstaat op het grondgebied van een andere lidstaat verboden. Dit verbod heeft eveneens betrekking op beperkingen betreffende de oprichting van agentschappen, filialen of dochterondernemingen door de onderdanen van een lidstaat die op het grondgebied van een lidstaat zijn gevestigd.

De vrijheid van vestiging omvat, behoudens de bepalingen van het hoofdstuk betreffende het kapitaal, de toegang tot werkzaamheden anders dan in loondienst en de uitoefening daarvan alsmede de oprichting en het beheer van ondernemingen, en met name van vennootschappen in de zin van de tweede alinea van artikel 54, overeenkomstig de bepalingen welke door de wetgeving van het land van vestiging voor de eigen onderdanen zijn vastgesteld.

Artikel 56

In het kader van de volgende bepalingen zijn de beperkingen op het vrij verrichten van diensten binnen de Unie verboden ten aanzien van de onderdanen der lidstaten die in een andere lidstaat zijn gevestigd dan die, waarin degene is gevestigd te wiens behoeve de dienst wordt verricht.

Het Europees Parlement en de Raad kunnen, volgens de gewone wetgevingsprocedure, de bepalingen van dit hoofdstuk van toepassing verklaren ten gunste van de onderdanen van een derde staat die diensten verrichten en binnen de Unie zijn gevestigd.

Artikel 57

In de zin van de Verdragen worden als diensten beschouwd de dienstverrichtingen welke gewoonlijk tegen vergoeding geschieden, voor zover de bepalingen, betreffende het vrije verkeer van goederen, kapitaal en personen op deze dienstverrichtingen niet van toepassing zijn.

De diensten omvatten met name werkzaamheden:

- a) van industriële aard,*
- b) van commerciële aard,*
- c) van het ambacht,*
- d) van de vrije beroepen.*

Onverminderd de bepalingen van het hoofdstuk betreffende het recht van vestiging, kan degene die de diensten verricht, daartoe zijn werkzaamheden tijdelijk uitoefenen in de lidstaat waar de dienst wordt verricht, onder dezelfde voorwaarden als die welke die staat aan zijn eigen onderdanen oplegt.

De relevante bepalingen van Richtlijn 2005/36/EG voor het doel van dit met redenen omkleed advies zijn de volgende:

Artikel 5

Beginsel van het vrij verrichten van diensten

1. Onverminderd specifieke bepalingen van het communautaire recht en de artikelen 6 en 7 van deze richtlijn, kunnen de lidstaten niet om redenen van beroepskwalificatie beperkingen stellen aan het vrij verrichten van diensten in een andere lidstaat:

a) indien de dienstverrichter op wettige wijze is gevestigd in een lidstaat (hierna "lidstaat van vestiging" genoemd) om er hetzelfde beroep uit te oefenen, en

b) wanneer de dienstverrichter zich naar een andere lidstaat begeeft, indien hij dat beroep tijdens de laatste tien jaar die voorafgaan aan de dienstverrichting gedurende ten minste een jaar heeft uitgeoefend in een of meer lidstaten wanneer het beroep niet gereguleerd is in de lidstaat van vestiging. Deze voorwaarde, namelijk een jaar beroepsuitoefening, is niet van toepassing wanneer het beroep of het onderwijs en de opleiding die toegang verleent tot het beroep gereguleerd is.

2. De bepalingen van deze titel zijn uitsluitend van toepassing wanneer de dienstverrichter zich naar het grondgebied van de ontvangende lidstaat begeeft om er tijdelijk en incidenteel het in lid 1 bedoelde beroep uit te oefenen.

Het tijdelijke en incidentele karakter van de dienstverrichting wordt per geval beoordeeld, met name in het licht van de duur, frequentie, regelmaat en continuïteit van de verrichting.

3. Als de dienstverrichter zich naar een andere lidstaat begeeft, valt hij onder de professionele, wettelijke of administratieve beroepsregels die rechtstreeks verband houden met beroepskwalificaties, zoals de definitie van het beroep, het gebruik van titels en de ernstige wanprestatie bij de uitoefening van het beroep die rechtstreeks en specifiek verband houdt met de bescherming en de veiligheid van consumenten, alsook de tuchtrechtelijke bepalingen, die in de ontvangende lidstaat van toepassing zijn op de personen die er hetzelfde beroep uitoefenen.

Artikel 6

Vrijstellingen

Overeenkomstig artikel 5, lid 1, stelt de ontvangende lidstaat een in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter met name vrij van de eisen die worden gesteld aan op zijn grondgebied gevestigde beroepsbeoefenaren met betrekking tot:

a) een vergunning, de inschrijving of de aansluiting bij een beroepsorganisatie. Om overeenkomstig artikel 5, lid 3, toepassing van op hun grondgebied geldende tuchtrechtelijke bepalingen mogelijk te maken, kunnen de lidstaten voorzien in automatische tijdelijke inschrijving of aansluiting pro forma bij een beroepsorganisatie,

voorzover dit de dienstverrichting op geen enkele wijze vertraagt of bemoeilijkt en voor de dienstverrichter geen extra kosten meebrengt. De bevoegde autoriteit stuurt een kopie van de in artikel 7, lid 1, bedoelde verklaring en eventueel verlenging ervan, en daarnaast, voor beroepen die verband houden met de volksgezondheid en de openbare veiligheid genoemd in artikel 7, lid 4, of waarvoor krachtens titel III, hoofdstuk III, een automatische erkenning geldt, een kopie van de in artikel 7, lid 2 bedoelde documenten aan de betrokken beroepsorganisatie, hetgeen gelijkstaat met een automatische tijdelijke inschrijving of aansluiting pro forma voor dit doel;

b) de inschrijving bij een publiekrechtelijke instelling voor de sociale zekerheid om de rekeningen inzake de ten gunste van sociaal verzekerden verrichte werkzaamheden op een verzekeringsinstelling te kunnen verhalen.

De dienstverrichter stelt evenwel de onder b) bedoelde instelling vooraf, of in dringende gevallen achteraf, van de door hem verrichte dienst in kennis.

Artikel 7

Vooraf af te leggen verklaring in geval de dienstverrichter zich naar een andere lidstaat begeeft

1. De lidstaten kunnen verlangen dat de dienstverrichter, wanneer hij zich voor het eerst van de ene lidstaat naar een andere begeeft om er diensten te verrichten, de bevoegde autoriteit van de ontvangende staat vooraf door middel van een schriftelijke verklaring, met daarin de gegevens betreffende verzekeringsdekking of soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid, in kennis stelt. Deze verklaring wordt eenmaal per jaar verlengd indien de dienstverrichter voornemens is om gedurende dat jaar in die lidstaat tijdelijke of incidentele diensten te verrichten. De dienstverrichter mag de verklaring met alle middelen aanleveren.

2. Voor de eerste dienstverrichting, of indien zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan in de door de documenten gestaafde situatie, mogen de lidstaten verlangen dat de verklaring vergezeld gaat van de volgende documenten:

a) een bewijs van de nationaliteit van de dienstverrichter,

b) een attest dat de houder ervan rechtmatig in een lidstaat gevestigd is om er de betrokken werkzaamheden uit te oefenen, en dat hem op het moment van afgifte van het attest geen beroepsuitoefeningsverbod is opgelegd, ook al is het maar tijdelijk,

c) bewijs van beroepskwalificaties,

d) voor gevallen als bedoeld in artikel 5, lid 1, onder b), een bewijs dat de dienstverrichter de betrokken werkzaamheden in de tien voorafgaande jaren gedurende ten minste een jaar heeft uitgeoefend,

e) voor beroepen in de veiligheidssector, de gezondheidssector en voor beroepen in de onderwijssector waar met minderjarigen wordt gewerkt, inclusief kinderopvang en het

voor- en vroegschoolse onderwijs, een verklaring waarin wordt bevestigd dat de desbetreffende persoon geen tijdelijk of permanent beroepsverbod heeft of niet strafrechtelijk is veroordeeld, indien de lidstaat zulks ook van zijn eigen onderdanen eist,

f) voor beroepen met patiëntveiligheidsimplicaties, een verklaring omtrent de kennis van de taal die voor de uitoefening van het beroep van de aanvrager in de ontvangende lidstaat noodzakelijk is,

g) voor beroepen betreffende de in artikel 16 bedoelde werkzaamheden en die door een lidstaat overeenkomstig artikel 59, lid 2, zijn aangemeld, een certificaat aangaande de aard en de duur van de activiteit, afgegeven door de bevoegde autoriteit of instantie van de lidstaat waar de dienstverrichter is gevestigd.

2 bis. De indiening van een vereiste verklaring door de dienstverrichter overeenkomstig lid 1 geeft die dienstverrichter het recht op toegang tot de beoogde dienstenactiviteit of om die activiteit uit te oefenen op het gehele grondgebied van de betrokken lidstaat. Een lidstaat kan met betrekking tot de beroepskwalificaties van de dienstverrichter de in lid 2 vermelde aanvullende gegevens eisen indien:

a) het beroep in delen van het grondgebied van die lidstaat anders is gereguleerd;

b) deze reglementering ook op alle onderdanen van die lidstaat van toepassing is;

c) deze verschillen in regelgeving te rechtvaardigen zijn door dwingende redenen van algemeen belang die verband houden met de volksgezondheid of de openbare veiligheid van de afnemers van de diensten; en

d) de lidstaat over geen andere middelen beschikt om deze informatie te verkrijgen.

3. De dienst wordt verricht onder de beroepstitel van de lidstaat van vestiging, wanneer voor de betrokken beroepswerkzaamheid in die lidstaat een dergelijke titel bestaat. Deze titel wordt vermeld in de officiële taal of één van de officiële talen van de lidstaat van vestiging, teneinde verwarring met de beroepstitel van de ontvangende lidstaat te vermijden. Wanneer de betrokken beroepstitel in de lidstaat van vestiging niet bestaat, vermeldt de dienstverrichter zijn opleidingstitel in de officiële taal of één van de officiële talen van die lidstaat. Bij uitzondering wordt in gevallen zoals bedoeld in titel III, hoofdstuk III, de dienst onder de beroepstitel van de ontvangende lidstaat verricht.

4. In het geval van gereguleerde beroepen met implicaties voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid en waarop de automatische erkenning uit hoofde van titel III, hoofdstuk II, III of III bis, niet van toepassing is, kan de bevoegde autoriteit van de ontvangende lidstaat vóór de eerste dienstverrichting de beroepskwalificaties van de dienstverrichter controleren. Een dergelijke controle vooraf is alleen mogelijk indien de controle bedoeld is om ernstige schade voor de gezondheid of de veiligheid van de afnemer van de dienstverrichting ingevolge een ontoereikende beroepskwalificatie van de dienstverrichter te voorkomen en indien de controle niet meer omvat dan voor dit doel noodzakelijk is.

De bevoegde autoriteit stelt de dienstverrichter binnen een termijn van ten hoogste een maand na ontvangst van de verklaring en de begeleidende documenten als bedoeld in de leden 1 en 2 in kennis van haar besluit om:

- a) zijn beroepskwalificaties niet te controleren;*
- b) na de beroepskwalificatie te hebben gecontroleerd,*
- i) van de dienstverrichter het afleggen van een proeve van bekwaamheid te verlangen; of*
- ii) het verrichten van de diensten toe te staan.*

Wanneer er zich problemen voordoen die een vertraging veroorzaken bij het nemen van een besluit uit hoofde van de tweede alinea, stelt de bevoegde autoriteit de dienstverrichter binnen dezelfde termijn in kennis van de reden van de vertraging. Het probleem moet voor het einde van de eerste maand na deze kennisgeving worden opgelost en het besluit moet binnen twee maanden na oplossing van het probleem zijn vastgesteld.

Wanneer de beroepskwalificaties van de dienstverrichter wezenlijk verschillen van de in de ontvangende lidstaat vereiste opleiding, en wel in die mate dat dit verschil de volksgezondheid of de openbare veiligheid schaadt, en wanneer de dienstverrichter dit niet kan compenseren door beroepservaring of in het kader van een leven lang leren verworven kennis, vaardigheden of competenties die formeel zijn gevalideerd door een daartoe bevoegde instantie, dient de ontvangende lidstaat die dienstverrichter de mogelijkheid te bieden om in het bijzonder door middel van een proeve van bekwaamheid, als bedoeld in de tweede alinea, onder b), te bewijzen dat hij de ontbrekende kennis, vaardigheden of competentie heeft verworven. De ontvangende lidstaat neemt op basis hiervan een besluit over het toestaan van het verrichten van de diensten. De dienstverrichting dient in ieder geval te kunnen plaatsvinden tijdens de maand die volgt op die waarin het overeenkomstig de tweede alinea genomen besluit is getroffen.

Indien de bevoegde autoriteit binnen de in de tweede en derde alinea vermelde termijn niet reageert, mag de dienst worden verricht.

In de gevallen waarin de beroepskwalificaties overeenkomstig dit lid zijn geverifieerd, wordt de dienst verricht onder de beroepstitel van de ontvangende lidstaat.

Artikel 8

Administratieve samenwerking

1. De bevoegde autoriteiten van de ontvangende lidstaat kunnen de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van vestiging in geval van gegronde twijfel verzoeken om alle informatie over de rechtmatigheid van de vestiging en het goede gedrag van de dienstverrichter, alsmede het ontbreken van eventuele tuchtrechtelijke of strafrechtelijke maatregelen ter zake van de beroepsuitoefening. Indien de bevoegde autoriteiten van de

ontvangende lidstaat besluiten de beroepskwalificaties van de dienstverrichter te controleren, kunnen zij bij de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van vestiging informatie aanvragen over de opleidingscursussen van de dienstverrichter, voor zover dit nodig is voor het beoordelen van wezenlijke verschillen die de volksgezondheid of de openbare veiligheid kunnen schaden. De bevoegde autoriteiten van de lidstaat van vestiging verstrekken deze informatie overeenkomstig artikel 56. In het geval van in de lidstaat van oorsprong niet-gereguleerde beroepen kunnen de in artikel 57 ter bedoelde assistentiecentra deze informatie ook verstrekken.

2. De bevoegde autoriteiten zorgen voor de uitwisseling van alle nodige informatie opdat een klacht van een afnemer van een dienst tegen een dienstverrichter correct kan worden afgehandeld. De afnemer wordt van het resultaat van de klacht in kennis gesteld.

Artikel 9

Informatie ten behoeve van de afnemers van de dienst

Wanneer de dienst wordt verricht onder de beroepstitel van de lidstaat van vestiging of onder de opleidingstitel van de dienstverrichter, kunnen de bevoegde autoriteiten van de ontvangende lidstaat voorschrijven dat de dienstverrichter in aanvulling op de overige informatievoorschriften van het Gemeenschapsrecht, aan de afnemer van de dienst een van de volgende gegevens of al de volgende gegevens verstrekt:

a) wanneer de dienstverrichter in een handelsregister of een vergelijkbaar openbaar register is ingeschreven, het register waar hij is ingeschreven en zijn inschrijvingsnummer, of een vergelijkbaar middel ter identificatie in dat register;

b) wanneer voor uitoefening van de betrokken werkzaamheid in de lidstaat van vestiging een vergunning vereist is, de naam en het adres van de bevoegde toezichthoudende instantie;

c) de beroepsordes of soortgelijke organisaties waarbij de dienstverrichter is aangesloten;

d) de beroepstitel of, wanneer een dergelijke titel niet bestaat, de opleidingstitel van de dienstverrichter en de lidstaat waar deze werd verleend;

e) wanneer de dienstverrichter een onder de BTW vallende werkzaamheid uitoefent, het identificatienummer, zoals bedoeld in artikel 22, lid 1, van de Zesde Richtlijn 77/388/EEG van de Raad van 17 mei 1977 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der lidstaten inzake omzetbelasting — Gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde: uniforme grondslag ([4](#));

f) gegevens betreffende verzekeringsdekking of soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid.

Artikel 11

Kwalificatieniveaus

Voor de toepassing van artikel 13 en artikel 14, lid 6, worden beroepskwalificaties in de volgende niveaus ingedeeld:

[...]

b) een certificaat ter afsluiting van een cyclus van secundair onderwijs

i) hetzij van algemene aard, aangevuld met een andere dan de onder c) bedoelde studiecyclus of beroepsopleiding en/of met de beroepsstage of praktijkervaring die als aanvulling op deze studiecyclus vereist is,

ii) hetzij van technische of beroepsmatige aard, in voorkomend geval aangevuld met een studiecyclus of beroepsopleiding zoals bedoeld onder i), en/of met de beroepsstage of praktijkervaring die als aanvulling op deze studiecyclus vereist is;

c) een diploma ter afsluiting van

i) hetzij een opleiding op het niveau van postsecundair onderwijs dat verschilt van het onder d) en e) bedoelde niveau en ten minste 1 jaar duurt, dan wel, in geval van een deeltijdse opleiding, een daaraan gelijkwaardige duur heeft, en waarvoor als een van de toelatingsvoorwaarden in de regel geldt dat men de studiecyclus van secundair onderwijs moet hebben voltooid die voor de toegang tot het universitair of hoger onderwijs vereist is of een volledige equivalente schoolopleiding van secundair niveau, alsook de beroepsopleiding die eventueel als aanvulling op deze cyclus van postsecundair onderwijs vereist is,

ii) hetzij een gereguleerde opleiding of, in het geval van gereguleerde beroepen, een beroepsopleiding met een bijzondere structuur waarbij competenties worden aangereikt die verder gaan dan wat niveau b verstrekt, die gelijkwaardig is aan het in punt i) vermelde opleidingsniveau, indien deze opleiding tot een vergelijkbare beroepsbekwaamheid opleidt en op een vergelijkbaar niveau van verantwoordelijkheden en taken voorbereidt, mits het diploma vergezeld gaat van een certificaat van de lidstaat van oorsprong;

[...]

Artikel 12

Gelijke behandeling van kwalificaties

Met een opleidingstitel ter afsluiting van een in artikel 11 bedoelde opleiding, met inbegrip van het betrokken niveau, wordt gelijkgesteld elke opleidingstitel die, ofwel elk geheel van opleidingstitels dat, door een bevoegde autoriteit in een lidstaat is afgegeven, wanneer daarmee een in de Unie op voltijdse of deeltijdse basis zowel binnen als buiten formele programma's gevolgde opleiding wordt afgesloten die door deze lidstaat als gelijkwaardig wordt erkend en de houder ervan dezelfde rechten inzake de toegang tot of

de uitoefening van een beroep verleent, dan wel hem voorbereidt op de uitoefening van dat beroep.

Onder dezelfde voorwaarden als die van de eerste alinea wordt met een dergelijke opleidingstitel ook gelijkgesteld elke beroepskwalificatie die weliswaar niet voldoet aan de eisen die in de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaat van oorsprong voor de toegang tot of uitoefening van een beroep zijn vastgesteld, maar die de houder ervan krachtens deze bepalingen verworven rechten verleent. Dit geldt met name indien de lidstaat van oorsprong het niveau verhoogt van de opleiding die vereist is voor de toegang tot een beroep of de uitoefening ervan, en indien een persoon die vroeger een opleiding heeft genoten die niet meer voldoet aan de eisen van de nieuwe kwalificatie, verworven rechten geniet uit hoofde van nationale wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen; in dat geval wordt de vroeger genoten opleiding door de ontvangende lidstaat beschouwd — met het oog op de toepassing van artikel 13 — als overeenkomend met het niveau van de nieuwe opleiding.

Artikel 13

Voorwaarden inzake erkenning

1. Wanneer in een ontvangende lidstaat de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep afhankelijk wordt gesteld van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties, staat de bevoegde autoriteit van deze lidstaat onder dezelfde voorwaarden als die welke voor eigen onderdanen gelden de toegang tot en uitoefening van dit beroep toe aan aanvragers die in het bezit zijn van een bekwaamheidsattest of een opleidingstitel zoals bedoeld in artikel 11 dat/die in een andere lidstaat verplicht wordt gesteld voor de toegang tot of de uitoefening van dat beroep op zijn grondgebied.

De bekwaamheidsattesten of opleidingstitels moeten worden afgegeven door een bevoegde autoriteit in een lidstaat die overeenkomstig de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van die lidstaat is aangewezen.

2. De in lid 1 omschreven toegang tot en uitoefening van een beroep wordt eveneens toegestaan aan aanvragers die het beroep in kwestie tijdens de voorafgaande tien jaar op voltijdse basis gedurende een jaar of gedurende een daarmee in zijn totaliteit overeenkomende periode op deeltijdbasis hebben uitgeoefend in een andere lidstaat waar dat beroep niet is gereguleerd, en die beschikken over een of meer bekwaamheidsattesten of opleidingstitels bezitten en die zijn afgegeven door een andere lidstaat die dat beroep niet reglementeert.

De bekwaamheidsattesten en opleidingstitels moeten aan de volgende voorwaarden voldoen:

a) zij moeten afgegeven worden door een bevoegde autoriteit in een lidstaat die overeenkomstig de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van die lidstaat is aangewezen;

b) zij moeten aantonen dat de houder op de uitoefening van het betrokken beroep is voorbereid.

De in de eerste alinea bedoelde beroepservaring van een jaar kan echter niet worden geëist wanneer de aanvrager met de opleidingstitel(s) waarover hij beschikt kan aantonen dat hij een gereguleerde opleiding heeft afgesloten.

3. De ontvangende lidstaat erkent het overeenkomstig artikel 11 door de lidstaat van oorsprong geattesteerde opleidingsniveau, evenals het certificaat waarmee de lidstaat van oorsprong verklaart dat de opleiding als bedoeld in artikel 11, onder c), ii), gelijkwaardig is aan het niveau als bedoeld in artikel 11, onder c), i).

4. In afwijking van de leden 1 en 2 van dit artikel en van artikel 14 kan de bevoegde autoriteit van de ontvangende lidstaat de toegang tot en de uitoefening van het beroep weigeren aan houders van een onder a) van artikel 11 geclassificeerd bekwaamheidsattest wanneer de nationale beroepskwalificatie die voor de uitoefening van het beroep op zijn grondgebied vereist is, onder e) van artikel 11 is ingedeeld.

Artikel 14

Compenserende maatregelen

1. Artikel 13 belet niet dat de ontvangende lidstaat in een van de volgende gevallen van de aanvrager verlangt dat hij een aanpassingsstage van ten hoogste drie jaar doorloopt of een proeve van bekwaamheid aflegt:

a) wanneer de door de aanvrager gevolgde opleiding betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die welke worden bestreken door de in de ontvangende lidstaat vereiste opleidingstitel;

b) wanneer het in de ontvangende lidstaat gereguleerde beroep een of meer gereguleerde beroepswerkzaamheden omvat die niet bestaan in het overeenkomstige beroep in de lidstaat van oorsprong van de aanvrager, en waarvoor een opleiding in de ontvangende lidstaat vereist is die betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die welke vallen onder het bekwaamheidsattest of de opleidingstitel die de aanvrager overlegt.

2. Indien de ontvangende lidstaat van de mogelijkheid van lid 1 gebruikmaakt, moet hij de aanvrager de keuze laten tussen een aanpassingsstage en een proeve van bekwaamheid.

[...]

4. Voor de toepassing van de leden 1 en 5 wordt onder “vakgebieden die wezenlijk verschillen” verstaan vakgebieden waarvan de kennis en de vaardigheden en competenties van essentieel belang zijn voor de uitoefening van het beroep en waarvoor

de door de migrant ontvangen opleiding qua inhoud wezenlijk afwijkt van de door de ontvangende lidstaat vereiste opleiding.

[...]

7. De lidstaten zorgen ervoor dat een aanvrager in de gelegenheid wordt gesteld de in lid 1 bedoelde proeve van bekwaamheid af te leggen binnen een termijn van zes maanden na het initiële besluit waarbij hem een proeve van bekwaamheid is opgelegd.

Artikel 21

Beginsel van automatische erkenning

[...]

6. Elke lidstaat stelt de toegang tot en uitoefening van de beroepswerkzaamheden van artsen, verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers, beoefenaren der tandheelkunde, dierenartsen, verloskundigen en apothekers afhankelijk van het bezit van een opleidingstitel zoals bedoeld in bijlage V, respectievelijk de punten 5.1.1, 5.1.2, 5.1.4, 5.2.2, 5.3.2, 5.3.3, 5.4.2, 5.5.2 en 5.6.2, die waarborgt dat de betrokkene gedurende zijn gehele opleiding de in artikel 24, lid 3, artikel 31, lid 6, artikel 31, lid 7, artikel 34, lid 3, artikel 38, lid 3, artikel 40, lid 3, en artikel 44, lid 3, bedoelde kennis, vaardigheden en competenties, zoals toepasselijk, heeft verworven.

Om rekening te houden met de algemeen erkende wetenschappelijke en technische vooruitgang, is de Commissie bevoegd overeenkomstig artikel 57 quater gedelegeerde handelingen vast te stellen om de kennis en vaardigheden bedoeld in artikel 24, lid 3, artikel 31, lid 6, artikel 34, lid 3, artikel 38, lid 3, artikel 40, lid 3, artikel 44, lid 3 en artikel 46, lid 4, bij te werken ter aanpassing aan de ontwikkeling van het Unierecht dat rechtstreeks van toepassing is op de betrokken beroepsbeoefenaren.

Deze aanpassingen mogen voor geen enkele lidstaat een wijziging van de bestaande essentiële rechtsbeginselen betreffende de regeling van beroepen met betrekking tot de opleiding en toegangsvoorwaarden voor natuurlijke personen inhouden. Deze aanpassingen laten de verantwoordelijkheid van de lidstaten voor de organisatie van de onderwijsstelsels als bedoeld in artikel 165, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU) onverlet.

Artikel 23

Verworven rechten

[...]

5. Onverminderd artikel 43, onder b), erkennen de lidstaten, wat betreft de toegang tot de beroepswerkzaamheden van arts met een basisopleiding en van medische specialist, alsmede tot die van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, tandheelkundige,

tandheekkundig specialist, dierenarts, verloskundige, apotheker (ten aanzien van apotheker wat betreft de in artikel 45, lid 2, bedoelde werkzaamheden) en architect (ten aanzien van architect wat betreft de in artikel 48 bedoelde werkzaamheden), alsook wat betreft de uitoefening van deze werkzaamheden, de opleidingstitels van arts die toegang geven tot de beroepswerkzaamheden van arts met een basisopleiding en medische specialist, alsmede die van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, tandheekkundige, tandheekkundig specialist, dierenarts, verloskundige, apotheker en architect waarvan onderdanen van de lidstaten houder zijn en welke door de voormalig Joegoslavië zijn afgegeven of die het resultaat zijn van een opleiding die

[...]

b) vóór 8 oktober 1991 is aangevangen, wat Kroatië betreft,

voor zover de autoriteiten van deze lidstaten officieel bevestigen dat deze opleidingstitels op hun grondgebied dezelfde juridische waarde hebben als de opleidingstitels die door hen worden afgegeven en, ten aanzien van architecten, als de in bijlage VI, punt 6, voor deze lidstaten opgenomen opleidingstitels.

Bedoelde bevestiging dient vergezeld te gaan van een door dezelfde autoriteiten afgegeven verklaring, waarin wordt bevestigd dat de houders ervan de betrokken werkzaamheden tijdens de vijf jaar die aan de afgifte van deze verklaring voorafgaan, gedurende ten minste drie opeenvolgende jaren daadwerkelijk en op wettige wijze op het grondgebied van deze autoriteiten hebben uitgeoefend.

Artikel 31

De opleiding tot verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger

[...]

2. De opleiding tot verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger is een voltijdse opleiding en omvat ten minste het in bijlage V, punt 5.2.1, opgenomen studieprogramma.

[...]

3. De opleiding tot verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger omvat in totaal ten minste drie studiejaren, die daarnaast kunnen worden uitgedrukt in een daaraan gelijkwaardig aantal ECTS-studiepunten, bestaande uit ten minste 4 600 uur theoretisch en klinisch onderwijs, waarbij de duur van het theoretisch onderwijs ten minste een derde en die van het klinisch onderwijs ten minste de helft van de minimumduur van de opleiding bedraagt. De lidstaten kunnen gedeeltelijke vrijstelling verlenen aan beroepsbeoefenaren die een deel van deze opleiding hebben gevolgd in het kader van andere opleidingen van ten minste gelijkwaardig niveau.

De lidstaten zien erop toe dat de met de verplegersopleiding belaste instelling verantwoordelijk is voor de coördinatie tussen theoretisch en klinisch onderwijs gedurende het gehele studieprogramma.

4. Onder theoretisch onderwijs wordt verstaan dat deel van de opleiding in de verpleegkunde waar de leerling-verpleger de kennis, vaardigheden en competenties verwerft die krachtens de leden 6 en 7 zijn vereist. Deze opleiding wordt gegeven door docenten in de verpleegkunde en andere bevoegde personen in universiteiten, instellingen voor hoger onderwijs van een als gelijkwaardig erkend niveau of scholen voor beroepsonderwijs dan wel beroepsopleidingen voor verpleegkunde.

5. Onder klinisch onderwijs wordt verstaan dat deel van de opleiding in de verpleegkunde waar de leerling-verpleger in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde persoon of patiënt en/of een gemeenschap op grond van verworven kennis, vaardigheden en competenties de vereiste algemene verpleegkundige verzorging leert plannen, verstrekken en beoordelen. De leerling-verpleger leert niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider op te treden en zich bezig te houden met de organisatie van de algemene verpleegkundige verzorging, waaronder de gezondheidseducatie voor individuele personen en kleine groepen binnen instellingen voor gezondheidszorg of in de gemeenschap.

Dit onderwijs wordt gegeven in ziekenhuizen en andere instellingen voor gezondheidszorg en in de gemeenschap onder leiding van docenten-verpleegkundigen en met samenwerking en assistentie van andere geschoolde verpleegkundigen. Ander geschoold personeel kan eveneens in het onderwijsproces worden ingeschakeld.

De leerling-verplegers nemen deel aan de werkzaamheden van de betrokken diensten voorzover deze bijdragen tot hun opleiding en hen in staat stellen de verantwoordelijkheden op zich te leren nemen die aan de verpleegkundige verzorging zijn verbonden.

6. De opleiding tot verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger waarborgt dat de betrokken beroepsbeoefenaar de volgende kennis en vaardigheden heeft verworven:

a) uitgebreide kennis van de wetenschappen waarop de algemene ziekenverpleging is gebaseerd, met inbegrip van voldoende kennis van het organisme, de fysiologie en het gedrag van de gezonde en de zieke mens, alsmede van het verband tussen de gezondheidstoestand en de fysieke en sociale omgeving van de mens;

b) kennis van de aard en de ethiek van het beroep en van de algemene beginselen betreffende gezondheid en verpleging;

c) adequate klinische ervaring; deze ervaring, bij de keuze waarvan de vormende waarde voorop dient te worden gesteld, moet worden opgedaan onder toezicht van geschoold verpleegkundig personeel en op plaatsen waar de numerieke omvang van het geschoolde personeel en de uitrusting geschikt zijn voor de verpleging van zieken;

d) bekwaamheid om deel te nemen aan de praktische opleiding van het op het gebied van de gezondheidszorg werkzame personeel en ervaring op het gebied van samenwerking met dit personeel;

e) ervaring op het gebied van samenwerking met andere personen die beroepsmatig op het gebied van de gezondheidszorg werkzaam zijn.

7. Een titel van een opleiding als verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger bewijst dat de betrokken beroepsbeoefenaar in staat is minstens de volgende competenties toe te passen, ongeacht of de opleiding is verkregen aan een universiteit, een als gelijkwaardig erkende instelling voor hoger onderwijs dan wel aan een school voor beroepsonderwijs of via een beroepsopleiding voor verpleegkunde;

a) competentie om met de huidige theoretische en klinische kennis zelfstandig een diagnose te stellen voor de nodige verpleegkundige verzorging en om de verpleegkundige verzorging bij de behandeling van patiënten te plannen, organiseren en implementeren op basis van de kennis en vaardigheden die overeenkomstig lid 6, onder a), b) en c), zijn verworven ter verbetering van de praktijkervaring;

b) competentie om doeltreffend samen te werken met andere actoren in de gezondheidszorg, met inbegrip van deelname aan de praktische opleiding van het op het gebied van de gezondheidszorg werkzame personeel, op basis van de kennis en vaardigheden die overeenkomstig lid 6, onder d) en e), zijn verworven;

c) competentie om personen, gezinnen en groepen te helpen een gezonde levensstijl aan te nemen en voor zichzelf te zorgen op basis van de kennis en vaardigheden die overeenkomstig lid 6, onder a) en b), zijn verworven;

d) competentie om zelfstandig urgente levensreddende maatregelen te kunnen treffen en in crisis- en rampensituaties te kunnen handelen;

e) competentie om zorgbehoevenden en hun naasten onafhankelijk te adviseren, instrueren en ondersteunen;

f) competentie om zelfstandig de kwaliteit van verpleegkundige verzorging te kunnen garanderen en evalueren;

g) competentie om beroepsmatig duidelijk te communiceren en samen te werken met andere personen die op het gebied van de gezondheidszorg werkzaam zijn;

h) competentie om de kwaliteit van de zorg te analyseren om hun eigen praktijkervaring als verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger te verbeteren.

Artikel 37

Specifieke verworven rechten van beoefenaren der tandheelkunde

[...]

3. Met betrekking tot de opleidingstitels van beoefenaren der tandheelkunde moeten de lidstaten dergelijke titels overeenkomstig artikel 21 erkennen in gevallen waarin de aanvragers met hun opleidingen zijn begonnen vóór 18 januari 2016.

[...]

Artikel 40

Opleiding tot verloskundige

1. De opleiding tot verloskundige omvat in totaal ten minste één van de volgende opleidingen:

a) een specifieke voltijdse opleiding tot verloskundige van ten minste drie jaar theoretisch en praktisch onderwijs (mogelijkheid I) die ten minste het in bijlage V, punt 5.5.1, opgenomen programma omvat, of

[...]

Artikel 42

Uitoefening van de beroepswerkzaamheden van verloskundige

[...]

2. De lidstaten dragen er zorg voor dat de verloskundigen ten minste toegang hebben tot de hieronder genoemde werkzaamheden en deze mogen uitoefenen:

[...]

k) de nodige schriftelijke verslagen opstellen.

Artikel 48

Uitoefening van de werkzaamheden van architect

1. Voor de toepassing van deze richtlijn zijn beroepswerkzaamheden van architect die welke gewoonlijk onder de beroepstitel van architect worden uitgeoefend.

2. De onderdanen van een lidstaat die gerechtigd zijn de beroepstitel van architect te voeren uit hoofde van een wet waarbij aan de bevoegde autoriteit van een lidstaat de bevoegdheid wordt gegeven deze titel te verlenen aan onderdanen van de lidstaten die zich in het bijzonder hebben onderscheiden door de kwaliteit van hun prestaties in de architectuur, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden die worden gesteld voor het uitoefenen van de werkzaamheden van architect onder de beroepstitel van architect. De

architecturale aard van de werkzaamheden van de betrokkenen blijkt uit een certificaat dat door hun lidstaat van oorsprong is afgegeven.

Artikel 49

Specifieke verworven rechten van architecten

[...]

2. Onverminderd de eerste alinea erkent elke lidstaat, door daaraan met betrekking tot de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van architect onder de beroepstitel van architect op zijn grondgebied hetzelfde rechtsgevolg toe te kennen als aan de door hemzelf afgegeven opleidingstitels, de verklaringen die aan onderdanen van de lidstaten zijn afgegeven door lidstaten die op de volgende tijdstippen een regeling kennen voor de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van architect:

[...]

ba) 1 juli 2013 voor Kroatië;

[...]

Artikel 50

Documenten en formaliteiten

1. Wanneer de bevoegde autoriteiten van de ontvangende lidstaat overeenkomstig deze titel over een aanvraag tot uitoefening van het betrokken gereguleerde beroep beslissen, kunnen zij de in bijlage VII genoemde documenten en certificaten verlangen.

De in bijlage VII, punt 1, onder d), e) en f), bedoelde documenten mogen bij overlegging niet ouder dan drie maanden zijn.

De lidstaten, instellingen en andere rechtspersonen dragen er zorg voor dat de inhoud van de verstrekte informatie geheim blijft.

[...]

Artikel 51

Procedure voor de onderlinge erkenning van beroepskwalificaties

1. De bevoegde autoriteit van de ontvangende lidstaat bevestigt binnen één maand de ontvangst van het dossier van de aanvrager en deelt in voorkomend geval mee welke documenten ontbreken.

2. De procedure voor de behandeling van een aanvraag om een gereguleerd beroep te mogen uitoefenen, moet zo spoedig mogelijk, in ieder geval uiterlijk drie maanden na de indiening van het volledige dossier van de aanvrager door een met redenen omkleed

besluit van de bevoegde autoriteit van de ontvangende lidstaat worden afgesloten. Deze uiterste datum kan echter met één maand worden verlengd in gevallen die onder de hoofdstukken I en II van deze titel vallen.

[...]

Artikel 55 bis

Erkenning van beroepsstages

1. Indien de voor toegang tot een gereguleerd beroep in de lidstaat van oorsprong een beroepsstage moet worden volbracht, erkent de bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong, wanneer zij een verzoek om toelating om het gereguleerde beroep uit te oefenen, in overweging neemt, beroepsstages die in een andere lidstaat gevolgd zijn, mits de stage in overeenstemming is met de in lid 2 bedoelde gepubliceerde richtsnoeren, en houdt zij rekening met een in een derde land gevolgde beroepsstage. De lidstaten mogen evenwel de duur van het deel van de beroepsstage die in het buitenland mag worden gevolgd, krachtens hun nationale wetgeving tot een redelijke periode beperken.

[...]

BIJLAGE V

V.2. VERANTWOORDELIJK ALGEMEEN ZIEKENVERPLEGER

5.2.1. Studieprogramma voor de opleiding tot verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger

Het studieprogramma dat tot de opleidingstitel van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger leidt, omvat de volgende twee onderdelen.

A. Theoretisch onderwijs

a) Verpleegkunde

- Voorlichting en beroepsethiek*
- Algemene beginselen van de gezondheid en de verpleegkunde*
- Beginselen van de verpleegkunde met betrekking tot:*
 - algemene geneeskunde en medische specialismen*
 - algemene chirurgie en chirurgische specialismen*
 - kinderverzorging en pediatrie*
 - hygiëne en verzorging van moeder en pasgeboren kind*
 - geestelijke gezondheid en psychiatrie*
 - verzorging van bejaarden en geriatrie*

b) Basiswetenschappen

- *Anatomie en fysiologie*
- *Pathologie*
- *Bacteriologie, virologie en parasitologie*
- *Biofysica, biochemie en radiologie*
- *Voedingsleer*
- *Hygiëne*
- *prohylaxe*
- *gezondheidsvoorlichting*
- *Farmacologie*

c) Sociale wetenschappen

- *Sociologie*
- *Psychologie*
- *Beginselen van administratie*
- *Beginselen van onderricht*
- *Wettelijke regelingen op sociaal gebied en inzake gezondheidszorg*
- *Juridische aspecten van het beroep*

B. Klinisch onderwijs

- *Alle onderdelen van de verpleegkunde met betrekking tot:*
 - *algemene geneeskunde en medische specialismen*
 - *algemene chirurgie en chirurgische specialismen*
 - *kinderverzorging en pediatrie*
 - *hygiëne en verzorging van moeder en pasgeboren kind*
 - *geestelijke gezondheid en psychiatrie*
 - *bejaardenverzorging en geriatrie*
 - *verzorging thuis*

Een of meer van deze vakken kunnen als onderdeel van of in samenhang met de overige worden gedoceerd.

Het theoretische onderwijs moet in evenwicht gebracht en gecoördineerd worden met het klinische onderwijs zodat de in deze bijlage aangegeven kennis en bekwaamheid op voldoende wijze kunnen worden verworven.

V.5. VERLOSKUNDIGE

5.5.1. Studieprogramma voor verloskundigen (opleidingsmogelijkheden I en II)

Het studieprogramma dat tot de opleidingstitels van verloskundige leidt, omvat de volgende twee onderdelen.

A. Theoretisch en technisch onderwijs

a) Basisvakken

- Grondbeginselen van de anatomie en de fysiologie*
 - Grondbeginselen van de pathologie*
 - Grondbeginselen van de bacteriologie, virologie en parasitologie*
 - Grondbeginselen van de biofysica, biochemie en radiologie*
 - Kindergeneeskunde, in het bijzonder met betrekking tot pasgeborenen*
 - Hygiëne, gezondheidsleer, voorkomen van ziekten, vroegtijdig opsporen van ziekten*
 - Voedingsleer en dieetleer, in het bijzonder met betrekking tot de vrouw, het pasgeboren kind en de zuigeling*
 - Grondbeginselen van de sociologie en medisch-sociale vraagstukken*
 - Grondbeginselen van de farmacologie*
 - Psychologie*
 - Pedagogie*
 - Wetgeving op het gebied van de gezondheidszorg, sociale wetgeving en organisatie van de gezondheidszorg*
 - Beroepsethiek en beroepswetgeving*
 - Seksuele voorlichting en geboorteregeling*
 - Juridische bescherming van moeder en kind*
- ##### *b) Specifieke vakken voor de werkzaamheden van verloskundige*
- Anatomie en fysiologie*

- *Embryologie en ontwikkeling van de foetus*
- *Zwangerschap, bevalling en kraambed*
- *Gynaecologische en verloskundige pathologie*
- *Vorbereiding op de bevalling en op het ouderschap, inclusief de psychologische aspecten*
- *Vorbereiding van de bevalling (inclusief kennis en gebruik van de technische apparaten in de verloskunde)*
- *Analgesie, an[e]sthesie en reanimatie*
- *Fysiologie en pathologie van het pasgeboren kind*
- *Verzorging van en toezicht op het pasgeboren kind*
- *Psychologische en sociale factoren*

B. Praktische en klinische opleiding

Deze opleiding wordt gegeven onder passend toezicht.

- *Onderzoek van en voorlichting aan zwangere vrouwen (ten minste 100 prenatale onderzoeken).*
- *Toezicht op en begeleiding van ten minste 40 vrouwen in partus.*
- *Eigenhandig verrichten door de leerling van ten minste 40 bevallingen; wanneer dit aantal niet kan worden bereikt omdat er geen zwangere vrouwen beschikbaar zijn, kan het op minimaal 30 worden teruggebracht, mits de leerling daarnaast actief deelneemt aan 20 bevallingen.*
- *Actieve deelname aan bevallingen in stuitligging. Alleen wanneer tijdens de opleiding onvoldoende bevallingen in stuitligging plaatsvinden, kan het klinisch onderwijs vervangen worden door een gesimuleerde situatie.*
- *Verrichten van episiotomieën en het leren hechten. De inleiding moet zowel het theoretische onderricht als klinische oefeningen omvatten. Dit betreft voor dit punt praktijk van het hechten van episiotomieën en eenvoudige rupturen van het perineum. Alleen wanneer het volledig onmogelijk is dit in de klinische situatie te leren, kan gebruik worden gemaakt van een gesimuleerde situatie.*
- *Toezicht op en verzorging van 40 zwangere vrouwen bij wie gevaar voor complicaties bestaat tijdens de zwangerschap, tijdens de baring of na de bevalling.*
- *Toezicht op en verzorging, inclusief onderzoek, van ten minste 100 kraamvrouwen en gezonde pasgeboren baby's.*

— *Observatie en verzorging van pasgeborenen die speciale zorg nodig hebben, onder andere van pasgeborenen die te vroeg of te laat geboren zijn, minder dan normaal wegen of ziek zijn.*

— *Verpleging van vrouwen met gynaecologische en obstetrische pathologie.*

— *Inleiding tot de verpleging in de genees- en de heelkunde. Deze inleiding moet zowel theoretisch onderricht als klinische oefeningen omvatten.*

Het theoretische en technische onderwijs (deel A van het opleidingsprogramma) moet in evenwicht gebracht en gecoördineerd worden met de klinische opleiding voor verloskundigen (deel B van het programma) zodat de in deze bijlage aangegeven kennis en ervaring op voldoende wijze kunnen worden verworven.

Voor de klinische opleiding voor verloskundigen (deel B van het opleidingsprogramma) moeten stages worden gevolgd in ziekenhuisafdelingen of bij andere inrichtingen voor gezondheidszorg die door de bevoegde autoriteiten of instellingen zijn erkend. Tijdens deze opleiding nemen de leerling-verloskundigen deel aan de werkzaamheden van de betrokken diensten, voorzover deze werkzaamheden bijdragen tot hun opleiding. Zij worden vertrouwd gemaakt met de taken die aan de werkzaamheden van verloskundigen verbonden zijn.

BIJLAGE VII

Volgens artikel 50, lid 1, opvraagbare documenten en certificaten

1. Documenten

a) Nationaliteitsbewijs.

b) Kopie van de bekwaamheidsattesten of van de opleidingstitel die toegang verleent tot het beroep in kwestie plus eventueel een bewijs van beroepservaring van de persoon in kwestie.

De bevoegde autoriteiten van de ontvangende lidstaat kunnen de aanvrager verzoeken informatie omtrent zijn opleiding te verstrekken, voorzover dat noodzakelijk is om vast te stellen of er eventuele wezenlijke verschillen met de vereiste nationale opleiding bestaan, zoals bedoeld in artikel 14. Indien de aanvrager deze informatie niet kan verstrekken, richt de bevoegde autoriteit van de ontvangende lidstaat zich tot het contactpunt, de bevoegde autoriteit of iedere andere relevante instelling van de lidstaat van oorsprong.

c) Voor de in artikel 16 bedoelde gevallen: een verklaring aangaande de aard en de duur van de werkzaamheden, afgegeven door de bevoegde autoriteit of instelling in de lidstaat van oorsprong of herkomst van de betrokkene.

d) Een bevoegde autoriteit in de ontvangende lidstaat die de toegang tot een gereguleerd beroep afhankelijk maakt van de indiening van bewijzen dat de betrokkene van goed zedelijk gedrag is of nooit failliet is gegaan, of die de uitoefening

van zo'n beroep in geval van ernstige beroepsfouten of strafrechtelijke inbreuken tijdelijk of permanent verbiedt, aanvaardt voor onderdanen van de lidstaten die het beroep op haar grondgebied willen uitoefenen als genoegzaam bewijs documenten afgegeven door de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van oorsprong of herkomst van de betrokkene, waaruit blijkt dat aan die voorwaarden is voldaan. Deze autoriteiten moeten de gevraagde documenten binnen twee maanden verstrekken.

Indien de in de eerste alinea bedoelde documenten niet door de in de lidstaat van oorsprong of herkomst bevoegde autoriteiten worden afgegeven, worden ze vervangen door een verklaring onder ede — of, in de lidstaten waar de eed niet bestaat, door een plechtige verklaring — door de betrokkene afgelegd tegenover een bevoegde gerechtelijke of overheidsautoriteit of eventueel tegenover een notaris of een bevoegde beroepsvereniging in de lidstaat van oorsprong of herkomst, die een attest verstrekt waaruit blijkt dat de verklaring onder ede of de plechtige verklaring is afgelegd.

e) Indien een ontvangende lidstaat voor de toegang tot een gereguleerd beroep van zijn onderdanen een document aangaande de geestelijke of lichamelijke gezondheid van de aanvrager verlangt, aanvaardt die lidstaat als genoegzaam bewijs het document dat in de lidstaat van oorsprong wordt verlangd. Indien de lidstaat van oorsprong dergelijke documenten niet verlangt, aanvaardt de ontvangende lidstaat een getuigschrift afgegeven door een bevoegde autoriteit van die lidstaat. In dat geval moeten de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van oorsprong het gevraagde document binnen twee maanden verstrekken.

f) Indien een ontvangende lidstaat voor de toegang tot een gereguleerd beroep van zijn onderdanen:

— een bewijs van de financiële draagkracht van de aanvrager verlangt, of

— een bewijs verlangt dat de aanvrager is verzekerd tegen de financiële risico's die verband houden met de beroepsaansprakelijkheid volgens de wettelijke voorschriften betreffende de voorwaarden en de omvang van deze garantie in de ontvangende lidstaat, dan aanvaardt die lidstaat als genoegzaam bewijs een getuigschrift terzake afgegeven door de banken en verzekeringsmaatschappijen van een andere lidstaat.

g) Indien de lidstaat dat ook van zijn eigen onderdanen eist, een attest waarin wordt bevestigd dat er geen tijdelijk of definitief verbod op beroepsuitoefening dan wel geen strafrechtelijke veroordeling is.

2. Certificaten

Met het oog op een vlotte toepassing van titel III, hoofdstuk III, van deze richtlijn kunnen de lidstaten verlangen dat de begunstigen die aan de opleidingseisen voldoen, naast hun opleidingstitel een certificaat van de bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong overleggen waarin wordt verklaard dat deze titels met de in deze richtlijn bedoelde titels overeenstemmen.

De relevante bepalingen van Richtlijn 2006/123/EG voor het doel van dit met redenen omkleed advies zijn de volgende:

Artikel 16

Vrij verrichten van diensten

1. De lidstaten eerbiedigen het recht van dienstverrichters om diensten te verrichten in een andere lidstaat dan die waar zij gevestigd zijn.

De lidstaat waar de dienst wordt verricht, zorgt voor vrije toegang tot en vrije uitoefening van een dienstenactiviteit op zijn grondgebied.

De lidstaten maken de toegang tot en de uitoefening van een dienstenactiviteit op hun grondgebied niet afhankelijk van de naleving van eisen die niet aan de volgende beginselen voldoen:

- a)discriminatieverbod: de eisen maken geen direct of indirect onderscheid naar nationaliteit of, voor rechtspersonen, naar de lidstaat waar zij gevestigd zijn;*
- b)noodzakelijkheid: de eisen zijn gerechtvaardigd om redenen van openbare orde, openbare veiligheid, de volksgezondheid of de bescherming van het milieu;*
- c)evenredigheid: de eisen moeten geschikt zijn om het nagestreefde doel te bereiken en gaan niet verder dan wat nodig is om dat doel te bereiken.*

2. De lidstaten stellen geen beperkingen aan het vrij verrichten van diensten door een in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter door de volgende eisen te stellen:

- a)een verplichting voor de dienstverrichter een vestiging op hun grondgebied te hebben;*
- b)een verplichting voor de dienstverrichter bij hun bevoegde instanties een vergunning te verkrijgen of zich in te schrijven in een register of bij een beroepsorde of -vereniging op hun grondgebied, behalve wanneer deze richtlijn of een ander communautair instrument daarin voorziet;*
- c)een verbod voor de dienstverrichter op hun grondgebied een bepaalde vorm of soort infrastructuur, met inbegrip van een kantoor of kabinet, op te zetten om de betrokken diensten te verrichten;*
- d)de toepassing van een specifieke contractuele regeling tussen de dienstverrichter en de afnemer die het verrichten van diensten door zelfstandigen verhindert of beperkt;*
- e)een verplichting voor de dienstverrichter om specifiek voor de uitoefening van een dienstenactiviteit een door hun bevoegde instanties afgegeven identiteitsdocument te bezitten;*

f) eisen, andere dan die welke noodzakelijk zijn voor de gezondheid en veiligheid op het werk, die betrekking hebben op het gebruik van uitrusting en materiaal die een integrerend deel van de dienstverrichting vormen;

g) beperkingen van het vrij verrichten van diensten zoals bedoeld in artikel 19.

3. De lidstaat waarnaar de dienstverrichter zich begeeft, wordt niet verhinderd om, in overeenstemming met lid 1, eisen aan het verrichten van een dienstenactiviteit te stellen als deze gerechtvaardigd zijn om redenen in verband met de openbare orde, de openbare veiligheid, de volksgezondheid of de bescherming van het milieu. Ook wordt die lidstaat niet verhinderd om in overeenstemming met het Gemeenschapsrecht zijn voorschriften inzake de arbeidsvoorwaarden toe te passen, waaronder die welke zijn neergelegd in collectieve arbeidsovereenkomsten.

[...]

Artikel 17

Aanvullende afwijkingen van het vrij verrichten van diensten

Artikel 16 is niet van toepassing op:

[...]

6) aangelegenheden die vallen onder titel II van Richtlijn 2005/36/EG, alsmede eisen in de lidstaat waar de dienst wordt verricht, die een activiteit voorbehouden aan een bepaald beroep

[...]

11) auteursrechten, naburige rechten en rechten bedoeld in Richtlijn 87/54/EEG van de Raad van 16 december 1986 betreffende de rechtsbescherming van topografieën van halfgeleiderproducten en Richtlijn 96/9/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken en industriële-eigendomsrechten;

[...]

De relevante bepalingen van Richtlijn 2000/31/EG voor het doel van dit met redenen omkleed advies zijn de volgende:

Artikel 2

Definities

Voor de doeleinden van deze richtlijn wordt verstaan onder:

[...]

h) “gecoördineerd gebied”: de in de nationale rechtsstelsels vastgelegde vereisten voor dienstverleners van de informatiemaatschappij en diensten van de informatiemaatschappij, ongeacht of die vereisten van algemene aard zijn dan wel specifiek daarop zijn toegesneden:

i) Het gecoördineerde gebied omvat vereisten waaraan de dienstverlener moet voldoen met betrekking tot:

- het starten van een activiteit van een dienst van de informatiemaatschappij, zoals vereisten inzake kwalificatie, vergunning en aanmelding,

- het uitoefenen van een activiteit van een dienst van de informatiemaatschappij, zoals vereisten inzake gedrag van de dienstverlener, vereisten inzake kwaliteit en inhoud van de dienst inclusief inzake reclame en contracten, of vereisten inzake aansprakelijkheid van de dienstverlener.

[...]

Artikel 3

Interne markt

1. Iedere lidstaat zorgt ervoor dat de diensten van de informatiemaatschappij die worden verleend door een op zijn grondgebied gevestigde dienstverlener voldoen aan de in die lidstaat geldende nationale bepalingen die binnen het gecoördineerde gebied vallen.

2. De lidstaten mogen het vrije verkeer van diensten van de informatiemaatschappij die vanuit een andere lidstaat worden geleverd, niet beperken om redenen die vallen binnen het gecoördineerde gebied.

3. De leden 1 en 2 zijn niet van toepassing op de in de bijlage genoemde gebieden.

4. De lidstaten kunnen maatregelen nemen om voor een bepaalde dienst van de informatiemaatschappij van lid 2 af te wijken, mits aan de volgende voorwaarden is voldaan:

a) De maatregelen moeten:

i) noodzakelijk zijn voor een van de volgende doelstellingen:

- de openbare orde, in het bijzonder de preventie van, het onderzoek naar, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten, waaronder de bescherming van minderjarigen en de bestrijding van het aanzetten tot haat wegens ras, geslacht, godsdienst of nationaliteit en van schendingen van de menselijke waardigheid ten aanzien van individuen,

- de bescherming van de volksgezondheid,
- de openbare veiligheid, met inbegrip van het waarborgen van de nationale veiligheid en defensie,

- de bescherming van consumenten, met inbegrip van beleggers;

ii) worden genomen ten aanzien van een bepaalde dienst van de informatiemaatschappij waardoor afbreuk wordt gedaan aan de onder i) genoemde doelstellingen of een ernstig gevaar daarvoor ontstaat;

iii) evenredig zijn aan die doelstellingen.

b) De lidstaat moet, alvorens de betrokken maatregelen te nemen en onverminderd eventuele rechtszaken, met inbegrip van het vooronderzoek en in het kader van een strafrechtelijk onderzoek verrichte handelingen:

- de in lid 1 bedoelde lidstaat verzoeken maatregelen te nemen, maar deze is daar niet of onvoldoende op ingegaan;

- de Commissie en de in lid 1 bedoelde lidstaat in kennis stellen van zijn voornemen om de betrokken maatregelen te nemen.

5. In urgente gevallen kunnen de lidstaten afwijken van de in lid 4, onder b), genoemde voorwaarden. In dat geval moeten de Commissie en de in lid 1 bedoelde lidstaat onverwijld in kennis gesteld worden van de maatregelen en van de redenen van de urgentie.

6. Onverminderd de mogelijkheid voor de lidstaat om de uitvoering van de betrokken maatregelen voort te zetten, gaat de Commissie zo spoedig mogelijk na of de haar ter kennis gebrachte maatregelen verenigbaar zijn met het Gemeenschapsrecht. Concludeert zij dat de maatregelen niet verenigbaar zijn, dan verzoekt zij de lidstaat in kwestie om van beoogde maatregelen af te zien of om de uitvoering onmiddellijk te staken.

2.2. Belgisch rechtskader

Koninklijk besluit van 25 december 2017 tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor het uitoefenen van de activiteiten zoals voorzien in de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

[...]

Dat bijgevolg de volgende artikelen van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties niet van toepassing zijn voor de sector van de private en bijzondere veiligheid:

[...]

- artikelen 6 tot en met 11;

[...]

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:

[...]

13° vakken die wezenlijk verschillen: vakken waarvan de kennis, waardigheden en competenties van essentieel belang zijn voor de uitoefening van het gereguleerd beroep en waarvoor de door de aanvrager ontvangen opleiding qua duur of inhoud wezenlijk afwijkt van de in België vereiste opleiding;

[...]

Art. 11. § 1. De minister of de ambtenaar die hij hiertoe heeft aangewezen kan, in één van de volgende gevallen, een beslissing tot erkenning van beroepskwalificaties verbinden aan het slagen in een bekwaamheidsproef of voor een aanpassingsstage:

a) wanneer de door hem gevolgde opleiding betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die welke worden bestreken door de in België vereiste opleidingstitel;

b) wanneer het in België gereguleerde beroep een of meer gereguleerde beroepswerkzaamheden omvat die niet bestaan in het overeenkomstige beroep in de lidstaat van oorsprong van de aanvrager, in de zin van artikel 4, § 2, van de richtlijn, en waarvoor een opleiding in België vereist is die betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die welke vallen onder het bekwaamheidsattest of de opleidingstitel die de aanvrager overlegt.

Indien de minister of de ambtenaar die hij hiertoe heeft aangewezen gebruik maakt van de mogelijkheid voorzien in het eerste lid, moet hij de aanvrager de keuze laten tussen de aanpassingsstage en de bekwaamheidsproef.

Alvorens deze beslissing te nemen, en wanneer deze gebaseerd is op een van de wezenlijke verschillen bedoeld onder punt a) of b) van het eerste lid, gaat de minister of de ambtenaar die hij hiertoe heeft aangewezen, na of de door de aanvrager in het kader van zijn beroepservaring in een lidstaat of derde land verworven relevante kennis deze wezenlijke verschillen geheel of gedeeltelijk kan overbruggen.

§ 2. De beslissing bedoeld in paragraaf 1 wordt naar behoren gemotiveerd. De aanvrager krijgt volgende informatie:

1° het in België vereiste beroepskwalificatieniveau en het door de aanvrager behaalde beroepskwalificatieniveau volgens de onderverdeling in artikel 3 en

2° de wezenlijke verschillen bedoeld in paragraaf 1 en de redenen waarom deze verschillen niet kunnen worden gecompenseerd door de kennis, vaardigheden en competenties welke zijn verworven door beroepservaring of levenslang leren, en die met dat doel door een bevoegde instantie formeel zijn gevalideerd.

Koninklijk besluit van 10 februari 2008 betreffende de vereisten met betrekking tot de opleiding en de erkenning van de EG-beroepskwalificaties voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective en de erkenning van de opleidingen

[...]

Overwegende dat daar de activiteiten in verband met de private veiligheid expliciet van het toepassingsgebied van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt werden uitgesloten, Titel II van de voornoemde Richtlijn 2005/36/EG (artikelen 5 tot 9) betreffende de vrijheid van dienstverrichting niet van toepassing is op de uitoefening van de werkzaamheden bedoeld in de voornoemde wet van 19 juli 1991;

[...]

Art. 2. § 1. *Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:*

[...]

13° vakken die wezenlijk verschillen: vakken waarvan de kennis, vaardigheden en competenties van essentieel belang zijn voor de uitoefening van het gereguleerd beroep en waarvoor de door de aanvrager ontvangen opleiding qua duur of inhoud wezenlijk afwijkt van de in België vereiste opleiding;

[...]

Art. 23ter. *Ten behoeve van de controle van de beroepskennis, -vaardigheden en -competenties van de aanvrager in het kader van de bekwaamheidsproef, stelt de bevoegde Belgische autoriteit, op basis van een vergelijking tussen de in België vereiste opleiding en de opleiding die de aanvrager heeft genoten, een lijst op van de vakgebieden die niet afgedekt worden door het diploma of de opleidingstitel(s) waarover de aanvrager beschikt.*

Bij de bekwaamheidsproef moet in aanmerking worden genomen dat de aanvrager in de lidstaat van oorsprong of herkomst een gekwalificeerde beroepsbeoefenaar is. De proef heeft betrekking op vakgebieden die moeten worden gekozen uit deze die op de lijst staan en waarvan de kennis een wezenlijke voorwaarde is om het beroep in kwestie in België te kunnen uitoefenen. Deze proef kan ook betrekking hebben op de kennis van de deontologie die in België op het beroep van privé-detective van toepassing is.

De minister of de ambtenaar die hij hiertoe aangewezen heeft bepaalt de nadere regelingen voor de bekwaamheidsproef, de vakken waarop deze proef betrekking heeft in functie van de wezenlijke verschillen die zijn geconstateerd, alsook de status die de aanvrager die zich op de bekwaamheidsproef in België wil voorbereiden heeft.

De aanvrager wordt in de gelegenheid gesteld om de bekwaamheidsproef af te leggen binnen een termijn van zes maanden na de beslissing waarbij hem dergelijke bekwaamheidsproef is opgelegd.

Art. 4.

[...]

§ 3. Deze wet is niet van toepassing op de zeven zogenaamde sectorale beroepen, namelijk de beroepen van arts, verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, tandarts, dierenarts, vroedvrouw, apotheker en architect, behalve indien de omzettingsbepalingen betreffende deze beroepen uitdrukkelijk verwijzen naar de bepalingen van deze wet.

[...]

Art. 9

[...]

§ 4. In het geval van gereguleerde beroepen met gevolgen voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid, kan de bevoegde Belgische autoriteit vóór de eerste dienstverrichting de beroepskwalificaties van de dienstverrichter controleren. Een dergelijke controle vooraf is alleen mogelijk indien die bedoeld is om ernstige schade voor de gezondheid of de veiligheid van de afnemer van de dienstverrichting ingevolge een ontoereikende beroepskwalificatie van de dienstverrichter te voorkomen en voor zover de controle niet meer omvat dan voor dit doel noodzakelijk is.

[...]

Art. 9_WAALS_GEWEST.

[...]

§ 4. In het geval van gereguleerde beroepen met implicaties voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid en waarop de automatische erkenning niet van toepassing is, kunnen de bevoegde autoriteiten vóór de eerste dienstverrichting de beroepskwalificaties van de dienstverrichter controleren om ernstige schade voor de gezondheid of de veiligheid van de afnemer van de dienstverrichting ingevolge een ontoereikende beroepskwalificatie van de dienstverrichter te voorkomen.

[...]

Art. 16

[...]

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder “vakgebieden die wezenlijk verschillen” verstaan vakgebieden waarvan de kennis, vaardigheden en competenties van essentieel belang zijn voor de uitoefening van het beroep en waarvoor de door de aanvrager ontvangen opleiding qua duur of inhoud wezenlijk afwijkt van de in België vereiste opleiding.

[...]

§ 7. Wanneer een bevoegde Belgische autoriteit beslist de aanvrager een proeve van bekwaamheid op te leggen, organiseert ze deze binnen een termijn van zes maanden na deze beslissing.

Gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen

Art. 45 § 1. Niemand mag de verpleegkunde zoals bepaald in artikel 46 uitoefenen als hij/zij niet in het bezit is van een diploma of een titel van verpleegkundige die na een opleiding van ten minste drie studie jaren, die uitgedrukt kunnen worden in een daaraan gelijkwaardig aantal ECTS-studiepunten, behaald werd én bovendien niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 25.

De opleiding van verpleegkundige bestaat uit ten minste 4600 uur theoretisch en klinisch onderwijs, waarbij de duur van het theoretisch onderwijs ten minste een derde en de duur van het klinisch onderwijs ten minste de helft van de minimumduur van de opleiding bedraagt.

In het kader van het theoretisch onderwijs, verwerven de verpleegkundigen in opleiding de kennis, vaardigheden en de competenties die krachtens de eerste paragraaf zijn vereist. Deze opleiding wordt gegeven door docenten in de verpleegkunde en andere bevoegde personen in universiteiten, instellingen voor hoger onderwijs van een als gelijkwaardig erkend niveau of scholen voor beroepsonderwijs dan wel beroepsopleidingen voor verpleegkunde.

In het kader van het klinisch onderwijs, leren de verpleegkundigen in opleiding in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde of zieke persoon en/of een gemeenschap, de vereiste algemene verpleegkundige zorgen plannen, verstrekken en beoordelen op grond van verworven kennis, vaardigheden en competenties. De verpleegkundige in opleiding leert niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider op te treden en zich bezig te houden met de organisatie van de algemene verpleegkundige zorgen, waaronder de gezondheidseducatie voor individuen en kleine groepen binnen het kader van instellingen voor gezondheidszorg of in de gemeenschap.

De opleiding tot verpleegkundige waarborgt dat de betrokken beroepsbeoefenaar :

a) de volgende kennis en vaardigheden heeft verworven:

i) de uitgebreide kennis van de wetenschappen waarop de algemene verpleegkundige zorgen gebaseerd zijn, met inbegrip van voldoende kennis van het organisme, de fysiologie en het gedrag van de gezonde en de zieke mens, alsmede van het verband tussen de gezondheidstoestand en de fysieke en sociale omgeving van de mens;

ii) de kennis van de aard en de ethiek van het beroep en van de algemene beginselen betreffende de gezondheid en de verpleegkundige zorg;

iii) de adequate klinische ervaring; deze ervaring, bij de keuze waarvan de educatieve waarde voorop dient te worden gesteld, moet worden opgedaan onder toezicht van bekwaam verpleegkundig personeel en op plaatsen waar de hoegrootheid van gekwalificeerde personeelsleden en de uitrusting aangepast zijn aan de aan de zieke te verstrekken verpleegkundige zorg;

iv) de bekwaamheid om deel te nemen aan de praktische opleiding van gezondheidszorgberoepsbeoefenaars en de samenwerking met deze personen;

v) de ervaring op het gebied van samenwerking met andere gezondheidszorgberoepsbeoefenaars.

b) in staat is minstens de volgende competenties toe te passen, ongeacht of de opleiding

is verkregen aan een universiteit, een als gelijkwaardig erkende instelling voor hoger onderwijs of via een beroepsopleiding voor verpleegkunde:

i) de competentie om op basis van de huidige theoretische en klinische kennis zelfstandig te diagnosticeren welke de te verstrekken verpleegkundige zorg zijn en om bij het behandelen van patiënten de verpleegkundige zorg te plannen, te organiseren en uit te voeren op basis van de verworven kennis en vaardigheden bedoeld en omschreven in a) i), ii) en iii), met als doel de verbetering van de beroepsuitoefening;

ii) de competentie om efficiënt samen te werken met andere gezondheidszorgberoepsbeoefenaars, met inbegrip van deelname aan de praktische opleiding van het in de gezondheidszorg werkzame personeel, op basis van de kennis en vaardigheden die overeenkomstig a) iv) en v) zijn verworven;

iii) de competentie om personen, gezinnen en groepen te helpen een gezonde levensstijl aan te nemen en voor zichzelf te zorgen op basis van de kennis en vaardigheden die overeenkomstig a) i) en ii) zijn verworven;

iv) de competentie om zelfstandig urgente levensreddende maatregelen te kunnen treffen en in crisis- en rampensituaties te kunnen handelen;

v) de competentie om zorgbehoevenden en hun naasten onafhankelijk te adviseren, instrueren en ondersteunen;

vi) de competentie om zelfstandig de kwaliteit van de verpleegkundige zorgen te kunnen garanderen en evalueren;

vii) de competentie om beroepsmatig duidelijk en volledig te communiceren en samen te werken met andere categorieën gezondheidszorgberoepsbeoefenaars;

viii) de competentie om de kwaliteit van de zorg te analyseren met als doelstelling de eigen beroepsuitoefening als verpleegkundige te verbeteren.

Deze beschikking is van toepassing op iedereen die een verpleegkundige-opleiding aanvat vanaf het schooljaar of academiejaar volgend op 18 januari 2016.

§ 1/1. Iedereen die een opleiding tot verpleegkundige heeft beëindigd of aangevat voor 18 januari 2016, mag de verpleegkunde zoals bepaald in artikel 46 uitoefenen als hij in het bezit is van het diploma of de titel van bachelor in de verpleegkunde, van gegradueerde verpleger of verpleegster, van het brevet of de titel van verpleger of verpleegster, van het "Diploma van gegradueerde verpleegkundige" dat in het kader van het hoger beroepsonderwijs door de Vlaamse Gemeenschap afgeleverd wordt, van het brevet of de titel van verpleegassistent of -assistente, en bovendien beantwoordt aan de voorwaarden gesteld in artikel 25.

Iedereen die een opleiding tot verpleegkundige aanvat in het tweede semester van het schooljaar of academiejaar 2015-2016 wordt hiermee gelijkgesteld.

§ 2. De drager van de beroepstitel van vroedvrouw die haar of zijn diploma heeft behaald voor 1 oktober 2018, mag van rechtswege de verpleegkunde uitoefenen onder dezelfde voorwaarden als de dragers van de beroepstitel van gegradueerde verpleegkundige.

De drager van de beroepstitel van vroedvrouw die haar of zijn diploma heeft behaald na 1 oktober 2018, mag van rechtswege de technische verpleegkundige verstrekkingen en de toevertrouwde medische handelingen die tot de verpleegkunde behoren, uitvoeren binnen het terrein van de verloskunde, de fertiliteitsbehandeling, de gynaecologie en de neonatologie.

§ 3. De diploma's, brevetten of gelijkwaardige titels worden afgeleverd overeenkomstig de door de Koning vastgestelde bepalingen.

Art. 62 § 1. *Zonder afbreuk te doen aan de uitoefening van de geneeskunde zoals bepaald in artikel 3 wordt onder de uitoefening van het beroep van vroedvrouw verstaan:*

1° het autonoom uitvoeren van de volgende activiteiten:

- a) diagnose van de zwangerschap;*
- b) toezicht op, zorg en advies aan de vrouw tijdens de zwangerschap, de bevalling en de periode na de bevalling;*
- c) het opvolgen van normale zwangerschappen, het verrichten van normale bevallingen en het verlenen van de eerste zorg aan pasgeborenen en gezonde zuigelingen;*
- d) preventieve maatregelen, het opsporen van risico's bij moeder en kind;*
- e) in dringende gevallen het verrichten van de noodzakelijke handelingen in afwachting van deskundige medische hulp;*
- f) gezondheidsvoorlichting en -opvoeding van de vrouw, de familie en de maatschappij;*
- g) prenatale opvoeding en voorbereiding op het ouderschap;*

[...]

Art. 108 § 1. *Onverminderd de bepalingen van de artikelen 109 tot 113 wordt de tijdelijke en incidentele dienstverrichting van een gezondheidszorgberoep niet om redenen van beroepskwalificaties beperkt:*

1° indien het beroep of de opleiding die leidt tot de toegang tot of de uitoefening van het beroep in de lidstaat van vestiging is gereguleerd, of

2° indien het beroep of de opleiding die leidt tot de toegang tot of de uitoefening van het beroep in de lidstaat van vestiging niet is gereguleerd en de dienstverrichter tijdens de tien jaar die voorafgaan aan de dienstverrichting in België gedurende ten minste één jaar dat beroep heeft uitgeoefend in de lidstaat van vestiging.

[...]

Art. 112 § 1. *Het Directoraat-generaal kan vóór de eerste dienstverrichting de beroepskwalificaties van de dienstverrichter controleren indien deze in België op tijdelijke en incidentele wijze een beroep wenst uit te oefenen dat gereguleerd is in het kader van deze gecoördineerde wet maar dat niet valt onder het stelsel van de automatische erkenning.*

§ 2. De voorafgaandelijke controle is slechts mogelijk voor zover deze tot doel heeft ernstige schade voor de gezondheid van de afnemer van de dienstverrichting als gevolg van een ontoereikende beroepskwalificatie van de dienstverrichter te voorkomen.

§ 3. Binnen een termijn van een maand na ontvangst van de verklaring en de begeleidende documenten, bedoeld in artikel 110, stelt het Directoraat-generaal de dienstverrichter op de hoogte van haar besluit om:

1) het verrichten van diensten toe te staan zonder de beroepskwalificaties te controleren;

2) na controle van de beroepskwalificaties,

a. een proeve van bekwaamheid op te leggen aan de dienstverrichter; of

b. het verrichten van diensten toe te staan.

Deze termijn kan éénmaal worden verlengd met twee maanden en dit mits mededeling aan de dienstverrichter van de reden van verlenging.

[...]

Koninklijk besluit van 17 augustus 2007 houdende maatregelen ter omzetting in de interne rechtsorde van Richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de erkenning van beroepskwalificaties

Art. 7

[...]

§ 3. De bekwaamheidsproef bestaat uit een examen georganiseerd in het kader van de centrale examencommissies, als bedoeld in artikel 8 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap. De bekwaamheidsproef heeft enkel betrekking op de vakgebieden die niet worden bestreken door de door de aanvrager gevolgde opleiding en waarvan de kennis een wezenlijke voorwaarde is om de gereguleerde werkzaamheid op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te kunnen uitoefenen.

[...]

Ministerieel besluit van 4 april 2007 tot bepaling van diverse nadere regels inzake de centrale examencommissies voor de ondernemersvaardigheden

Art. 2. (BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST)

§ 1. De examens in het Nederlands en het Frans worden minstens om de drie maanden afgenomen.

[...]

Wet van 26 juni 1963 tot instelling van een orde van architecten.

Art. 8

§ 1. Wanneer zij wensen het beroep uit te oefenen en, hetzij blijvend, hetzij tijdelijk, de zetel van hun activiteit in België te vestigen, zijn de onderdanen van de lidstaten van de Europese Unie [...] verplicht vooraf hun inschrijving op de tabel van de Orde of op de lijst van de stagiairs bij de bevoegde raad van de Orde aan te vragen [...].

§ 2. [...]

Wanneer de onderdanen van de lidstaten zich in het kader van het vrij verrichten van diensten, voor het eerst naar België begeven om er tijdelijk en incidenteel het beroep van architect uit te oefenen, stellen zij de Orde van Architecten hiervan vooraf in kennis door middel van een schriftelijke verklaring, met daarin de gegevens betreffende verzekeringsdekking of soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid. Zij voegen daar in het bijzonder een attest van verzekering inzake beroepsaansprakelijkheid, met inbegrip van de tienjarige aansprakelijkheid, aan toe. Dit attest kan afgegeven worden door een verzekeringsmaatschappij uit een andere lidstaat, indien het vermeldt dat de verzekeraar zich gericht heeft naar de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften in voege in België wat de aard en de omvang van de dekking betreft. Deze onderdanen worden door

de Orde van Architecten ingeschreven in het register van de dienstverrichting. De verklaring wordt eenmaal per jaar verlengd indien de dienstverrichter voornemens is om gedurende dat jaar in België tijdelijke of incidentele diensten te verrichten. De dienstverrichter mag de verklaring met alle middelen aanleveren.

Bij de eerste dienstverrichting of indien zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan, moet deze verklaring vergezeld zijn van:

1° een attest waaruit blijkt dat de betrokkene de desbetreffende werkzaamheden wettig uitoefent in de Lid-Staat waar hij gevestigd is;

2° een attest waaruit blijkt dat de betrokkene één van de diploma's, certificaten of andere titels bezit, bedoeld in artikel 1, §§ 2 tot en met 2/3, van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect;

3° in het geval noch het beroep noch de opleiding die toegang verleent tot het beroep gereguleerd is in de lidstaat van vestiging, een attest waaruit blijkt dat de dienstverrichter het beroep van architect in de tien jaren die voorafgaan aan de dienstverrichting gedurende ten minste één jaar heeft uitgeoefend;

4° [...]

5° een bewijs van de nationaliteit van de dienstverrichter.

Bij overlegging mag het attest van verzekering hoogstens drie, en mogen de overige documenten hoogstens twaalf maanden oud zijn.

De voorschriften van de plichtenleer, goedgekeurd door de Koning in uitvoering van artikel 39 van deze wet zijn eveneens van toepassing op de personen bedoeld in het eerste en het tweede lid.

[...]

Wet van 20 februari 1939 op de bescherming van den titel en van het beroep van architect

Artikel 1

[...]

§ 2. Onverminderd de §§ 1 en 4 en de artikelen 7 en 12 van deze wet, mogen de onderdanen van de lidstaten van de Europese Unie alsook de andere staten waarop richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, laatst gewijzigd bij richtlijn 2013/55/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013, van toepassing is, hierna “de lidstaten” genoemd, in België de titel van architect voeren als zij in het bezit zijn van een diploma, een certificaat of een andere titel zoals bedoeld in bijlage 1b bij deze wet, zoals bijgewerkt in de gedelegeerde handelingen van de Europese Commissie gepubliceerd in het Publicatieblad van de Europese Unie. Het nemen van een gedelegeerde handeling wordt vermeld op de website business.belgium.be en de website van de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie.

§ 2/1. De Belgische bevoegde autoriteit erkent de in bijlage 2, a, bedoelde opleidingstitels van architect die door de andere lidstaten zijn afgegeven ter afsluiting van een opleiding waarmee uiterlijk gedurende het in de genoemde bijlage opgenomen referentieacademiejaar is begonnen, ook al voldoen deze titels niet aan de in bijlage 1 a,

bedoelde minimumeisen. De Belgische Staat kent aan deze titels hetzelfde rechtsgevolg toe met betrekking tot de toegang tot en de uitoefening van de beroepswerkzaamheden van architect op zijn grondgebied als aan de door hemzelf afgegeven opleidingstitels van architect.

De verklaringen van de bevoegde autoriteiten van de Bondsrepubliek Duitsland als bewijs van de respectieve gelijkwaardigheid van de na 8 mei 1945 door de bevoegde autoriteiten van de Duitse Democratische Republiek afgegeven opleidingstitels aan de in bijlage 2 a opgenomen titels, worden onder deze voorwaarden erkend.

Het eerste lid is eveneens van toepassing op de in bijlage 1b opgesomde opleidingstitels van architect indien de opleiding is aangevangen vóór 18 januari 2016.

§ 2/2. Onverminderd paragraaf 2/1, zijn de verklaringen die aan onderdanen van de lidstaten zijn afgegeven door lidstaten die op de volgende tijdstippen een regeling kennen voor de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van architect, erkend:

1° 1 januari 1995 voor Oostenrijk, Finland en Zweden;

2° 1 mei 2004 voor Tsjechië, Estland, Cyprus, Letland, Litouwen, Hongarije, Malta, Polen, Slovenië, Slowakije;

3° 1 januari 2007 voor Bulgarije en Roemenië;

4° 5 augustus 1987 voor de overige lidstaten.

De in het eerste lid bedoelde verklaringen bevestigen dat de houder ervan uiterlijk op deze datum toestemming heeft gekregen om de titel van architect te voeren, en dat hij in het kader van deze regeling de betrokken werkzaamheden tijdens de vijf jaar die aan de afgifte van die verklaringen voorafgaan, gedurende tenminste drie opeenvolgende jaren daadwerkelijk heeft uitgeoefend.

§ 2/3. De Belgische bevoegde autoriteit verbindt aan de volgende opleidingstitel wat de toegang tot en uitoefening van de betrokken beroepswerkzaamheden betreft, dezelfde gevolgen als aan de opleidingstitels die zij aflevert: opleidingstitel na afsluiting van de driejarige opleiding aan de “Fachhochschulen” van de Bondsrepubliek Duitsland die sinds 5 augustus 1985 bestaat en niet later dan 17 januari 2014 is aangevangen, die voldoet aan de eisen van bijlage 1a, § 2, en in die lidstaat toegang geeft tot de werkzaamheden die onder de beroepstitel van architect vallen, voor zover deze opleiding wordt aangevuld met een periode van beroepservaring van vier jaar in de Bondsrepubliek Duitsland, waarvan het bewijs wordt geleverd door een certificaat dat is afgegeven door de bevoegde autoriteit waarbij de architect die voor de bepalingen van deze richtlijn in aanmerking wil komen, op de ledenlijst is ingeschreven.

Wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

Art. 46

§ 3. Alle wettelijke en reglementaire bepalingen in verband met de plichtenleer, de uitoefening van de tuchtmacht door de bevoegde tuchtinstanties, de definitie en de uitoefening van het beroep, die van toepassing zijn op erkende boekhouders(-fiscalisten), leden van het BIBF, zijn van toepassing op de onderdanen van een andere [³ lidstaat]³ die gemachtigd zijn om tijdelijk en occasioneel de activiteit van boekhouder(-fiscalisten) in België uit te oefenen overeenkomstig artikel 52bis, gedurende hun aanwezigheid op het grondgebied van België, en voor alles dat betrekking heeft op de uitvoering van de diensten die in België worden uitgevoerd. [...]

Wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen ter bescherming van de titel van octrooigemachtigde

Art. 10. *In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel XI.64/3 ingevoegd, luidende:*

“Art. XI.64/3. Elke persoon die onderdaan is van een lidstaat, die op wettige wijze is gevestigd in een lidstaat om er het beroep van octrooigemachtigde uit te oefenen, en die zich voor het eerst naar het Belgisch grondgebied begeeft om er tijdelijk of incidenteel het beroep van octrooigemachtigde uit te oefenen, dient voorafgaandelijk aan deze uitoefening daartoe te voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° als het beroep van octrooigemachtigde niet gereguleerd is in de lidstaat van vestiging, dit beroep te hebben uitgeoefend in een of meer lidstaten gedurende ten minste een jaar tijdens de tien jaar die voorafgaan aan de dienstverrichting;

2° een schriftelijke verklaring te hebben ingediend, waarvan de Koning de vereiste inhoud, de bestemming en de overige nadere regels bepaalt.

De schriftelijke verklaring wordt eenmaal per jaar verlengd indien de dienstverrichter voornemens is om gedurende dat jaar in België tijdelijk of incidenteel diensten te verrichten. De dienstverrichter mag de verklaring met alle middelen aanleveren.

Het tijdelijke of incidentele karakter van de dienstverrichting wordt per geval door de raad van het Instituut voor Octrooigemachtigden, bedoeld in artikel XI.75/3, § 1, beoordeeld, met name in het licht van de duur, de frequentie, de regelmaat en de continuïteit ervan.

Voor de eerste dienstverrichting, of indien zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan in de door de documenten gestaafde situatie, bezorgt de dienstverrichter eveneens de documenten voorzien in artikel 9, § 2, a) tot en met d), van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties.”.

Art. 11. *In dezelfde afdeling 2 wordt een artikel XI.64/4 ingevoegd, luidende:*

“Art. XI.64/4. Elke persoon die onderdaan is van een lidstaat, die op wettige wijze is gevestigd in een lidstaat om er het beroep van octrooigemachtigde uit te oefenen, en die voor het eerst het beroep van octrooigemachtigde in België uitoefent zonder zich naar het Belgisch grondgebied te begeven, dient voorafgaandelijk aan deze uitoefening daartoe te voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° als het beroep van octrooigemachtigde niet gereguleerd is in de lidstaat van vestiging, dit beroep te hebben uitgeoefend in een of meer lidstaten gedurende ten minste een jaar tijdens de tien jaar die voorafgaan aan de dienstverrichting;

2° een schriftelijke verklaring te hebben ingediend, waarvan de Koning de vereiste inhoud, de bestemming en de overige nadere regels bepaalt.

Voor de eerste dienstverrichting, of indien zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan in de door de documenten gestaafde situatie, bezorgt de dienstverrichter eveneens de documenten voorzien in artikel 9, § 2, a) tot en met d), van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties.”.

Art. 32. *In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 31, wordt een artikel XI.75/11 ingevoegd, luidende:*

“Art. XI.75/11. § 1. Elk lid van het Instituut voor Octrooigemachtigden dient het tuchtreglement, de gedragsregels, het reglement houdende de organisatie van een permanente vorming, en het huishoudelijk reglement na te leven. [...]”.

Koninklijk besluit van 11 september 2016 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en het vrij verrichten van diensten van dierenartsen

Art. 11. § 1. *De Dienst erkent, wanneer opleidingstitels van dierenarts die aan onderdanen van de lidstaten zijn afgegeven, maar niet voldoen aan alle in artikel 5 bedoelde opleidingseisen, de door deze lidstaten afgegeven opleidingstitels als genoegzaam bewijs, wanneer deze titels staven dat een opleiding afgesloten is waarmee vóór de in bijlage opgenomen referentiedata is begonnen, mits zij vergezeld gaan van een verklaring waarin wordt bevestigd dat de houders ervan de betrokken werkzaamheid tijdens de vijf jaar die aan de afgifte van de verklaring voorafgaan gedurende ten minste drie opeenvolgende jaren daadwerkelijk en op wettige wijze uitgeoefend hebben.*

Art. 13. *De Dienst bevestigt binnen één maand de ontvangst van het dossier van de aanvrager en deelt in voorkomend geval mee welke documenten ontbreken. De Dienst behandelt de aanvragen zo spoedig mogelijk en in ieder geval uiterlijk binnen de drie maanden na de ontvangst van het volledige dossier van de aanvrager. Deze termijn kan met een maand worden verlengd in geval van toepassing van artikel 11.*

Art. 14. § 1. *De Dienst beslist over een aanvraag tot toekenning van een toelating om het beroep van dierenarts in België te mogen uitoefenen. Tijdens deze procedure, mogen de volgende documenten geëist worden:*

[...]

2° kopie van de opleidingstitel van dierenarts en, in voorkomend geval, een bewijs van de beroepservaring van de betrokkene;

[...]

§ 2. Bij het opvragen van de opleidingstitel, bedoeld in § 1, 2°, kan de Dienst de aanvrager verzoeken informatie omtrent zijn opleiding te verstrekken, voorzover dat noodzakelijk is om vast te stellen of er eventuele wezenlijke verschillen met de vereiste nationale opleiding bestaan. Indien de aanvrager deze informatie niet kan verstrekken, richt de Dienst zich tot het contactpunt, de bevoegde autoriteit of iedere andere relevante instelling van de lidstaat van oorsprong.

[...]

Art. 19. § 1. *De bepalingen van dit hoofdstuk zijn uitsluitend van toepassing wanneer de dienstverrichter zich naar het Belgisch grondgebied begeeft om er tijdelijk en incidenteel het beroep van dierenarts uit te oefenen.*

[...]

§ 3. [...] Indien de Dienst besluit de beroepskwalificaties van de dienstverrichter te controleren, kan zij bij de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van vestiging informatie aanvragen over de opleidingscursussen van de dienstverrichter, voor zover dit nodig is voor het beoordelen van wezenlijke verschillen die de volksgezondheid of de openbare veiligheid kunnen schaden.

Art. 22. § 1. *Op het moment dat de veterinaire dienstverlener zich voor het eerst in België begeeft om er diensten te verrichten, informeert hij hiervan de Dienst vooraf door middel van een schriftelijke verklaring die betrekking heeft op de gegevens betreffende verzekeringsdekking of soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid, de duur van zijn verblijf of dienstverlening, de aard van de dienstverlening, de plaats van de dienstverlening, de beroepsorde waarbij de dienstverlener is aangesloten, evenals elke andere noodzakelijk geachte inlichting.*

Deze verklaring geldt voor een periode van een jaar indien de dienstverlener

voornemens is om gedurende dat jaar tijdelijke of incidentele diensten te verrichten. De dienstverlener mag de verklaring met alle middelen aanleveren.

§ 2. Voor de eerste dienstverlening, of indien zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan in de door de documenten gestaafde situatie, zal de verklaring vergezeld gaan van de volgende documenten:

[...]

4° de informatie met betrekking tot de dekking van een beroepsaansprakelijkheidsverzekering;

[...]

Besluit van de Vlaamse Regering van 27 maart 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 2008 betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg

Artikel 8.

§ 1. De onderdanen van een lidstaat, die houder zijn van een opleidingstitel die of bekwaamheidsattest dat in een lidstaat op wettige wijze is uitgereikt, kunnen een conformiteitsattest aanvragen [...];

§ 3. De aanvraag voor een conformiteitsattest wordt ingediend bij het intern verzelfstandigd agentschap Zorg en Gezondheid. Ze bevat minstens de volgende documenten:

[...]

3° een verklaring van een bevoegde autoriteit van de lidstaat waaruit blijkt dat de aanvrager op basis van de voorgelegde opleidingstitel of het voorgelegde bekwaamheidsattest in die lidstaat het beroep kan uitoefenen;

[...]

Artikel 9.

[...]

Als documenten niet in het Nederlands zijn opgesteld, kan het adviesbureau vragen ze te laten vertalen door een beëdigde vertaler, gevestigd in een lidstaat.

[...]

Artikel 12.

De onderdanen van een lidstaat die hun beroepskwalificaties hebben verworven in een lidstaat, kunnen het beroep tijdelijk en incidenteel uitoefenen als ze op wettige wijze gevestigd zijn in een lidstaat om er hetzelfde beroep uit te oefenen. [...]

Vooraleer ze een eerste maal het beroep uitoefenen in het Nederlandse taalgebied, bezorgen ze het intern verzelfstandigd agentschap Zorg en Gezondheid een schriftelijke verklaring met daarin gegevens betreffende de verzekeringsdekking of soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid. Die verklaring gaat vergezeld van de volgende documenten:

1° het bewijs van nationaliteit van de betrokken persoon;

2° een attest dat de betrokken persoon rechtmatig in een lidstaat gevestigd is om er het

beroep uit te oefenen en dat hem op het moment van afgifte van het attest geen beroepsuitoefeningsverbod is opgelegd, ook al is het maar tijdelijk;
3° het bewijs van beroepskwalificaties;
4° als dat van toepassing is, een bewijs dat de betrokken persoon het beroep in de tien voorafgaande jaren gedurende ten minste een jaar heeft uitgeoefend op het grondgebied van een of meer lidstaten.

De aanvrager die al een schriftelijke verklaring heeft afgelegd bij de bevoegde autoriteit van een andere deelstaat van België moet de schriftelijke verklaring, vermeld in het tweede lid, niet bezorgen.

Wanneer de reglementering van de deelstaat waar de schriftelijke verklaring werd afgelegd verschilt van de reglementering die van toepassing is in het Nederlandse taalgebied, moet de aanvrager de documenten, vermeld in het tweede lid, punt 1° tot en met 4°, bezorgen, voor zover die documenten nog niet werden bezorgd bij de schriftelijke verklaring die afgelegd werd.

Decreet van de Vlaamse Raad van 24 februari 2017 tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties

Art. 18

[...]

§ 5. In geval van gereguleerde beroepen met implicaties voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid kan de bevoegde Vlaamse autoriteit vóór de eerste dienstverrichting de beroepskwalificaties van de dienstverrichter controleren. Een controle vooraf als vermeld in het eerste lid, is alleen mogelijk als de controle bedoeld is om ernstige schade voor de gezondheid of de veiligheid van de afnemer van de dienstverrichting ingevolge een ontoereikende beroepskwalificatie van de dienstverrichter te voorkomen en als de controle niet meer omvat dan voor dat doel noodzakelijk is.

[...]

Art. 25

[...]

§ 4. In dit artikel wordt verstaan onder vakgebieden die wezenlijk verschillen: de vakgebieden waarvan de kennis en de vaardigheden en competenties van essentieel belang zijn voor de uitoefening van het beroep en waarvoor de door de aanvrager ontvangen opleiding qua duur of inhoud wezenlijk afwijkt van de opleiding die in het Vlaamse Gewest vereist is.

[...]

Art. 35. § 1. *De FOD Binnenlandse zaken organiseert, via de opleidingscentra voor de civiele veiligheid, per taalregeling minstens één keer per jaar en rekening houdend met de noden van de zones, specifieke geschiktheidsproeven, voor het basis-, midden- en hoger kader als vermeld in artikel 5 voorafgaand aan de aanwerving door de zone, op vraag van de Minister en conform de modaliteiten door hem opgelegd.*

De geschiktheidsproeven bedoeld in paragraaf 3 worden afgelegd in hetzelfde opleidingscentrum.

§ 1/1. De zone kan specifieke geschiktheidsproeven bedoeld in § 1 voor het basis-, midden- en hoger kader als vermeld in artikel 5, organiseren, conform de modaliteiten opgelegd door de Minister. De zone kan voorrang geven aan kandidaten voor vacante betrekkingen van deze zone voor maximum twee derde van het aantal inschrijvingsplaatsen.

De zone stelt de Minister in kennis van de organisatie van de proeven in het eerste lid ten minste één maand voor de start van de proeven.

De zone levert een federaal geschiktheidsattest af aan de geslaagde kandidaat.

§ 2. De organisatie van de geschiktheidsproeven wordt bekendgemaakt, minstens in het Belgisch Staatsblad, via de website van de Algemene Directie Civiele Veiligheid van de FOD Binnenlandse Zaken, van de VDAB voor het grondgebied van het Vlaamse Gewest, van het FOREM voor het grondgebied van het Waalse Gewest en van ACTIRIS voor het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ten laatste dertig dagen voor de uiterste inschrijvingsdatum.

De bekendmaking vermeldt de te vervullen voorwaarden en de datum waarop ze moeten vervuld worden, de opgelegde proeven, de inhoud ervan en de uiterste datum voor de kandidaatstelling.

Om te kunnen deelnemen aan de geschiktheidsproeven vermeld in paragraaf 3 voldoen de kandidaten aan :

1° voor het basiskader: de voorwaarden, vermeld in artikel 37, § 1, 1° tot 6°;

1° /1 voor het middenkader: de voorwaarden, vermeld in artikel 37/1, § 1, 1° tot 6°;

2° voor het hoger kader: de voorwaarden, vermeld in artikel 38, § 1, 1° tot 6°.

§ 3. De kandidaten moeten in onderstaande volgorde slagen voor de volgende geschiktheidsproeven:

1° een competentietest, waarbij wordt nagegaan of een kandidaat beschikt over de competenties:

- van het niveau van het zesde jaar middelbaar beroepsonderwijs voor het basiskader;*
- gelijkwaardig aan deze vereist voor een diploma van niveau B, voor het middenkader;*
- gelijkwaardig aan deze vereist voor een diploma van niveau A voor het hoger kader.*

2° een operationele handvaardigheidstest;

3° de lichamelijke geschiktheidsproeven, opgesomd in bijlage 1.

§ 4. De geschiktheidsproeven zijn eliminerend; de kandidaat wordt geschikt of ongeschikt verklaard.

§ 5. Om te kunnen deelnemen aan de proeven, vermeld in paragraaf 3, 3°, beschikken de kandidaten over een medisch attest. Dit attest, opgemaakt ten vroegste drie maanden voor de start van de lichamelijke proeven, verklaart dat de kandidaat in staat is de proeven af te leggen.

§ 6. De kandidaten die alle geschiktheidsproeven succesvol afleggen ontvangen een federaal geschiktheidsattest dat respectievelijk toegang geeft tot de aanwervingsproeven voor het personeel van het basiskader, het middenkader of het hoger kader. Het federaal

geschiktheidsattest wordt verzonden in de maand die volgt op het afsluiten van het proces-verbaal van het geheel van de geschiktheidsproeven. Het federaal geschiktheidsattest is geldig voor onbepaalde duur, met uitzondering van de lichamelijke geschiktheidsproeven die gelden voor twee jaar vanaf de datum van het afsluiten van het proces-verbaal van het geheel van de geschiktheidsproeven.

De geschiktheidsproeven worden georganiseerd onder de vorm van drie modules:

1° module 1: de competentietest;

2° module 2: de operationele handvaardigheidstest;

3° module 3: de lichamelijke geschiktheidsproeven.

§ 7. Zes maanden voor het verstrijken van de termijn van twee jaar, als vermeld in paragraaf 6, kan de kandidaat die de geldigheid van zijn federaal geschiktheidsattest wenst te verlengen voor het gedeelte van de lichamelijke geschiktheidsproeven, zich inschrijven voor de proeven. De kandidaat beschikt over het medisch attest, als vermeld in paragraaf 5, en het federaal geschiktheidsattest.

§ 8. De kandidaat die een federaal geschiktheidsattest voor het basiskader behaald heeft en die kandidaat is voor een betrekking van sergeant zoals bedoeld in artikel 37/1 of voor een betrekking van kapitein zoals bedoeld in artikel 38, wordt vrijgesteld van de operationele handvaardigheidstest en de lichamelijke geschiktheidsproeven bedoeld in artikel 35, § 3, 2° en 3°, onverminderd de beperkte geldigheid van de lichamelijke geschiktheidsproeven, zoals bedoeld in artikel 35, § 6.

De kandidaat die een federaal geschiktheidsattest voor het middenkader behaald heeft en die kandidaat is voor een betrekking van kapitein zoals bedoeld in artikel 38, wordt vrijgesteld van de operationele handvaardigheidstest en de lichamelijke geschiktheidsproeven bedoeld in artikel 35, § 3, 2° en 3°, onverminderd de beperkte geldigheid van de lichamelijke geschiktheidsproeven, zoals bedoeld in artikel 35, § 6.

Art. 37. § 1. *Kandidaten voor een betrekking van brandweerman voldoen aan de volgende voorwaarden:*

[...]

7° houder zijn van een federaal geschiktheidsattest voor het basiskader, het middenkader of het hoger kader als vermeld in artikel 35.

Koninklijk besluit van 24 oktober 1988 betreffende de samenstelling en werking van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien en de inschrijving en doorhaling in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien

Art. 19quater. § 1. *De bekwaamheidsproef wordt eenmaal per jaar georganiseerd [...].*

Decreet van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2008 tot vaststelling van de voorwaarden voor het behalen van de diploma's van bachelor-vroedvrouw en bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, ter versterking van de studentenmobiliteit en houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs

Art. 17. [...]

De opleiding die leidt tot het diploma van bachelor verloskundige beantwoordt aan bijlage II bij dit decreet, die de volgende gegevens inhoudt: het referentiesysteem voor competenties, het minimumprogramma en de sleutelwoorden die in het curriculum

moeten voorkomen.

Ze omvat 240 ECTS-studiepunten, die minstens 4600 uren theoretisch en klinisch onderwijs vertegenwoordigen, waarvan minstens één derde van de minimumduur klinische praktijk is.

BIJLAGEN. (ingevoegd bij Addendum, zie B.S. van 12 juli 2017, blz. 72121)

Art. N1. Bijlage 1. - Minimumprogramma voor het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie.

Om de leerling in staat te stellen de volgende kennis en vaardigheden te verwerven:

- Uitgebreide kennis van de wetenschappen waarop de algemene ziekenverpleging is gebaseerd, met inbegrip van voldoende kennis van het organisme, de fysiologie en het gedrag van de gezonde en de zieke mens, alsmede van het verband tussen de gezondheidstoestand en de fysieke en sociale omgeving van de mens;*
- Kennis van de aard en de ethiek van het beroep en van de algemene beginselen betreffende gezondheid en verpleging;*
- Adequate klinische ervaring;*
- Bekwaamheid om deel te nemen aan de praktische opleiding van het op het gebied van de gezondheidszorg werkzame personeel en ervaring op het gebied van samenwerking met dit personeel;*
- Ervaring op het gebied van samenwerking met andere personen die beroepsmatig op het gebied van de gezondheidszorg werkzaam zijn;*

Het programma bevat gedurende de drie eerste jaren ten minste de volgende vakgebieden:

1. Theoretisch onderwijs

A) VERPLEEGKUNDE

- 1. Voorlichting en beroepsethiek;*
- 2. Algemene beginselen van de gezondheid en de verpleegkunde, met inbegrip van wetenschappelijk bewijs en kwaliteit van de zorg;*
- 3. Beginselen van de verpleegkunde toegepast op gezonde en/of zieke en/of gehandicapte personen*
 - 3.1 Algemene verpleegkunde;*
 - 3.2 Algemene geneeskunde en medische specialismen;*
 - 3.3 Algemene chirurgie en chirurgische specialismen;*
 - 3.4 Kinderverzorging en pediatrie;*
 - 3.5 Hygiëne en verzorging van moeder en pasgeboren kind;*
 - 3.6 Geestelijke gezondheid en psychiatrie;*
 - 3.7 Verzorging van bejaarden en geriatrie;*
 - 3.8 Verzorging thuis.*

B) BASISVAKKEN

- 1. Anatomie - fysiologie (biofysica, biochemie).*
- 2. Pathologie (algemene beginselen van de symptomatologie, de diagnostische methoden, waaronder radiologie en therapieën).*
 - 2.1 Algemene geneeskunde en medische specialismen, met inbegrip van de geriatrie;*
 - 2.2 Algemene chirurgie en chirurgische specialismen;*
 - 2.3 Pediatrie;*
 - 2.4 Verloskunde en gynaecologie;*
 - 2.5 Psychiatrie*
- 3. Bacteriologie, virologie en parasitologie.*

4. Voedingsleer

5. Hygiëne

5.1 Milieustudie;

5.2 Arbeids- en ziekenhuishygiëne;

5.3 Vermijding en voorkoming van ziekten, met inbegrip van eerstelijnsgezondheidszorg.

6. Farmacologie.

C) SOCIALE WETENSCHAPPEN

1. Sociologie.

2. Psychologie en toegepaste psychologie.

3. Beginselen van administratie, met inbegrip van informatica.

4. Beginselen van onderricht en gezondheidseducatie.

5. Sociale en gezondheidswetgeving.

6. Juridische aspecten van het beroep.

2. Klinisch onderwijs

Gedurende het derde, bijkomende jaar bevat het programma ten minste de volgende vakgebieden:

1. Theoretisch onderwijs:

Voorbereiding voor synthesesewerk.

2. Klinisch onderwijs

Art. N2. Bijlage 2. - Vervolg- en eindcompetenties voor het behalen van het van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie.

De toekenning van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) bewijst dat de leerling in staat is minstens de volgende competenties toe te passen:

a) competentie om met de huidige theoretische en klinische kennis zelfstandig een diagnose te stellen voor de nodige verpleegkundige verzorging en om de verpleegkundige verzorging bij de behandeling van patiënten te plannen, organiseren en implementeren op basis van de kennis en vaardigheden die overeenkomstig bijlage I zijn verworven ter verbetering van de praktijkervaring;

b) competentie om doeltreffend samen te werken met andere actoren in de gezondheidszorg, met inbegrip van deelname aan de praktische opleiding van het op het gebied van de gezondheidszorg werkzame personeel, op basis van de kennis en vaardigheden die overeenkomstig bijlage I zijn verworven;

c) competentie om personen, gezinnen en groepen te helpen een gezonde levensstijl aan te nemen en voor zichzelf te zorgen op basis van de kennis en vaardigheden die overeenkomstig bijlage I zijn verworven;

d) competentie om zelfstandig urgente levensreddende maatregelen te kunnen treffen en in crisis- en rampensituaties te kunnen handelen;

e) competentie om zorgbehoevenden en hun naasten onafhankelijk te adviseren, instrueren en ondersteunen;

f) competentie om zelfstandig de kwaliteit van verpleegkundige verzorging te kunnen garanderen en evalueren;;

g) competentie om beroepsmatig duidelijk te communiceren en samen te werken met andere personen die op het gebied van de gezondheidszorg werkzaam zijn;

h) competentie om de kwaliteit van de zorg te analyseren om hun eigen praktijkervaring als verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger te verbeteren.

Besluit van de Vlaamse Regering van 17 december 2010 houdende de codificatie betreffende het secundair onderwijs (“Codex Secundair Onderwijs”)

Art. 3

18° lesuur: een prestatie van vijftig minuten;

[...]

47° voltijds secundair onderwijs :

[...]

- het onderwijs dat aan regelmatige cursisten van de opleiding verpleegkunde van het hoger beroepsonderwijs wordt verstrekt gedurende ten minste 36 wekelijkse lessen en rekening houdende met het maximum aantal wekelijkse lessen dat voor financiering of subsidi[ë]ring in aanmerking komt;

Art. 125.

Teneinde overeenstemming te bereiken met de structuur, zoals vermeld in voorgaande artikel, wordt per 1 september 2009 :

1° de optie verpleegkunde van de vierde graad van het beroepssecundair onderwijs van rechtswege omgezet naar een gelijknamige opleiding van het hoger beroepsonderwijs met een duurtijd van zes semesters;

2° elke tot en met het schooljaar 2008-2009 bestaande optie van het derde leerjaar van de derde graad van het technisch of het kunstsecundair onderwijs aangeduid als specialisatiejaar, van rechtswege omgezet naar een gelijknamige optie aangeduid als Sen-Se met een duurtijd van twee semesters en gerangschikt als specifiek. (124)

Art. 132.

Hoger beroepsonderwijs, bestaande uit de opleiding verpleegkunde, is beroepsgericht onderwijs, leidt tot een erkende onderwijskwalificatie van kwalificatieniveau 5 die bestaat uit minstens één erkende beroepskwalificatie van kwalificatieniveau 5, en wordt bekrachtigd met een diploma van gegradueerde. Het hoger beroepsonderwijs heeft een duurtijd van zes semesters. Bij modulaire organisatie kan het hoger beroepsonderwijs voor de cursisten starten hetzij op 1 september hetzij op 1 februari, bij niet-modulaire organisatie enkel op 1 september.

Het hoger beroepsonderwijs wordt georganiseerd enerzijds overeenkomstig de codificatie van de bepalingen betreffende het secundair onderwijs en anderzijds overeenkomstig de bepalingen van [39]de Codex Hoger Onderwijs van 11 oktober 2013³⁹.

Met inachtnaam van de voorwaarde inzake studieomvang zoals bepaald in de richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad, dient de school, buiten de wekelijkse lessentabel, aan de cursisten verpleegkunde gedurende de volledige duur van de opleiding en naar rata van ten minste 4 wekelijkse lestijden, opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten op te leggen. De klassenraad beslist autonoom over de vorm en inhoud van deze activiteiten. De resultaten van de door de cursist uitgevoerde activiteiten worden in aanmerking genomen bij zijn of haar evaluatie door de klassenraad.

Decreet van de Vlaamse Raad van 30 april 2009 betreffende het secundair na secundair onderwijs en het hoger beroepsonderwijs (*opgeheven met ingang van 1 september 2019*)

Art. 55. *In artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 2 van 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximum aantal lestijden per week in het voltijds secundair onderwijs, gewijzigd bij het decreet van 19 april 1995, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:*

“Het secundair onderwijs wordt verstrekt gedurende een maximum aantal wekelijkse lestijden dat op 32 is vastgesteld, met uitzondering van het onderwijs in:

[...]

3° het technisch, het kunst- en het beroepssecundair onderwijs en het hoger beroepsonderwijs, waarvoor dit maximum 36 bedraagt. ”

Art. 56. *In artikel 46, § 2, van het decreet van 31 juli 1990 betreffende het onderwijs II, gewijzigd bij de decreten van 19 april 1995 en 8 juli 1996, wordt in het eerste lid de tweede zin vervangen door wat volgt:*

“In afwijking van deze bepaling:

1° kan het onderwijs worden verstrekt gedurende twintig weken per jaar in die structuuronderdelen waarvoor dit decreet de duurtijd in semesters uitdrukt; voor de HBO5-opleiding verpleegkunde geldt deze bepaling enkel bij modulaire organisatie;
2° wordt het minimum aantal wekelijkse lessen voor de opleiding verpleegkunde van het hoger beroepsonderwijs vastgesteld op 36. ”

Art. 59. *De onderafdelingen 2 en 3 van hetzelfde decreet worden vervangen door wat volgt:*

“Onderafdeling 2. - Structuur en organisatie.

[...]

Art. 50. Teneinde overeenstemming te bereiken met de structuur als vermeld in artikel 49, wordt per 1 september 2009:

1° de optie verpleegkunde van de vierde graad van het beroepssecundair onderwijs van rechtswege omgezet naar een gelijknamige opleiding van het hoger beroepsonderwijs met een duurtijd van zes semesters;

[...]

Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 13 juni 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet in verpleegkundige verzorging wordt toegekend

Art. 2. *De studies die tot het verkrijgen van het brevet in verpleegkundige verzorging leiden, omvatten drie studie jaren; Bijlage I bepaalt er de einden tussentermen van en bijlage II het minimumprogramma.*

De opleiding omvat ten minste 4 600 lestijden theoretisch onderwijs en praktisch klinisch onderwijs : de duur van de theoretische opleiding moet ten minste één derde en die van het praktisch klinisch onderwijs ten minste de helft van de minimale opleidingsduur bedragen.

De schoolopleiding omvat 2.080 lestijden met theoretisch en praktijkonderwijs verdeeld als volgt:

| | 1ste jaar | 2de jaar | 3de jaar |
|--------------------|-----------|----------|----------|
| Verpleegkunde | 480 | 360 | 320 |
| Basiswetenschappen | 160 | 200 | 120 |

| | | | |
|------------------------------|-----|----|----|
| Sociale wetenschappen | 40 | 40 | 80 |
| Naar keuze van de inrichting | 120 | 80 | 80 |

Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 10 juli 1997 tot vastlegging van de bepalingen betreffende de stages die met het oog op het verkrijgen van een brevet in verpleegkundige verzorging moeten worden gemaakt

Art. 6. *Het klinisch onderwijs van de leerjaren leidend tot het bekomen van het brevet in verpleegkundige verzorging moet ten minste 2.240 stagelestijden van 50 minuten omvatten die over drie leerjaren verspreid zijn.*

Besluit van de Vlaamse Regering van 18 juli 2008 houdende organisatie van het experimenteel voltijds gewoon secundair onderwijs volgens een modulair stelsel

Art. 4/1.

De organisatie van het hoger beroepsonderwijs, opleiding verpleegkunde, moet in overeenstemming zijn met:

1° de bepalingen van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, gewijzigd bij Richtlijn 2006/100/EG V2. Verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, en van het ministerieel besluit van 28 februari 2008 tot vaststelling van de lijst van opleidingstitels van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger afgeleverd door de lidstaten van de Europese Unie;

2° de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, en van het koninklijk besluit van 18 juni 1990 houdende vaststelling van de lijst van de technische verpleegkundige verstrekkingen en de lijst van de handelingen die door een arts aan beoefenaars van de verpleegkunde kunnen worden toevertrouwd, alsmede de wijze van uitvoering van die verstrekkingen en handelingen en de kwalificatievereisten waaraan de beoefenaars van de verpleegkunde moeten voldoen.

Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool

Art. 3.21. Studieomvang van de basisopleiding.

De studieomvang van elk studiejaar en elke onderverdeling van het opleidingsprogramma wordt door de hogeschool in studiepunten uitgedrukt.

[2 De studieomvang van elk studiejaar stemt overeen met ten minste studiepunten, onderverdeeld in opleidingsactiviteiten, eigen werk, voorbereiding van een eindwerk en van het portfolio]2

De gehele omvang van de basisopleiding bachelor stemt overeen met [2 ten minste 180 studiepunten]2. [1 De in [4 artikel 3.18, § 1, tweede lid]4, vermelde keuzevakken zijn in dit getal niet inbegrepen.]1

[3 Onverminderd het derde lid omvat de basisopleiding in de afdeling “verpleegkunde” op zijn minst 4.600 uren theorie en klinische praktijk; de theorielessen beslaan minstens één derde en de lessen klinische praktijk minstens de helft van dat aantal uren.]3

[1 De hogeschool legt de studieomvang van de in [4 artikel 3.18, § 1, tweede lid]4,

vermelde keuzevakken in de vorm van studiepunten vast, waarbij de omvang ten minste aan 10 studiepunten beantwoordt, indien het met vrucht beëindigen van een keuzevak een bijkomende kwalificatie in de vorm van een vaktitel voor de student met zich brengt.]]

Besluit van de Vlaamse Regering van 10 maart 2017 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties voor geregementeerde beroepen in het onderwijs in het kader van de Europese Richtlijn 2005/36

Art. 4.

De aanvraag wordt behandeld op basis van een dossier met ten minste de volgende documenten als die van toepassing zijn:

[...]

4° een verklaring van een bevoegde autoriteit van de lidstaat waar het diploma of getuigschrift is uitgereikt, waaruit blijkt dat de kandidaat op basis van het voorgelegde diploma of getuigschrift in die lidstaat het ambt waarnaar hij gesolliciteerd heeft, met de eventueel daaraan verbonden vakken, specialiteiten, leerjaren, opleidingen of modules kan uitoefenen;

Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 25 mei 2009 over maatregelen inzake onderwijs en opleiding 2009

Art. 3. Aanvraagprocedure

§ 1. Om een conformiteitsattest te krijgen, dient de aanvrager bij de Regering een aanvraag in die minstens de volgende gegevens bevat :

[...]

4° een verklaring opgesteld door een bevoegde autoriteit van de lidstaat waar de beroepskwalificatie werd gevolgd en waaruit blijkt dat de aanvrager gemachtigd is de wettelijke titel van de beroepskwalificatie, met de eventuele afkorting ervan, te dragen;

5° attesten van de relevante beroepservaring die de persoon in kwestie verworven heeft;

[...]

3. BETREFFENDE DE OVEREENSTEMMING VAN HET BELGISCHE RECHTSKADER MET RICHTLIJN 2005/36/EG

3.1. Vrije dienstverrichting

3.1.1. Vrije dienstverrichting voor privédetectives en beroepsbeoefenaren die werkzaam zijn in de sector van de private en bijzondere veiligheid

Titel II van Richtlijn 2005/36/EG bevat het rechtskader voor beroepsbeoefenaren die in een andere lidstaat tijdelijke en incidentele diensten willen verrichten.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie akte genomen van het Koninklijk Besluit van 10 februari 2008 betreffende de vereisten met betrekking tot de opleiding en de

erkenning van de EG-beroepskwalificaties voor het uitoefenen van het beroep van privé-detective en de erkenning van de opleidingen (hierna “het RBK-KB privédetectives” genoemd) en van het Koninklijk Besluit van 25 december 2017 tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor het uitoefenen van de activiteiten zoals voorzien in de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid (hierna “het RBK-KB private veiligheid” genoemd).

Op basis van de beoordeling van de Commissie zijn beide rechtsinstrumenten gericht op de uitvoering van de voorschriften inzake vestiging van Richtlijn 2005/36/EG voor privédetectives en voor beroepsbeoefenaren die werkzaam zijn in de sector van de private en bijzondere veiligheid. De Commissie heeft echter vastgesteld dat in beide wetteksten specifiek en uitdrukkelijk is nagelaten de bepalingen van titel II van Richtlijn 2005/36/EG inzake vrije dienstverrichting voor de betrokken beroepen om te zetten.

Met name is in overweging 5 van het RBK-KB privédetectives en overweging 8 van het RBK-KB private veiligheid uitdrukkelijk aangeduid dat titel II van Richtlijn 2005/36/EG betreffende vrije dienstverrichting niet van toepassing is op privédetectives en beroepsbeoefenaren die werkzaam zijn in de sector van de private en bijzondere veiligheid omdat zij zouden uitgesloten zijn van het toepassingsgebied van Richtlijn 2006/123/EG.

De Commissie oordeelde dat dit een onjuiste uitlegging is van de betrokken EU-wetgeving. Titel II van Richtlijn 2005/36/EG is namelijk volledig van toepassing op privédetectives en beroepsbeoefenaren die werkzaam zijn in de sector van de private en bijzondere veiligheid. De uitsluiting van deze beroepen uit het toepassingsgebied van een andere EU-wetgeving, namelijk Richtlijn 2006/123/EG, zoals uitdrukkelijk is aangeduid in overweging 5 van het RBK-KB privédetectives en overweging 8 van het RBK-KB private veiligheid, doet geen afbreuk aan de toepassing van de voorschriften van Richtlijn 2005/36/EG op deze beroepen.

Voorts heeft de Commissie te kennen gegeven ervan uit te gaan dat de bepalingen van de horizontale wet van 12 februari 2008 tot vaststelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties (hierna “de RBK-wet” genoemd) die niet zijn gewijzigd of opgenomen in de twee sectorale wetteksten, in beginsel van toepassing blijven in het Belgische rechtskader.

In zijn antwoord geeft België aan te betreuren dat de Commissie van oordeel is dat de uitsluiting van deze beroepen uit het toepassingsgebied van Richtlijn 2006/123/EG niet impliceert dat zij buiten het toepassingsgebied van titel II van Richtlijn 2005/36/EG vallen. Hoewel België het niet eens is met het standpunt van de Commissie, verklaart het de nodige aanpassingen te zullen doorvoeren om titel II van Richtlijn 2005/36/EG correct om te zetten, maar zich het recht voor te behouden om dit standpunt van de Commissie in een later stadium te betwisten en aanvullende eisen op te leggen die het op grond van de uitzonderingen van Richtlijn 2005/36/EG of het Verdrag zal rechtvaardigen.

De Commissie neemt nota van de bereidheid om aan de grief tegemoet te komen door de wet te wijzigen. Een enkele bereidheid volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpamendementen en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Aangezien deze wijzigingen niet zijn vastgesteld, blijft de Commissie van oordeel dat België zijn verplichtingen uit hoofde van titel II, artikelen 5 tot en met 9, van Richtlijn 2005/36/EG niet is nagekomen door de bepalingen van titel II van Richtlijn 2005/36/EG inzake vrije dienstverrichting voor de beroepen die vallen onder het RBK-KB privédetectives en het RBK-KB private veiligheid, niet om te zetten, en door geen verduidelijking te geven omtrent deze “aanvullende vereisten” die mogelijk zouden worden opgelegd.

3.1.2. Beginsel van het vrij verrichten van diensten

In artikel 5, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG is bepaald dat de lidstaten niet om redenen van beroepskwalificatie beperkingen kunnen stellen aan het vrij verrichten van diensten door buitenlandse dienstverrichters die op wettige wijze gevestigd zijn in hun lidstaat van herkomst om er hetzelfde beroep uit te oefenen (artikel 5, lid 1, onder a), van Richtlijn 2005/36/EG), of die, indien het beroep in hun lidstaat niet is gereguleerd, dat beroep gedurende ten minste één jaar tijdens de laatste tien jaar in een of meerdere lidstaten hebben uitgeoefend (artikel 5, lid 1, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG). De voorwaarde met betrekking tot een jaar beroepsuitoefening is niet van toepassing wanneer het onderwijs en de opleiding die toegang verlenen tot het beroep, zijn gereguleerd.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie opgemerkt dat zij geen enkele maatregel tot uitvoering van het beginsel van het vrij verrichten van diensten kon compliant vaststellen met betrekking tot alle beroepen die onder de bevoegdheid van **het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap** vallen.

De Commissie gaf te kennen ervan uit te gaan dat, na de zesde staatshervorming van 2014 en de overdracht van bepaalde bevoegdheden met betrekking tot de erkenning van beroepskwalificaties van de federale staat naar de gewesten en gemeenschappen, de op het moment van de staatshervorming geldende federale wetten van toepassing blijven zolang zij niet door de gewesten en gemeenschappen zelf zijn opgeheven.

Aangezien de op het moment van de overdracht van bevoegdheden geldende federale wetten niet langer volledig in overeenstemming zijn met Richtlijn 2005/36/EG omdat zij geen rekening houden met de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen, volstaat de heden voortdurende toepasselijkheid van deze oude federale wetten niet om de naleving van Richtlijn 2005/36/EG te waarborgen.

Met de vaststelling van Richtlijn 2013/55/EU is artikel 5, lid 1, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG in die zin gewijzigd dat de lidstaten slechts één jaar voorafgaande beroepsuitoefening kunnen vereisen. Zoals in het vorige punt is uiteengezet, houden de oude federale wetten geen rekening met de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen.

De Commissie heeft derhalve geconcludeerd dat, gezien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse en de Duitstalige Gemeenschap de desbetreffende voorschriften niet hebben opgeheven en totdat nieuwe voorschriften worden vastgesteld, de voorschriften die in dit gewest en in deze gemeenschappen worden toegepast in strijd zijn met artikel 5, lid 1, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG.

Voorts merkte de Commissie op dat, indien een beroep in de lidstaat van vestiging niet is gereguleerd, artikel 108, lid 1, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen (hierna “**de wet gezondheidszorgberoepen**”) vereist dat de dienstverrichter tijdens de laatste tien jaar gedurende ten minste één jaar dat beroep in die lidstaat van vestiging heeft uitgeoefend. Dit is ook in strijd met artikel 5, lid 1, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG, dat toestaat dat de dienstverrichter het beroep “in een of meer lidstaten” heeft uitgeoefend.

In hun antwoord stelden de Belgische autoriteiten de Commissie in kennis van het volgende:

- Wat de specifieke beroepen betreft die onder de bevoegdheid van het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** vallen, verduidelijkt België dat voor deze beroepen de oude horizontale federale wet van 12 februari 2008 reeds vóór zijn inwerkingtreding niet langer van toepassing was. De reden daarvoor is dat voor deze specifieke beroepen Richtlijn 2005/36/EG verticaal is omgezet bij het Koninklijk besluit van 17 augustus 2007. Richtlijn 2005/36/EG is dus voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest omgezet bij wijziging van dit Koninklijk besluit van 17 augustus 2007 (hierna “het KB BHG” genoemd). Nog belangrijker is dat zij verduidelijken dat het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** geen toegangseisen oplegt voor tijdelijke en incidentele dienstverrichting in de beroepen die onder de bevoegdheid van dit gewest vallen. Aangezien in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geen eisen worden opgelegd voor tijdelijke en incidentele dienstverrichting, past dit gewest een soepeler regeling toe en hoeft het derhalve titel II van Richtlijn 2005/36/EG niet om te zetten.
- Wat de **beroepen in het onderwijs in de Franse Gemeenschap** betreft, merken de Belgische autoriteiten op dat dit inderdaad een exclusieve bevoegdheid van de Gemeenschappen is. Volgens België werd echter tijdens de vorige omzettingsprocedure van Richtlijn 2005/36/EG, zoals vastgesteld op 7 september 2005, benadrukt dat de definitie van diensten in de zin van het EU-recht niet geldt voor gereguleerde beroepen in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijssector.
- Wat de **beroepen in de gezondheidszorg in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap** betreft, verduidelijkt België dat de bevoegdheid om toegang te verlenen tot tijdelijke en incidentele dienstverrichting op federaal niveau is gebleven en dat de Franse en de Duitstalige Gemeenschap de overeenkomstige bepalingen voor deze beroepen in de gezondheidszorg dus niet hoeven om te zetten.
- Wat **artikel 108, lid 1, van de wet gezondheidszorgberoepen** betreft, erkent België deze omissie en zal het zijn wetgeving wijzigen.

Op basis van het antwoord van de Belgische autoriteiten concludeert de Commissie als volgt:

- Met betrekking tot de verklaring dat **het Brussels Hoofdstedelijk Gewest** geen eisen oplegt voor tijdelijke en incidentele dienstverrichting met betrekking tot deze beroepen die onder haar bevoegdheid vallen, heeft de Commissie weet van ten minste één beroep, namelijk dat van rijschoolinstructeur, waarvoor België in

de databank van gereguleerde beroepen heeft aangegeven dat het ook in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is gereguleerd en dat een controle vooraf van de kwalificaties krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG noodzakelijk is. Bovendien is de Commissie van mening dat het beroep van rijkschoolinstructeur zelfs niet valt binnen het toepassingsgebied van het KB BHG waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Richtlijn 2005/36/EG heeft omgezet. Het lijkt daarom dat, althans voor dit beroep, de oude horizontale federale wet van 12 februari 2008 nog steeds volledig van kracht is.

- Bovendien is de Commissie van mening dat de verstreking van **onderwijs** volledig onder het begrip “diensten” in de zin van het EU-recht valt. De Commissie wijst er overigens op dat Richtlijn 2005/36/EG ook van toepassing is op werknemers die tijdelijk en incidenteel diensten verrichten in een andere lidstaat. Bijgevolg moeten zowel de **Franse als de Duitstalige Gemeenschap** de nodige bepalingen vaststellen om voor deze beroepen artikel 5, lid 1, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG om te zetten.
- De Commissie aanvaardt weliswaar dat de **Franse en de Duitstalige Gemeenschap** de bepalingen inzake tijdelijke en incidentele dienstverrichting voor beroepen in de gezondheidszorg niet hoeven om te zetten — en zij zal deze grief niet langer handhaven voor deze beroepen in de gezondheidszorg —, maar zij begrijpt dat zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap ook uitsluitend bevoegd is voor **bepaalde andere beroepen**. Dit is bijvoorbeeld het geval voor de beroepen van kinderverzorg(st)er (accueillant/e d’enfant) en kinderverpleegkundige (puériculteur) voor de Franse Gemeenschap, en gezins-(aide familiale) en bejaardenhelp(st)er (aide seniors) voor zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap. Bijgevolg moeten de Franse en de Duitstalige Gemeenschap de nodige bepalingen vaststellen om voor deze beroepen artikel 5, lid 1, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG om te zetten.
- De Commissie neemt nota van de bereidheid om gedeeltelijk tegemoet te komen aan deze grief door de **wet gezondheidszorgberoepen** te wijzigen. Een enkele bereidheid volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpamendementen en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Aangezien de noodzakelijke wijzigingen in de **wet gezondheidszorgberoepen** en in de **desbetreffende wetten voor de Franse en Duitstalige Gemeenschap en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest** niet zijn vastgesteld, blijft de Commissie van oordeel dat België niet heeft voldaan aan de verplichtingen die op hem rusten krachtens artikel 5, lid 1, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG door de verplichting van de lidstaten om geen beperkingen op te leggen, om redenen in verband met de beroepskwalificaties, aan het vrij verrichten van diensten van buitenlandse dienstverrichters uit een lidstaat die hun beroep niet reguleert, maar die dit beroep tijdens de laatste tien jaar gedurende ten minste een jaar in een of meerdere lidstaten hebben uitgeoefend, niet om te zetten.

3.1.3. Toepassing van de beroepsregels op dienstverrichters

Overeenkomstig artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG, valt de dienstverrichter onder de professionele, wettelijke of administratieve beroepsregels die rechtstreeks verband houden met beroepskwalificaties, zoals de definitie van het beroep, het gebruik van titels

en de wanprestatie bij de uitoefening van het beroep die rechtstreeks en specifiek verband houdt met de bescherming en de veiligheid van consumenten, alsook de tuchtrechtelijke bepalingen, die in de ontvangende lidstaat van toepassing zijn op de personen die er hetzelfde beroep uitoefenen.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie opgemerkt dat wat de **architecten** betreft artikel 8, lid 2, van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een orde van architecten (hierna “de wet orde van architecten” genoemd) bepaalt dat “[d]e voorschriften van de plichtenleer, goedgekeurd door de Koning [...] eveneens van toepassing [zijn] op de personen [die tijdelijke en incidentele diensten verrichten]”. Voorts stelde de Commissie vast dat artikel 46, lid 3, van de Wet van 22 april 1999 betreffende de **boekhoudkundige en fiscale beroepen** (hierna “de wet boekhoudkundige en fiscale beroepen”) bepaalt: “Alle wettelijke en reglementaire bepalingen in verband met de plichtenleer, de uitoefening van de tuchtmacht door de bevoegde tuchtinstanties, de definitie en de uitoefening van het beroep [...] zijn van toepassing op de onderdanen van een andere lidstaat die gemachtigd zijn om tijdelijk en occasioneel de activiteit [...] uit te oefenen [...]”. De Commissie stelde dat een dergelijke ruime toepassing van alle “deontologische regels”, met inbegrip van bijvoorbeeld onverenigbaarheid en beroepsuitoefening in groepsverband, verder gaat dan artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG, waarin is bepaald dat de voor een nieuwe dienstverrichter geldende beroepsregels rechtstreeks verband moeten houden met beroepskwalificaties.

Voorts merkte de Commissie op dat artikel 32 van Wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen ter bescherming van de titel van **octrooigemachtigde** (hierna: “de wet octrooigemachtigden” genoemd) alle leden van het Instituut voor Octrooigemachtigden verplicht om zonder onderscheid de tuchtrechtelijke voorschriften, de gedragsregels, het reglement houdende de organisatie van een permanente vorming, en het huishoudelijk reglement na te leven. Aangezien ook beroepsbeoefenaren uit andere lidstaten die tijdelijke of incidentele diensten verrichten krachtens artikel 25 van de wet automatisch lid zijn van het Instituut, is de Commissie tot de conclusie gekomen dat de nationale wet ook deze beroepsbeoefenaren aan al deze regels onderwerpt.

Wat **architecten** en **boekhoudkundige en fiscale beroepen** betreft, antwoorden de Belgische autoriteiten als volgt:

- Zij wijzen erop dat Richtlijn 2005/36/EG een richtlijn is en slechts een “obligation de résultat [resultaatsverplichting]” schept, hetgeen betekent dat de lidstaat niet verplicht is om juist dezelfde terminologie te gebruiken. Daarom kan het gebruik van de algemene term “deontologie” op zich niet leiden tot de conclusie dat de richtlijn onjuist is omgezet.
- België verwijst bovendien naar de toelichting in het handboek over de dienstenrichtlijn, waarin de Commissie pleit voor de ontwikkeling van EU-gedragscodes met gemeenschappelijke minimumregels inzake onafhankelijkheid, onpartijdigheid en beroepsgeheim, alsook regels inzake commerciële communicatie en — in voorkomend geval — verzekeringseisen. Het concludeert hieruit dat gedragscodes van belang zijn voor de bescherming van de afnemers van diensten.
- België beroept zich ook op artikel 25 van Richtlijn 2006/123/EG betreffende multidisciplinaire activiteiten en wijst erop dat in deze bepaling voor gereguleerde beroepen in een uitdrukkelijke afwijking is voorzien van het basisbeginsel volgens hetwelk op dienstverrichters geen eisen van toepassing

mogen zijn die hen ertoe verplichten uitsluitend een bepaalde specifieke activiteit uit te oefenen en niet mogen worden onderworpen aan beperkingen inzake multidisciplinaire praktijken.

- Daarnaast is België van mening dat de regels inzake onpartijdigheid en onafhankelijkheid binnen het toepassingsgebied van artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG vallen. Volgens België wordt de uitlegging van de Commissie dat deze beroepsregels rechtstreeks verband moeten houden met de beroepskwalificaties, op twee manieren tegengesproken. Ten eerste wordt die uitlegging tegengesproken door de voorbeelden in artikel 5, lid 3, zelf, zoals een “ernstige wanprestatie die rechtstreeks en specifiek verband houdt met de bescherming en de veiligheid van consumenten”. België meent dat het uitoefenen van een beroep op een wijze die de beginselen van onpartijdigheid en onafhankelijkheid niet eerbiedigt, duidelijk onder het begrip “ernstige wanprestatie” als bedoeld in artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG valt. Ten tweede wijst België erop dat in artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG de tuchtrechtelijke bepalingen die in de ontvangende lidstaat van toepassing zijn, afzonderlijk worden vermeld en dus worden onderscheiden van beroepsregels die rechtstreeks verband houden met beroepskwalificaties. Dergelijke tuchtrechtsregels houden verband met de deontologische regels. In dit verband verwijst België ook naar artikel 17 van Richtlijn 85/384/EEG van de Raad van 10 juni 1985 inzake de onderlinge erkenning van de diploma’s, certificaten en andere titels op het gebied van de architectuur, tevens houdende maatregelen tot vergemakkelijking van de daadwerkelijke uitoefening van het recht van vestiging en vrij verrichten van diensten, betreffende de wederzijdse erkenning van titels op het gebied van architectuur, waarin wordt gesteld dat de dienstverrichter dezelfde rechten en plichten heeft als de burgers van de ontvangende lidstaat en ook onderworpen is aan de tuchtrechtsregels van professionele of administratieve aard.
- Ten slotte concludeert België dat, indien zou worden aanvaard dat de lidstaat van ontvangst op grond van Richtlijn 2005/36/EG alleen eisen en sancties met betrekking tot beroepskwalificaties kan opleggen, elke toepassing van regels inzake onafhankelijkheid en onpartijdigheid in het kader van Richtlijn 2006/123/EG moet worden geanalyseerd.

Op basis van het antwoord van de Belgische autoriteiten met betrekking tot de wetten inzake **architecten** en **boekhoudkundige en fiscale beroepen**, concludeert de Commissie het volgende:

- Hoewel richtlijnen inderdaad slechts bindend zijn wat hun resultaat betreft en dus niet letterlijk moeten worden omgezet, is de Commissie van mening dat het gebruik van de termen “deontologische of ethische regels” zonder hierbij te specificeren dat deze rechtstreeks en specifiek verband moeten houden met beroepskwalificaties, niet tot het door Richtlijn 2005/36/EG beoogde resultaat leidt.
- De Commissie ontkent het belang niet van gedragsregels die erop gericht zijn de consument op doeltreffende en evenredige wijze te beschermen. Uit de dienstenrichtlijn en het handboek blijkt echter dat de aanmoediging van de Commissie om Europese gedragscodes op te stellen, tot doel heeft de doelstelling van het vrije verkeer van beroepsbeoefenaren, dat kan worden belemmerd door uiteenlopende nationale gedragsregels, te verzoenen met de doelstelling om de bescherming en het vertrouwen van de consument te waarborgen. Artikel 37 van

de dienstenrichtlijn moedigt de invoering van een EU-gedragscode voor gereglementeerde beroepen aan, maar kan niet aldus worden uitgelegd dat het voorziet in de toepassing van de nationale gedragscode van de ontvangende lidstaat op beroepsbeoefenaren die hun diensten tijdelijk en incidenteel in die ontvangende lidstaat verrichten. De ontvangende lidstaat kan zijn regels in geval van tijdelijke dienstverrichting alleen toepassen indien zij voldoen aan artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG voor aangelegenheden die verband houden met beroepskwalificaties, of aan artikel 16 van de dienstenrichtlijn (Richtlijn 2006/123/EG) voor andere aangelegenheden, zoals regels inzake onafhankelijkheid en onpartijdigheid.

- De Commissie is het ermee eens dat, overeenkomstig artikel 25 van Richtlijn 2006/123/EG, een lidstaat beperkingen mag opleggen voor multidisciplinaire activiteiten aan beoefenaren van gereglementeerde beroepen, voor zover dergelijke eisen gerechtvaardigd zijn om naleving van de beroeps- en gedragsregels, die naar gelang van de specifieke kenmerken van elk beroep verschillen, te waarborgen, en voor zover zij nodig zijn om hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid te waarborgen. Deze beperkingen moeten derhalve ook voor gereglementeerde beroepen gerechtvaardigd en noodzakelijk zijn om de doelstelling van onafhankelijkheid en onpartijdigheid te waarborgen. Voorts wijst de Commissie erop dat artikel 25, lid 2, van Richtlijn 2006/123/EG gericht is tot de lidstaat van vestiging en de lidstaten van herkomst verplicht om belangenconflicten en onverenigbaarheden te voorkomen, om de vereiste onafhankelijkheid en onpartijdigheid te waarborgen en om ervoor te zorgen dat de beroeps- en gedragsregels onderling verenigbaar zijn, met name wat het beroepsgeheim betreft. Deze bepaling kan dus niet in die zin worden uitgelegd dat zij in de plaats komt van artikel 16 van Richtlijn 2006/123/EG en zij breidt de mogelijkheid voor een ontvangende lidstaat niet uit om zijn beroepsregels, zonder een specifiek en rechtstreeks verband met beroepskwalificaties, in verdergaande mate op te leggen aan beroepsbeoefenaren die tijdelijke en incidentele diensten verrichten dan wat op grond van artikel 16 van Richtlijn 2006/123/EG is toegestaan.
- Wat het toepassingsgebied van artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG betreft, merkt de Commissie op dat de eis dat de beroepsregels die door de ontvangende lidstaat worden toegepast, beperkt zijn tot de beroepsregels die rechtstreeks verband houden met beroepskwalificaties, nog duidelijker wordt geformuleerd in overweging 8, waarin sprake is van “[tuchtrechtelijke bepalingen die] rechtstreeks en specifiek verband houden met de beroepskwalificaties”. Bovendien wordt in overweging 8 uitdrukkelijk vermeld dat dit verband ook vereist is voor de tuchtrechtelijke bepalingen. Deze interpretatie is ook bevestigd door het Hof van Justitie in zaak C-475/11, *Konstantinides*³. De Commissie is het dan ook niet eens met de interpretatie volgens dewelke de regels betreffende “ernstige wanprestatie” en “tuchtrechtelijke bepalingen” als bedoeld in artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG geen rechtstreeks verband met beroepskwalificaties vereisen.
- De Commissie is het met de Belgische autoriteiten eens dat de ontvangende lidstaat beroeps- en tuchtregels die niet specifiek en rechtstreeks verband houden met beroepskwalificaties alleen mag toepassen op dienstverrichter van tijdelijke en incidentele diensten indien deze regels in overeenstemming zijn met artikel 16

³ Punt 37.

van Richtlijn 2006/123/EG. Overeenkomstig artikel 16 van Richtlijn 2006/123/EG moeten dergelijke eisen derhalve gerechtvaardigd zijn om redenen in verband met de openbare orde, de openbare veiligheid, de volksgezondheid of de bescherming van het milieu, en moeten zij geschikt zijn om het nagestreefde doel te bereiken en niet verder gaan dan nodig is om dat doel te bereiken. In tegenstelling tot het onderhavige geval moeten deze beperkingen duidelijk tot uiting komen in de relevante Belgische wetten inzake **architecten en boekhoudkundige en fiscale beroepen**.

Wat de wetgeving inzake **octrooigemachtigden** betreft, antwoorden de Belgische autoriteiten dat de beroepsregels die niet onder artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG vallen, rechtstreeks zouden moeten worden onderzocht op grond van artikel 56 VWEU⁴. Zij wijzen er ook op dat er momenteel geen dergelijke deontologische regels op basis van artikel 32 van de wet octrooigemachtigden zijn vastgesteld. Binnen dergelijke toekomstige regels zou nog onderscheid kunnen worden gemaakt tussen de regels die van toepassing zijn op beroepsbeoefenaren die gevestigd zijn of op diegenen die tijdelijke en incidentele diensten verrichten. In elk geval stelt België dat het voor tijdelijke en incidentele dienstverrichters alleen de regels zal toepassen die binnen het toepassingsgebied van artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG vallen of die gerechtvaardigd zijn krachtens artikel 56 VWEU.

Op basis van het antwoord van België concludeert de Commissie met betrekking tot **octrooigemachtigden** het volgende:

- Ten eerste erkennen de Belgische autoriteiten in hun antwoord met betrekking tot architecten en boekhoudkundige en fiscale beroepen dat beroeps- en tuchtregels die niet specifiek en rechtstreeks verband houden met beroepskwalificaties alleen door de ontvangende lidstaat kunnen worden toegepast op dienstverrichters van tijdelijke en incidentele diensten indien deze regels in overeenstemming zijn met artikel 16 van Richtlijn 2006/123/EG. Overeenkomstig artikel 16 van Richtlijn 2006/123/EG moeten dergelijke eisen aldus gerechtvaardigd zijn om redenen in verband met de openbare orde, de openbare veiligheid, de volksgezondheid of de bescherming van het milieu, en moeten zij geschikt zijn om het nagestreefde doel te bereiken en niet verder gaan dan nodig is om dat doel te bereiken. In tegenstelling tot het onderhavige geval moeten deze beperkingen duidelijk tot uiting komen in de wet octrooigemachtigden.
- Ten tweede neemt de Commissie ervan akte dat tot dusver geen deontologische regels op basis van artikel 32 van de wet octrooigemachtigden zijn vastgesteld. Het feit dat binnen dergelijke toekomstige regels een duidelijk onderscheid zou kunnen worden gemaakt tussen de regels die van toepassing zijn op beroepsbeoefenaren die zijn gevestigd en de regels van toepassing op dienstverrichters van tijdelijke en incidentele diensten, is echter niet voldoende om de nodige rechtszekerheid te creëren dat dit het geval zal zijn. Evenzo volstaat een loutere toezegging van België dat het op dienstverrichters van tijdelijke en incidentele diensten alleen de regels zal toepassen die binnen het toepassingsgebied van artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG vallen of die gerechtvaardigd zijn krachtens artikel 56 VWEU, echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerp van

⁴ Zij verwijzen in dit verband naar zaak C-475/11, *Konstantinides*, punten 40, 41 en 43.

wettekst waarin dit standpunt wordt weergegeven en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Daarom blijft de Commissie van oordeel dat België de krachtens artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichting niet is nagekomen door de deontologische regels die worden toegepast op beroepsbeoefenaren die tijdelijke en incidentele diensten verrichten op grond van de wet orde van architecten, de wet boekhoudkundige en fiscale beroepen en de wet octrooigemachtigden, niet uitdrukkelijk te beperken tot de beroepsregels die rechtstreeks verband houden met beroepskwalificaties.

3.1.4. Inhoud en vorm van voorafgaande verklaring

- Artikel 7 van Richtlijn 2005/36/EG verduidelijkt dat de lidstaten een vooraf af te leggen verklaring kunnen verlangen, met inbegrip van gegevens betreffende verzekeringsdekking, wanneer een dienstverrichter zich voor het eerst van de ene lidstaat naar een andere begeeft, mits de in die bepaling vastgestelde beperkingen. Zo nodig moet die verklaring eenmaal per jaar worden verlengd. Er kan worden verlangd dat de verklaring schriftelijk is, maar de dienstverrichter moet de verklaring met alle middelen kunnen aanleveren. Bovendien kunnen de lidstaten vóór de eerste dienstverrichting (of indien zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan in de situatie) eisen dat één of meer van de in artikel 7, lid 2, van Richtlijn 2005/36/EG genoemde bewijsstukken worden overgelegd.

De Commissie heeft er in haar aanmaningsbrief op gewezen dat artikel 22, lid 1, van het Koninklijk Besluit van 11 september 2016 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en het vrij verrichten van diensten van dierenartsen (hierna “het RBK-KB dierenartsen” genoemd) vereist dat de dienstverrichter in zijn schriftelijke verklaring vooraf informatie opneemt over “de duur van zijn verblijf of dienstverlening, de aard van de dienstverlening, de plaats van de dienstverlening, de beroepsorde waarbij de dienstverrichter is aangesloten, evenals elke andere noodzakelijk geachte inlichting”. De Commissie lichtte toe dat de in artikel 7, leden 1 en 2, van Richtlijn 2005/36/EG vervatte voorschriften inzake informatie en documenten uitputtend van aard zijn en dat soort informatie niet bedoelen.

De lidstaten kunnen dus niet verlangen dat de verklaring vooraf andere informatie bevat dan de vermelding van het voornemen van de dienstverrichter om een dienst te verrichten op het grondgebied van de ontvangende lidstaat, met vermelding van de gegevens (identiteit, adres, beroep, lidstaat van vestiging), de beroepen die hij/zij in de ontvangende lidstaat wil uitoefenen, de naam van de eventuele verzekeringsmaatschappij en het nummer van de verzekeringspolis of soortgelijke collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid.

In hun antwoord argumenteerden de Belgische autoriteiten als volgt:

- De vereiste informatie over de “duur van het verblijf of de dienstverlening” moet worden verstrekt om te kunnen nagaan of het verzoek in overeenstemming is met artikel 5, lid 2, van Richtlijn 2005/36/EG, waarin is bepaald dat “[d]e bepalingen van deze titel uitsluitend van toepassing [zijn] wanneer de dienstverrichter zich

naar het grondgebied van de ontvangende lidstaat begeeft om er tijdelijk en incidenteel het in lid 1 bedoelde beroep uit te oefenen”.

- De informatie over de “aard van de dienstverlening” stelt België bovendien in staat te verifiëren of de dierenarts al dan niet voedselproducerende dieren zal behandelen. Indien dit het geval is en de aangeboden veterinaire diensten betrekking hebben op gereguleerde ziekten, kan een specifieke vergunning vooraf vereist zijn.
- Informatie over de “plaats van de dienstverlening” stelt België bovendien in staat de kennis van de taal die in dat deel van het land wordt gesproken, te verifiëren.
- Bovendien is de informatie over “de beroepsorde waarbij de dienstverlener is aangesloten” nodig om na te gaan of de dienstverlener rechtmatig gevestigd is in zijn lidstaat van vestiging, zoals vereist op grond van artikel 5, lid 1, onder a), van Richtlijn 2005/36/EG.
- Ten slotte, wat de mogelijkheid betreft om “andere noodzakelijk geachte informatie” te verlangen, verwijst België naar artikel 8, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG betreffende administratieve samenwerking, waarin wordt bepaald dat “[d]e bevoegde autoriteiten van de ontvangende lidstaat de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van vestiging in geval van gegronde twijfel [kunnen] verzoeken om alle informatie over de rechtmatigheid van de vestiging en het goede gedrag van de dienstverrichter, alsmede het ontbreken van eventuele tuchtrechtelijke of strafrechtelijke maatregelen ter zake van de beroepsuitoefening”.

De Commissie concludeert het volgende uit het antwoord van België:

- Wat de toelichting over de duur van het verblijf of de dienstverlening betreft, herhaalt de Commissie haar standpunt dat de lidstaten niet mogen verlangen dat de verklaring vooraf andere informatie bevat dan diegene die uitdrukkelijk is vermeld in artikel 7, leden 1 en 2, van Richtlijn 2005/36/EG⁵. Indien de bevoegde autoriteiten twijfels hebben over het tijdelijke en incidentele karakter van de dienstverrichting, kunnen zij controles uitvoeren zodra de dienstverrichting is begonnen en de aard ervan per geval beoordelen.
- Met betrekking tot de verklaarde noodzaak om de “aard van de dienstverlening” te controleren om ervoor te zorgen dat dierenartsen die voedselproducerende dieren voor specifieke gereguleerde ziekten behandelen, de vereiste specifieke goedkeuring vooraf hebben, is de Commissie van mening dat België dit kan waarborgen 1) door de nodige informatie te verstrekken over de specifieke regels en procedures die gelden voor de behandeling van gereguleerde ziekten en 2) door controles achteraf uit te voeren op basis van artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG, waarbij dienstverleners worden onderworpen aan de professionele, wettelijke of administratieve beroepsregels die rechtstreeks verband houden met beroepskwalificaties.
- Wat de informatie over de “plaats van de dienstverlening” betreft met de bedoeling de kennis van de taal van de specifieke regio te verifiëren, merkt de

⁵ Dit standpunt komt ook tot uiting in de Gedragscode goedgekeurd door de groep coördinatoren ingesteld voor Richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties - Nationale administratieve praktijken krachtens Richtlijn 2005/36/EG, beschikbaar op: <https://ec.europa.eu/docsroom/documents/14981/attachments/1/translations>, in Titel II, punt 4, C, onder e).

Commissie op dat de ontvangende lidstaat alleen een “verklaring over de kennis van de aanvrager van de voor de uitoefening van het beroep vereiste taal” kan verlangen voor “beroepen die implicaties voor de veiligheid van de patiënt hebben”, wat duidelijk niet het geval is voor dierenartsen.

- Bovendien, wat de verplichting voor de dienstverlener om informatie te verstrekken over “de beroepsorde waarbij de dienstverlener is aangesloten” betreft, is de Commissie het er niet mee eens dat dit nodig is om na te gaan of de dienstverlener rechtmatig gevestigd is in zijn lidstaat van vestiging, zoals vereist op grond van artikel 5, lid 1, onder a), van Richtlijn 2005/36/EG. Het is immers mogelijk dat er in de lidstaat van vestiging geen verplichting bestaat om zich bij een beroepsorde te registreren.
- Wat ten slotte de mogelijkheid betreft om te verzoeken om “elke andere noodzakelijk geachte informatie”, is de Commissie het niet eens met de analyse dat artikel 8, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG zou toestaan om dergelijke aanvullende informatie te verlangen van de dienstverrichter. Artikel 8, lid 1, heeft namelijk betrekking op administratieve samenwerking en voorziet derhalve enkel in de mogelijkheid om een dergelijk bijkomend verzoek om informatie aan de bevoegde autoriteit van de lidstaat van vestiging te richten, en alleen in geval van “gegronde twijfel”. Bovendien wordt die mogelijkheid in artikel 8, lid 1, beperkt tot informatie “*over de rechtmatigheid van de vestiging en het goede gedrag van de dienstverrichter, alsmede het ontbreken van eventuele tuchtrechtelijke of strafrechtelijke maatregelen ter zake van de beroepsuitoefening*”, terwijl de tekst van artikel 22, lid 1, van het RBK-KB dierenartsen deze beperking niet bevat.

Daarom blijft de Commissie van oordeel dat België de krachtens artikel 7, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door te eisen dat de verklaring vooraf voor dierenartsen andere informatie bevat dan diegene die uitdrukkelijk is vermeld in artikel 7, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG.

- Bovendien heeft de Commissie in haar aanmaningsbrief verwezen naar artikel 8, lid 2, van de wet orde van architecten, artikel 22, lid 2, van het RBK-KB dierenartsen, artikel 9, lid 1, van het Koninklijk Besluit van 30 augustus 2013 betreffende de toegang tot het beroep van vastgoedmakelaar (hierna “het KB vastgoedmakelaars” genoemd), en artikel 2/3, lid 2, van de wet van 11 mei 2003 tot bescherming van de titel en van het beroep van landmeter-expert (hierna “de wet landmeters” genoemd), op grond waarvan de dienstverrichter verplicht is een afzonderlijk document betreffende zijn verzekeringsdekking te verstrekken.

Voorts heeft de Commissie opgemerkt dat zowel artikel 8, lid 2, punt 4, van de wet orde van architecten als artikel 9, lid 2, punt 4, van de wet vastgoedmakelaars en artikel 2/3, lid 2, van de wet landmeters vereisen dat het attest van verzekering niet meer dan drie maanden oud is, hoewel de lidstaten krachtens artikel 7, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG alleen mogen verlangen dat de dienstverrichters in hun verklaring vooraf de gegevens betreffende verzekeringsdekking vermelden. Het is de lidstaten dus niet toegestaan om een afzonderlijk document betreffende verzekeringsdekking te verlangen, laat staan een beperking te stellen aan de geldigheidsduur van dit document.

De Commissie heeft ook opgemerkt dat in artikel 8, lid 2, van de wet orde van architecten is bepaald dat de vereiste documenten, met uitzondering van het attest betreffende verzekeringsdekking, niet ouder kunnen zijn dan twaalf maanden. Een dergelijke eis lijkt logisch met betrekking tot bijvoorbeeld het attest dat de houder

rechtmatig in een lidstaat is gevestigd om er de betrokken werkzaamheden uit te oefenen, en dat hem op het moment van afgifte van het attest geen beroepsuitoefeningsverbod is opgelegd, ook al is het maar tijdelijk. De ontvangende lidstaat kan echter niet redelijkerwijs eisen dat de door de dienstverrichter verstrekte documenten om zijn beroepskwalificaties of zijn nationaliteit te bewijzen, of het bewijs dat de dienstverrichter de betrokken activiteit tijdens de voorafgaande tien jaar gedurende ten minste een jaar heeft uitgeoefend, indien het beroep of de opleiding in de lidstaat van herkomst niet is gereguleerd, niet ouder zijn dan twaalf maanden.

In hun antwoord verklaarden de Belgische autoriteiten het volgende.

- Wat **architecten, vastgoedmakelaars en landmeters** betreft, verklaart België zich bereid de wet orde van architecten, de wet vastgoedmakelaars en de wet landmeters te wijzigen om de verplichting voor dienstverrichters om (naast de verklaring) een afzonderlijk attest betreffende de verzekeringsdekking te verstrekken, te schrappen, en de bijbehorende voorwaarde dat dit document niet ouder dan drie maanden mag zijn, op te heffen.
- Met betrekking tot **dierenartsen** stemt België ermee in de verplichting voor dienstverrichters om (naast de verklaring) een afzonderlijk attest betreffende de verzekeringsdekking te verstrekken, te schrappen, en merkt op dat het wetswijzigingsontwerp in die zin wordt voorbereid.

De Commissie concludeert het volgende uit het antwoord van België:

- De Commissie neemt nota van de toezegging om tegemoet te komen aan de grieven inzake **architecten, vastgoedmakelaars, landmeters en dierenartsen** wat betreft de eis dat een afzonderlijk document betreffende de verzekeringsdekking wordt verstrekt en dat dit attest ten hoogste drie maanden oud is. Een enkele toezegging volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grieven te handhaven, met name indien geen ontwerpamendementen en geen gedetailleerde tijdschema's voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.
- Voorts merkt de Commissie op dat België niet heeft geantwoord op de grief over de eis in de **wet orde van architecten** dat de vereiste documenten, met uitzondering van het attest betreffende de verzekeringsdekking, niet ouder zijn dan twaalf maanden, in strijd met het uitputtende karakter van de eisen met betrekking tot de documenten en informatie van artikel 7, leden 1 en 2, van Richtlijn 2005/36/EG.

Aangezien deze wijzigingen niet zijn vastgesteld, en gezien het uitblijven van een antwoord met betrekking tot de beperkte geldigheid van twaalf maanden van verschillende documenten, blijft de Commissie van oordeel dat België de krachtens artikel 7, leden 1 en 2, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door 1) van **architecten, vastgoedmakelaars, landmeters en dierenartsen** die tijdelijke en incidentele diensten willen verrichten te verlangen dat zij een afzonderlijk document betreffende de verzekeringsdekking verstrekken, dat bovendien niet ouder mag zijn dan drie maanden, en 2) wat **architecten** betreft, de geldigheid van alle andere documenten tot twaalf maanden te beperken.

- Bovendien, wat het bewijs van beroepskwalificaties dat de lidstaten op grond van artikel 7, lid 2, onder c), van Richtlijn 2005/36/EG mogen verlangen, betreft, heeft de Commissie in haar aanmaningsbrief opgemerkt dat artikel 8, lid 2, punt 2, van de wet

orde van architecten het type aanvaarde bewijzen lijkt te beperken tot ofwel de in bijlage V, punt 5.7.1, bij Richtlijn 2005/36/EG vermelde kwalificaties die leiden tot automatische erkenning of tot kwalificaties die worden erkend op basis van verworven rechten. Ook beroepskwalificaties die niet in deze twee categorieën vallen, maar een architect in staat stellen zijn beroep uit te oefenen in zijn lidstaat van herkomst, moeten echter worden aanvaard als bewijs van de kwalificaties van de dienstverrichter-architect.

In zijn antwoord verbindt België zich ertoe de wet in kwestie te wijzigen. De Commissie neemt nota van de toezegging om aan deze grief tegemoet te komen. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpamendement en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Aangezien deze wijzigingen niet zijn vastgesteld, blijft de Commissie van oordeel dat België de krachtens artikel 7, lid 2, onder c), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door de eis met betrekking tot de bewijzen van de beroepskwalificaties die de lidstaten in het kader van tijdelijke of incidentele dienstverrichting van architecten mogen verlangen, onjuist om te zetten.

- artikel 7, lid 2, onder d), van Richtlijn 2005/36/EG bepaalt uitdrukkelijk dat voor gevallen waarin het beroep of de opleiding in de lidstaat van herkomst niet is gereguleerd, de beroepsbeoefenaar moet kunnen aantonen dat hij de betrokken werkzaamheden in de tien voorafgaande jaren gedurende ten minste een jaar heeft uitgeoefend in een of meerdere lidstaten aan de hand van “een bewijs”.

In haar aanmaningsbrief merkte de Commissie op dat artikel 8, lid 2, van de wet orde van architecten een “attest” vereist, wat de in artikel 7, lid 2, onder d), van Richtlijn 2005/36/EG bedoelde vrijheid van bewijslevering lijkt te beperken.

In zijn antwoord verbindt België zich ertoe de noodzakelijke wijzigingen vast te stellen.

De Commissie neemt nota van de toezegging om aan deze grief tegemoet te komen. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpamendement en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Aangezien deze wijzigingen niet zijn vastgesteld, blijft de Commissie van oordeel dat België de krachtens artikel 7, lid 2, onder d), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door het soort bewijs dat een architect kan gebruiken om aan te tonen dat hij dat beroep gedurende ten minste één jaar tijdens de laatste tien jaar in een of meerdere lidstaten heeft uitgeoefend, te beperken wanneer het beroep of de opleiding niet in zijn lidstaat van herkomst is gereguleerd.

- In haar aanmaningsbrief merkte de Commissie ook op dat artikel 7, lid 2, onder d) tot en met g), is gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU en dat zij geen enkele maatregel tot omzetting van deze gewijzigde bepalingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse en de Duitstalige Gemeenschap heeft kunnen vaststellen.

De Commissie heeft uitgelegd dat, aangezien de op het moment van de overdracht van bevoegdheden geldende federale wetten niet langer volledig in overeenstemming zijn met Richtlijn 2005/36/EG omdat zij geen rekening houden met de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen, de heden voortdurende toepasselijkheid

van deze oude federale wetten niet volstaat om de naleving van Richtlijn 2005/36/EG te waarborgen.

Zij concludeerde hieruit dat, aangezien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse en de Duitstalige Gemeenschap de regels niet hebben opgeheven en totdat nieuwe regels worden vastgesteld, ervan moet worden uitgegaan dat de regels die in dit gewest en in deze gemeenschappen worden toegepast in strijd zijn met artikel 7, lid 2, onder b), van Richtlijn 2013/55/EG en dat zij er bijgevolg toe leiden dat België de EU-wetgeving niet naleeft.

In hun antwoord stelden de Belgische autoriteiten de Commissie in kennis van het volgende:

- Wat de specifieke beroepen betreft die onder de bevoegdheid van het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** vallen, verduidelijkt België dat voor deze beroepen de oude horizontale federale wet van 12 februari 2008 reeds vóór zijn inwerkingtreding niet langer van toepassing was. De reden daarvoor is dat voor deze specifieke beroepen Richtlijn 2005/36/EG verticaal is omgezet bij het Koninklijk besluit van 17 augustus 2007. Richtlijn 2005/36/EG is dus voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest omgezet bij wijziging van dit Koninklijk besluit van 17 augustus 2007. Nog belangrijker is dat zij verduidelijken dat het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** geen toegangseisen oplegt voor tijdelijke en incidentele dienstverrichting in de beroepen die onder de bevoegdheid van dit gewest vallen. Aangezien in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geen eisen worden opgelegd voor tijdelijke en incidentele dienstverrichting, past dit gewest een soepeler regeling toe en hoeft het derhalve titel II van Richtlijn 2005/36/EG niet om te zetten.
- Wat de **beroepen in het onderwijs in de Franse Gemeenschap** betreft, merken de Belgische autoriteiten op dat dit inderdaad een exclusieve bevoegdheid van de Gemeenschappen is. Volgens België werd echter tijdens de vorige omzettingsprocedure van Richtlijn 2005/36/EG, zoals vastgesteld op 7 september 2005, benadrukt dat de definitie van diensten in de zin van het EU-recht niet geldt voor gereguleerde beroepen in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijssector.
- Wat de **beroepen in de gezondheidszorg in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap** betreft, verduidelijkt België dat de bevoegdheid om toegang te verlenen tot tijdelijke en incidentele dienstverrichting op federaal niveau is gebleven en dat de Franse en de Duitstalige Gemeenschap de overeenkomstige bepalingen voor deze beroepen in de gezondheidszorg dus niet hoeven om te zetten.

Op basis van het antwoord van de Belgische autoriteiten concludeert de Commissie als volgt:

- Met betrekking tot de verklaring dat **het Brussels Hoofdstedelijk Gewest** geen eisen oplegt voor tijdelijke en incidentele dienstverrichting met betrekking tot deze beroepen die onder haar bevoegdheid vallen, heeft de Commissie weet van ten minste één beroep, namelijk dat van rijschoolinstructeur, waarvoor België in de databank van gereguleerde beroepen heeft aangegeven dat het ook in het

Brussels Hoofdstedelijk Gewest is gereguleerd en dat een controle vooraf van de kwalificaties krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG noodzakelijk is. Bovendien is de Commissie van mening dat het beroep van rijkschoolinstructeur zelfs niet valt binnen het toepassingsgebied van het KB BHG waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Richtlijn 2005/36/EG heeft omgezet. Het lijkt daarom dat, althans voor dit beroep, de oude horizontale federale wet van 12 februari 2008 nog steeds volledig van kracht is.

- Voorts is de Commissie van mening dat de verstrekking van **onderwijs** onder het begrip “diensten” van het EU-recht valt en dat zowel **de Franse als de Duitstalige Gemeenschap** derhalve de nodige bepalingen moet vaststellen om voor deze beroepen artikel 7, lid 2, onder d) tot en met g), van Richtlijn 2005/36/EG om te zetten.
- De Commissie aanvaardt weliswaar dat de **Franse en de Duitstalige Gemeenschap** de bepalingen inzake tijdelijke en incidentele dienstverrichting voor beroepen in de gezondheidszorg niet hoeven om te zetten — en zij zal deze grief niet langer handhaven voor deze beroepen in de gezondheidszorg —, maar zij begrijpt dat zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap ook uitsluitend bevoegd is voor **bepaalde andere beroepen**. Dit is bijvoorbeeld het geval voor de beroepen van kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige voor de Franse Gemeenschap, en gezins- en bejaardenhelp(st)er voor zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap. Bijgevolg moeten de Duitstalige en de Franse Gemeenschap de nodige bepalingen vaststellen om voor deze beroepen artikel 7, lid 2, onder d) tot en met g), van Richtlijn 2005/36/EG om te zetten.

De Commissie bevestigt daarom haar oordeel dat België de krachtens artikel 7, lid 2, onder d) tot en met g), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichting niet is nagekomen door de bij Richtlijn 2013/55/EU vastgestelde wijzigingen van de lijst van documenten die de lidstaten in geval van tijdelijke en incidentele dienstverrichting voor beroepen in het onderwijs in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap, voor andere beroepen als kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige in de Franse Gemeenschap, voor beroepen als gezins- en bejaardenhelp(st)er in zowel de Franse als de Duitstalige Gemeenschap en voor bepaalde beroepen die onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen, zoals het beroep van rijkschoolinstructeur, mogen verlangen, niet om te zetten.

3.1.5. Gevolgen van verklaring vooraf

Bij de indiening van een verklaring vooraf moet de dienstverrichter in staat zijn zijn activiteit uit te oefenen op het gehele grondgebied van de betrokken lidstaat (artikel 7, lid 2 bis, van Richtlijn 2005/36/EG).

Wanneer het beroep in delen van het grondgebied van die lidstaat anders is gereguleerd, staat artikel 7, lid 2 bis, van Richtlijn 2005/36/EG de lidstaten toe onder bepaalde voorwaarden aanvullende gegevens met betrekking tot de beroepskwalificaties van de dienstverrichter te eisen. Deze reglementering moet echter ook op alle onderdanen van die lidstaat van toepassing zijn, de verschillen in de regionale regelgeving moeten te rechtvaardigen zijn door dwingende redenen van algemeen belang die verband houden met de volksgezondheid of de veiligheid van de afnemers van de diensten, en de lidstaat mag over geen andere middelen beschikken om deze informatie te verkrijgen.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie nota genomen van artikel 12 van het besluit van de Vlaamse regering van 27 maart 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 2008 betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg (hierna “het Besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg” genoemd), waarin wordt bepaald dat een aanvrager die reeds een schriftelijke verklaring heeft ingediend in een andere deelstaat van België, niet langer verplicht is dit te doen voor het Vlaams Gewest, maar “[w]anneer de reglementering van de deelstaat waar de schriftelijke verklaring werd afgelegd verschilt van de reglementering die van toepassing is in het Nederlandse taalgebied, moet de aanvrager de documenten [vermeld in dit besluit] bezorgen, voor zover die documenten nog niet werden bezorgd bij de schriftelijke verklaring die afgelegd werd [in de andere deelstaat]”.

De Commissie legde uit dat de richtlijn de lidstaten weliswaar toestaat om aanvullende informatie te verlangen als het beroep in delen van het grondgebied van die lidstaat anders is gereguleerd, maar dat dergelijke verschillen in de reglementering moeten worden gerechtvaardigd door dwingende redenen van algemeen belang die verband houden met de volksgezondheid of de veiligheid van de afnemers van de diensten. Op basis van de beschrijving van de werkzaamheden van dit beroep in de databank⁶ van gereguleerde beroepen was de Commissie van mening dat deze niet zouden kunnen leiden tot ernstige schade voor de gezondheid of de veiligheid van de afnemer van de dienstverrichting.

De Commissie heeft derhalve geconcludeerd dat de eis van aanvullende informatie wanneer de dienstverrichter reeds een verklaring in een andere deelstaat van België heeft ingediend, niet in overeenstemming is met artikel 7, lid 2 bis, van Richtlijn 2005/36/EG.

In zijn antwoord verbond België zich ertoe artikel 12 van het Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg te wijzigen door de betwiste zin te schrappen. Het schatte dat de genoemde wijziging uiterlijk midden of eind 2020 zou worden vastgesteld.

De Commissie neemt nota van de toezegging om aan deze grief tegemoet te komen. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpamendement en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Aangezien deze wijzigingen niet zijn vastgesteld, blijft de Commissie van oordeel dat België de krachtens artikel 7, lid 2 bis, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door aanvullende informatie te verlangen van beroepsbeoefenaars die in Vlaanderen tijdelijke of incidentele diensten willen verrichten op het gebied van thuiszorgdiensten wanneer deze dienstverrichter reeds een verklaring in een andere deelstaat van België heeft ingediend.

⁶ “het verlenen van zorg en bijstand in de natuurlijke thuisomgeving, waarbij de dagelijkse levensverrichtingen worden uitgevoerd in de plaats van de gebruiker van de diensten of de personen van zijn of haar leefomgeving, die deze verrichtingen zelf zou(den) verrichten indien hij (zij) dat zou(den) kunnen doen, of waarbij de gebruiker van de diensten of de personen van zijn of haar leefomgeving bij de uitvoering van deze verrichtingen wordt (worden) ondersteund”.

3.1.6. *Controle vooraf van de kwalificaties*

3.1.6.1. *Controle vooraf van de kwalificaties van dierenartsen*

Krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG mag de ontvangende lidstaat de beroepskwalificaties vóór de eerste dienstverrichting alleen controleren in het geval van beroepen die implicaties hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid. Een dergelijke controle vooraf is bovendien alleen toegestaan indien er sprake is van een risico op ernstige schade voor de gezondheid of de veiligheid van de afnemer van de dienstverrichting en zij nodig is om de doelstelling van bescherming van deze doelstellingen van algemeen belang te verwezenlijken. Het is niet toegestaan een controle vooraf van de kwalificaties toe te passen op de beroepen die automatisch worden erkend op grond van Titel III, hoofdstuk II, III of III bis van Richtlijn 2005/36/EG. Daarnaast voert artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG specifieke procedurele en materiële eisen in waaraan een dergelijke controle vooraf van de kwalificaties moet voldoen.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie opgemerkt dat artikel 19, lid 3, van het RBK-KB dierenartsen verwijst naar de mogelijkheid voor de bevoegde autoriteit om de beroepskwalificaties van de dienstverrichter te controleren. De Commissie heeft echter geen enkele maatregel tot omzetting van de materiële en procedurele eisen waaraan een dergelijke controle vooraf als bedoeld in artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG moet voldoen, kunnen vaststellen.

In zijn antwoord stelt België dat bij artikel 9, lid 4, van de RBK-wet artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG werd omgezet. Artikel 4, lid 3, van de RBK-wet sluit echter uitdrukkelijk de zeven sectorale beroepen, met inbegrip van dierenartsen, uit van het toepassingsgebied, behalve wanneer de uitvoeringsmaatregelen voor die sectorale beroepen uitdrukkelijk verwijzen naar de bepalingen van de RBK-wet. Dit is niet het geval in artikel 19, lid 3, van het RBK-KB dierenartsen, waarin de mogelijkheid en de modaliteiten van een controle vooraf van de kwalificaties worden vastgesteld.

De Commissie blijft derhalve van oordeel dat België de naleving van artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG ten aanzien van dierenartsen niet heeft gegarandeerd door de materiële en procedurele eisen waaraan de controle vooraf van de kwalificaties moet voldoen in het kader van tijdelijke en incidentele dienstverrichting, niet om te zetten.

3.1.6.2. *Toepassing van achterhaalde federale bepalingen*

Artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG is in verschillende opzichten gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU. Zoals hierboven is uiteengezet, houden de oude federale wetten geen rekening met de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen.

Aangezien de op het moment van de overdracht van bevoegdheden geldende federale wetten niet langer volledig in overeenstemming zijn met Richtlijn 2005/36/EG omdat zij geen rekening houden met de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen, volstaat de heden voortdurende toepasselijkheid van deze oude federale wetten niet om de naleving van Richtlijn 2005/36/EG te waarborgen.

In haar aanmaningsbrief concludeerde de Commissie hieruit dat, aangezien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse en de Duitstalige Gemeenschap de regels niet hebben opgeheven en totdat nieuwe regels worden vastgesteld, ervan moet worden

uitgegaan dat de regels die tot dusver in dit gewest en in deze gemeenschappen worden toegepast in strijd zijn met artikel 7, lid 4, onder b), van Richtlijn 2013/55/EG omdat zij de bij Richtlijn 2013/55/EG ingevoegde wijzigingen niet weergeven, en dat zij er bijgevolg toe leiden dat België de EU-wetgeving niet naleeft.

In hun antwoord stelden de Belgische autoriteiten de Commissie in kennis van het volgende:

- Wat de specifieke beroepen betreft die onder de bevoegdheid van het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** vallen, verduidelijkt België dat voor deze beroepen de oude horizontale federale wet van 12 februari 2008 reeds vóór zijn inwerkingtreding niet langer van toepassing was. De reden daarvoor is dat voor deze specifieke beroepen Richtlijn 2005/36/EG verticaal is omgezet bij het Koninklijk besluit van 17 augustus 2007. Richtlijn 2005/36/EG is dus voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest omgezet bij wijziging van dit Koninklijk besluit van 17 augustus 2007. Nog belangrijker is dat zij verduidelijken dat het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** geen toegangseisen oplegt voor tijdelijke en incidentele dienstverrichting in de beroepen die onder de bevoegdheid van dit gewest vallen. Aangezien in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geen eisen worden opgelegd voor tijdelijke en incidentele dienstverrichting, past Brussel een soepeler regeling toe en is het derhalve niet nodig artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG om te zetten.
- Wat de **beroepen in de gezondheidszorg in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap** betreft, verwijst België naar zijn uitleg dat de bevoegdheid om toegang te verlenen voor tijdelijke en incidentele dienstverrichting op federaal niveau is gebleven en dat de Franse en de Duitstalige Gemeenschap de overeenkomstige bepalingen voor deze beroepen in de gezondheidszorg dus niet hoeven om te zetten.

De Commissie concludeert het volgende uit het antwoord van België:

- Met betrekking tot de verklaring dat het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** geen eisen oplegt voor tijdelijke en incidentele dienstverrichting met betrekking tot deze beroepen die onder haar bevoegdheid vallen, heeft de Commissie weet van ten minste één beroep, namelijk dat van rijschoolinstructeur, waarvoor België in de databank van gereglementeerde beroepen heeft aangegeven dat het ook in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is gereglementeerd en dat een controle vooraf van de kwalificaties krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG noodzakelijk is. Bovendien is de Commissie van mening dat het beroep van rijschoolinstructeur zelfs niet valt binnen het toepassingsgebied van het KB BHG waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Richtlijn 2005/36/EG heeft omgezet. Het lijkt daarom dat, althans voor dit beroep, de oude horizontale federale wet van 12 februari 2008 nog steeds volledig van kracht is en dat de noodzakelijke wijzigingen hadden moeten worden vastgesteld.
- De Commissie aanvaardt weliswaar dat de **Franse en de Duitstalige Gemeenschap** de bepalingen inzake tijdelijke en incidentele dienstverrichting voor beroepen in de gezondheidszorg niet hoeven om te zetten — en zij zal deze grief niet langer handhaven voor deze beroepen in de gezondheidszorg —, maar zij begrijpt dat zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap ook uitsluitend bevoegd is voor **bepaalde andere beroepen**. Dit is bijvoorbeeld het geval voor

de beroepen van kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige voor de Franse Gemeenschap, en gezins- en bejaardenhelp(st)er voor zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap, waarvoor zij mogelijk hebben besloten een controle vooraf van de kwalificaties op te leggen. Indien een dergelijke controle vooraf is opgelegd, moeten de wijzigingen van artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG voor die beroepen worden uitgevoerd.

De Commissie blijft derhalve van oordeel dat België de krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen met betrekking tot de controle vooraf van de kwalificaties in het kader van tijdelijke en incidentele dienstverrichting voor beroepen als kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige in de Franse Gemeenschap, voor beroepen als gezins- en bejaardenhelp(st)er in zowel de Franse als Duitstalige Gemeenschap en voor bepaalde beroepen die onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen, zoals het beroep van rijkschoolinstructeur, niet om te zetten.

3.1.6.3. Controle vooraf van de kwalificaties van sectorale beroepen

Artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG sluit de controle vooraf van de kwalificaties expliciet uit voor alle beroepen waarvoor krachtens titel III, hoofdstuk II, III of III bis van Richtlijn 2005/36/EG een automatische erkenning geldt.

In haar aanmaningsbrief wees de Commissie erop dat artikel 9, lid 4, van de RBK-wet en artikel 18, lid 5, van het decreet van de Vlaamse regering van 24 februari 2017 tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties (hierna “het Vlaams RBK-decreet” genoemd) nalaten te vermelden dat geen controle vooraf van de kwalificaties kan worden toegepast op de beroepen die automatisch worden erkend. Aangezien “de beroepen waarvoor krachtens titel III, hoofdstuk II, III of III bis van Richtlijn 2005/36/EG een automatische erkenning geldt” de beroepen omvatten waarvoor een automatische erkenning geldt op grond van beroepservaring en waarop de RBK-wet en het Vlaams RBK-decreet van toepassing zijn, moet deze beperking worden omgezet en leidt het ontbreken daarvan tot niet-naleving van de richtlijn.

In hun antwoord stellen de Belgische autoriteiten dat, aangezien de RBK-wet niet van toepassing is op sectorale beroepen, deze uitzondering niet hoefde te worden omgezet. Zoals reeds uiteengezet in de aanmaningsbrief, zijn echter ook de beroepen die automatisch worden erkend op basis van beroepservaring, van deze controle vooraf uitgesloten (de zogenaamde “bijlage IV-beroepen”). De Commissie merkt voorts op dat de RBK-wet de omzetting vormt van titel III, hoofdstuk II, van Richtlijn 2005/36/EG betreffende het stelsel van automatische erkenning op basis van beroepservaring. Bovendien heeft de Commissie ten minste één beroep aangewezen — d.w.z. voertuiginspecteur (auto-expert (auto-expert/expert en automobiles)) — dat op federaal niveau gereguleerd is en, wat de erkenningsprocedure betreft, onder de horizontale RBK-wet valt, en dat België in de databank heeft opgenomen als vallend onder bijlage IV en waarvoor een automatische erkenning geldt op basis van beroepservaring. In het licht van het bovenstaande meent de Commissie dat duidelijk is dat ook de vrijstelling van controle vooraf van de kwalificaties van de beroepen die automatisch worden erkend krachtens titel III, hoofdstukken II, III of III bis van

Richtlijn 2005/36/EG, zoals vastgesteld in artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG, moet worden omgezet.

Wat artikel 18, lid 5, van het Vlaams RBK-decreet betreft, heeft België toegezegd uiterlijk op 30 juli 2020 de noodzakelijke wijzigingen vast te stellen. De Commissie neemt nota van de toezegging om aan deze grief tegemoet te komen. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpamendement en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Aangezien de nodige wijzigingen van de RBK-wet en het Vlaams RBK-decreet niet zijn vastgesteld, blijft de Commissie van oordeel dat België de krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door niet te specificeren dat geen controle vooraf van de kwalificaties uit hoofde van artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG kan worden toegepast op de beroepen waarvoor automatische erkenning geldt.

3.1.6.4. Vereisten voor de controle vooraf van kwalificaties

Overeenkomstig artikel 7, lid 4, eerste alinea, tweede zin, van Richtlijn 2005/36 is een dergelijke controle vooraf alleen mogelijk indien de controle bedoeld is om ernstige schade voor de gezondheid of de veiligheid van de afnemer van de dienstverrichting ingevolge een ontoereikende beroepskwalificatie van de dienstverrichter te voorkomen en indien de controle vooraf niet meer omvat dan voor deze doelstellingen van algemeen belang noodzakelijk is.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie opgemerkt dat artikel 112, lid 2, van de wet gezondheidszorgberoepen en artikel 9, lid 4, van het decreet van het Waals Gewest van 12 juli 2017 tot wijziging van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een nieuw algemeen kader voor de erkenning van EG-beroepskwalificaties (hierna “het Waals RBK-decreet 2017”) niet specificeren dat de controle niet meer mag omvatten dan noodzakelijk is om de aangevoerde doelstellingen van algemeen belang te beschermen, en dat deze bepalingen derhalve niet in overeenstemming zijn met artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG.

In hun antwoord verbinden de Belgische autoriteiten zich ertoe de nodige wijzigingen van de wet gezondheidszorgberoepen en het Waals RBK-decreet 2017 vast te stellen. Terwijl België in zijn antwoord van 24 april 2019 op de aanmaningsbrief een tijdschema heeft verstrekt voor de vaststelling van de wijzigingen van het Waalse RBK-decreet 2017 en in zijn antwoord van 1 augustus 2019 op het met redenen omkleed advies van de eerste inbreukprocedure (zaaknummer 2018/2162) een herziene versie van dat tijdschema en een hyperlink naar het ontwerpvoorstel heeft voorgelegd, heeft de Commissie ondanks het verstrijken van de voorgestelde tijdschema's geen kennisgeving van de vaststelling van deze wetswijziging ontvangen.

De Commissie neemt nota van de toezegging om aan deze grief tegemoet te komen. Een louter voornemen volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven voordat de wijzigingen zijn vastgesteld.

Aangezien de nodige wijzigingen van de wet gezondheidszorgberoepen en het Waalse RBK-decreet 2017 niet zijn vastgesteld, blijft de Commissie van oordeel dat België de krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet

is nagekomen door niet te specificeren dat een controle vooraf van de kwalificaties niet meer mag omvatten dan noodzakelijk is om de aangevoerde doelstellingen van algemeen belang te beschermen.

3.1.6.5. Termijnen

Artikel 7, lid 4, tweede, derde, vierde en vijfde alinea, van Richtlijn 2005/36/EG voorziet in procedurele termijnen. De bevoegde autoriteit stelt de dienstverrichter binnen een termijn van ten hoogste een maand na ontvangst van de verklaring en de begeleidende documenten in kennis van haar besluit om: a) zijn beroepskwalificaties niet te controleren, of b) na de beroepskwalificatie te hebben gecontroleerd, van de dienstverrichter het afleggen van een proeve van bekwaamheid te verlangen of het verrichten van de diensten toe te staan. Wanneer er zich problemen voordoen die een vertraging veroorzaken bij het nemen van dit besluit moet de bevoegde autoriteit de dienstverrichter binnen dezelfde termijn in kennis stellen van de reden van de vertraging. Het probleem bij het nemen van een besluit moet voor het einde van de eerste maand na deze kennisgeving worden opgelost en het besluit moet binnen twee maanden na oplossing van het probleem zijn vastgesteld.

Wanneer een bevoegde autoriteit besluit om van de dienstverrichter te verlangen dat hij een proeve van bekwaamheid aflegt, ziet zij erop toe dat de dienstverrichter de dienst tijdens de maand die volgt op die waarin het besluit om een proeve van bekwaamheid te verlangen, kan verlenen. Daarom moet zij ervoor zorgen dat de tests tijdig worden georganiseerd. Indien de bevoegde autoriteit niet binnen de voorgeschreven termijnen handelt, heeft een beroepsbeoefenaar het recht een dienst te verlenen.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie opgemerkt dat, hoewel bij artikel 112, lid 3, van de wet gezondheidszorgberoepen de mogelijkheid om de termijn met een maand te verlengen, is omgezet, hierin niet uitdrukkelijk bepaald is dat deze vertraging het gevolg moet zijn van een probleem dat zich voordoet en dat deze bepaling derhalve niet in overeenstemming is met Richtlijn 2005/36/EG.

In hun antwoord verbinden de Belgische autoriteiten zich ertoe de nodige wijzigingen van de wet gezondheidszorgberoepen vast te stellen.

De Commissie neemt nota van de toezegging om aan deze grief tegemoet te komen. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpamendement en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Aangezien deze wijzigingen van de wet gezondheidszorgberoepen niet zijn vastgesteld, blijft de Commissie van oordeel dat België de krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door niet te specificeren dat de mogelijkheid van een verlenging met een maand van de termijn voor een besluit om a) de beroepskwalificaties niet te controleren, of b) na de beroepskwalificatie te hebben gecontroleerd, van de dienstverrichter het afleggen van een proeve van bekwaamheid te verlangen, of het verrichten van de diensten toe te staan, moet worden voorbehouden voor vertragingen ten gevolge van het feit dat er zich problemen voordeden bij het nemen van een dergelijk besluit.

3.2. Vrijheid van vestiging

De artikelen 11 tot en met 13 van Richtlijn 2005/36/EG bevatten de regels voor de kwalificatieniveaus en de voorwaarden voor erkenning in het kader van het algemene stelsel van erkenning van beroepskwalificaties.

Overeenkomstig artikel 14 van Richtlijn 2005/36/EG staat de algemene regeling voor de erkenning van beroepskwalificaties in Richtlijn 2005/36/EG de lidstaten van ontvangst toe om een compenserende maatregel op te leggen aan een nieuwe beroepsbeoefenaar, indien zij wezenlijke verschillen in de gevolgde opleiding ten opzichte van het nationale equivalent kunnen aantonen.

3.2.1. Kwalificatieniveaus

Overeenkomstig artikel 11 van Richtlijn 2005/36/EG worden de beroepskwalificaties ingedeeld in vijf niveaus met het oog op erkenning uit hoofde van artikel 13, artikel 14, lid 3, vierde alinea, en artikel 14, lid 6, van Richtlijn 2005/36/EG. Aangezien zij relevant zijn voor de wijze waarop de bekwaamheidsattesten, certificaten en diploma's krachtens Richtlijn 2005/36/EG worden erkend, moeten zij worden weerspiegeld in de nationale omzettingsmaatregelen.

Artikel 11, onder c), ii), van Richtlijn 2005/36/EG inzake de gereguleerde opleiding en de beroepsopleiding met een bijzondere structuur is gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie opgemerkt dat zij geen maatregel tot omzetting van het gewijzigde artikel 11, onder c), ii), van Richtlijn 2005/36/EG in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap heeft kunnen vaststellen met betrekking tot beroepen die onder hun bevoegdheid vallen, met uitzondering van de onderwijssector.

De Commissie gaf te kennen ervan uit te gaan dat, na de zesde staatshervorming van 2014 en de overdracht van bepaalde bevoegdheden met betrekking tot de erkenning van beroepskwalificaties van de federale staat naar de gewesten en gemeenschappen, de op het moment van de hervorming geldende federale wetten van toepassing blijven zolang zij niet door de gewesten en gemeenschappen zelf zijn opgeheven.

Aangezien de op het moment van de overdracht van bevoegdheden geldende federale wetten niet langer volledig in overeenstemming zijn met Richtlijn 2005/36/EG omdat zij geen rekening houden met de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen, volstaat de heden voortdurende toepasselijkheid van deze oude federale wetten niet om de naleving van Richtlijn 2005/36/EG te waarborgen.

De Commissie concludeerde hieruit dat, aangezien de Franse en de Duitstalige Gemeenschap de regels niet hebben opgeheven en totdat nieuwe regels worden vastgesteld, ervan moet worden uitgegaan dat de regels die tot dusver in deze gemeenschappen worden toegepast in strijd zijn met artikel 11, onder c), ii), van Richtlijn 2005/36/EG omdat zij de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen niet weerspiegelen, en dat zij bijgevolg leiden tot niet-naleving van de EU-wetgeving.

In hun antwoord deelden de Belgische autoriteiten de Commissie mee dat, wat de gezondheidszorgberoepen betreft, het federale niveau bevoegd is gebleven om de toegangsvoorwaarden, met inbegrip van de kwalificatie-eisen, alsook de voorwaarden

voor de erkenning van beroepskwalificaties vast te stellen. Daarom zijn de Franse en de Duitstalige Gemeenschap niet verplicht en zelfs niet bevoegd om voor deze gezondheidszorgberoepen artikel 11, onder c), ii), van Richtlijn 2005/36/EG om te zetten.

Op basis van het antwoord van België concludeert de Commissie het volgende: Zij neemt nota van de verduidelijking dat voor gezondheidszorgberoepen de bevoegdheid om de toegangsvoorwaarden, met inbegrip van de kwalificatie-eisen, alsmede de voorwaarden voor de erkenning van beroepskwalificaties vast te stellen, op federaal niveau zijn gebleven en derhalve door de **Franse en de Duitstalige Gemeenschap** voor die gezondheidszorgberoepen niet hoeven te worden omgezet. Daarom zal de Commissie deze grief niet langer handhaven voor gezondheidszorgberoepen. De Commissie heeft echter begrepen dat zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap ook uitsluitend bevoegd zijn voor **bepaalde andere beroepen** waarvoor zij mogelijk de in artikel 11 van Richtlijn 2005/36/EG vastgestelde kwalificatieniveaus met het oog op de erkenning overeenkomstig artikel 13, artikel 14, lid 3, vierde alinea, en artikel 14, lid 6, van Richtlijn 2005/36/EG moeten hanteren. Dit is bijvoorbeeld het geval voor de beroepen van kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige voor de Franse Gemeenschap, en gezins- en bejaardenhelp(st)er voor zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap.

De Commissie blijft derhalve van oordeel dat België de krachtens artikel 11, onder c), ii), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen met betrekking tot het specifieke kwalificatieniveau van gereguleerde opleidingen en de beroepsopleidingen met een bijzondere structuur voor beroepen als kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige in de Franse Gemeenschap en beroepen als gezins- en bejaardenhelp(st)er zowel in de Franse als in de Duitstalige Gemeenschap, niet om te zetten.

3.2.2. Gelijke behandeling van kwalificaties

Artikel 12 van Richtlijn 2005/36/EG waarborgt dat alternatieve opleidingen voor een gereguleerd beroep, voor zover die opleiding door die lidstaat wordt erkend als gelijkwaardig aan de formele opleidingsprogramma's, met de in artikel 11 van Richtlijn 2005/36/EG bedoelde opleidingstitels worden gelijkgesteld, ook voor wat het betrokken niveau betreft (punt 1). Hetzelfde geldt voor beroepsbeoefenaren die niet voldoen aan de voorwaarden die zijn voorzien in de wet- of regelgeving of in administratieve bepalingen die in de lidstaat van herkomst gelden, maar toegang hebben tot het beroep als gevolg van nationale bepalingen die hun verworven rechten verlenen. Dit geldt met name in gevallen waarin de lidstaat van herkomst het opleidingsniveau verhoogt dat vereist is voor de toelating tot een beroep overeenkomstig artikel 12, tweede alinea, van Richtlijn 2005/36/EG.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie opgemerkt dat zij geen maatregel tot omzetting van deze gewijzigde bepaling in de Duitstalige Gemeenschap heeft kunnen vaststellen met betrekking tot beroepen die onder haar bevoegdheid vallen. Zij merkte ook op dat deze bepaling niet is omgezet in de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de onderwijssector.

Zoals hierboven is uitgelegd, aangezien de op het moment van de overdracht van bevoegdheden geldende federale wetten niet langer volledig in overeenstemming zijn met Richtlijn 2005/36/EG omdat zij geen rekening houden met de wijzigingen die zijn ingevoerd bij Richtlijn 2013/55/EU, volstaat de heden voortdurende toepasselijkheid van deze oude federale wetten niet om de naleving van Richtlijn 2005/36/EG te waarborgen.

Artikel 12, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG is gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU om te verduidelijken dat ook opleidingen op deeltijdse basis en buiten formele programma's gevolgde opleidingen als gelijkwaardig aan formele kwalificaties kunnen worden erkend.

De Commissie concludeerde hieruit dat, aangezien de Franse en de Duitstalige Gemeenschap de regels niet hebben opgeheven en totdat nieuwe regels worden vastgesteld, ervan moet worden uitgegaan dat de regels die tot dusver 1) in de Franse Gemeenschap op de onder haar bevoegdheid vallende beroepen worden toegepast en 2) in de Duitstalige Gemeenschap op de onder haar bevoegdheid vallende beroepen worden toegepast, in strijd zijn met artikel 12, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG omdat zij de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen niet weerspiegelen en dat zij er bijgevolg toe leiden dat België de EU-wetgeving niet naleeft.

In hun antwoord deelden de Belgische autoriteiten de Commissie mee dat, wat de **gezondheidszorgberoepen** betreft, het federale niveau de bevoegdheid heeft behouden om de toegangsvoorwaarden, met inbegrip van de kwalificatie-eisen, alsook de voorwaarden voor de erkenning van beroepskwalificaties, vast te stellen. Daarom zijn de Franse en de Duitstalige Gemeenschap niet verplicht om voor deze gezondheidszorgberoepen artikel 12 van Richtlijn 2005/36/EG om te zetten.

Op basis van het antwoord van België concludeert de Commissie het volgende: Zij neemt nota van de verduidelijking dat voor gezondheidszorgberoepen de bevoegdheid om de toegangsvoorwaarden vast te stellen, met inbegrip van de voorwaarden voor de erkenning van beroepskwalificaties op federaal niveau is gebleven en dat de desbetreffende bepalingen derhalve niet door de **Franse en de Duitstalige Gemeenschap** voor die gezondheidszorgberoepen hoeven te worden omgezet, en zij zal deze grief voor de gezondheidszorgberoepen niet langer handhaven. De Commissie begrijpt echter dat zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap ook uitsluitend bevoegd zijn voor **bepaalde andere beroepen** waarvoor zij mogelijk moeten verzekeren dat de in artikel 12 van Richtlijn 2005/36/EG vastgestelde opleidingstitels als gelijkwaardig met de in artikel 11, lid 6, van Richtlijn 2005/36/EG vermelde opleidingstitels worden erkend. Dit is bijvoorbeeld het geval voor de beroepen van kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige voor de Franse Gemeenschap, en gezins- en bejaardenhelp(st)er voor zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap.

De Commissie blijft derhalve van oordeel dat België de krachtens artikel 12 van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door de eis dat bepaalde alternatieve kwalificaties en verworven rechten als gelijkwaardig moeten worden erkend met de in artikel 11 van Richtlijn 2013/55/EU vermelde opleidingstitels voor beroepen als kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige in de Franse Gemeenschap en gezins- en bejaardenhelp(st)er in zowel de Franse als Duitstalige Gemeenschap, niet om te zetten.

3.2.3. Voorwaarden inzake erkenning

Overeenkomstig artikel 13 van Richtlijn 2005/36/EG, wanneer in een ontvangende lidstaat de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep afhankelijk wordt gesteld van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties, staat de bevoegde autoriteit van deze lidstaat onder dezelfde voorwaarden als die welke voor eigen onderdanen gelden de toegang tot en uitoefening van dit beroep toe aan aanvragers die in het bezit zijn van een opleidingstitel zoals bedoeld in artikel 11 van Richtlijn 2005/36/EG

die in een andere lidstaat verplicht wordt gesteld voor de toegang tot of de uitoefening van dat beroep op zijn grondgebied.

Voorts wordt de toegang tot en uitoefening van een beroep eveneens toegestaan aan aanvragers die het beroep in kwestie tijdens de voorafgaande tien jaar op voltijdse basis gedurende één jaar of gedurende een daarmee in zijn totaliteit overeenkomende periode op deeltijdbasis hebben uitgeoefend in een andere lidstaat waar dat beroep niet is gereguleerd, en die beschikken over een of meer bekwaamheidsattesten of opleidingstitels bezitten en die zijn afgegeven door een andere lidstaat die dat beroep niet reguleert (artikel 13, lid 2, van Richtlijn 2005/36/EG).

De hierboven bedoelde beroepservaring van een jaar kan echter niet worden geëist wanneer de aanvrager met de opleidingstitel(s) waarover hij beschikt kan aantonen dat hij een gereguleerde opleiding heeft afgesloten (artikel 13, lid 2, laatste zin, van Richtlijn 2005/36/EG).

Overeenkomstig artikel 13, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG erkent de ontvangende lidstaat het overeenkomstig artikel 11 van Richtlijn 2005/36/EG door de lidstaat van oorsprong geattesteerde opleidingsniveau, evenals het certificaat waarmee de lidstaat van oorsprong verklaart dat de gereguleerde opleiding of de beroepsopleiding met een bijzondere structuur als bedoeld in artikel 11, onder c), ii), van Richtlijn 2005/36/EG gelijkwaardig is aan het niveau als bedoeld in artikel 11, onder c), i), van Richtlijn 2005/36/EG.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie opgemerkt dat zij geen maatregelen tot omzetting van artikel 13 van Richtlijn 2005/36/EG met betrekking tot het beroep van ziekenverzorger in de Franse Gemeenschap en tot de beroepen op het gebied van ouderenzorg en ziekenvervoer in de Duitstalige Gemeenschap, kon vaststellen.

Aangezien artikel 13 van Richtlijn 2005/36/EG in verschillende opzichten is gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU, oordeelde de Commissie, zoals hierboven uiteengezet, dat een voortdurende toepasbaarheid van de oude versie van 2008 van de federale RBK-wet op bepaalde beroepen die onder de bevoegdheid van de Franse en de Duitstalige Gemeenschap vallen, niet zou volstaan om te voldoen aan Richtlijn 2005/36/EG.

In hun antwoord stelden de Belgische autoriteiten de Commissie in kennis van het volgende:

- Wat de **gezondheidszorgberoepen** betreft, is het federale niveau bevoegd gebleven om de voorwaarden voor de erkenning van beroepskwalificaties vast te stellen. De Franse en de Duitstalige gemeenschap hoeven derhalve artikel 13 van Richtlijn 2005/36/EG niet om te zetten voor beroepen in de gezondheidszorg als ziekenverzorger en ambulancier niet dringend patiëntenvervoer (ambulancier du transport non-urgent de patients).
- Bovendien, wat de andere beroepen op het gebied van **ouderenzorg**, maar die geen verband houden met de gezondheidszorg, zoals het beroep van gezinshelp(st)er, betreft, zijn deze beroepen niet gereguleerd in **de Duitstalige Gemeenschap** en is de toegang niet beperkt op basis van beroepskwalificaties.

De Commissie concludeert het volgende uit het antwoord van België:

Zij neemt nota van de verduidelijking dat de bevoegdheid om de voorwaarden voor de erkenning van beroepskwalificaties vast te stellen voor **gezondheidszorgberoepen** als ziekenverzorger en ambulancier niet dringend patiëntenvervoer op federaal niveau is gebleven en dat de Franse en de Duitstalige Gemeenschap derhalve artikel 13 van Richtlijn 2005/36/EG niet hoeven om te zetten voor die gezondheidszorgberoepen, en de Commissie zal deze grief niet langer handhaven. Ondanks de bewering van de Belgische autoriteiten dat de overige beroepen op het gebied van **ouderenzorg** zoals gezinshelp(st)er in de Duitstalige Gemeenschap niet gereguleerd zijn, stelt de Commissie vast dat volgens de geldende Belgische wet nog ten minste één beroep, met name dat van gezins- en bejaardenhelp(st)er in de Duitstalige Gemeenschap wordt gereguleerd⁷. De Commissie begrijpt dan ook dat zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap uitsluitend bevoegd zijn voor **bepaalde beroepen**. Dit is bijvoorbeeld het geval voor de beroepen van kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige in de Franse Gemeenschap. Daarnaast vallen gereguleerde beroepen als gezins- en bejaardenhelp(st)er onder de exclusieve bevoegdheid van zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap. Voor deze beroepen die onder de exclusieve bevoegdheid van de Duitstalige en/of de Franse Gemeenschap vallen, moet artikel 13 van Richtlijn 2005/36/EG worden omgezet om ervoor te zorgen dat de voorwaarden voor de erkenning van beroepskwalificaties correct worden uitgevoerd.

De Commissie blijft derhalve van oordeel dat België de krachtens artikel 13 van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door de voorwaarden voor de erkenning van beroepen als kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige in de Franse Gemeenschap en van beroepen als gezins- en bejaardenhelp(st)er in zowel de Franse als in de Duitstalige Gemeenschap, niet om te zetten.

3.2.4. *Compenserende maatregelen*

3.2.4.1. Voorwaarden en modaliteiten

Wanneer de door de aanvrager gevolgde opleiding betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die welke worden bestreken door de in de ontvangende lidstaat vereiste opleidingstitel en wanneer het in de ontvangende lidstaat gereguleerde beroep een of meer gereguleerde beroepswerkzaamheden omvat die niet bestaan in het overeenkomstige beroep in de lidstaat van oorsprong van de aanvrager, en waarvoor een opleiding in de ontvangende lidstaat vereist is die betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die welke vallen onder het bekwaamheidsattest of de opleidingstitel die de aanvrager overlegt, kunnen de lidstaten overeenkomstig artikel 14 van Richtlijn 2005/36/EG van de aanvrager verlangen dat hij een aanpassingsstage van ten hoogste drie jaar doorloopt of een proeve van bekwaamheid aflegt. In dergelijke gevallen moet de ontvangende lidstaat de aanvrager de keuze bieden tussen een

⁷ Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 15 juni 2001 houdende vastlegging van het statuut van gezins- en bejaardenhelpster, beschikbaar op:
http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=nl&la=N&cn=2001061543&table_name=wet

aanpassingsstage en een proeve van bekwaamheid, met uitzondering van de in artikel 14, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG genoemde gevallen.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie het volgende opgemerkt:

- De Commissie heeft nota genomen van artikel 11 van het RBK-KB private veiligheid en artikel 23 van het RBK-KB privédetectives, waarin de mogelijkheid om compenserende maatregelen op te leggen voor de betrokken beroepen wordt omgezet. Zij wees er echter op dat in beide wetten de maximale duur van drie jaar voor de aanpassingsstage niet is gespecificeerd.
- Voorts heeft de Commissie kennis genomen van artikel 37, lid 1, van het Koninklijk Besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones (hierna “het KB hulpverleningszones” genoemd), die als uitvoeringsmaatregel is meegedeeld, waarin wordt bepaald dat aanvragers die toegang tot het beroep van brandweerman willen krijgen, houder moeten zijn van een “federaal geschiktheidstest”, dat wordt toegekend aan kandidaten die geslaagd zijn voor een proeve van bekwaamheid. Zij heeft geconcludeerd dat het opleggen van een dergelijke eis aan een aanvrager die houder is van in andere lidstaten behaalde beroepskwalificaties, onverenigbaar is met artikel 14, leden 1 en 2, van Richtlijn 2005/36/EG.

In hun antwoord hebben de Belgische autoriteiten zich ertoe verbonden de nodige wijzigingen aan te brengen in het RBK-KB private veiligheid, het RBK-KB privédetectives en het KB hulpverleningszones.

De Commissie neemt nota van de toezegging om aan deze grieven tegemoet te komen. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grieven te handhaven, met name indien geen ontwerpamendement en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Aangezien deze wijzigingen niet zijn vastgesteld, blijft de Commissie van oordeel dat België de krachtens artikel 14, leden 1 en 2, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door 1) de maximale duur van de aanpassingsstage in het RBK-KB private veiligheid en het RBK-KB privédetectives niet om te zetten, en 2) de voorwaarden en modaliteiten voor compenserende maatregelen in het KB hulpverleningszones helemaal niet om te zetten.

3.2.4.2. Het begrip “vakgebieden die wezenlijk verschillen”

Overeenkomstig artikel 14, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG wordt onder “vakgebieden die wezenlijk verschillen” verstaan vakgebieden waarvan de kennis en de vaardigheden en competenties van essentieel belang zijn voor de uitoefening van het beroep en waarvoor de door de migrant ontvangen opleiding qua inhoud wezenlijk afwijkt van de door de ontvangende lidstaat vereiste opleiding.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie het volgende opgemerkt:

- Zij constateerde dat in artikel 16, lid 4, van de RBK-wet en artikel 25, lid 4, van het Vlaams RBK-decreet het begrip “vakgebieden die wezenlijk verschillen” wordt omschreven als “vakgebieden [...] waarvoor de [...] opleiding qua duur of inhoud wezenlijk afwijkt”. Aangezien de definitie in Richtlijn 2013/55/EG in die

zin is gewijzigd dat zij alleen verschillen in de inhoud van de opleiding omvat, is de Commissie tot de conclusie gekomen dat de omzetting niet in overeenstemming is met Richtlijn 2005/36/EG.

- Hoewel het RBK-KB private veiligheid en het RBK-KB privédetectives voorzien in de mogelijkheid om compenserende maatregelen op te leggen, kon de Commissie bovendien geen bepalingen vaststellen ter verduidelijking van het begrip “vakgebieden die wezenlijk verschillen” die in overeenstemming zijn met artikel 14, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG, en heeft zij derhalve geconcludeerd dat de richtlijn in dit opzicht onvolledig is omgezet.

In hun antwoord verklaarden de Belgische autoriteiten het volgende.

- België verbindt zich ertoe de nodige wijzigingen van de RBK-wet en het Vlaams RBK-decreet vast te stellen.
- Wat het RBK-KB private veiligheid en het RBK-KB privédetectives betreft, stelt België dat, in tegenstelling tot wat de Commissie beweert, deze wetteksten een correcte definitie van “vakgebieden die wezenlijk verschillen” bevatten.

De Commissie concludeert het volgende uit het antwoord van België:

- De Commissie neemt nota van de toezegging om aan de grieven met betrekking tot de RBK-wet en het Vlaams RBK-decreet tegemoet te komen. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grieven te handhaven, met name indien geen ontwerpamendement en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.
- De Commissie erkent dat het RBK-KB private veiligheid en het RBK-KB privédetectives wel degelijk een definitie van het begrip “vakgebieden die wezenlijk verschillen” bevatten. Echter, zoals hierboven uitgelegd, is deze definitie in Richtlijn 2013/55/EG in die zin gewijzigd dat zij alleen verschillen in de inhoud van de opleiding omvat. Artikel 2, punt 13, van het RBK-KB private veiligheid en artikel 2, punt 13, van het RBK-KB privédetectives verwijzen daarentegen nog steeds naar de oude definitie van “vakgebieden [...] waarvoor de [...] opleiding qua duur of inhoud wezenlijk afwijkt”.

Aangezien de nodige wijzigingen niet zijn vastgesteld, blijft de Commissie derhalve van oordeel dat België de krachtens artikel 14, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door het begrip “vakgebieden die wezenlijk verschillen” in de RBK-wet, het Vlaams RBK-decreet, het RBK-KB private veiligheid en het RBK-KB privédetectives, niet of onjuist te definiëren.

3.2.4.3. Termijn voor het afleggen van de proeve van bekwaamheid

Overeenkomstig artikel 14, lid 7, van Richtlijn 2005/36/EG moeten de lidstaten ervoor zorgen dat een aanvrager in gelegenheid wordt gesteld de proeve van bekwaamheid af te leggen binnen een termijn van zes maanden na het initiële besluit waarbij hem een proeve van bekwaamheid is opgelegd.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie het volgende opgemerkt:

- De Commissie kon geen maatregelen vaststellen tot omzetting van het recht van de aanvrager om de proeve van bekwaamheid af te leggen binnen een termijn van

zes maanden na het initiële besluit wat de beroepen die onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen, betreft.

- Daarnaast heeft de Commissie vastgesteld dat in artikel 19, lid 1, van het Koninklijk Besluit van 24 oktober 1988 betreffende de samenstelling en werking van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien en de inschrijving en doorhaling in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien (hierna “het KB octrooigemachtigden” genoemd) wordt bepaald dat de proeve van bekwaamheid, in strijd met de eisen van de richtlijn, één keer per jaar wordt georganiseerd.

In hun antwoord hebben de Belgische autoriteiten de volgende toelichtingen gegeven.

- Artikel 7, lid 3, van het KB BHG bepaalt dat de proeve van bekwaamheid bestaat uit een examen georganiseerd in het kader van de centrale examencommissies, als bedoeld in artikel 8 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap. Het ministerieel besluit van 4 april 2007 tot bepaling van diverse nadere regels voor de centrale examencommissies voor de ondernemersvaardigheden geeft uitvoering aan artikel 8 van de programmawet van 10 februari 1998 en bepaalt in artikel 2, lid 1, dat de examens minstens om de drie maanden worden afgenomen, hetgeen korter is dan de in artikel 14, lid 7, van richtlijn 2005/36 voorgeschreven termijn van zes maanden.
- Wat octrooigemachtigden betreft, verklaart België bovendien dat artikel 14, lid 7, van Richtlijn 2005/36/EG horizontaal is omgezet in artikel 16, lid 7, van de RBK-wet. Overeenkomstig artikel 4, lid 2, van de RBK-wet zijn de bepalingen ervan van toepassing zolang er geen afzonderlijke wet is die Richtlijn 2005/36/EG geheel of gedeeltelijk “verticaal” voor een specifiek beroep omzet. België benadrukt dat artikel 14, lid 7, van Richtlijn 2005/36/EG met betrekking tot octrooigemachtigden niet verticaal is omgezet. De RBK-wet is daarom volledig van toepassing. De Belgische autoriteiten verbinden zich er niettemin toe artikel 19, lid 1, van het KB octrooigemachtigden te wijzigen om de geldende regels te verduidelijken. Deze wijziging zou naar verwachting eind 2019 in werking treden, maar tot dusver is de Commissie van geen enkele maatregel in die zin in kennis gesteld.

De Commissie concludeert het volgende uit het antwoord van België:

- Voor de beroepen die onder de bevoegdheid van het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** vallen:
 - o De Commissie is verheugd over de verduidelijking dat voor de onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallende beroepen die binnen het toepassingsgebied van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap vallen, het ministerieel besluit van 4 april 2007 bepaalt dat de proeven van bekwaamheid minstens om de drie maanden worden afgenomen.
 - o Volgens de Commissie vallen echter ten minste twee beroepen waarvoor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd is, namelijk de beroepen van rijkschooldirecteur en rijkschoolinstructeur, noch onder het toepassingsgebied van de programmawet van 10 februari 1998, noch onder dat van het KB BHG, waarbij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Richtlijn 2005/36/EG heeft omgezet. Het lijkt er dus op dat althans voor

deze twee beroepen de oude horizontale federale wet van 12 februari 2008, waarin deze termijn voor de organisatie van de proeve van bekwaamheid ontbreekt, het toepasselijke recht blijft.

- Wat **octrooigemachtigden** betreft:
 - o De Commissie begrijpt uit de argumenten van België dat de federale RBK-wet enkel kan worden vervangen door andere wettelijke normen van hetzelfde niveau. Gelet op zijn uitvoerende aard, kan het KB octrooigemachtigden en zijn hoofdstuk IV bis met betrekking tot de onderdanen van een “lidstaat zoals gedefinieerd in artikel 2, § 1, l), van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties” de bepalingen van de federale RBK-wet niet vervangen. Met het oog op de rechtszekerheid is de Commissie niettemin van mening dat de strijdige bepaling van het KB octrooigemachtigden moet worden ingetrokken of gewijzigd.
 - o De Commissie neemt nota van de toezegging om aan de grieven met betrekking tot het KB octrooigemachtigden tegemoet te komen. Deze wijziging zou naar verwachting eind 2019 in werking treden, maar tot dusver is de Commissie van geen enkele maatregel in die zin in kennis gesteld. Een louter voornemen volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven indien geen wijzigingen zijn vastgesteld.

De Commissie blijft derhalve bij haar oordeel dat België de krachtens artikel 14, lid 7, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen door er niet voor te zorgen dat voor octrooigemachtigden en voor bepaalde beroepen die onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen, zoals “rijschooldirecteur” en “rijschoolinstructeur”, een aanvrager in de gelegenheid wordt gesteld een proeve van bekwaamheid af te leggen binnen een termijn van zes maanden na het initiële besluit waarbij hem een proeve van bekwaamheid wordt opgelegd.

3.3. Erkenning op basis van de coördinatie van de minimumopleidingseisen

3.3.1. Verworven rechten voor Kroatische kwalificaties

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie geconcludeerd dat de automatische erkenning, overeenkomstig artikel 23, lid 5, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG, van de kwalificaties van EU-onderdanen voor de sectorale beroepen in de gezondheidszorg waarvan de opleiding vóór 8 december 1991 in Kroatië is aangevangen, niet is omgezet in Belgisch recht.

De Belgische autoriteiten zeggen in hun antwoord toe de nodige wijzigingen aan te brengen in de wet gezondheidszorgberoepen.

De Commissie neemt nota van de toezegging om tegemoet te komen aan de grieven wat betreft de wet gezondheidszorgberoepen. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grieven te handhaven, met name indien geen ontwerpwijziging en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Aangezien dergelijke wijzigingen ontbreken, bevestigt de Commissie haar oordeel dat België, door de automatische erkenning van de kwalificaties van EU-onderdanen voor de sectorale beroepen in de gezondheidszorg waarvan de opleiding vóór 8 december 1991 in Kroatië is aangevangen, niet om te zetten, de krachtens artikel 23, lid 5, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen.

3.3.2. Minimumopleidingseisen voor de verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers

Volgens artikel 21, lid 6, van de richtlijn stelt elke lidstaat de toegang tot en uitoefening van de beroepswerkzaamheden van verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers afhankelijk van het bezit van een opleidingstitel zoals bedoeld in bijlage V, punt 5.2.2, die waarborgt dat de betrokkene gedurende zijn gehele opleiding de in artikel 31, leden 6 en 7, bedoelde kennis, vaardigheden en competenties heeft verworven.

Artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG bevat de minimumopleidingseisen voor verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers. Krachtens artikel 31, lid 2, is de opleiding tot verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger een voltijdse opleiding en omvat zij ten minste het in bijlage V, punt 5.2.1, opgenomen studieprogramma.

Volgens artikel 31, lid 3, omvat de opleiding tot verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger in totaal ten minste drie studiejaren bestaande uit ten minste 4 600 uur theoretisch en klinisch onderwijs, waarbij de duur van het theoretisch onderwijs ten minste een derde en die van het klinisch onderwijs ten minste de helft van de minimumduur van de opleiding bedraagt.

Vóór de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen verschilden deze eisen hierin dat ten minste drie studiejaren of ten minste 4 600 uur theoretisch en klinisch onderwijs waren vereist.

De studiejaren kunnen daarnaast worden uitgedrukt in een daaraan gelijkwaardig aantal ECTS-studiepunten, maar moeten nog steeds worden uitgedrukt in jaren en uren.

In het licht van de definities van theoretisch en klinisch onderwijs overeenkomstig artikel 31, leden 4 en 5, wordt zelfstudie zonder toezicht niet meegerekend in de bovengenoemde minimumopleidingsduur.

De Commissie begrijpt dat het de federale overheid is die de eisen vaststelt voor toegang tot het beroep van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger en die verantwoordelijk is voor de afgifte van “visa”, wanneer de aanvragers aan de minimumopleidingseisen voldoen. Het zijn echter de drie gemeenschappen die de exclusieve bevoegdheid hebben om de opleidingsprogramma's te organiseren die aan deze federale eisen beantwoorden. Wat de kwalificatie van algemeen ziekenverpleger betreft, worden de Belgische opleidingsprogramma's in twee categorieën verdeeld, namelijk 1) het niveau van de bachelor en 2) het niveau van het aanvullend secundair beroepsonderwijs.

De Commissie heeft opgemerkt dat, terwijl de wet gezondheidszorgberoepen de in Richtlijn 2005/36/EG vastgestelde minimumopleidingseisen correct lijkt om te zetten, sommige opleidingsprogramma's die in de wetgeving van de Gemeenschappen zijn neergelegd en afgestudeerden het recht geven een aanvraag in te dienen voor een visum op federaal niveau, niet in overeenstemming zijn met deze minimumopleidingseisen.

3.3.2.1. Opleiding op bachelorniveau in Franse Gemeenschap

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie opgemerkt dat bijlage I bij het Decreet van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2008 tot vaststelling van de voorwaarden voor het behalen van de diploma's van bachelor-vroedvrouw en bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger (hierna: "vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap"), niet volledig overeenstemde met het minimumopleidingsprogramma als neergelegd in bijlage V, punt 5.2.1, bij Richtlijn 2005/36/EG. Onderwerpen zoals biofysica, bacteriologie en virologie leken te ontbreken en de Commissie kon ook geen van de in bijlage V, punt 5.2.1, bij Richtlijn 2005/36/EG vermelde specificaties betreffende klinisch onderwijs vaststellen. Derhalve heeft de Commissie geconcludeerd dat de omzetting van Richtlijn 2005/36/EG in dit verband niet toereikend is.

In hun antwoord op de aanmaningsbrief erkennen de Belgische autoriteiten dat voornoemde bijlage I bij het vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap, waarin de opleiding voor verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers op bachelorniveau is neergelegd, niet volledig beantwoordt aan de eisen van bijlage V bij Richtlijn 2005/36/EG. Volgens de Belgische autoriteiten is echter uit een deskundigenanalyse van de huidige bachelor-opleidingsprogramma's in de Franse Gemeenschap gebleken dat deze programma's in de praktijk volledig aan alle minimumeisen van de richtlijn beantwoorden. Voorts hebben de betrokken onderwijsinstellingen hun minimum-opleidingsprogramma's uitdrukkelijk gewijzigd, om te zorgen voor een letterlijke overeenstemming met Richtlijn 2005/36/EG, en zijn deze programma's gevalideerd door de "Conseil de l'Enseignement de promotion" (Algemene raad voor het onderwijs voor sociale promotie) en de Raad van bestuur van de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur" (Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs). Tot slot is de administratie begonnen met het proces tot wijziging van het vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap, om ervoor te zorgen dat het volledig aan Richtlijn 2005/36/EG voldoet.

De Commissie neemt nota van de toezegging om tegemoet te komen aan de grieven wat het vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap betreft. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grieven te handhaven, met name indien geen ontwerpwijziging en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Bij gebrek aan dergelijke wijzigingen bevestigt de Commissie haar oordeel dat België, door in het vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap niet accuraat het minimumopleidingsprogramma voor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger te weerspiegelen, niet heeft voldaan aan de verplichtingen die op hem rusten krachtens artikel 31, in samenhang met bijlage V, punt 5.2.1, bij Richtlijn 2005/36/EG.

3.3.2.2. HBO5 in Vlaanderen en "Brevets in Krankenpflege" in de Duitstalige Gemeenschap

In een aanvullende aanmaningsbrief van 11 oktober 2019 (ref. SG(2019)D/14858;C(2019)6697) heeft de Commissie geconcludeerd dat de opleidingsprogramma's op het niveau van het aanvullend secundair beroepsonderwijs die in de Vlaamse en de Duitstalige Gemeenschap worden aangeboden, beter bekend als "HBO5" in Vlaanderen en "Brevets in Krankenpflege" in de Duitstalige Gemeenschap,

niet voldeden aan de in artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG neergelegde opleidingseisen, welke voor studenten die sinds september 2016 met hun opleiding zijn begonnen, in acht hadden moeten worden genomen.

Uit de relevante wetgeving die in de Vlaamse Gemeenschap van kracht is, heeft de Commissie afgeleid dat het onderwijsprogramma voor het behalen van het diploma van **gegradueerde verpleger/verpleegster (HBO5)**, zoals vermeld in bijlage V bij Richtlijn 2005/36/EG, slechts in 3 600 uur opleiding voorziet⁸. Eveneens stelde zij vast dat de regeringsbesluiten ter zake die van kracht zijn in de Duitstalige Gemeenschap, tegenstrijdig waren en erop wezen dat de minimumeisen voor de opleidingsprogramma's die tot het diploma van "erkend ziekenverpleger" leiden, 3 601 uur onderwijs bedragen, waarvan slechts 1 867 uur klinisch onderwijs moet zijn⁹. Daarnaast merkte de Commissie op dat verschillende openbaar beschikbare bronnen leken te bevestigen dat de huidige HBO5-opleiding in Vlaanderen en de "Brevets in Krankenpflege" in de Duitstalige Gemeenschap niet in overeenstemming zijn met de minimumeisen inzake uren opleiding, competenties en stageprogramma's. Het ziet er echter naar uit dat de studenten in die programma's - waarvan de eerste groep die in overeenstemming met de nieuwe vereisten van Richtlijn 2013/55/EU had moeten worden opgeleid, in juni 2019 is afgestudeerd -, nog steeds toegang zouden krijgen tot het beroep van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, hetgeen in strijd is met de eisen van Richtlijn 2005/36/EG¹⁰.

- Met betrekking tot het onderwijsprogramma in de Vlaamse Gemeenschap dat leidt tot het diploma van "**gegradueerde verpleger/verpleegster (HBO5)**", hebben de Belgische autoriteiten het volgende geantwoord:

- De Commissie heeft geen concrete elementen verstrekt om haar bewering te staven dat het onderwijsprogramma niet voldoet aan de minimumopleidingseisen van artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG en heeft

⁸ Zie artikel 3, punt 18, artikel 3, punt 47, artikel 125 en artikel 132 van het Besluit van de Vlaamse Regering van 17 december houdende de codificatie betreffende het secundair onderwijs (beschikbaar op: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14289>) (hierna: "Codex Secundair Onderwijs"), in samenhang met de artikelen 55, 56 en 59 van het Decreet van de Vlaamse Regering van 30 april 2009 betreffende het secundair na secundair onderwijs en het hoger beroepsonderwijs (beschikbaar op: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14112>) opgeheven met ingang van 1 september 2019)

⁹ Artikel 2 van het Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 13 juni 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet in verpleegkundige verzorging wordt toegekend, gewijzigd bij Besluit van de Duitstalige Gemeenschap van 9 december 2010 ("Arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 13 juin 1997 fixant les conditions de collation dur brevet en soins infirmiers modifié par l'arrêté de la Communauté germanophone du 9 décembre 2010") (beschikbaar op: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=nl&la=N&cn=1997061333&table_name=wet); Artikel 6 van het Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 10 juli 1997 tot vastlegging van de bepalingen betreffende de stages die met het oog op het verkrijgen van een brevet in verpleegkundige verzorging moeten worden gemaakt ("Arrêté du gouvernement de la Communauté germanophone du 10 juillet 1997 fixant les dispositions relative aux stages à accomplir en vue de l'obtention du brevet en soins infirmiers") (beschikbaar op: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=nl&la=N&cn=1997071046&table_name=wet).

¹⁰ Zie bijvoorbeeld duidelijke uitspraken in die zin van de Vlaamse minister van Onderwijs: <https://www.vlaamsparlement.be/commissies/commissievergaderingen/1246484/verslag/1250810>; <https://www.vlaamsparlement.be/commissies/commissievergaderingen/1266286/verslag/1270229>

geen details aan het licht gebracht over de berekening die ten grondslag ligt aan haar vaststelling dat de Vlaamse wetgeving alleen verlangt dat de genoemde opleiding uit 3600 uur bestaat.

- Aangezien de Commissie bepaalde wetgevingsartikelen in de “Codex Secundair Onderwijs” aanhaalt, gaat België ervan uit dat de Commissie haar berekening op de norm van 50 minuten per „klas-uur” heeft gebaseerd. België merkt echter op dat de HBO5-verpleegopleiding voor de helft bestaat uit klinisch onderwijs waarbij studenten de normale wekelijkse werkregeling van 38 uur van 60 minuten volgen. Bovendien zijn studenten verplicht om 4 uur per week “met opleiding verband houdende persoonlijke activiteiten” te verrichten. Anders dan de Commissie lijkt aan te nemen, zijn deze activiteiten geen zelfstudie. Rekening houdend met deze verschillende elementen, stellen de Belgische autoriteiten dat de vereiste minimumopleiding meer dan 3600 uur omvat.
- Bovendien leggen de Belgische autoriteiten uit dat de door de Commissie aangehaalde wetten slechts minimumeisen bevatten en dat het Besluit van de Vlaamse Regering van 18 juli 2008 houdende organisatie van het experimenteel voltijds gewoon secundair onderwijs volgens een modulair stelsel (hierna “Besluit van 18 juli 2008” genoemd)¹¹ uitdrukkelijk bepaalt dat de opleiding verpleegkunde in overeenstemming moet zijn met de vereisten van Richtlijn 2005/36/EG. Zolang er geen bewijs van het tegendeel is, gaat België ervan uit dat dit het geval is.

De Commissie concludeert het volgende uit het antwoord van België:

- Op basis van de wettelijke bepalingen waarnaar in de aanvullende aanmaningsbrief wordt verwezen, heeft de Commissie berekend dat de Vlaamse wetgeving vereist dat de HBO5-training die tot de titel van “gegradueerde verpleger/verpleegster” leidt, bestaat uit minimaal 6 semesters¹² x 20 weken¹³ x 36¹⁴ klasuren van 50 minuten¹⁵, hetgeen neerkomt op een totaal van 3600 uur.

¹¹ Beschikbaar op: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14046>

¹² Zie artikel 132 van het Besluit van de Vlaamse Regering van 17 december houdende de codificatie betreffende het Secundair onderwijs (hierna: “Codex Secundair Onderwijs”) (beschikbaar op: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14289>) en de artikelen 50 en 52ter van Het Decreet van de Vlaamse Regering van 30 april 2009 betreffende het secundair na secundair onderwijs en het hoger beroepsonderwijs (hierna: “Decreet van 30 april 2009”) (beschikbaar op: <https://data-onderwijs.vlaanderen.be/edulex/document.aspx?docid=14112> opgeheven met ingang van 1 september 2019)

¹³ Artikel 56, lid 1, van het Decreet van 30 april 2009.

¹⁴ Artikel 3, punt 47, van de Codex secundair onderwijs en artikel 56, lid 2, van het Decreet van 30 april 2009.

¹⁵ In artikel 3, punt 18, van de Codex secundair onderwijs wordt uitgelegd dat een “lesuur” bestaat uit 50 minuten. ¹⁶ Zie bijvoorbeeld de beschrijving van deze “opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten (OPA)” op <https://www.ivv-gent.be/s17/wp-content/uploads/2017/04/Folder-HBO5-versie-november-2017.pdf> als “de zaken die je zelfstandig doet i.f.v. de opleiding, zonder begeleiding van de docenten. Voorbeelden daarvan zijn: Voorbeelden daarvan zijn: zelfstandig technieken oefenen, thuis een toetsing voorbereiden, enz”); en op <file://net1.cec.eu.int/HOMES/110/heremi/My%20Documents/Assessment%20PQD%20Transposition/TPQD%20Belgium/BE%20LFN2/CLFN%20nurses/Schoolreglement-VIVATO-2019-2020.pdf> als . (“Deze opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten kunnen bestaan uit extra stages, zelfstudie, werken aan het portfolio, individuele les, ... Deze OPA vallen buiten de contacturen.”)

- De toelichting van de Belgische autoriteiten dat de HBO5-opleiding tot algemeen ziekenverpleger voor de helft uit klinisch onderwijs moet bestaan, en dat dit klinisch onderwijs in weken van in totaal 38 werkuren van 60 minuten is georganiseerd (in tegenstelling tot de 36 perioden van 50 minuten voor het theoretisch onderwijs), is niet onderbouwd door verwijzingen naar wettelijke bepalingen ter zake die deze specificaties bevatten. Maar zelfs als ervan wordt uitgegaan dat dit het geval is, dan zou dit de totale hoeveelheid vereiste uren opleiding enkel verhogen tot 4 080 uur en niet tot de vereiste 4600 uur.

- Ook de eis in artikel 132 van de Codex Secundair Onderwijs dat een school, buiten de wekelijkse lessentabel, ten minste vier “tijdvakken” (zogenoemde “lestijden”) per week “opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten” aan de cursisten verpleegkunde moet opleggen, levert nog steeds niet de vereiste 4 600 uur op.
 - In de eerste plaats moet worden opgemerkt dat de Commissie voor het begrip “lestijd”/ “tijdvak”, anders dan voor het begrip “lesuur”/ “klastijd”, geen definitie kon achterhalen in de Codex Secundair onderwijs, die haar in staat zou stellen na te gaan of eerstgenoemd begrip als een periode van 50 of van 60 minuten moet worden opgevat. Maar zelfs als ervan wordt uitgegaan dat deze “tijdvakken”/ “lestijden” worden opgevat als bestaande uit 60 minuten in plaats van de 50 minuten die worden toegekend aan “klastijden”/ “lesuren”, zouden deze extra tijdvakken het totale aantal opleidingsuren nog steeds niet op de vereiste 4 600 uur laten uitkomen. Immers, als de “4 x 60 minuten x 20 weken x 6 semesters = 480 uur” worden opgeteld bij de hierboven berekende 4080 uur, zou de totale hoeveelheid van de vereiste uren 4 560 bedragen, in plaats van de door Richtlijn 2005/36/EG voorgeschreven 4 600 uur.

 - Het feit dat artikel 132 van de Codex Secundair Onderwijs dit minimum van 4 extra “tijdvakken” per week aan “opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten” verbindt aan “de voorwaarde inzake studieomvang zoals bepaald in de Richtlijn 2005/36/EG”, doet niets af aan deze conclusie, aangezien dit geen voldoende duidelijke juridische verplichting voor de scholen inhoudt om ervoor te zorgen dat hun opleidingsprogramma’s volledig in overeenstemming zijn met de 4 600 uur aan theoretisch en klinisch onderwijs als vereist door Richtlijn 2005/36/EG.

 - Voorts legt nog meer gewicht in de schaal dat de stelling van de Belgische autoriteiten dat deze tijdvakken van “opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten” niet uit “zelfstudie” bestaan en dus als uren van theoretisch of klinisch onderwijs in de zin van Richtlijn 2005/36/EG mogen worden meegerekend, niet is onderbouwd en door de situatie ter plaatse lijkt te worden tegengesproken. Een niet-uitputtend onderzoek op internet stelde

de Commissie namelijk in staat ten minste twee scholen in kaart te brengen die deze “opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten” uitdrukkelijk zodanig interpreteren dat dit begrip zelfstudie zonder toezicht en “vallend buiten contacturen”/“zonder begeleiding van docenten” omvat¹⁶. Dit brengt de Commissie tot de conclusie dat de huidige definitie van deze “opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten” niet de rechtszekerheid biedt die noodzakelijk is om ervoor te zorgen dat deze tijdvakken worden ingevuld als uren van theoretisch of klinisch onderwijs in overeenstemming met Richtlijn 2005/36/EG.

- Voorts begrijpt de Commissie, terwijl zij er bij haar berekeningen van is uitgegaan dat 20 weken met klassen/klinisch onderwijs per semester zijn vereist, dat artikel 56, lid 1, ter zake van het decreet van 30 april 2009 waarbij deze 20 weken/semester werden gespecificeerd, op 1 september 2019 is opgeheven. De Commissie kon geen andere wettelijke bepaling vaststellen waarin het minimum-aantal weken per semester van de HBO5-opleiding tot algemeen ziekenverpleger wordt gespecificeerd. Dit algemene gebrek aan rechtszekerheid met betrekking tot de minimumduur van de opleiding (uitgedrukt in weken en/of uren per semester) lijkt ook terug te vinden ter plaatse, zoals blijkt uit een niet-uitputtende onlinezoekopdracht:
 - de Commissie heeft ten minste twee gevallen vastgesteld waarin de informatie op de websites van de relevante scholen een totaal aantal opleidingsweken aangeeft dat niet voldoet aan de eis van 120 weken (6 semesters x 20 weken) die in het kader van het decreet van 30 april 2009 noodzakelijk leken te zijn en waarop de Commissie haar berekeningen heeft gebaseerd.¹⁷
 - Daarnaast lijkt één school een totaal van 47 weken klinisch onderwijs aan te kondigen, in tegenstelling tot de 60 weken die volgens het decreet van 30 april 2009 waren vereist als het inderdaad zo is dat de HBO5-verpleegopleiding voor de helft uit klinisch onderwijs zou moeten bestaan¹⁸. Indien op basis van het

¹⁶ Zie bijvoorbeeld de beschrijving van deze “opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten (OPA)” op <https://www.ivv-gent.be/s17/wp-content/uploads/2017/04/Folder-HBO5-versie-november-2017.pdf> als “de zaken die je zelfstandig doet i.f.v. de opleiding, zonder begeleiding van de docenten. Voorbeelden daarvan zijn: Voorbeelden daarvan zijn: zelfstandig technieken oefenen, thuis een toetsing voorbereiden, enz”); en op <file://net1.cec.eu.int/HOMES/110/heremti/My%20Documents/Assessment%20PQD%20Transposition/TPQD%20Belgium/BE%20LFN2/CLFN%20nurses/Schoolreglement-VIVATO-2019-2020.pdf> als . (“Deze opleidingsgebonden persoonlijke activiteiten kunnen bestaan uit extra stages, zelfstudie, werken aan het portfolio, individuele les, ... Deze OPA vallen buiten de contacturen.”)

¹⁷ Zie bijvoorbeeld <http://busleydenatheneum.be/5-modules-in-hbo5-verpleegkunde> waar gesteld wordt dat een module/semester uit 18 weken bestaat, hoewel dit wordt tegengesproken door de bepalingen van het interne reglement ter zake voor het jaar 2019-2020 (https://busleydenatheneum.be/sites/default/files/atoms/files/Intern_reglement_hbo5.pdf op blz. 11), dat 19 weken/semester vermeldt; <http://waregemtielt.vivesgraduaatvpk.be/nl-BE/content/modules/22/> waar wordt gesteld dat een module/semester uit 18 weken bestaat.

¹⁸ <https://www.pivh.be/stage.html>

antwoord van België wordt aangenomen dat die 47 weken 38 werkuren van 60 minuten omvatten, komt dit neer op 1 786 uur klinisch onderwijs, terwijl ingevolge Richtlijn 2005/36/EG een minimum van 2 300 uur is vereist.

- Een andere school geeft aan dat er sprake is van 44 weken klinisch onderwijs en verduidelijkt dat dit in totaal 1 672 uur omvat, in tegenstelling tot het ingevolge Richtlijn 2005/36/EG vereiste minimum van 2 300 uur¹⁹.
- Het argument van de Belgische autoriteiten dat de door de Commissie genoemde wetten slechts minimumeisen bevatten en dat de eis in het besluit van 18 juli 2008 dat de opleidingen voor algemeen ziekenverplegers aan de vereisten van Richtlijn 2005/36/EG moeten voldoen, volstaat om de naleving van het in Richtlijn 2005/36/EG vastgestelde minimum van 4 600 uren te waarborgen, wordt niet door de feiten geschraagd, zoals blijkt uit de hierboven gegeven voorbeelden. Voorts bevestigen verschillende openbaar beschikbare verklaringen dat de Belgische autoriteiten zich terdege ervan bewust zijn dat de huidige HBO5-opleidingen die opleiden voor de titel van “gegradueerde verpleger/verpleegster”, niet in overeenstemming zijn met de eisen uit hoofde van Richtlijn 2005/36/EG, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU. Enkele voorbeelden:
 - Ten eerste toonde een presentatie van de Vlaamse zorgambassadeur in december 2017 duidelijk aan dat het Vlaamse HBO5-opleidingsprogramma voor ziekenverplegers op dat moment niet voldeed aan de Europese eisen en dat tot nu toe geen oplossing was voorgesteld.²⁰ De Vlaamse zorgambassadeur bevestigde deze analyse nog recent, in december 2019²¹.
 - Ten tweede blijkt uit een debat in het federale parlement dat de Federale Minister van Gezondheidszorg evenals de voorzitter van de Federale Raad voor Verpleegkunde de Vlaamse Minister van Onderwijs herhaaldelijk hebben gewaarschuwd dat er problemen leken te zijn met betrekking tot de conformiteit van de HBO5-opleidingsprogramma's met Richtlijn 2005/36/EG²².
 - Ten derde heeft de Federale Raad voor Verpleegkunde in zijn advies van 6 februari 2018 betreffende de zorgassistent uitdrukkelijk verklaard: “Sinds september 2016 voldoen de

¹⁹ https://busleydenatheneum.be/sites/default/files/atoms/files/Intern_reglement_hbo5.pdf, blz. 14.

²⁰ Beschikbaar op: <https://www.bvpv-sbip.be/wp-content/uploads/2017/12/20171202-Hervorming-KB-78-en-functiedifferentiatie.pdf>; zie met name slide 27.

²¹ https://www.akhospitals.be/magazine/verpleegkundigen-vooral-beter-inzetten/article-normal-43709.html?cookie_check=1578667778

²² <https://www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/55/ic036.pdf>

opleidingsprogramma's die het verpleegkundig brevet of het diploma van gegradueerde verpleegkundige toekennen in een beroepsopleiding voor verpleegkunde in de Vlaamse Gemeenschap en in de Duitstalige Gemeenschap niet aan Europese Richtlijn 2013/55/EU die Richtlijn 2005/36/EG [...] moderniseert.²³

- Ten vierde is getracht met een wetsvoorstel op federaal niveau van 20 februari 2019 een beroep “basisverpleegkundige” in te voeren, dat niet voldoet aan de minimumopleidingseisen van Richtlijn 2005/36/EG, zoals omgezet in artikel 45 van de wet gezondheidszorgberoepen, zou hoeven te voldoen. In de toelichting bij dit voorstel wordt expliciet vermeld dat de duur van de HBO5-verpleegopleiding zou moeten worden verlengd om aan de minimeisen voor klinische opleiding voor algemeen ziekenverplegers van Richtlijn 2013/55/EU te kunnen voldoen. De toelichting verwijst ook naar de tijdsdruk die wordt veroorzaakt door het feit dat, zonder een wijziging van de bestaande wetten, studenten die in de zomer van 2019 afstuderen het risico liepen de beroepstitel van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger niet langer te kunnen verwerven²⁴
- Daarnaast verklaarde de minister van Onderwijs tijdens een debat in het Vlaams Parlement op 9 november 2019: “In het huidige systeem is het natuurlijk heel moeilijk om die 4 600 uren te behalen tijdens de 3 schooljaren, dat weten we allemaal. [sic]”²⁵. Uit de verklaringen van de minister tijdens dit debat, alsook uit het recente regeerakkoord van de Vlaamse regering, blijkt dat Vlaanderen zijn “laagdrempeligere” HBO5-verpleegkundeopleiding niet wil aanpassen om deze in overeenstemming te brengen met de geactualiseerde minimeisen van Richtlijn 2005/36/EG, maar dat het in plaats daarvan de federale wet gezondheidsberoepen wil aanpassen opdat een nieuw gezondheidszorgberoep, te weten “basisverpleegkundige”, wordt toegestaan, dat niet aan de voorwaarden van de richtlijn zou hoeven te voldoen²⁶. Soortgelijke verklaringen werden afgelegd door de vorige minister van Onderwijs, die ook verwees naar een rapport van de Raad Hoger Onderwijs; deze commissie schetst in haar rapport “de moeilijkheden voor de huidige HBO5-opleidingen verpleegkunde om integraal te blijven voldoen aan de Europese richtlijn, en

²³ https://overlegorganen.gezondheid.belgie.be/sites/default/files/documents/avis_2018-01_-_assistant_de_soins_18-02-06.pdf, op blz. 6.

²⁴ WETSVOORSTEL van 20 februari 2019 tot wijziging van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, beschikbaar op: <https://www.dekamer.be/FLWB/PDF/54/3526/54K3526002.pdf>

²⁵ <https://www.vlaamsparlement.be/commissies/commissievergaderingen/1338939/verslag/1342251>

²⁶ <https://www.vlaanderen.be/publicaties/regeerakkoord-van-de-vlaamse-regering-2019-2024> blz. 37 en 83.

situeert deze op drie vlakken: de competenties, de specialismen in het werkveld en de duur van de opleiding.”²⁷

In het licht van het voorgaande bevestigt de Commissie haar oordeel dat België, door zijn opleidingsprogramma voor “gegradueerd verpleegkundige” (HBO5) dat toegang verleent tot het beroep van verantwoordelijk algemeen ziekenverzorger in België, niet aan te passen aan de minimumeisen van Richtlijn 2005/36/EG, de krachtens artikel 21, lid 6, en artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet nagekomen.

- Met betrekking tot de opleiding die leidt tot de “Brevets in Krankenpflege” (verpleegkundige brevetten) in de Duitstalige Gemeenschap, hebben de Belgische autoriteiten het volgende geantwoord:

- De Belgische autoriteiten erkennen dat de twee regeringsbesluiten waarnaar de Commissie verwijst, te weten het Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 13 juni 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet in verpleegkundige verzorging wordt toegekend, gewijzigd bij het Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 9 december 2010, en het Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 10 juli 1997 tot vastlegging van de bepalingen betreffende de stages die met het oog op het verkrijgen van een brevet in verpleegkundige verzorging moeten worden gedaan, achterhaald zijn en evenmin in overeenstemming zijn met de vereisten van Richtlijn 2005/36/EG.
- De Belgische autoriteiten verwijzen echter naar een decreet van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool²⁸, dat een rechtsgrondslag biedt voor de opleiding die leidt tot de “Brevets in Krankenpflege” en in overeenstemming is met Richtlijn 2005/36/EG. In dit decreet worden uitdrukkelijk de minimumopleidingseisen voor algemeen ziekenverplegers vastgesteld in termen van uren, competenties en stageprogramma’s. Overeenkomstig de hiërarchie van normen in België is dit besluit een rechtshandeling met een hogere status dan de door de Commissie aangehaalde regeringsbesluiten. Indien de Commissie het echter omwille van de rechtszekerheid beter acht, is de Duitstalige Gemeenschap bereid de lagere, strijdige regeringsbesluiten te wijzigen of, indien noodzakelijk, op te heffen.

Naar aanleiding van het antwoord van België neemt de Commissie nota van het Decreet van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool²⁹, waarin de minimumopleidingseisen voor algemeen ziekenverplegers worden vastgesteld in termen

²⁷ <https://www.vlaamsparlement.be/commissies/commissievergaderingen/1202197/verslag/1205698>

²⁸ Decreet van de Duitstalige Gemeenschap houdende oprichting van een autonome hogeschool (“Décret de la Communauté germanopone portant création d’une haute école autonome”) van 27 juni 2005 (beschikbaar op: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2005062737&table_name=loi)

²⁹ Decreet van de Duitstalige Gemeenschap houdende oprichting van een autonome hogeschool (“Décret de la Communauté germanopone portant création d’une haute école autonome”) van 27 juni 2005 (beschikbaar op: http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2005062737&table_name=loi)

van uren, competenties en stageprogramma's overeenkomstig Richtlijn 2005/36/EG. Hoewel dit decreet in de Belgische hiërarchie van normen boven de regeringsbesluiten³⁰ staat die het onjuiste aantal vereiste uren opleiding bevatten, acht de Commissie het omwille van de rechtszekerheid nog steeds noodzakelijk dat de strijdige regeringsbesluiten worden gewijzigd of opgeheven, zoals ook in het Belgische antwoord werd gesuggereerd. Bij ontbreken van een ontwerpwijziging en van een gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan kan de Commissie de grieven niet laten vallen.

Daarom blijft de Commissie, bij ontbreken van een dergelijke wijziging, van oordeel dat België, door niet de noodzakelijke rechtszekerheid te bieden om ervoor te zorgen dat de "Brevets in Krankenpflege" in overeenstemming zijn met de minimum-opleidingseisen voor algemeen ziekenverplegers uit hoofde van Richtlijn 2005/36/EG, de krachtens artikel 21, lid 6, en artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen.

3.3.3. *Beoefenaren der tandheelkunde: specifieke verworven rechten van beoefenaren der tandheelkunde*

Artikel 37 van Richtlijn 2005/36/EG legt de specifieke verworven rechten van beoefenaren der tandheelkunde vast. Artikel 37, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG bepaalt dat de lidstaten de opleidingstitels van beoefenaren der tandheelkunde overeenkomstig artikel 21 van Richtlijn 2005/36/EG moeten erkennen indien de aanvragers met hun opleiding zijn begonnen vóór 18 januari 2016.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie nota genomen van artikel 11 van het ministerieel besluit van 31 januari 2008 tot vaststelling van de lijst van opleidingstitels van tandarts, waarmee de Belgische autoriteiten hebben getracht de specifieke regeling inzake verworven rechten voor beoefenaren der tandheelkunde om te zetten. De Commissie heeft echter vastgesteld dat artikel 37, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG niet is omgezet, wat de Commissie tot de conclusie heeft gebracht dat de omzetting van de richtlijn in dit opzicht onvolledig is.

De Belgische autoriteiten hebben in hun antwoord toegezegd de nodige wijzigingen vast te stellen om de naleving van artikel 37, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG te waarborgen.

De Commissie neemt nota van de toezegging om tegemoet te komen aan de grieven wat het ministerieel besluit van 31 januari 2008 betreft. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grieven te handhaven, met name indien geen ontwerpwijziging en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd. Bij ontbreken van dergelijke wijzigingen blijft de Commissie bij haar oordeel dat België, door niet te waarborgen dat de opleidingstitels van beoefenaren van de tandheelkunde voor gevallen waarin de aanvragers met hun opleidingen zijn begonnen

³⁰ Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 13 juni 1997 tot vastlegging van de voorwaarden waaronder het brevet in verpleegkundige verzorging wordt toegekend, zoals gewijzigd bij het besluit van de Duitstalige regering van 9 december 2010 ("l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 13 juin 1997 fixant les conditions de collation du brevet en soins infirmiers modifié par l'arrêté de la Communauté germanophone du 9 décembre 2010"); Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 10 juli 1997 tot vastlegging van de bepalingen betreffende de stages die met het oog op het verkrijgen van een brevet in verpleegkundige verzorging moeten worden gemaakt ("Arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 10 juillet 1997 fixant les dispositions relatives aux stages à accomplir en vue de l'obtention du brevet en soins infirmiers") (zie voetnoot **Error! Bookmark not defined.**)

vóór 18 januari 2016, overeenkomstig artikel 21 van Richtlijn 2005/36/EG worden erkend, de krachtens artikel 37, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen.

3.3.4. *Minimumopleidingseisen voor verloskundigen*

De artikelen 40 tot en met 42 van Richtlijn 2005/36/EG leggen de minimumopleidingseisen voor verloskundigen vast.

- Overeenkomstig artikel 40, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG omvat de opleiding van verloskundigen in totaal ten minste de volgende opleidingen: a) een specifieke voltijdse opleiding tot verloskundige van ten minste drie jaar theoretisch en praktisch onderwijs (mogelijkheid I) die ten minste het in bijlage V, punt 5.5.1., bij Richtlijn 2005/36/EG opgenomen programma omvat, of b) een specifieke voltijdse opleiding tot verloskundige van 18 maanden (mogelijkheid II) die ten minste het in bijlage V, punt 5.5.1, bij Richtlijn 2005/36/EG opgenomen programma omvat, voor zover dit niet op gelijkwaardige wijze is onderwezen in het kader van de opleiding tot verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie kennis genomen van artikel 17 van het vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap ter omzetting van de bepalingen van artikel 40, lid 1, onder a), van Richtlijn 2005/36/EG. De Commissie is echter tot de bevinding gekomen dat noch het vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap noch de bijlagen daarbij adequaat de inhoud weerspiegelen die voor de praktische en klinische opleiding verplicht is in het kader van het opleidingsprogramma voor verloskundigen dat is neergelegd in bijlage V, punt 5.5, bij Richtlijn 2005/36/EG.

In hun antwoord op de aanmaningsbrief verklaren de Belgische autoriteiten dat de “Académie de Recherche et d’Enseignement supérieur” de minimumopleidingsprogramma’s voor verloskundigen heeft gewijzigd ter letterlijke naleving van de bepalingen van Richtlijn 2005/36/EG, en dat de Raad van de “Académie de Recherche et d’Enseignement supérieur” deze programma’s heeft gevalideerd. Daarnaast heeft de administratie het proces tot wijziging van het vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap geïnitieerd om ervoor te zorgen dat volledig aan de uit Richtlijn 2005/36/EG voortvloeiende verplichtingen wordt voldaan.

De Commissie neemt nota van de toezegging om tegemoet te komen aan de grieven wat het vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap betreft. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grieven te handhaven, met name indien geen ontwerpwijziging en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Bij gebrek aan dergelijke wijzigingen bevestigt de Commissie haar oordeel dat België, door het minimumopleidingsprogramma voor verloskundigen niet accuraat in het vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap te weerspiegelen, de verplichtingen niet is nagekomen die op hem rusten krachtens artikel 40, lid 1, onder a), in samenhang met bijlage V bij Richtlijn 2005/36/EG, punt 5.5.1.

- In artikel 42, lid 2, onder a) tot en met k), van Richtlijn 2005/36/EG wordt de minimumreikwijdte vermeld van de werkzaamheden waartoe verloskundigen toegang moeten hebben.

In haar aanmaningsbrief stelde de Commissie vast dat de omzettingbepaling, artikel 62, lid 1, van de wet gezondheidszorgberoepen, niet de onder k) van de richtlijn vermelde activiteit -de nodige schriftelijke verslagen opstellen- omvat, waarmee de omzetting van Richtlijn 2005/36/EG onvolledig is.

De Belgische autoriteiten hebben in hun antwoord toegezegd de wet gezondheidszorgberoepen te wijzigen teneinde deze omissie te corrigeren. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpwijziging en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Bij gebrek aan dergelijke wijzigingen bevestigt de Commissie haar oordeel dat België, door niet het “de nodige schriftelijke verslagen opstellen” op te nemen onder de minimumreikwijdte van de werkzaamheden waartoe verloskundigen toegang moeten hebben, de krachtens artikel 42, lid 2, onder k), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen.

3.3.5. *Architecten*

3.3.5.1. Beroepstitel

Artikel 48 van Richtlijn 2005/36/EG waarborgt dat voor de toegang tot of de uitoefening van een beroep de beroepswerkzaamheden van architect die zijn welke gewoonlijk onder de beroepstitel van architect worden uitgeoefend. Echter ook de onderdanen van een lidstaat die gerechtigd zijn die beroepstitel te voeren uit hoofde van een nationale wet omdat zij zich in het bijzonder hebben onderscheiden door de kwaliteit van hun prestaties in de architectuur, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden die worden gesteld voor het uitoefenen van de werkzaamheden onder de beroepstitel van architect. De architecturale aard van de werkzaamheden van de betrokkenen blijkt uit een certificaat dat door hun lidstaat van herkomst is afgegeven.

In haar aanmaningsbrief wees de Commissie erop dat zij geen Belgische maatregel tot omzetting van artikel 48 van Richtlijn 2005/36/EG heeft kunnen vaststellen, waardoor de omzetting van Richtlijn 2005/36/EG onvolledig is.

In hun antwoord verklaren de Belgische autoriteiten dat zij bereid zijn de nodige wijzigingen aan te brengen indien de Commissie van mening is dat dit soort titels nog steeds bestaat in andere lidstaten.

De Commissie benadrukt dat de keuze van de wetgever om deze bepaling in Richtlijn 2005/36/EG, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU, te handhaven, impliceert dat deze realiteit in een of meer lidstaten nog steeds voorhanden is en dat deze keuze voor alle lidstaten een duidelijke verplichting schept om die bepaling om te zetten in hun nationale wetgeving. België dient daarom de nodige wijzigingen vast te stellen. Een enkele belofte tot wijziging volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpwijziging en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Bij gebreke van dergelijke wijzigingen bevestigt de Commissie haar oordeel dat België, door niet te waarborgen dat ook onderdanen van een lidstaat die krachtens een nationale wet gerechtigd zijn de beroepstitel van architect te voeren omdat zij zich in het bijzonder hebben onderscheiden door de kwaliteit van hun prestaties in de architectuur, en aan wie

een certificaat in die zin is afgegeven, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden die worden gesteld voor het uitoefenen van de werkzaamheden onder de beroepstitel van architect, de krachtens artikel 48 van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen.

3.3.5.2. Verworven rechten voor architecten

Artikel 49, lid 2, van Richtlijn 2005/36/EG bepaalt dat elke lidstaat automatisch de verklaringen die de lidstaat van herkomst aan zijn onderdanen heeft afgegeven waaruit blijkt dat de houder van de verklaring gerechtigd tot het voeren van de beroepstitel van architect in die lidstaat is geworden vóór de in artikel 49, lid 2, onder a) tot en met c), van richtlijn 2005/36/EG vastgestelde data, erkent als zijnde relevant, en daaraan met betrekking tot de toegang tot en de uitoefening van de beroepswerkzaamheden van architect op zijn grondgebied hetzelfde rechtsgevolg toekent als aan de door hemzelf afgegeven titels.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie artikel 1, lid 2, van de RBK-wet inzake architecten geïdentificeerd als de wet ter omzetting in nationaal recht van artikel 49 van Richtlijn 2005/36/EG. Zij stelde echter vast dat de Belgische wet de in artikel 49, lid 2, onder ba), van Richtlijn 2005/36/EG neergelegde regeling voor verworven rechten wat Kroatië betreft, niet had omgezet, waardoor de omzetting van Richtlijn 2005/36/EG in nationaal recht onvolledig was.

De Belgische autoriteiten verbinden zich er in hun antwoord toe de noodzakelijke wijzigingen vast te stellen. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpwijziging en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Bij gebreke van dergelijke wijzigingen bevestigt de Commissie haar oordeel dat België, door niet de regeling inzake verworven rechten te hebben omgezet voor Kroatische architecten die vóór 1 juli 2013 gerechtigd waren de beroepstitel van architect te voeren, de verplichtingen niet is nagekomen die op hem rusten krachtens artikel 49, lid 2, onder ba), van Richtlijn 2005/36/EG.

3.4. Gemeenschappelijke bepalingen inzake vestiging

De artikelen 50, 51 en 52 van Richtlijn 2005/36/EG bevatten gemeenschappelijke bepalingen inzake vestiging, zoals inzake de documenten en formaliteiten die de lidstaten kunnen verlangen of waarin zij moeten voorzien in het kader van een erkenningsprocedure en inzake de procedurele verplichtingen van de lidstaten.

3.4.1. Documenten en formaliteiten

- Artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII bij Richtlijn 2005/36/EG, beperkt de documenten en certificaten die de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van ontvangst mogen verlangen wanneer zij een beslissing nemen over een erkenningsaanvraag, tot de documenten en certificaten die zijn opgesomd in bijlage VII bij Richtlijn 2005/36/EG. Deze lijst is uitputtend.

De Commissie merkt in haar aanmaningsbrief het volgende op:

- Volgens artikel 8, lid 3, punt 3, van het Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg moet de aanvrager “een verklaring van een bevoegde autoriteit van de lidstaat [verstrekken] waaruit blijkt dat de aanvrager op basis van de voorgelegde opleidingstitel of het voorgelegde bekwaamheidsattest in die lidstaat het beroep kan uitoefenen”. De Commissie heeft geconcludeerd dat dit verder gaat dan hetgeen dat is toegestaan ingevolge artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII bij Richtlijn 2005/36/EG.
- Een vergelijkbare eis is aangetroffen in artikel 4, eerste alinea, punt 4, van het Vlaams RBK-besluit onderwijs, hoewel enkel “als die [documenten] van toepassing zijn”. De Commissie heeft geconcludeerd dat dit verder gaat dan hetgeen dat is toegestaan ingevolge artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII bij Richtlijn 2005/36/EG.

De Belgische autoriteiten hebben in hun antwoord het volgende verklaard:

- Zij hebben zich ertoe verbonden de noodzakelijke wijzigingen aan te brengen in het Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg tegen eind 2020.
- Wat betreft het vergelijkbare vereiste in artikel 4, eerste alinea, punt 4, van het Vlaams RBK-besluit onderwijs heeft België geen uitleg gegeven.

De Commissie concludeert het volgende uit het antwoord van België:

- De Commissie neemt nota van de toezegging om de noodzakelijke wijzigingen aan te brengen aan het Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpwijziging en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.
- Gezien het gebrek aan uitleg met betrekking tot de vergelijkbare eis in artikel 4, eerste alinea, punt 4, van het Vlaams RBK-besluit onderwijs blijft de Commissie van oordeel dat België de naleving van artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII bij Richtlijn 2005/36/EG, niet heeft gewaarborgd.

Derhalve bevestigt de Commissie, bij ontbreken van de noodzakelijke wijzigingen, haar oordeel dat België, door in het Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg en het Vlaams RBK-besluit onderwijs documentvereisten op te nemen die verder gaan dan de uitputtende lijst die de lidstaten op grond van de richtlijn kunnen verlangen, niet de krachtens artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII bij Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen is nagekomen.

- In bijlage VII, punt 1, onder b, tweede alinea, bij richtlijn 2005/36/EG is bepaald dat de ontvangende lidstaten de aanvrager kunnen verzoeken informatie omtrent zijn opleiding te verstrekken, voor zover dat noodzakelijk is om vast te stellen of er eventuele wezenlijke verschillen met de vereiste nationale opleiding bestaan, zoals bedoeld in artikel 14 van richtlijn 2005/36/EG.

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie opgemerkt dat op grond van artikel 14, lid 2, van het RBK-KB dierenartsen de bevoegde autoriteit de aanvrager die om erkenning als dierenarts verzoekt, kan verzoeken dergelijke informatie omtrent de opleiding te verstrekken.

De Commissie heeft erop gewezen dat de omzetting in artikel 14, lid 2, van het RBK-KB dierenartsen niet heeft verduidelijkt dat dergelijke informatie alleen kan worden gevraagd met betrekking tot dierenartsen die niet in aanmerking komen voor automatische erkenning op basis van geharmoniseerde minimumopleidingseisen, maar die moeten worden behandeld in het kader van het algemene stelsel van erkenning.

De Belgische autoriteiten benadrukken in hun antwoord dat hun omzetting volledig in overeenstemming is met artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII, punt 1, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG.

De Commissie blijft echter bij haar standpunt dat artikel 14, lid 2, van het RBK-KB dierenartsen aldus kan worden opgevat dat het ook betrekking heeft op de gevallen waarin er voor de verzoekende dierenartsen sprake is van automatische erkenning op basis van geharmoniseerde minimumopleidingseisen. Dit is niet in overeenstemming met artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII, punt 1, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG, waarin uitdrukkelijk wordt verwezen naar artikel 14 van Richtlijn 2005/36/EG voor een definitie van het begrip “wezenlijk verschillen” en dus naar het algemene stelsel van erkenning.

De Commissie blijft derhalve van oordeel dat België, door niet te verduidelijken dat informatie over de inhoud van de opleiding alleen kan worden gevraagd van dierenartsen die niet automatisch kunnen worden erkend op basis van geharmoniseerde minimumopleidingseisen, de verplichtingen niet is nagekomen die op hem rusten krachtens artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII, punt 1, onder b), tweede alinea, van Richtlijn 2005/36/EG.

3.4.2. *Verzoeken om gecertificeerde vertalingen*

Het Europees Hof van Justitie heeft in zaak C-298/99, *Commissie/Italië*, verklaard dat een verplichting “om van alle documenten met betrekking tot het verzoek om erkenning voor eensluidend gewaarmerkte vertalingen te verstrekken, noch noodzakelijk [is] noch gerechtvaardigd door dwingende redenen van algemeen belang.”

De Commissie is van mening dat het verzoek om een gecertificeerde vertaling van een nationaliteitsbewijs neerkomt op een ongerechtvaardigde en onevenredige beperking van het vrije verkeer van werknemers en de vrijheid van vestiging krachtens de artikelen 45 en 49 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna “VWEU”).

Voorts is de Commissie van mening dat een ontvangende lidstaat elke vorm moet aanvaarden van gecertificeerde vertalingen die zijn afgegeven in een andere lidstaat overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van die lidstaat. De eis dat gecertificeerde vertalingen door een rechtbank van eerste aanleg moeten worden voorzien van een stempel of door een beëdigd vertaler moeten worden geauthentiseerd, is een onevenredige eis die verder gaat dan noodzakelijk is om de juistheid van een vertaald document te waarborgen en die neerkomt op een ongerechtvaardigde en onevenredige beperking van het vrije verkeer van werknemers en de vrijheid van vestiging krachtens de artikelen 45 en 49 VWEU.

De Commissie merkte in haar aanmaningsbrief het volgende op:

- Artikel 3, lid 1, vijfde alinea, van het **decreet van de Duitstalige Gemeenschap inzake onderwijs** verplicht de aanvrager alle ingevolge het decreet vereiste documenten in het Duits, het Engels, het Frans of het Nederlands over te leggen, of deze te laten vertalen door een beëdigd vertaler en door een Gerecht van eerste aanleg te doen voorzien van een stempel. De Commissie is tot de conclusie gekomen dat deze eisen verder gaan dan wat volgens het Verdrag is toegestaan, en neerkomen op een ongerechtvaardigde en onevenredige beperking van het vrije verkeer van werknemers en de vrijheid van vestiging op grond van de artikelen 45 en 49 VWEU.
- Het feit dat artikel 21, lid 1, punt 4, van het **KB-RKB privédetectives** en artikel 8, lid 1, punt 4, van het **KB private veiligheid** vereisen dat de aanvrager een gecertificeerde vertaling van het nationaliteitsbewijs verstrekt, komt neer op een ongerechtvaardigde en onevenredige beperking van het vrije verkeer van werknemers en de vrijheid van vestiging krachtens de artikelen 45 en 49 VWEU.
- **Op grond van artikel 9 van het Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg en artikel 14, lid 2, van het Vlaams MB kinderopvang, kan de bevoegde autoriteit verzoeken om gecertificeerde vertalingen van onder meer een nationaliteitsbewijs.**

België verklaarde in zijn antwoord het volgende:

- Het heeft zich ertoe verbonden het **decreet van de Duitstalige Gemeenschap inzake onderwijs** te wijzigen teneinde de eis te schrappen dat een eventuele vertaling door een Gerecht van eerste aanleg van een stempel moet worden voorzien. De Belgische autoriteiten hebben in hun antwoord echter geen antwoord gegeven op de grief van de Commissie dat het verzoek om een gecertificeerde vertaling van een nationaliteitsbewijs neerkomt op een ongerechtvaardigde en onevenredige beperking van het vrije verkeer van werknemers en de vrijheid van vestiging op grond van de artikelen 45 en 49 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (“VWEU”).
- Wat betreft de verplichting voor de aanvrager om een gecertificeerde vertaling van het nationaliteitsbewijs te verstrekken overeenkomstig artikel 21, lid 1, onder 4), van het **KB-RKB privédetectives** en artikel 8, lid 1, punt 4, van het **KB private veiligheid**, betwisten de Belgische autoriteiten de interpretatie van de Commissie. Zij stellen 1) dat deze koninklijke besluiten niet een door een rechterlijke instantie van een stempel voorziene gecertificeerde vertaling verlangen, 2) dat zaak C-298/99, *Commissie/Italië*, niet tot de conclusie leidt dat voor alle documenten geldt dat een vereiste van een gecertificeerde vertaling als een ongerechtvaardigde en onevenredige beperking moet worden beschouwd, en 3) dat het nationaliteitsbewijs een van de kerndocumenten is in elke aanvraag.
- **België heeft toegezegd het Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg tegen midden of eind 2020 en het Vlaams MB kinderopvang in de eerste helft van 2019 te zullen wijzigen.**

De Commissie concludeert het volgende uit het antwoord van België:

- De Commissie is verheugd over de vaststelling van het wijziging van het **decreet van de Duitstalige Gemeenschap inzake onderwijs**, waarin het vereiste wordt geschrapt dat elke vertaling door een Gerecht van eerste aanleg moet worden afgestempeld. Aangezien België niet heeft aangegeven hoe het de ongerechtvaardigde en onevenredige eis van een gecertificeerde vertaling van een nationaliteitsbewijs in het decreet van de Duitstalige Gemeenschap inzake onderwijs wil verhelpen, blijft de Commissie van oordeel dat België inbreuk maakt op de artikelen 45 en 49 VWEU.
- Wat betreft de verplichting voor aanvragers om een beëdigde vertaling van het nationaliteitsbewijs te verstrekken in het kader van het **KB-RKB privédetectives** en het **KB private veiligheid**, zou de Commissie willen verduidelijken dat de verwijzing naar zaak C-298/99, *Commissie/Italië*, niet als doel had te betogen dat elk verzoek om gecertificeerde vertalingen ongerechtvaardigd zou zijn, maar veeleer om aan te tonen dat het Hof ermee instemt dat een lidstaat niet automatisch om een beëdigde vertaling van *alle* soorten documenten kan vragen, zonder na te gaan of een dergelijk verzoek gerechtvaardigd en evenredig is met betrekking tot het specifieke document. De Commissie blijft derhalve bij haar standpunt dat het verzoek om een gecertificeerde vertaling van een standaarddocument als een nationaliteitsbewijs als bedoeld in artikel 21, lid 1, punt 4, van het KB-RKB privédetectives en artikel 8, lid 1, punt 4, van het KB private veiligheid neerkomt op een ongerechtvaardigde en onevenredige beperking van het vrije verkeer van werknemers en de vrijheid van vestiging op grond van de artikelen 45 en 49 VWEU.
- De Commissie neemt nota van de toezegging om het **Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg** en het **Vlaams MB kinderopvang** te wijzigen. Een enkele belofte volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpwijziging en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.

Derhalve bevestigt de Commissie, bij ontbreken van de noodzakelijke wijzigingen, haar oordeel dat België, door aanvragers te verplichten gecertificeerde vertalingen te verstrekken van documenten zoals nationaliteitsbewijzen, in het decreet van de Duitstalige Gemeenschap inzake onderwijs, het RBK-KB privédetectives, het KB private veiligheid, het Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg en het Vlaams MB kinderopvang, niet de verplichtingen is nagekomen die op hem rusten krachtens de artikelen 45 en 49 VWEU.

3.4.3. Procedure voor de onderlinge erkenning van beroepskwalificaties

Overeenkomstig artikel 51, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG bevestigt de bevoegde autoriteit van de lidstaat van ontvangst binnen één maand na ontvangst van de aanvraag en deelt in voorkomend geval mee welke documenten ontbreken.

In artikel 51, lid 2, van Richtlijn 2005/36/EG is bepaald dat de procedure voor de behandeling van een aanvraag zo spoedig mogelijk, in ieder geval uiterlijk drie maanden na de indiening van het volledige dossier van de aanvrager worden afgesloten. Deze

termijn kan met één maand worden verlengd in gevallen die onder het “algemeen stelsel van erkenning” of onder de automatische erkenning op basis van beroepservaring vallen.

De Commissie merkt in haar aanmaningsbrief het volgende op:

- De Commissie kon geen maatregelen vaststellen waarbij artikel 51 van Richtlijn 2005/36/EG met betrekking tot het beroep van **architect** is omgezet. Aangezien de federale RBK-wet architecten uitdrukkelijk van zijn werkingssfeer uitsluit, is er voor dat beroep een lacune in de omzetting wat betreft artikel 51 van Richtlijn 2005/36/EG.
- Bovendien staat artikel 13 van het RBK-KB **dierenartsen**, in strijd met artikel 51, lid 2, van Richtlijn 2005/36/EG, toe dat de termijn van drie maanden tevens wordt verlengd met een maand voor beroepen die automatisch worden erkend op basis van verworven rechten.

De Belgische autoriteiten stellen in hun antwoord de Commissie in kennis van het volgende:

- België verbindt zich met betrekking tot architecten ertoe de nodige wijzigingen ter omzetting van artikel 51 van Richtlijn 2005/36/EG vast te stellen.
- Wat **dierenartsen** betreft, geven de Belgische autoriteiten niet aan waarom zij van mening zijn dat de toepassing van deze verlenging van de termijn van één maand voor beroepen die automatisch worden erkend op basis van verworven rechten, zoals bepaald in artikel 11, lid 1, van het RBK-KB dierenartsen, in overeenstemming is met artikel 51, lid 2, van Richtlijn 2005/36/EG.

De Commissie concludeert het volgende uit het antwoord van België:

- De Commissie is verheugd over de toezegging om de nodige wijzigingen vast te stellen met betrekking tot de wetgeving inzake **architecten**. Een enkele belofte tot wijziging volstaat echter niet om de Commissie ervan te weerhouden de grief te handhaven, met name indien geen ontwerpwijziging en geen gedetailleerd tijdschema voor de vaststelling ervan zijn voorgelegd.
- Het uitblijven van een antwoord wat betreft de niet-correcte omzetting van artikel 51, lid 2, van Richtlijn 2005/36/EG met betrekking tot **dierenartsen** vereist dat de Commissie deze grief handhaaft.

Bij gebrek aan de nodige wijzigingen bevestigt de Commissie haar oordeel dat België, door niet ervoor te zorgen 1) dat **architect-aanvragers** binnen één maand een ontvangstbevestiging krijgen alsmede informatie over ontbrekende documenten ontvangen, en dat hun aanvragen binnen de voorgeschreven termijnen worden behandeld, en 2) dat de aanvragen van **dierenartsen** die voorwerp zijn van automatische erkenning op basis van verworven rechten, binnen maximaal drie maanden na de datum waarop het volledige dossier van de aanvrager werd ingediend, worden behandeld, de krachtens artikel 51, leden 1 en 2, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen.

3.5. Erkenning van beroepsstages, regels voor de uitoefening van het beroep

Overeenkomstig artikel 55 bis, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG erkent de bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst, indien voor toegang tot een gereguleerd beroep in de lidstaat van oorsprong een beroepsstage moet worden volbracht, beroepsstages die in een andere lidstaat gevolgd zijn, mits de stage in overeenstemming is met de in die lidstaat gepubliceerde richtsnoeren. De bevoegde autoriteit van de lidstaat van herkomst houdt ook rekening met een in een derde land gevolgde beroepsstage.

Overeenkomstig artikel 55 bis, lid 2, van Richtlijn 2005/36/EG publiceren de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van herkomst richtsnoeren voor de organisatie en de erkenning van beroepsstages die in een andere lidstaat of in een derde land worden gevolgd, met name betreffende de rol van de supervisor van de beroepsstage.

In haar aanmaningsbrief concludeerde de Commissie dat zij geen relevante maatregel kon vaststellen met betrekking tot de gereguleerde beroepen binnen de bevoegdheidssfeer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap respectievelijk de Duitstalige Gemeenschap.

Artikel 55 bis van Richtlijn 2005/36/EG is ingevoerd bij Richtlijn 2013/55/EU. Zoals reeds aangegeven, aangezien de Belgische federale wetten die van kracht waren op het moment van de overdracht van bevoegdheden niet langer volledig in overeenstemming zijn met Richtlijn 2005/36/EG, omdat zij geen rekening houden met de wijzigingen die zijn ingevoerd bij Richtlijn 2013/55/EU, is de huidige toepasselijkheid van deze oude federale wetten niet voldoende om de naleving van Richtlijn 2005/36/EG te waarborgen.

Derhalve moet er, bij gebrek aan een opheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap en zolang er geen nieuwe regels zijn vastgesteld, moet er dus van worden uitgegaan dat de regels die vandaag in deze regio's worden toegepast, in strijd zijn met artikel 55 bis van Richtlijn 2005/36/EG. De Commissie is evenmin op de hoogte van de vaststelling van richtsnoeren als bedoeld in artikel 55 bis van Richtlijn 2005/36/EG.

De Belgische autoriteiten betogen in hun antwoord het volgende:

- Wat het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** betreft, wordt gesteld dat er al een minder vergaande regeling is voor de beroepen die onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen en dat er voor geen van deze beroepen een stage verplicht is gesteld. Zij verduidelijken dat, wat de onder hun bevoegdheid vallende beroepen betreft, de oude horizontale federale wet van 12 februari 2008 niet meer van toepassing was vóór de inwerkingtreding ervan na de verticale omzetting van de richtlijn voor die beroepen door middel van het Koninklijk Besluit van 17 augustus 2007. Daarom is de omzetting van Richtlijn 2005/36/EG voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verwezenlijkt door wijziging van dit Koninklijk Besluit van 17 augustus 2007.
- Wat de **onderwijsberoepen in de Franse Gemeenschap** betreft, merken de Belgische autoriteiten op dat deze inderdaad onder een exclusieve bevoegdheid van de Gemeenschappen vallen. Volgens België zou artikel 55 bis, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG echter alleen van toepassing zijn op de Franse Gemeenschap als voor de toegang tot de onderwijsberoepen dergelijke

beroepsstages verplicht zouden zijn. Aangezien stages in de Franse Gemeenschap een integraal onderdeel vormen van de opleiding om het diploma te behalen, worden zij echter niet beschouwd als een voorwaarde in strikte zin voor de toegang tot het beroep. Deze toegang is enkel afhankelijk van het behalen van het diploma. Zij zien dan ook geen noodzaak tot omzetting van artikel 55 bis, leden 1 en 2, van Richtlijn 2005/36/EG.

- Wat de **beroepen op het gebied van de gezondheidszorg in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap** betreft, verklaart België dat de bevoegdheid om de kwalificatievereisten vast te stellen, op federaal niveau is gebleven en dat de Gemeenschappen alleen bevoegd zijn om na te gaan of elke zorgverlener aan deze federale criteria voldoet. Derhalve hoeft artikel 55 bis van Richtlijn 2005/36/EG betreffende beroepsstages niet te worden omgezet door de Franse en Duitstalige Gemeenschap wat beroepen in de gezondheidszorg betreft.

De Commissie concludeert het volgende uit het antwoord van België:

- Met betrekking tot het argument dat het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** ten aanzien van de onder haar bevoegdheid vallende beroepen een minder vergaande regeling toepast door geen stagevereiste op te leggen, wijst de Commissie erop dat zij weet heeft van ten minste één beroep, te weten rijkschoolinstructeur, waarvoor België in de databank van gereguleerde beroepen heeft aangegeven dat het in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is gereguleerd en dat er voltooiing van een beroepsstage vereist is. Bovendien is de Commissie van mening dat het beroep van rijkschoolinstructeur buiten de reikwijdte van de Programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap valt, waarvoor bij het Koninklijk Besluit van 17 augustus 2007 een afzonderlijke verticale omzetting van Richtlijn 2005/36/EG was voorzien. Het argument dat de oude RBK-wet nooit op een van de onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallende beroepen van toepassing was, lijkt dus onjuist. Daarom blijft de Commissie bij haar oordeel dat België artikel 55 bis van Richtlijn 2005/36/EG had moeten omzetten wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor ten minste het beroep van rijkschoolinstructeur betreft.
- Wat de **onderwijsberoepen in de Franse Gemeenschap** betreft, verwijst de Commissie naar artikel 3, lid 1, onder j), van Richtlijn 2005/36/EG, waarin een professionele stage wordt gedefinieerd als “een periode van beroepsuitoefening onder toezicht, mits dit een voorwaarde voor de toegang tot een gereguleerd beroep vormt, *en die ofwel tijdens of na afloop van een opleiding die leidt tot een diploma kan plaatsvinden*[cursivering toegevoegd]”. Derhalve moeten ook verplichte stages die in het proces van het behalen van het vereiste diploma zijn geïntegreerd, in aanmerking komen voor de erkenning van beroepsstages als bedoeld in artikel 55 bis van Richtlijn 2005/36/EG. De Commissie blijft derhalve bij haar oordeel dat België de krachtens artikel 55 bis van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet nagekomen.
- De Commissie neemt nota van de verduidelijking dat voor beroepen in de gezondheidszorg de bevoegdheid om de kwalificatievereisten en voorwaarden

voor de erkenning van buitenlandse beroepskwalificaties vast te stellen, met inbegrip van beroepsstages, op federaal niveau is gebleven en dat de **Franse en de Duitstalige Gemeenschap** alleen bevoegd zijn om na te gaan of elke zorgverlener aan die federale criteria voldoet. De Commissie aanvaardt dan ook dat artikel 55 bis van Richtlijn 2005/36/EG wat die **gezondheidszorgberoepen** aangaat, niet door de Franse en de Duitstalige Gemeenschap moet worden omgezet, en zij zal deze grief niet verder behandelen voor zover het de gezondheidszorgberoepen betreft. De Commissie begrijpt echter dat zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap tevens exclusief bevoegd zijn voor **bepaalde andere beroepen** waarvoor zij een beroepsstage verplicht kunnen stellen. De Franse Gemeenschap heeft bijvoorbeeld de beroepen van kinderverzorger (“acceuillant/e d’enfant”) en kinderverpleegkundige (“puériculteur”) gereguleerd, en zowel de Duitstalige als de Franse Gemeenschap reguleren beroepen als dat van gezins- (“aide familiale”) en bejaardenhelp(st)er (“aide seniors”). De Commissie concludeert derhalve dat de Franse en de Duitstalige Gemeenschap de nodige bepalingen moeten vaststellen ter omzetting van artikel 55 bis van Richtlijn 2005/36/EG voor de onder hun exclusieve bevoegdheid vallende beroepen.

- Aangezien de **Duitstalige Gemeenschap** niet heeft uitgelegd waarom de omzetting van artikel 55 bis van Richtlijn 2005/36/EG niet noodzakelijk is met betrekking tot haar **onderwijsberoepen**, handhaaft de Commissie in dit verband haar grief.

Om die reden concludeert de Commissie dat België, door niet, voor alle gereguleerde beroepen die onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse en de Duitstalige Gemeenschap vallen en waarvoor de toegang afhankelijk wordt gesteld van de voltooiing van een beroepsstage, de verplichting om te zetten om 1) in een andere lidstaat overeenkomstig de richtsnoeren van die lidstaat gevolgde beroepsstages te erkennen, 2) rekening te houden met een beroepsstage die in een derde land is verricht, en 3) richtsnoeren te publiceren betreffende de organisatie en erkenning van beroepsstages die in een andere lidstaat of een derde land zijn gevolgd, de krachtens artikel 55 bis, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen.

4. MET BETREKKING TOT DE VERENIGBAARHEID VAN DE BEPALINGEN BETREFFENDE OCTROOIGEMACHTIGDEN

In haar aanmaningsbrief had de Commissie de aandacht van de Belgische autoriteiten gevestigd op de bepalingen van de Wet van 8 juli 2018 houdende bepalingen ter bescherming van de titel van octrooigemachtigde.

Ingevolge artikel 10 van deze wet wordt in het Wetboek van economisch recht een artikel XI.64/3 ingevoegd, luidende:

“Art. XI.64/3. Elke persoon die onderdaan is van een lidstaat, die op wettige wijze is gevestigd in een lidstaat om er het beroep van octrooigemachtigde uit te oefenen, en die zich voor het eerst naar het Belgisch grondgebied begeeft om er tijdelijk of incidenteel het beroep van octrooigemachtigde uit te oefenen, dient voorafgaandelijk aan deze uitoefening daartoe te voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° als het beroep van octrooigemachtigde niet gereglementeerd is in de lidstaat van vestiging, dit beroep te hebben uitgeoefend in een of meer lidstaten gedurende ten minste een jaar tijdens de tien jaar die voorafgaan aan de dienstverrichting;

2° een schriftelijke verklaring te hebben ingediend, waarvan de Koning de vereiste inhoud, de bestemming en de overige nadere regels bepaalt.

De schriftelijke verklaring wordt eenmaal per jaar verlengd indien de dienstverrichter voornemens is om gedurende dat jaar in België tijdelijk of incidenteel diensten te verrichten. De dienstverrichter mag de verklaring met alle middelen aanleveren.

Het tijdelijke of incidentele karakter van de dienstverrichting wordt per geval door de raad van het Instituut voor Octrooigemachtigden, bedoeld in artikel XI.75/3, § 1, beoordeeld, met name in het licht van de duur, de frequentie, de regelmaat en de continuïteit ervan.

Voor de eerste dienstverrichting, of indien zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan in de door de documenten gestaafde situatie, bezorgt de dienstverrichter eveneens de documenten voorzien in artikel 9, § 2, a) tot en met d), van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties.”

Ingevolge artikel 11 van de wet wordt een artikel XI.64/4 ingevoegd, luidende:

“Art. XI.64/4. Elke persoon die onderdaan is van een lidstaat, die op wettige wijze is gevestigd in een lidstaat om er het beroep van octrooigemachtigde uit te oefenen, en die voor het eerst het beroep van octrooigemachtigde in België uitoefent zonder zich naar het Belgisch grondgebied te begeven, dient voorafgaandelijk aan deze uitoefening daartoe te voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° als het beroep van octrooigemachtigde niet gereglementeerd is in de lidstaat van vestiging, dit beroep te hebben uitgeoefend in een of meer lidstaten gedurende ten minste een jaar tijdens de tien jaar die voorafgaan aan de dienstverrichting;

2° een schriftelijke verklaring te hebben ingediend, waarvan de Koning de vereiste inhoud, de bestemming en de overige nadere regels bepaalt.

Voor de eerste dienstverrichting, of indien zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan in de door de documenten gestaafde situatie, bezorgt de dienstverrichter eveneens de documenten voorzien in artikel 9, § 2, a) tot en met d), van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties."

In hun antwoord op de aanmaningsbrief van 24 april 2019 preciseren de Belgische autoriteiten dat artikel 11 van de wet van 8 juli 2018 nog niet in werking is getreden. Ingevolge artikel 46 van deze wet bepaalt de Koning de datum van inwerkingtreding van het geheel of een deel van artikel 11. Tot op heden heeft de Koning nog geen datum van inwerkingtreding bepaald (de inwerkingtreding van voornoemd artikel wordt bepaald bij koninklijk besluit, hetwelk ten vroegste in 2020 wordt verwacht).

De Commissie neemt nota van het ontbreken van de vaststelling van een handeling door de Koning waarbij de datum van inwerkingtreding van artikel 11 van de wet wordt bepaald. Desalniettemin benadrukt de Commissie dat de bepalingen van die wet van kracht blijven, ook al werd er nog geen uitvoering aan gegeven.

Wat betreft de verenigbaarheid van het bepaalde in artikel 11 van de wet met de richtlijnen 2005/36/EG, 2006/123/EG en 2000/31/EG is België van mening in zijn antwoord op de aanmaningsbrief dat artikel 11 van de wet van 8 juli 2018 niet enkel buiten het toepassingsgebied van artikel 5 van richtlijn 2005/36/EG valt (zoals in de aanmaningsbrief wordt aangegeven), maar ook buiten het toepassingsgebied van artikel 3, leden 1 en 2, van Richtlijn 2000/31/EG en dat van artikel 16 van richtlijn 2006/123/EG.

Wat dit punt betreft, wil de Commissie verduidelijken dat zij in haar aanmaningsbrief niet heeft aangegeven dat artikel 11 van de wet buiten het toepassingsgebied van titel II van richtlijn 2005/36/EG valt, maar dat de onderhavige procedure niet betrekking had op de verenigbaarheid van de Belgische bepalingen met richtlijn 2005/36/EG, aangezien deze bepalingen in overeenstemming met de bepalingen van titel II van de richtlijn lijken te zijn.

Immers, ingevolge de bepalingen van titel II van richtlijn 2005/36/EG kunnen de Belgische autoriteiten van de in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter die zich naar het Belgisch grondgebied begeeft om daar een tijdelijke dienst te verrichten, verlangen dat hij vooraf een verklaring met daarin bepaalde gegevens stuurt (voor de eerste verklaring of in geval van verandering van situatie)

De bepalingen van titel II van richtlijn 2005/36/EG zijn daarentegen niet van toepassing wanneer een dienstverrichter zich niet naar het Belgische grondgebied begeeft. Immers, artikel 5, lid 2, van richtlijn 2005/36/EG preciseert duidelijk dat de bepalingen van titel II uitsluitend van toepassing zijn wanneer de dienstverrichter zich naar het grondgebied van de ontvangende lidstaat begeeft om er tijdelijk en incidenteel het beroep uit te oefenen.

- ***Met betrekking tot de verenigbaarheid van de Belgische litigieuze bepalingen met artikel 16 van de dienstenrichtlijn 2006/123/EG***

In haar aanmaningsbrief heeft de Commissie vastgesteld dat de Belgische bepaling strijdig was met artikel 16 van de dienstenrichtlijn 2006/123/EG.

In hun antwoord benadrukken de Belgische autoriteiten dat artikel 16 van de dienstenrichtlijn deel uitmaakt van hoofdstuk IV betreffende het vrij verkeer van diensten en dat dit artikel het beginsel van het vrij verrichten van diensten vastlegt. Artikel 17 van dezelfde richtlijn bevat aanvullende afwijkingen van het vrij verrichten van diensten en bepaalt concreet de aangelegenheden waarop artikel 16 niet van toepassing is. De Belgische autoriteiten benadrukken dat, ingevolge artikel 17, punt 6, artikel 16 niet van toepassing is op aangelegenheden die vallen onder titel II van Richtlijn 2005/36/EG noch op eisen in de lidstaat waar de dienst wordt verricht, die een activiteit voorbehouden aan een bepaald beroep.

De Belgische autoriteiten zijn echter van mening dat artikel 11 van voornoemde wet niettemin “eisen [bevat] die een activiteit voorbehouden aan een bepaald beroep”; het is immers zo dat de activiteiten die het beroep van octrooigemachtigde vormen in België zijn voorbehouden aan de octrooigemachtigden die zijn ingeschreven in het register van erkende gemachtigden en aan bepaalde categorieën van octrooigemachtigden en advocaten die, ingevolge artikel 9 van de wet van 8 juli 2018, in dezelfde hoedanigheid als een erkende octrooigemachtigde kunnen optreden.

Ter staving van hun opmerkingen halen de Belgische autoriteiten het arrest van 17 december 2015 (C-342/14) van het Hof van Justitie van de Europese Unie aan waarin het Hof de toepassing van de afwijking van de vrije dienstverrichting in artikel 17, punt 6, van richtlijn 2006/123/EG op nationale vereisten die activiteiten voorbehouden aan een bepaald beroep, heeft bevestigd.

Dienaangaande zou de Commissie willen benadrukken dat zij in het kader van deze procedure niet de evenredigheid betwist van een voorbehoud van activiteiten ten gunste van de octrooigemachtigden in België. Zij heeft daarentegen echter vragen over de verenigbaarheid met artikel 16 van de dienstenrichtlijn van de voorwaarden voor tijdelijke dienstverrichting die worden gesteld aan de in een andere lidstaat gevestigde octrooigemachtigde om bij het Belgische octroobureau op te treden, als die octrooigemachtigde zich niet fysiek naar België begeeft.

De Commissie is van oordeel dat voor het geval van tijdelijke dienstverrichting, bijvoorbeeld per post of telefoon, zonder dat de betrokkene zich fysiek naar België begeeft, artikel 16, lid 1, van de dienstenrichtlijn bepaalt dat de lidstaten het recht van dienstverrichters om diensten te verrichten in een andere lidstaat dan die waar zij zijn gevestigd, eerbiedigen. Een lidstaat mag de toegang tot en de uitoefening van de dienstenactiviteit op zijn grondgebied enkel afhankelijk maken van de naleving van eisen die niet-discriminatoir zijn en die gerechtvaardigd zijn om redenen van openbare orde, openbare veiligheid, de volksgezondheid of de bescherming van het milieu, en voor zover zij evenredig zijn. Hieruit volgt dat België ingevolge artikel 16, lid 1, van de dienstenrichtlijn aan de octrooigemachtigden die tijdelijke diensten verrichten op Belgisch grondgebied enkel eisen mag opleggen die gerechtvaardigd en evenredig zijn om redenen van openbare orde, openbare veiligheid, de volksgezondheid of de bescherming van het milieu.

In dit kader is de Commissie van mening dat de regeling van voorafgaande verklaring van dienstverrichting met overlegging van de documenten betreffende de beroepskwalificatie op het moment van de eerste verklaring en in geval van wezenlijke verandering, zelfs als de dienstverrichter zich niet fysiek naar het nationale grondgebied begeeft, niet gerechtvaardigd is om redenen van openbare orde, openbare veiligheid, de

volksgezondheid of de bescherming van het milieu. De Commissie herinnert eraan dat de dienstverrichter op wettige wijze in zijn lidstaat van vestiging is gevestigd om activiteiten van octrooigemachtigden te verrichten, en dat hij in die lidstaat is gehouden de beroepsregels voor zijn beroep te eerbiedigen.

Voorts merkt de Commissie op dat de verplichting voor de octrooigemachtigde om, voorafgaand aan enige dienstverrichting, het beroep gedurende ten minste een jaar tijdens de laatste tien jaar te hebben uitgeoefend als het beroep niet gereguleerd is in zijn lidstaat van vestiging, leidt tot een procedure van voorafgaande vergunning als bedoeld in artikel 16, lid 2, onder b), van de dienstenrichtlijn.

Immers, ingevolge artikel 16, lid 2, van de dienstenrichtlijn kunnen de lidstaten in beginsel geen beperkingen stellen aan het vrij verrichten van diensten door een in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter door een van de in dat artikel vermelde eisen te stellen, waaronder de eis als bedoeld onder b). In dit verband zij opgemerkt dat artikel 16, lid 3, van de dienstenrichtlijn enkel toestaat dat een lidstaat een van de in artikel 16, lid 2, vermelde eisen vaststelt, die naar behoren gerechtvaardigd en evenredig moet zijn, indien die eis betrekking heeft op dienstverrichters die zich naar die lidstaat begeven om er hun diensten te verrichten. Indien de eis betrekking heeft op dienstverrichters die zich niet naar de betrokken lidstaat begeven, wat in het onderhavige geval aan de orde is, dan kan zij niet gerechtvaardigd worden en is hij eenvoudigweg verboden.

Aanvullend merkt de Commissie op dat de Belgische autoriteiten in hun antwoord geen enkele rechtvaardiging hebben verstrekt op grond waarvan deze maatregelen gerechtvaardigd zouden kunnen worden geacht om redenen van openbare orde, openbare veiligheid, de volksgezondheid of de bescherming van het milieu. De Commissie is derhalve van oordeel dat de litigieuze bepalingen strijdig zijn met artikel 16 van richtlijn 2006/123.

Subsidiair merkt de Commissie op dat de eisen die van toepassing zijn op een dienstverrichter die op wettige wijze is gevestigd in zijn lidstaat van waaruit hij de dienst aan de dienstontvanger verleent zonder zich naar België te begeven, tevens onevenredig blijken gelet op artikel 56 VWEU dat de vrijheid van dienstverrichting binnen de EU waarborgt.

- ***Met betrekking tot de verenigbaarheid van de Belgische litigieuze bepalingen met artikel 3 van de richtlijn elektronische handel 2000/31/EG***

In haar aanmaningsbrief had de Commissie geoordeeld dat artikel 11 van de wet van 8 juli 2018 waarbij in het Wetboek van economisch recht artikel XI.64/4 is ingevoegd, in strijd is met artikel 3, lid 2, van de richtlijn inzake elektronische handel.

In hun antwoord zijn de Belgische autoriteiten van mening dat de litigieuze bepaling niet onder het toepassingsgebied van richtlijn 2000/31/EG valt. Volgens de Belgische autoriteiten verbiedt artikel 3, lid 2, van richtlijn 2000/31/EG de lidstaten namelijk de vrije verrichting van diensten van de informatiemaatschappij te beperken om redenen die vallen binnen het gecoördineerde gebied. Artikel 3, lid 3, van dezelfde richtlijn sluit echter een aantal gebieden uit van de toepassing van het verbod in artikel 3, lid 2. Tussen deze gebieden, die worden vermeld in de bijlage bij de richtlijn, bevindt zich het gebied van de industriële eigendomsrechten. De lidstaten zijn bijgevolg voor dat gebied uitdrukkelijk vrijgesteld van het verbod in artikel 3, lid 2, en kunnen dan ook het vrij

verrichten van diensten van de informatiemaatschappij op het gebied van de industriële eigendomsrechten beperken om redenen die vallen binnen het gecoördineerde gebied. De diensten verricht door octrooigemachtigden zijn inherent aan het gebied van de industriële eigendomsrechten, dat eveneens octrooien omvat. In België houden deze diensten onder meer de aanvraag en de instandhouding van octrooien in, alsook de vertegenwoordiging van de aanvrager of houder voor de Belgische Dienst voor de Intellectuele Eigendom, die de octrooiaanvragen behandelt en de octrooien verleent.

In dit verband wil de Commissie eraan herinneren dat de eisen inzake beroepskwalificaties, vergunning of aanmelding binnen het gecoördineerde gebied als gedefinieerd in artikel 2, onder h, sub i), van de richtlijn inzake elektronische handel vallen.

Dit artikel bepaalt onder meer: *“Het gecoördineerde gebied omvat vereisten waaraan de dienstverlener moet voldoen met betrekking tot:*

- *het starten van een activiteit van een dienst van de informatiemaatschappij, zoals vereisten inzake kwalificatie, vergunning en aanmelding,*
- *het uitoefenen van een activiteit van een dienst van de informatiemaatschappij, zoals vereisten inzake gedrag van de dienstverlener, vereisten inzake kwaliteit en inhoud van de dienst inclusief inzake reclame en contracten, of vereisten inzake aansprakelijkheid van de dienstverlener.”*

Artikel 2, onder a), van de richtlijn omschrijft diensten van de informatiemaatschappij als diensten in de zin van artikel 1, lid 2, van richtlijn 98/34/EG, zoals gewijzigd bij richtlijn 98/48/EG, dat wil zeggen elke dienst die gewoonlijk tegen vergoeding, langs elektronische weg, op afstand en op individueel verzoek van een afnemer van diensten verricht wordt.

Ingevolge artikel 3, lid 1, van de richtlijn inzake elektronische handel zorgt elke lidstaat ervoor dat de diensten van de informatiemaatschappij die worden verleend door een op zijn grondgebied gevestigde dienstverrichter voldoen aan de in die lidstaat geldende nationale bepalingen die binnen het gecoördineerde gebied vallen. Artikel 3, lid 2, preciseert dat de lidstaten het vrije verkeer van diensten van de informatiemaatschappij die vanuit een andere lidstaat worden geleverd, niet mogen beperken om redenen die vallen binnen het gecoördineerde gebied.

Zoals de Belgische autoriteiten hebben benadrukt is artikel 3, lid 2, ingevolge artikel 3, lid 3, niet van toepassing op intellectuele-eigendomsrechten. De Commissie zou echter willen benadrukken dat deze uitsluiting van intellectuele-eigendomsrechten niet meebrengt dat de diensten van octrooigemachtigden die als zodanig niet de bijbehorende intellectuele-eigendomsrechten beheren, buiten het toepassingsgebied van de richtlijn vallen.

In zijn arrest OSA³¹ heeft het Hof van Justitie geoordeeld dat een organisatie voor collectief beheer van auteursrechten moet worden beschouwd als de verrichter van een “dienst” - zowel in de zin van artikel 4, punt 1, van richtlijn 2006/123 als in de zin van artikel 57 VWEU - ten behoeve van een gebruiker van beschermde werken. Krachtens

³¹ C-351/12

artikel 17, punt 11, van de dienstenrichtlijn is artikel 16 niet van toepassing op auteursrechten en naburige rechten. Het Hof oordeelt derhalve dat, aangezien enkel diensten kunnen worden uitgezonderd van de werkingssfeer van artikel 16 van richtlijn 2006/123, artikel 17, punt 11, van die richtlijn aldus moet worden uitgelegd dat de dienst door organisaties voor collectief beheer, die betrekking heeft op auteursrechten, van de werkingssfeer van artikel 16 is uitgezonderd.

Zoals beschreven door advocaat-generaal Sharpston in haar conclusie in deze zaak³², “Collectieve beheersorganisaties zijn verenigingen van rechthebbenden die aan hun leden verschuldigde vergoedingen innen voor, met name, elke mededeling aan het publiek van de werken van die leden. Zij verlenen hiertoe aan gebruikers die dergelijke mededeling wensen te gaan doen, licenties op bepaalde repertoires die een aantal muziekwerken of de werken van een aantal rechthebbenden omvatten. Zij innen vergoedingen van licentiehouders en controleren gebruikers of potentiële gebruikers om na te gaan of er werken aan het publiek worden meegedeeld en indien dit het geval is, of de gebruiker over een licentie beschikt. Doorgaans (hoewel niet overal) in de Europese Unie verrichten collectieve beheersorganisaties hun werkzaamheden (hetzij op grond van een wettelijk hetzij een de-factomonopolie) binnen het grondgebied van één lidstaat en kan hen de verplichting zijn opgelegd dat zij alle in die staat verblijvende of gevestigde rechthebbenden als lid aanvaarden. In deze gevallen oefenen zij toezicht uit op en verlenen zij licenties aan gebruikers in die lidstaat. Wanneer een gebruiker in het bezit wil komen van een licentie voor een repertoire dat wordt beheerd door een collectieve beheersorganisatie in een andere lidstaat, kan hierin worden voorzien door middel van wederzijdse regelingen tussen dergelijke organisaties, waarbij zij elk binnen hun eigen grondgebied namens de ander optreden.”

De diensten van octrooigemachtigden zijn echter niet gelijk te stellen aan diensten van collectief beheer van auteursrechten die als uitgangspunt territoriaal beperkt zijn vanwege de aard van de auteursrechten.

Overeenkomstig de rechtspraak van het Hof moet elke afwijking van een beginsel van het Europese recht strikt worden uitgelegd. De uitsluiting van intellectuele-eigendomsrechten van het toepassingsgebied van artikel 3 van de richtlijn inzake elektronische handel moet dus strikt worden uitgelegd als betrekking hebbend op intellectuele-eigendomsrechten en bijbehorende diensten, zoals diensten van collectief beheer, maar niet als betrekking hebbend op de diensten van octrooigemachtigden die niet betrekking hebben op het rechtstreeks beheer van eigendomsrechten. De diensten van octrooigemachtigden zijn erop gericht eigendomsrechten te verkrijgen of te beschermen of juridische stappen te ondernemen in die zin, maar zijn niet gericht op het voeren van het dagelijks beheer van eigendomsrechten door met name inning van rechten/vergoedingen.

De Commissie is derhalve van mening dat het opleggen van een verplichting aan de verrichter van een dienst met betrekking tot de informatiemaatschappij, van voorafgaande verklaring aan de bevoegde Belgische autoriteiten, welke verklaring elk jaar moet worden verlengd opdat deze zijn kwalificaties bewijst zelfs als hij niet in België maar in een andere lidstaat is gevestigd waar hij op wettige wijze de diensten van een octrooigemachtigde verleent, alsmede van een eis dat hij zijn activiteit ten minste een jaar tijdens de laatste tien jaar moet hebben uitgeoefend als het beroep niet

³² Punten 71 en 72, Conclusie Advocaat-generaal Sharpston, zaak C-351/12, van 14 november 2013.

gereguleerd is in zijn lidstaat van vestiging, neerkomt op een beperking van de grensoverschrijdende diensten van de informatiemaatschappij en dat dit inbreuk maakt op artikel 3, lid 2, van de richtlijn inzake elektronische handel.

De Commissie herinnert er in dit verband aan dat ingevolge artikel 3, lid 4, onder a) en b), een lidstaat alleen maatregelen die afwijken van artikel 3, lid 2, kan nemen ten aanzien van een bepaalde dienst van de informatiemaatschappij waardoor afbreuk wordt gedaan aan of een ernstig gevaar ontstaat voor de openbare orde, de bescherming van de volksgezondheid, de openbare veiligheid of de bescherming van consumenten, indien, overeenkomstig het vermelde onder a) en b), aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

- de lidstaat heeft, alvorens de betrokken maatregelen te nemen en onverminderd eventuele rechtszaken, de lidstaat van vestiging van de dienstverrichter verzocht maatregelen te nemen, maar deze zijn niet genomen of zijn onvoldoende;
- de lidstaat heeft de Commissie en de lidstaat van vestiging van de dienstverrichter in kennis gesteld van zijn voornemen om maatregelen te nemen,
- de maatregelen zijn gerechtvaardigd op grond van de openbare orde, de bescherming van de volksgezondheid, de openbare veiligheid of de bescherming van consumenten en de maatregelen zijn evenredig.

De Commissie is van mening dat de bepalingen van artikel 11 van de wet van 8 juli 2018 waarbij in het Wetboek van economisch recht artikel XI.64/4 is ingevoegd, niet voldoen aan de cumulatieve voorwaarden voor afwijking die zijn vermeld in artikel 3, lid 4, van de richtlijn. De Belgische bepalingen voorzien namelijk in een algemene regeling die verplicht tot voorafgaande kennisgeving voor alle dienstverrichters, en niet in een regeling per geval ingeval van mogelijke afbreuk met betrekking tot de openbare orde, de bescherming van de volksgezondheid, de openbare veiligheid of de bescherming van consumenten, voor een bepaalde dienst van de informatiemaatschappij, na contact te hebben opgenomen met de bevoegde diensten van de lidstaat van vestiging van de dienstverrichter en na kennisgeving van de voorgenomen maatregelen aan de Commissie en de betrokken lidstaat.

Voorts hebben de Belgische autoriteiten niet aangetoond in hoeverre de betrokken maatregelen noodzakelijk en gerechtvaardigd zijn om dwingende redenen van openbaar belang, en evenmin dat zij evenredig zijn.

De Commissie is dus van oordeel dat artikel 11 van de wet van 8 juli 2018 waarbij in het Wetboek van economisch recht artikel XI.64/4 is ingevoegd, inbreuk maakt op artikel 3, lid 2, van de richtlijn inzake elektronische handel, artikel 16 van de dienstenrichtlijn en subsidiair artikel 56 VWEU.

5. CONCLUSIE

OM DEZE REDENEN BRENGT DE EUROPESE COMMISSIE,

Na het Koninkrijk België bij schrijven van 20 juli 2018 (ref. SG(2018)D/15022;C(2018)4641) in de gelegenheid te hebben gesteld opmerkingen te maken en gezien het antwoord van de Belgische autoriteiten van 18 oktober 2018 (ref. INF(2018)116344),

HET in artikel 258, eerste alinea, van het verdrag betreffende de werking van de Europese unie bedoelde

MET REDENEN OMKLEDE ADVIES UIT

Dat het Koninkrijk België, door,

- de bepalingen van titel II van Richtlijn 2005/36/EG inzake vrije dienstverrichting voor de beroepen die vallen onder het RBK-KB inzake privédetectives en het RBK-KB inzake private veiligheid, niet om te zetten, en door niet te verduidelijken wat deze mogelijke “aanvullende vereisten” zijn die zouden worden opgelegd, de krachtens titel II, artikelen 5 tot en met 9, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- de verplichting van de lidstaten om geen beperkingen op te leggen, om redenen in verband met de beroepskwalificaties, aan het vrij verrichten van diensten van buitenlandse dienstverrichters uit een lidstaat die hun beroep niet reglementeert, maar die dit beroep tijdens de laatste tien jaar gedurende ten minste een jaar in een of meerdere lidstaten hebben uitgeoefend, niet of niet correct om te zetten in de wet gezondheidszorgberoepen, alle relevante wetteksten van de Franse en de Duitstalige Gemeenschap en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de krachtens artikel 5, lid 1, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- de deontologische regels die worden toegepast op beroepsbeoefenaren die tijdelijke en incidentele diensten verrichten op grond van de wet inzake de orde van architecten, de wet op de boekhouding en fiscale beroepen en de wet op octrooigemachtigden, niet uitdrukkelijk te beperken tot de beroepsregels die rechtstreeks verband houden met de beroepskwalificaties, de krachtens artikel 5, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- te eisen dat de verklaring vooraf voor dierenartsen andere informatie bevat dan die welke uitdrukkelijk is vermeld in artikel 7, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG, de krachtens artikel 7, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- 1) te vereisen dat architecten, vastgoedmakelaars, landmeters en dierenartsen die tijdelijke en incidentele diensten willen verrichten een afzonderlijk document betreffende de verzekeringsdekking verstrekken, dat bovendien niet ouder mag zijn dan drie maanden, en 2) wat architecten betreft, de geldigheid van alle andere

- documenten tot twaalf maanden te beperken, de krachtens artikel 7, leden 1 en 2, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- de eis met betrekking tot de bewijzen van de beroepskwalificaties die de lidstaten in het kader van de tijdelijke of incidentele dienstverrichting van architecten mogen verlangen, onjuist om te zetten, de krachtens artikel 7, lid 2, onder c), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - het soort bewijs dat een architect kan gebruiken om aan te tonen dat hij dit beroep gedurende ten minste één jaar tijdens de laatste tien jaar in een of meerdere lidstaten heeft uitgeoefend, te beperken wanneer het beroep of de opleiding niet in zijn lidstaat van herkomst is gereguleerd, de krachtens artikel 7, lid 2, onder d), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - de bij Richtlijn 2013/55/EU vastgestelde wijzigingen van de lijst van documenten die de lidstaten in geval van tijdelijke en incidentele dienstverrichting voor beroepen in het onderwijs in de Franse en de Duitstalige Gemeenschap, voor andere beroepen als kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige in de Franse Gemeenschap, voor beroepen als gezins- en bejaardenhelp(st)er in zowel de Franse als de Duitstalige Gemeenschap en voor bepaalde beroepen die onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen, zoals het beroep van rijkschoolinstructeur, mogen verlangen, niet om te zetten, de krachtens artikel 7, lid 2, onder d) tot en met g), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - aanvullende informatie te verlangen van beroepsbeoefenaars die tijdelijke of incidentele diensten willen verrichten in Vlaanderen op het gebied van thuiszorgdiensten wanneer deze dienstverrichter reeds een verklaring in een andere deelstaat van België heeft ingediend, de krachtens artikel 7, lid 2 bis, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - de materiële en procedurele eisen waaraan de controle vooraf van de kwalificaties moet voldoen in het kader van tijdelijke en incidentele dienstverrichting, niet om te zetten, de krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen ten aanzien van dierenartsen;
 - de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen met betrekking tot de controle vooraf van de kwalificaties in het kader van tijdelijke en incidentele dienstverrichting voor beroepen als kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige in de Franse Gemeenschap, voor beroepen als gezins- en bejaardenhelp(st)er in zowel de Franse als Duitstalige Gemeenschap en voor bepaalde beroepen die onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen, zoals het beroep van rijkschoolinstructeur, niet om te zetten, de krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - niet in de RBK-wet en het Vlaams RBK-decreet te specificeren dat geen controle vooraf van de kwalificaties uit hoofde van artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG kan worden toegepast op de beroepen waarvoor automatische erkenning geldt, de krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - niet in de wet gezondheidszorgberoepen en het RBK-decreet van het Waalse Gewest te specificeren dat een controle vooraf van de kwalificaties niet meer mag omvatten dan noodzakelijk is om de aangevoerde doelstellingen van algemeen belang te beschermen, de krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;

- niet in de wet gezondheidszorgberoepen te specificeren dat de mogelijkheid van een verlenging met een maand van de termijn voor een besluit om a) de beroepskwalificaties niet te controleren, of b) na de beroepskwalificaties te hebben gecontroleerd, van de dienstverrichter het afleggen van een proeve van bekwaamheid te verlangen, of het verrichten van de diensten toe te staan, moet worden voorbehouden voor vertragingen ten gevolge van het feit dat er zich problemen voordeden bij het nemen van een dergelijk besluit, de krachtens artikel 7, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- de bij Richtlijn 2013/55/EU ingevoerde wijzigingen met betrekking tot het specifieke kwalificatieniveau van gereguleerde opleidingen en de beroepsopleidingen met een bijzondere structuur voor beroepen als kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige in de Franse Gemeenschap en beroepen als gezins- en bejaardenhelp(st)er zowel in de Franse als in de Duitstalige Gemeenschap, niet om te zetten, de krachtens artikel 11, onder c), punt ii), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- de eis dat bepaalde alternatieve kwalificaties en verworven rechten als gelijkwaardig moeten worden erkend met de in artikel 11 van Richtlijn 2005/36/EG vermelde opleidingstitels voor beroepen als kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige in de Franse Gemeenschap en gezins- en bejaardenhelp(st)er in zowel de Franse als Duitstalige Gemeenschap, niet om te zetten, de krachtens artikel 12 van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- de voorwaarden voor de erkenning van beroepen als kinderverzorg(st)er en kinderverpleegkundige in de Franse Gemeenschap en van beroepen als gezins- en bejaardenhelp(st)er in zowel de Franse als in de Duitstalige Gemeenschap, niet om te zetten, de krachtens artikel 13 van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- de maximale duur van de aanpassingsstage in het RBK-KB private veiligheid en het RBK-KB privédetectives niet om te zetten, en de voorwaarden en modaliteiten voor compenserende maatregelen in het KB hulpverleningszones helemaal niet om te zetten, de krachtens artikel 14, leden 1 en 2, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- het begrip “vakgebieden die wezenlijk verschillen” in de RBK-wet, het Vlaams RBK-decreet, het RBK-KB private veiligheid en het RBK-KB privédetectives, niet of onjuist te definiëren, de krachtens artikel 14, lid 4, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- er niet voor te zorgen dat voor octrooigemachtigden en voor bepaalde beroepen die onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen, zoals “rijschooldirecteur” en “rijschoolinstructeur”, een aanvrager in de gelegenheid wordt gesteld een proeve van bekwaamheid af te leggen binnen een termijn van zes maanden na het initiële besluit waarbij hem een proeve van bekwaamheid wordt opgelegd, de krachtens artikel 14, lid 7, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- de automatische erkenning van de kwalificaties van EU-onderdanen voor de sectorale beroepen in de gezondheidszorg waarvan de opleiding vóór 8 december 1991 in Kroatië is aangevangen, niet om te zetten, de krachtens artikel 23, lid 5, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- in het vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap niet accuraat het minimumopleidingsprogramma voor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger te

- weerspiegelen, de krachtens artikel 31, in samenhang met bijlage V, punt 5.2.1, bij Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- zijn opleidingsprogramma voor “gegradueerd verpleegkundige” (HBO5) dat toegang verleent tot het beroep van verantwoordelijk algemeen ziekenverzorger in België, niet aan te passen aan de minimumeisen van Richtlijn 2005/36/EG, de krachtens artikel 21, lid 6, en artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - niet de noodzakelijke rechtszekerheid te bieden om ervoor te zorgen dat de “Brevets in Krankenpflege” in overeenstemming zijn met de minimum-opleidingseisen voor algemeen ziekenverplegers uit hoofde van Richtlijn 2005/36/EG, de krachtens artikel 21, lid 6, en artikel 31 van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - niet te waarborgen dat de opleidingstitels van beoefenaren van de tandheelkunde voor gevallen waarin de aanvragers met hun opleidingen zijn begonnen vóór 18 januari 2016, overeenkomstig artikel 21 van Richtlijn 2005/36/EG worden erkend, de krachtens artikel 37, lid 3, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - het minimumopleidingsprogramma voor verloskundigen niet accuraat in het vroedvrouwendecreet van de Franse Gemeenschap te weerspiegelen, de krachtens artikel 40, lid 1, onder a), in samenhang met bijlage V, punt 5.5.1, bij Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - niet het “de nodige schriftelijke verslagen opstellen” op te nemen onder de minimumreikwijdte van de werkzaamheden waartoe verloskundigen toegang moeten hebben, de krachtens artikel 42, lid 2, onder k), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - niet te waarborgen dat ook onderdanen van een lidstaat die krachtens een nationale wet gerechtigd zijn de beroepstitel van architect te voeren omdat zij zich in het bijzonder hebben onderscheiden door de kwaliteit van hun prestaties in de architectuur, en aan wie een certificaat in die zin is afgegeven, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden die worden gesteld voor het uitoefenen van de werkzaamheden onder de beroepstitel van architect, de krachtens artikel 48 van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - niet de regeling inzake verworven rechten te hebben omgezet voor Kroatische architecten die vóór 1 juli 2013 gerechtigd waren de beroepstitel van architect te voeren, de krachtens artikel 49, lid 2, onder b), van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - in het Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg en het Vlaams RBK-besluit onderwijs documentvereisten op te nemen die verder gaan dan de uitputtende lijst die de lidstaten op grond van de richtlijn kunnen verlangen, de krachtens artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII bij Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
 - niet te verduidelijken dat informatie over de inhoud van de opleiding alleen kan worden gevraagd van dierenartsen die niet automatisch kunnen worden erkend op basis van geharmoniseerde minimumopleidingseisen, de krachtens artikel 50, lid 1, in samenhang met bijlage VII, punt 1, onder b), tweede alinea, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;

- aanvragers te verplichten gecertificeerde vertalingen te verstrekken van documenten zoals nationaliteitsbewijzen, in het decreet van de Duitstalige Gemeenschap inzake onderwijs, het RBK-KB privédetectives, het KB private veiligheid, het Vlaams besluit betreffende de zorg- en bijstandsverlening in de thuiszorg en het Vlaams MB kinderopvang, de krachtens de artikelen 45 en 49 VWEU op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- niet ervoor te zorgen 1) dat architect-aanvragers binnen één maand een ontvangstbevestiging krijgen alsmede informatie over ontbrekende documenten ontvangen, en dat hun aanvragen binnen de voorgeschreven termijnen worden behandeld, en 2) dat de aanvragen van dierenartsen die voorwerp zijn van automatische erkenning op basis van verworven rechten, binnen maximaal drie maanden na de datum waarop het volledige dossier van de aanvrager werd ingediend, worden behandeld, de krachtens artikel 51, leden 1 en 2, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- niet, voor alle gereguleerde beroepen die onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse en de Duitstalige Gemeenschap vallen en waarvoor de toegang afhankelijk wordt gesteld van de voltooiing van een beroepsstage, de verplichting om te zetten om 1) in een andere lidstaat overeenkomstig de richtsnoeren van die lidstaat gevolgde beroepsstages te erkennen, 2) rekening te houden met een beroepsstage die in een derde land is verricht, en 3) richtsnoeren te publiceren betreffende de organisatie en erkenning van beroepsstages die in een andere lidstaat of een derde land zijn gevolgd, de krachtens artikel 55 bis, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen;
- uit hoofde van artikel 11 van de wet van 8 juli 2018 (waarbij in het Wetboek van economisch recht artikel XI.64/4 wordt ingevoegd, te verlangen dat een octrooigemachtigde die een tijdelijke dienst verricht in België zonder dat hij zich fysiek naar België begeeft, een voorafgaande verklaring (met daarbij documenten voor de eerste verrichting) overlegt en het beroep ten minste een jaar tijdens de laatste tien jaren heeft uitgeoefend als het beroep niet gereguleerd is in zijn lidstaat van vestiging, de krachtens artikel 3, lid 2, van de richtlijn inzake elektronische handel, artikel 16 van de dienstenrichtlijn en subsidiair artikel 56 van het Verdrag op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen.

Krachtens artikel 258, eerste alinea, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie verzoekt de Commissie het Koninkrijk België de nodige maatregelen te nemen om dit met redenen omklede advies binnen vier maanden na de ontvangst ervan op te volgen.

Gedaan te Brussel, 14.5.2020

Voor de Commissie,

Thierry BRETON

Lid van de Commissie

VOOR GELIJKLUIDEND AFSCHRIFT
Voor de secretaris-generaal

Jordi AYET PUIGARNAU
Directeur van de Griffie
EUROPESE COMMISSIE